



**HAL**  
open science

# La famine soviétique de 1921-1922 dans *Le Temps* et *L'Humanité*: enjeux nationaux et internationaux d'une médiatisation

Lucas Hubert

## ► To cite this version:

Lucas Hubert. La famine soviétique de 1921-1922 dans *Le Temps* et *L'Humanité*: enjeux nationaux et internationaux d'une médiatisation. *Histoire*. 2021. dumas-03435949

**HAL Id: dumas-03435949**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03435949>**

Submitted on 19 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



**UNIVERSITÉ RENNES 2**  
**SCIENCES PO RENNES**

**La famine soviétique de 1921-1922 dans *Le Temps* et *L'Humanité***

*Enjeux nationaux et internationaux d'une médiatisation*

Lucas HUBERT

Mémoire de master

Sous la direction de M. Michel TISSIER

2021





**UNIVERSITÉ RENNES 2**  
**SCIENCES PO RENNES**

Master Histoire, relations internationales, mondialisation, interculturalités

**La famine soviétique de 1921-1922 dans *Le Temps* et *L'Humanité***

*Enjeux nationaux et internationaux d'une médiatisation*

Lucas HUBERT

Mémoire de master

Sous la direction de M. Michel TISSIER

2021

## REMERCIEMENTS

Dans le cadre du travail préalable à la rédaction de ce mémoire de maîtrise, je tiens à remercier les personnes et organismes m'ayant aidé à la fois dans sa réflexion et sa construction, tout particulièrement :

- M. Michel Tissier, pour son aide et ses conseils au cours de ces deux années ;
- Le site internet Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France, pour sa mise à disposition gratuite de nombreux documents, en particulier la totalité des numéros du *Temps* (1861-1942) et une partie importante des numéros de *L'Humanité* (1904-1948) ;

## TABLE DES ABRÉVIATIONS

- ARA : *American Relief Association*
- CICR : Comité international de la Croix-Rouge
- CISR : Comité international de secours à la Russie
- CRF : Croix-Rouge française
- IC : Internationale communiste (appelée aussi Komintern)
- ISR : Internationale syndicale rouge (appelée aussi Profintern)
- SFIC : Section française de l'Internationale communiste
- SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière
- SOI : Secours ouvrier international
- *Pomgol* : Commission centrale de secours soviétique



## INTRODUCTION GÉNÉRALE

La catastrophe alimentaire de 1921-1922 en Russie soviétique s'inscrit dans un temps long de famines et de disettes dans l'espace russe, un cycle qui ne s'arrête qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec la famine soviétique de 1946-1947. Une famine peut être définie comme une situation dans laquelle la population d'une zone géographique donnée, ou seulement une partie de cette population, est affectée par un manque de nourriture tel qu'il entraîne un état de sous-alimentation (soit moins de 1200 calories par jour) puis potentiellement la mort<sup>1</sup>.

La famine qui éclate au tout début des années 1920 dans le sud-ouest de la Russie (les régions de la Volga, jusqu'au Caucase et jusqu'à l'Oural) et l'est de l'Ukraine<sup>2</sup> s'avère différente des précédentes et des suivantes, tant par ses causes multiples que par ses conséquences internationales et sa médiatisation inédite. Quelques travaux récents publiés en langue française ont fourni d'importants éclairages sur l'histoire de cette famine. Le livre du démographe Sergueï Adamets, publié en 2003, a dressé une cartographie et une chronologie irremplaçables de cette famine, et donné aussi des éléments importants pour interpréter sa dimension politique, en examinant l'attitude du régime soviétique<sup>3</sup>. Et, tout récemment, l'historien français Nicolas Werth a publié une synthèse sur l'histoire des famines soviétiques, insistant sur les spécificités de celle du début des années 1920<sup>4</sup>.

Touchant essentiellement les campagnes, cette famine s'inscrit dans une séquence de déstabilisation du milieu rural qui a commencé avec la Première Guerre mondiale, conflit dans lequel l'Empire russe fût engagé aux côtés de la France et du Royaume-Uni à partir de 1914. La guerre a entraîné ainsi la mobilisation de millions de paysans dans l'armée, tout en orientant massivement l'économie vers l'effort militaire, au détriment de la production civile (biens de consommation, matériel agricole, produits alimentaires)<sup>5</sup>.

En 1917, la Révolution de Février puis celle d'Octobre ont exacerbé les conflits au sein des campagnes. Puis la guerre civile entre 1918 et 1920 a particulièrement exposé les régions du

---

<sup>1</sup> « Famine » sur Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Famine>

<sup>2</sup> Voir la table des cartes, p. 140.

<sup>3</sup> Sergueï Adamets, *Guerre civile et famine en Russie : le pouvoir bolchévique et la population face à la catastrophe démographique, 1917-1923*, Institut d'études slaves, 2003.

<sup>4</sup> Nicolas Werth, *Les grandes famines soviétiques*, PUF, 2020.

<sup>5</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p.45-56.



sud-ouest russe aux affrontements entre Armée rouge et forces « blanches ». Des villages et des récoltes furent détruits ou pillés par l'un ou par l'autre camp. L'économie tout comme les transports étaient alors soumis aux aléas de ces conflits globaux et les campagnes de ces régions se trouvaient dans une profonde crise agricole<sup>6</sup>. Les politiques menées par les différentes autorités successives dans ces régions ont aussi joué un rôle dans l'affaiblissement de l'économie agricole. Du côté soviétique, le « communisme de guerre » impulsé par le pouvoir bolchevique est marqué par de larges réquisitions des récoltes à partir de 1920-1921. Pour l'historien Nicolas Werth, les réquisitions brutales débutent même dès le printemps 1918 afin de ravitailler rapidement les grandes villes qui constituent les principaux bastions bolcheviques. Mais ces pratiques de réquisition font elles-mêmes suite à des politiques de même nature instituées en temps de guerre par les autorités impériales, dès 1915<sup>7</sup>. En 1920, face au pouvoir soviétique, des émeutes et des soulèvements éclatent pour aboutir à de véritables guerres paysannes qui culminent aux mois de février et mars 1921. Cette situation catastrophique pousse les responsables bolcheviques à adopter la Nouvelle Politique Economique (NEP), revenant ainsi à plus de souplesse, et à mettre fin au « communisme de guerre »<sup>8</sup>. Néanmoins, la NEP pourrait n'avoir été qu'un simple cordon sanitaire politique pour les autorités soviétiques, négligeant ainsi de soulager la famine<sup>9</sup>. Malgré ce tournant politique, les paysans restent hésitants à produire des excédents, en plus de leur propre consommation, parce qu'ils doivent la vendre à l'État à bas prix. La guerre civile et les réquisitions ont donc entraîné une diminution des rendements et du cheptel<sup>10</sup>. Plus généralement, les progrès de la productivité agricole ont été largement freinés depuis 1914 alors que la quantité de céréales, de viande et de produits laitiers disponibles ont drastiquement diminués, fragilisant des campagnes qui s'effondrent finalement dans certaines régions avec la famine en 1921<sup>11</sup>. En effet, à partir de l'été 1920, une sécheresse relativement importante a entraîné une première disette, avant qu'une seconde, exceptionnelle par son intensité, n'intervienne au printemps 1921, devenant une véritable famine<sup>12</sup>, l'une des pires des temps modernes selon l'historien canadien Charles M. Edmondson<sup>13</sup>. Ce sont donc tous ces facteurs réunis qui ont rendu possibles l'apparition puis le

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p. 63-75.

<sup>8</sup> Nicolas Werth, *op.cit.*, p. 13-17.

<sup>9</sup> Charles M.Edmondson, « The Politics of Hunger : The Soviet Response to Famine, 1921 », *Soviet Studies*, Vol. 29, n° 4, octobre 1977, p. 509.

<sup>10</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p. 63-75.

<sup>11</sup> Nicolas Werth, *op. cit.*, p. 18-19.

<sup>12</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p.90-95.

<sup>13</sup> Charles M.Edmondson, *op. cit.*, p. 506.

développement de la famine à partir de l'hiver 1921. Ce désastre alimentaire n'est véritablement résorbé qu'à l'été 1923, plus de deux ans plus tard.

Sur un autre plan, la catastrophe de 1921-1922 est très remarquable parce que, contrairement à la famine soviétique en 1932-1933 (particulièrement en Ukraine et au Kazakhstan), elle a fait l'objet d'une médiatisation et d'une action internationales de grande ampleur, même si les informations diffusées restent confuses en Europe occidentale jusqu'à l'automne 1921. Ce sont les autorités soviétiques qui choisissent de rendre publique la famine, malgré des contradictions persistantes, du moins à l'été 1921, sur leur volonté réelle d'accepter du secours des puissances européennes. Finalement, le secours humanitaire étranger (états-unien, Croix-Rouge, pays européens...) a occupé une place majeure dans la lutte contre la famine entre 1921 et 1923<sup>14</sup>.

En nous appuyant sur la meilleure connaissance de la famine à laquelle les travaux récents mentionnés ont permis d'aboutir, nous cherchons dans ce mémoire à lier l'étude de la dimension internationale de cet événement, également mieux connue<sup>15</sup>, à une analyse du rôle de la presse. L'action internationale à ce moment-là dépend en effet de la décision des autorités soviétiques d'en appeler à l'aide extérieure, et donc des moyens engagés pour faire connaître cette demande. Alors que le pouvoir bolchevique avait dû, dans la période antérieure, faire face à ses propres adversaires russes dans la guerre civile mais aussi à l'intervention de puissances étrangères, l'appel à l'aide qu'il lance implique l'établissement de relations nouvelles avec l'extérieur : d'une part avec les gouvernements et classes politiques des pays qui s'étaient engagés contre lui (France, Royaume-Uni, États-Unis principalement) ; d'autre part avec les populations de ces pays qui sont des démocraties libérales et où une partie de l'électorat, certes minoritaire, a pu manifester son enthousiasme ou sa sympathie à l'égard du nouveau régime soviétique. Dans les grands pays occidentaux, où la « civilisation du journal » connaît alors ce qu'il est convenu d'appeler son apogée (malgré la période difficile de temps de guerre que la presse écrite vient de traverser, marquée par le poids de la censure), la grande presse quotidienne forme par conséquent un relais décisif pour l'entreprise des autorités soviétiques, démunies face à l'ampleur de la catastrophe démographique et économique que constitue la famine.

---

<sup>14</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p.168-175.

<sup>15</sup> Marin Coudreau, « La diplomatie française et la famine de 1921-1922 en Russie » dans *La France et la Russie : Regards diplomatiques (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, PUR, Rennes, 2012, p. 65-91 ; Marin Coudreau, « Le Comité international de secours à la Russie, l'Action Nansen et les bolcheviks (1921-1924) », *Relations internationales*, 2012/3 (n°151), p. 49-61.

Dans cette perspective, et pour ce qui concerne le cas français, nous avons retenu deux grands titres de la presse nationale de l'époque, pour étudier la façon dont ils ont rendu compte de la famine soviétique de 1921-1922, c'est-à-dire pour analyser leur rôle dans la médiatisation de cet événement. Cette médiatisation peut être définie comme l'ensemble des moyens engagés et mis en œuvre pour donner à connaître la situation de la famine et ses conséquences sur les populations soviétiques, mais elle doit être rapportée au but poursuivi alors : mobiliser des moyens extérieurs pour aider le pouvoir soviétique, mal considéré par les gouvernements occidentaux, à lutter contre la famine. L'étude de la médiatisation s'inscrit donc nécessairement dans le contexte international, c'est-à-dire notamment les rapports diplomatiques, de ce moment. Les journaux français que nous avons choisi d'étudier sont les quotidiens du *Temps* et de *L'Humanité*. Nous avons retenu les années 1921 et 1922. Le désastre, en particulier l'aide humanitaire qui en découle, s'est prolongé jusqu'en 1923 mais les années 1921 et 1922 forment la période où la famine a été la plus dure et la plus intense, et où les deux journaux lui ont accordé la plus grande place. Présentons à présent chacun de ces deux journaux quotidiens de la presse française de l'époque, en insistant sur leur histoire et sur les spécificités qui rendent particulièrement intéressant de les choisir et de les confronter l'un à l'autre. Ces spécificités sont principalement liées à leurs positionnements politiques et idéologiques respectifs, antagonistes, à la fois en politique intérieure et dans le traitement des affaires internationales, les deux dimensions apparaissant particulièrement indissociables au sortir de la Première Guerre mondiale et après la Révolution d'Octobre en Russie<sup>16</sup>.

Fondée à l'initiative de Jean Jaurès au mois d'avril 1904, *L'Humanité* eu pour premier objectif d'unir le mouvement socialiste français pour peser véritablement dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. En 1905, les socialistes français se rassemblent finalement dans la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) dont *L'Humanité* devient l'organe officiel en 1911. Se réclamant du socialisme et se voulant le défenseur de la classe ouvrière, le journal défend notamment le pacifisme, l'antimilitarisme et la laïcité. Mais sa situation économique reste difficile jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Au même moment, à l'été 1914, son dirigeant et fondateur Jean Jaurès est assassiné par un extrémiste nationaliste. Dès lors, une grande majorité de socialistes se rallie à l'Union sacrée. Le successeur de Jaurès à la tête de *L'Humanité*, Pierre Renaudel, suit une ligne éditoriale favorable à la guerre, mais sans s'associer au « bourrage de crâne » dont fait preuve une grande

---

<sup>16</sup> Pour l'étude synthétique des positions occidentales vis-à-vis de la jeune Russie soviétique, voir Marc Ferro, *1917, l'Occident devant la Révolution soviétique : l'histoire et ses mythes*, Complexe, 1991.

majorité de la presse, et dénonce les excès de la censure. Au mois d'octobre 1918, quelques semaines avant la fin du conflit, Renaudel est remplacé par Marcel Cachin à la tête du journal, ce qui traduit la distance que les socialistes dans l'ensemble ont prise avec l'Union sacrée au fil du temps (sans parler d'une minorité depuis longtemps adverse de celle-ci). Le quotidien connaît ensuite un tournant à la fin de l'année 1920. En effet, lors du congrès de Tours, la SFIO voit la scission entre les tendances plutôt « socialistes » et les tendances plutôt « communistes », favorables à la Révolution d'Octobre en Russie. *L'Humanité* reste alors au sein de la majorité qui transforme la SFIO en Section Française de l'Internationale communiste (SFIC), appelé plus tard Parti communiste français (PCF), dont elle devient rapidement l'organe central. Comme le parti, le journal subit de plus en plus fortement l'influence bolchevique à travers l'Internationale communiste (IC), ou Komintern, fondée dès le mois de mars 1919<sup>17</sup>.

De son côté, le journal *Le Temps* est beaucoup plus ancien. Conçu sur le modèle du quotidien britannique *The Times*, il a été fondé au mois d'avril 1861 par le journaliste Auguste Nefftzer, désireux de profiter de la relative libéralisation entamée par le régime du Second Empire de Napoléon III. Pendant près de dix ans, sous l'influence de la philosophie libérale protestante, le journal s'opposa fermement au régime impérial. En 1871, Adrien Hébrard succède à Nefftzer à la tête du journal. À partir des années 1880, il est considéré comme le quotidien des nouvelles élites républicaines et plus globalement comme le journal de référence du nouveau régime. Il est l'un des quotidiens français les plus tournés vers l'actualité internationale et se fait généralement le porte-voix de la diplomatie française. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'orientation politique du journal varie du centre au centre-droit, avant de toujours plus s'ancrer à droite après le conflit. Les fils d'Hébrard succèdent à leur père après 1914. Cependant, la société éditrice du *Temps* tombe finalement dans les mains de confédérations du grand patronat en 1929 qui écarte le second fils de la tête du journal<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Thierry PFISTER, « HUMANITÉ L' », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 8 juin 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com/distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/l-humanite/> ;

<sup>18</sup> Plus tard, après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation nazie, le quotidien, plus que jamais à droite, se rallie au gouvernement de Vichy et continue de diffuser en zone libre jusqu'au mois de novembre 1942. À la Libération, *Le Monde* est fondé au mois de décembre 1944 sur les ruines du *Temps*, empruntant sa typographie et réemployant une partie de son personnel mais en s'ancrant plutôt au centre-gauche. Voir Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (sous la direction de), *Histoire générale de la presse française, t. III : De 1871 à 1940*, PUF, 1972, p. 558-561 ; Pierre Albert, *Histoire de la presse*, PUF, 2010, p. 94-98 ; « Le Temps (quotidien français, 1861-1942) » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_Temps\\_\(quotidien\\_fran%C3%A7ais,\\_1861-1942\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Temps_(quotidien_fran%C3%A7ais,_1861-1942))

Nous allons donc nous attacher à montrer comment la famine soviétique fait événement dans ces deux journaux importants, et politiquement opposés, de la presse française en 1921 et 1922. Tout au long de cette étude, notre objectif sera de lier et d'unir les différentes échelles locales, nationales et internationales afin de saisir au mieux comment le phénomène de la famine soviétique a été présentée par ces quotidiens au début des années 1920, dans un contexte politique et diplomatique très mouvant, comme nous l'avons indiqué.

Dans un premier temps, nous nous attarderons sur la question du travail journalistique mené par les deux quotidiens pour rendre compte de la famine. La première question qui se pose est celle des sources et des moyens utilisés par les deux journaux pour obtenir et diffuser des informations portant sur la catastrophe. Nous poursuivrons ensuite en donnant une analyse de l'évolution de la mise en page et de la place consacrée à la famine au sein des deux quotidiens. Cette évolution peut dépendre, d'une part, de la chronologie même de la famine sur le terrain, mais aussi d'autre part des phases de l'internationalisation et la médiatisation de la lutte contre la famine. Enfin, pour clore cette première partie et opérer une transition avec la seconde, nous nous intéresserons directement à la question de l'opposition politique et idéologique entre les deux journaux, et à la façon dont elle s'exprime publiquement dans leurs colonnes lorsque *L'Humanité* et *Le Temps* traitent de la famine.

Il s'agira ensuite de se pencher plus précisément sur le rapport entre la couverture journalistique de la famine et les enjeux internationaux du moment, pour la question des relations avec la jeune Russie soviétique en particulier. Dans un premier temps, nous verrons dans quelle mesure *L'Humanité* et *Le Temps* évoquent l'émergence puis le développement de l'action des principales organisations de secours dans les régions russes sinistrées. Toujours sur le plan international, nous montrerons comment les deux journaux, participent à faire de la lutte contre la famine un véritable dossier diplomatique, dont l'enjeu principal est la question de l'établissement de relations officielles, entre la Russie soviétique et les grandes puissances occidentales (qui ont rompu tout contact officiel avec les bolcheviks depuis 1918). Enfin, nous prolongerons cette analyse en resserrant l'étude sur la politique menée par la France elle-même, en montrant comment *Le Temps* et *L'Humanité* rendent compte de l'aide officielle du gouvernement français dans la lutte contre la famine.

Pour terminer, notre dernier chapitre se concentrera sur *L'Humanité*, dont le traitement de la famine ne peut être analysé qu'à l'interface entre la politique intérieure française et la politique internationale, puisque les « communistes » français se conçoivent alors et se proclament comme les militants du nouvel internationalisme communiste, seuls et vrais

défenseurs de la classe ouvrière mondiale. Nous nous pencherons en premier lieu sur le secours ouvrier français, tel que le journal le présente. L'importance de ce secours est loin d'être négligeable au sein du cadre plus large qu'est le Secours ouvrier international (SOI). Puis, en revenant à la pratique journalistique au sein du quotidien, nous montrerons concrètement comment se confondent les statuts de journalistes et de militants politiques, et les questions que posent cette confusion dans le rapport au phénomène même de la famine en Russie soviétique. Enfin, nous consacrerons une section à part entière par *L'Humanité* d'images, sous forme de dessins de presse et de photographies, et nous montrerons les ambiguïtés de cet usage, entre mission d'information et propagande.



*Chapitre 1***LA FAMINE DANS *L'HUMANITÉ* ET *LE TEMPS* : POUR QUELLE  
REPRÉSENTATION JOURNALISTIQUE ?**

Pour débiter notre réflexion, notre objectif va être de nous demander comment et sous quelle forme s'inscrit la famine soviétique dans *L'Humanité* et *Le Temps* en 1921 et 1922. En effet, avant de nous interroger sur le fond, la forme, tout aussi importante, se doit d'être minutieusement analysée. Dans cette perspective, nous allons d'abord nous concentrer sur les sources en se focalisant dans un premier temps sur les origines de la famine d'une part et sa fin (supposée et espérée) d'autre part au sein des deux journaux. L'absence de correspondants en Russie soviétique pour l'ensemble de la presse française font que les sources soviétiques restent indispensables, y compris pour des journaux politiquement éloignés comme *Le Temps*. Pour terminer sur les sources, nous verrons comment, faute de militants, les témoignages occupent une place de premier plan pour relayer la « réalité » du terrain. Dans un second temps, nous tenterons d'analyser quelle place occupe formellement la famine dans les deux quotidiens, mis en perspective à l'aide de graphiques. Pour cela, le nombre d'articles par mois et leur présence en une (ou non) constitueront les deux grands marqueurs sur lesquels nous nous reposerons. Enfin, pour clore ce premier chapitre, et à partir du contexte politique français de l'après-guerre, nous nous attarderons sur l'opposition, parfois explicite, parfois implicite, entre *Le Temps* et *L'Humanité*, particulièrement palpable dans le cadre de la famine.



## 1.

### QUELLES SOURCES POUR *L'HUMANITÉ* ET *LE TEMPS* ?

Lorsque notre réflexion est aussi étroitement liée à la presse, la question des sources se pose inévitablement, d'autant plus dans le contexte d'un Etat naissant comme la jeune Russie soviétique. Elle va donc occuper une grande partie de notre développement dans ce premier chapitre, et plus particulièrement dans la première partie. Nous nous pencherons d'abord sur deux moments précis : l'apparition de la famine dans la presse puis l'annonce de sa disparition supposée. Nous nous demanderons ainsi comment ces deux moments fondamentaux s'inscrivent-ils dans *L'Humanité* et *Le Temps*. Il y sera ensuite plus question des sources dans un aspect plus global, à travers la problématique de la présence de correspondants sur le terrain, notamment de leur existence (ou non) en Russie soviétique. Enfin nous observerons la place accordée aux témoignages dans les quotidiens durant cette catastrophe alimentaire.

Dans une seconde partie, nous tenterons d'analyser l'évolution de la mise en page, et notamment de la place consacrée aux articles traitant de la famine dans *L'Humanité* et *Le Temps*. Pour finir, nous nous pencherons sur l'opposition, parfois directe et frontale, entre les deux journaux dans le cadre resserré qu'est le sujet de la famine.

#### *1.1 La famine : aux origines et à la disparition (supposée) d'une catastrophe alimentaire*

Avant de se pencher sur l'utilisation des sources proprement dites, dans leur aspect divers et varié, focalisons-nous dans un premier temps sur deux moments essentiels de notre période : les toutes premières mentions de la famine à l'été 1921 et les premières affirmations d'une sortie de crise en 1922.

Dans son numéro du 7 juin 1921, *Le Temps* montre, d'après la *Krasnaïa Gazeta*, l'existence de restrictions alimentaires liées à une mauvaise récolte en 1920. Cependant, le journal parle de régions du centre, donc plutôt les régions de Moscou, Briansk et Orel, et non les régions du sud-ouest (Volga, Saratov et Samara), épicentres de la catastrophe à venir.

En réalité, la première véritable mention de la famine en tant que telle dans *Le Temps* est constatée dans le numéro du 17 juillet 1921. Néanmoins, nous observons que le quotidien français rapporte l'information, non pas grâce à ses propres journalistes, mais par le biais des appels publics de l'écrivain Maxime Gorki et du patriarche de Moscou demandant du secours urgent. *Le Temps* reprend ensuite les informations relayées par la *Pravda* qui note les récoltes calamiteuses dans la région de la Volga<sup>19</sup>. Nous pouvons ainsi voir que *Le Temps* ne fait que reprendre des informations de la presse soviétique et des appels publics de détresse de personnalités russes avec l'accord bolchevique. Ce retard est à mettre en lien avec l'absence de la presse française en Russie que l'on a pu constater précédemment. Dans ce cadre précis, une comparaison serait intéressante à établir avec des journaux britanniques, allemands ou états-uniens. Nous aurions pu croire que *L'Humanité*, de par son orientation politique et sa proximité avec la SFIC (appelé ensuite Parti communiste français), aurait été plus alerte et rapide que *Le Temps* sur cette information cruciale. Dans les faits, il n'en est rien puisque le quotidien mentionne la catastrophe pour la première fois dans son numéro du 18 juillet 1921 dans un article signé Amédée Dunois, soit une journée après *Le Temps*. *L'Humanité* fait part pourtant de « l'effroyable menace de la famine connue depuis quelques semaines »<sup>20</sup>. Ses sources d'information proviennent, comme pour *Le Temps*, des appels au secours de Gorki et du patriarche moscovite à la communauté internationale mais aussi de Joseph Tommasi, rentré le 16 juillet de Russie. Joseph Tommasi (1886-1926) est un ouvrier syndicaliste. Pacifiste durant la Grande Guerre, il est membre fondateur de la SFIC en 1920. Aux mois de juin et juillet 1921, il est envoyé comme délégué au congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge (ISR) à Moscou et assiste parallèlement au congrès de l'IC. Rédacteur de la page syndicale de *L'Humanité* en 1921-1922, il est aussi membre du Comité directeur du parti entre 1921 et 1924 puis du Bureau politique en 1924<sup>21</sup>. En réalité, *L'Humanité* dépend étroitement de la communication soviétique et de la volonté ou non du régime de médiatiser la catastrophe en cours.

Il ne fait pas de doute que le régime soviétique a eu tôt l'opportunité de détecter la famine et de réagir en conséquence. En effet, dès le mois de novembre 1920, des rapports alertent sur la sécheresse et la diminution brutale des récoltes dans certaines régions, notamment

<sup>19</sup> Numéro du *Temps* du 17 juillet 1921.

<sup>20</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 juillet 1921.

<sup>21</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article132797>, notice TOMMASI Joseph [TOMMASI Alexandre, Joseph] par Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 18 avril 2020.

dans les Terres Noires et la moyenne Volga<sup>22</sup>. Après enquêtes au mois de décembre 1920, le pouvoir soviétique accrédite la thèse de famines localisées et décide de prendre certaines mesures pour stopper le déclin des cultures. Afin de créer des stocks de grains, ce dernier poursuit les réquisitions, accentuant l'hostilité des paysans vis-à-vis du régime qui diminuent leur surface cultivée pour ne travailler la terre que le strict nécessaire, c'est-à-dire seulement pour leur propre consommation. Nous observons donc que les mesures entreprises par les dirigeants soviétiques n'ont pas mis en échec la famine mais, au contraire, contribué à l'exacerber. Au mois de janvier 1921, les rapports se multiplient sur le développement d'une véritable catastrophe alimentaire, et notamment sur l'utilisation de succédanés et l'apparition d'importantes migrations paysannes dans la région de la Volga. Le régime finit alors par conclure que cinq régions peuvent être désormais potentiellement touchées par la famine. Cependant, le gouvernement soviétique n'admet toujours pas ouvertement la véritable gravité de la situation pour des raisons qui sont d'abord politiques : il ne possède pas de réserves de nourriture et de semences suffisantes, à quoi se rajoute une crise des transports. Dans le même temps, l'instauration de la Nouvelle politique économique (NEP), au printemps 1921, éloigne la faim dans les villes mais pas dans les campagnes où les réquisitions ne sont stoppées qu'au milieu de l'été 1921, transformant une survie très difficile dans les régions fragilisées en une ruine totale. Alors même qu'une sécheresse phénoménale, la seconde après 1920 (seulement sept millimètres de précipitations entre les mois d'avril et de juin 1921, soit quatre à cinq fois moins que les sécheresses précédentes) dévastent totalement les récoltes une nouvelle fois<sup>23</sup>.

De fait, les Soviétiques craignent, au moins jusqu'au mois de juin 1921, une influence étrangère en Russie, notamment états-unienne, via une assistance contre la famine. Au mois de mai 1921, des intellectuels russes émigrés proposent leurs services pour des opérations de secours, ce qui est refusé par le pouvoir soviétique. Parallèlement, Lénine décide toutefois d'explorer la possibilité d'un secours étranger en nourriture et en semences. Le 10 juin, un rapport émanant de fonctionnaires locaux du commissariat au Ravitaillement à Saratov estime qu'il faudra 100 millions de pouds<sup>24</sup> de céréales pour éviter une ruine totale. Les intellectuels russes émigrés finissent par convaincre Gorki d'intercéder en leur faveur auprès de Lénine et c'est une réussite. Le 2 juillet, un Comité panrusse de secours, composé de bolcheviks et de non-bolcheviks, est créé avec des pouvoirs élargis. Dans l'esprit des responsables soviétiques,

---

<sup>22</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p. 45-56.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Ancienne unité de mesure utilisée en Russie, en théorie abolie en 1918. Un poud est équivalent à 16,38 kg ; « Poud » sur Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Poud>

ce comité doit permettre d'attirer l'aide étrangère, rien de plus. Malgré les apparences, son rôle devait rester limité. Néanmoins, la création du Comité prouve que le régime n'ignore plus la famine. Ainsi, la *Pravda* en fait mention le 26 juin et le parti le 30 juin, avant l'appel de Gorki le 13 juillet. Puis le 18 juillet, une agence gouvernementale officielle de secours (Comité central de secours aux affamés ou *Pomgol*) est aussi créée, dirigée par Kamenev<sup>25</sup>.

Pour comparer, il serait maintenant judicieux de se projeter à la fin de la période étudiée pour observer à quel moment et comment les deux quotidiens évoquent une possible sortie de la famine. *Le Temps* et *L'Humanité* évoquent tous deux pour la première fois une éventuelle fin de la famine dans leurs numéros du 28 juin 1922. *Le Temps* tire sa conclusion d'une conférence de presse donnée par le chef de la délégation soviétique Maxime Litvinov<sup>26</sup>, alors adjoint au commissariat soviétique aux Affaires étrangères, à l'occasion de la conférence de La Haye. Ce dernier aurait déclaré que la famine, encore menaçante au moment de la conférence de Gênes (donc en avril 1922), serait désormais conjurée, la moisson promettant d'être superbe et même exportatrice<sup>27</sup>.

De son côté, *L'Humanité* tire aussi ses informations de la conférence de La Haye, sans toutefois préciser leur origine. L'article, signé Marcel Cachin<sup>28</sup>, déclare que la récolte s'annonce bonne dans la plupart des régions, supérieure de 25 % à celle de 1921. Cachin écrit même qu'il a étéensemencé assez de céréales dans le bassin de la Volga pour entrevoir la fin de la famine d'ici quelques semaines. Selon lui, « la situation alimentaire du pays sera incomparablement meilleure à partir de l'automne prochaine »<sup>29</sup>. Un mois plus tard environ, cet optimisme se voit confirmé par *L'Humanité* dans son numéro du 21 juillet, à travers une interview de Pierre Pascal<sup>30</sup> par Jacques Mesnil<sup>31</sup> durant la conférence de La Haye. Pascal confirme que la récolte

---

<sup>25</sup> Charles E. Edmondson, *op. cit.*, p. 506-518 ; Lev Kamenev (1883-1936), révolutionnaire et leader bolchevique, président du Soviet de Moscou à partir de 1918, vice-président du Conseil des commissaires du peuple à partir de 1922.

Georges HAUPT, « KAMENEV LEV BORISSOVITCH ROSENFELD dit (1883-1936) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 10 juin 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/kamenev/>

<sup>26</sup> Maxime Litvinov (1876-1951), un des grands artisans de la diplomatie soviétique qu'il dirige de 1930 à 1939, auparavant adjoint entre 1921 et 1930 de Tchitcherine, commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Claudie WEILL, « LITVINOV WALLACH FINKELSTEIN dit MAXIME MAXIMOVITCH - (1876-1951) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 14 juin 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/litvinov-wallach-finkelstein-dit-maxime-maximovitch/>

<sup>27</sup> Numéro du *Temps* du 28 juin 1922.

<sup>28</sup> Voir Notices biographiques, p. 149.

<sup>29</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 juin 1922.

<sup>30</sup> Voir Notices biographiques, p. 157 ; Sophie Coeuré, *Pierre Pascal. La Russie entre christianisme et communisme*, Les Editions Noir sur Blanc, 2014, p. 170-171.

<sup>31</sup> Voir Notices biographiques, p. 161.

de 1922 sera bonne, du moins incomparable avec celle de 1921. Il nuance néanmoins son propos en précisant que la surface ensemencée dans les régions sinistrées n'est que le tiers de celle d'avant-guerre<sup>32</sup>.

Deux jours plus tard, dans son numéro du 23 juillet, *L'Humanité* confirme cette inflexion positive en se faisant l'écho de la transformation de l'action de secours lors de deux conférences qui lui sont dédiées à Berlin. L'aide aux affamés est ainsi remplacée en une aide pour le relèvement économique de la Russie. Dans le même numéro, *L'Humanité* apporte un nouveau témoignage qui cette fois n'est pas soviétique, mais provient d'un rédacteur anglais de la revue *Observer*, tout juste rentré de Russie. Il confirme ainsi que la prochaine récolte sera excellente et que les populations reviendraient en masse dans la région de la Volga. Le journaliste souligne néanmoins que cette récolte n'effacera pas immédiatement la catastrophe alimentaire. Une ou deux années seront nécessaires pour relever totalement les régions sinistrées<sup>33</sup>.

Puis dans son numéro du 23 août 1922. *Le Temps*, alerté par son correspondant de Londres, via le bureau européen central du comité de secours américain (vraisemblablement l'ARA), indique que la famine aurait pris fin en Ukraine grâce à l'aide américaine<sup>34</sup>. Trois jours plus tard, dans son numéro du 26 août, *Le Temps* confirme une fois de plus la prochaine bonne récolte. De source soviétique, d'après le commissariat à l'Alimentation, il indique que les régions du sud pourront même exporter des excédents de céréales, principalement du froment<sup>35</sup>. Peu de temps après, dans son numéro du 2 septembre, nouvelle indication dans *Le Temps* de cette tendance positive. D'après la presse soviétique, le Comité central de secours aux affamés (*Pomgol*) substitue le secours direct sous forme de distribution de nourriture par une assistance technique aux paysans dans le but d'augmenter les rendements<sup>36</sup>. Puis dans son numéro du 7 septembre, *Le Temps* rapporte, grâce à son correspondant de Londres, les déclarations de Nister Fleisch, président de l'ARA, de retour de Russie<sup>37</sup>. Celui-ci déclare que le pouvoir soviétique possède désormais assez de vivres jusqu'à la prochaine récolte. Cependant, mendiants et orphelins, encore nombreux, devront continuer à être nourris jusqu'en 1923, Fleisch annonçant la disparition totale de la famine pour cette même année<sup>38</sup>. Dernière mention dans le numéro du

---

<sup>32</sup> Numéro de *L'Humanité* du 21 juillet 1922.

<sup>33</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 juillet 1922.

<sup>34</sup> Numéro de *Le Temps* du 23 août 1922.

<sup>35</sup> Numéro de *Le Temps* du 26 août 1922.

<sup>36</sup> Numéro de *Le Temps* du 2 septembre 1922.

<sup>37</sup> Aucune information supplémentaire trouvée à ce nom.

<sup>38</sup> Numéro de *Le Temps* du 7 septembre 1922

16 octobre du *Temps* où nous constatons un relatif retournement de situation, au regard des articles précédents. En effet, d'après des délégués des régions affamées, *Le Temps* annonce que la famine pourrait faire son retour durant l'hiver 1922-1923 dans les régions du Don, de Tsaritsin et de Nikolaïev où les habitants auraient encore largement besoin de secours<sup>39</sup>. Nous pouvons ainsi voir que les secours et la presse en général se sont largement concentrés sur l'amélioration de la situation dans la région de la Volga, la plus touchée depuis le début de la famine, en oubliant peut-être d'autres régions plus épargnées jusque-là.

Dans son ouvrage, l'historien Sergueï Adamets corrobore dans un premier temps cette vision en reprenant les affirmations du pouvoir soviétique qui indique que la récolte de l'été 1922 permettrait de stopper la poursuite de la catastrophe alimentaire. Ainsi, dès le mois d'octobre 1922, le gouvernement bolchevique ne distingue plus aucune zone en difficulté alimentaire catastrophique. Pour autant, cela ne veut pas dire que la famine a disparu. Adamets montre en effet que la récolte de 1922 reste encore déficitaire dans la majorité des régions sinistrées, un fait rapporté par la presse de l'époque comme nous avons pu le constater précédemment<sup>40</sup>. Une partie de la population de ces territoires continue donc de mener une vie de semi-affamés, sans avoir le nécessaire pour ensemençer leurs terres. Comme nous avons pu l'observer dans le dernier article du *Temps* datant du 16 octobre, Adamets écrit que des situations difficiles persistent dans plusieurs régions. Et de fait, au mois de mars 1923, la Commission centrale de lutte contre les conséquences de la famine (C.C. Posledgol qui remplace le C.C. Pomgol au mois d'octobre 1922) évalue encore à 10 millions la population nécessiteuse. En 1922-1923, la famine se déplace nettement dans les régions périphériques de la Russie soviétique. C'est le cas par exemple de l'Ukraine où un million de personnes ont un besoin urgent d'aide alimentaire au mois de novembre 1922, ou de la Kirghizie. Et à la fin de l'année 1923, il reste près d'un million de personnes dans l'ensemble de la Russie soviétique en situation de nécessité alimentaire. Pour Adamets, la famine de masse ne s'arrête donc pas avec la récolte de 1922 mais s'étire en réalité jusqu'à l'automne 1923<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Numéro du *Temps* du 16 octobre 1922.

<sup>40</sup> Numéro de *L'Humanité* du 21 juillet 1922.

<sup>41</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.*, p. 153-168.

### 1.2 Informer sans correspondants sur le terrain : des sources indirectes variées

Face à un tel événement et dans un Etat « fermé » ou presque, et ce malgré la médiatisation de la catastrophe, la question des sources se pose de manière évidente pour les deux journaux qui nous intéressent ici, à savoir *L'Humanité* et *Le Temps*.

En effet, tous deux doivent composer sans correspondant officiel sur place en Russie soviétique. Cette situation n'est toutefois pas propre aux deux quotidiens mais à toute la presse française en général au début des années 1920. D'autant plus que, malgré la reconnaissance officielle du régime soviétique par la France à la fin de l'année 1924, il n'y a qu'un seul correspondant français permanent à Moscou, Jean Fontenoy, dépêché par Havas peu après le rétablissement des relations diplomatiques. Toutefois, ce dernier quitte l'URSS dès mars 1926 face à une atmosphère d'hostilité qui rend impossible tout travail journalistique sérieux mais aussi face au peu d'intérêt de la presse française pour ses dépêches, hormis *Le Temps*. Il faut ensuite attendre 1931 pour voir de nouveau un correspondant français permanent en Union soviétique. Nous pouvons donc observer l'absence de la presse française sur le terrain soviétique durant toutes les années 1920, à l'exception d'une courte période, un constat qui contraste avec celui de la présence journalistique américaine, allemande ou anglaise. Cette faible implantation de la presse française se retrouve dans d'autres Etats mais elle a en Russie des conséquences particulières dans un pays où l'information est monopole d'Etat<sup>42</sup>.

De ce fait, les deux journaux utilisent les informations émanant des capitales ou des pays frontaliers de la Russie soviétique<sup>43</sup>, censés avoir les nouvelles les plus rapides et les plus directes, à travers leurs correspondants officiels présents sur place ou parfois, via des contacts plus officieux (personnels diplomatiques, Français expatriés...). Ainsi, *Le Temps* s'appuie principalement sur des informations provenant d'Helsingfors<sup>44</sup> (appellation originelle d'origine suédoise de l'actuelle Helsinki) dans une Finlande indépendante depuis peu en 1918, et de Riga<sup>45</sup>, capitale de la République de Lettonie qui a également pris son indépendance en 1918. Toujours pour ce qui est des Etats frontaliers, *Le Temps* utilise plus secondairement des sources

---

<sup>42</sup> Sophie Coeuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris : Ed. du Seuil, rééd. Paris : CNRS Editions, 2017, p. 60.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 07/06/21 ; 17/07/21 ; 20/07/21 ; 26/07/21 ; 27/07/21 ; 30/07/21 ; 31/07/21 ; 02/08/21 ; 03/08/21 ; 04/08/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 08/08/21 ; 09/08/21 ; 15/08/21 ; 20/08/21 ; 24/08/21 ; 27/08/21 ; 01/09/21 ; 09/09/21 ; 15/09/21 ; 16/09/21 ; 13/10/21 ; 18/11/21 ; 16/04/22 ; 16/05/22 ; 05/07/22.

<sup>45</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 02/08/21 ; 04/08/21 ; 05/08/21 ; 10/08/21 ; 11/08/21 ; 12/08/21 ; 14/08/21 ; 15/08/21 ; 18/08/21 ; 22/08/21 ; 25/08/21 ; 04/09/21 ; 05/09/21 ; 13/09/21 ; 23/09/21 ; 25/09/21 ; 27/09/21 ; 09/10/21 ; 18/11/21 ; 17/03/22 ; 26/08/22 ; 13/09/22 ; 21/09/22.

de Reval<sup>46</sup> (appellation allemande de l'actuelle Tallinn) alors située dans la République d'Estonie indépendante depuis 1918 ; de Pologne<sup>47</sup> (généralement de Varsovie), redevenue indépendante en 1918, et enfin de Wilna<sup>48</sup> (appellation allemande de l'actuelle Vilnius, aujourd'hui capitale de la Lituanie), alors située au sein de la République de Lituanie centrale en 1920-1921, annexée par la Pologne en 1922.

Par comparaison, pour ce qui concerne des sources issues des pays frontaliers de la Russie soviétique, *L'Humanité* s'appuie presque uniquement, et donc bien plus que *Le Temps*, sur des informations de Riga<sup>49</sup>. Comme explication à cette prédominance, nous pouvons avancer l'hypothèse que le journal a un correspondant officiel sur place, ce qu'il n'a pas en Finlande, en Pologne ou dans les deux autres pays Baltes. En effet, d'une source autre que Riga, il n'existe qu'une seule occurrence, émanant de Varsovie<sup>50</sup>.

Outre les sources frontalières, les deux quotidiens français font appel à leurs principaux relais de correspondants en Europe. Ainsi, *Le Temps* fait surtout appel à ses bureaux, les plus connectés et les plus dynamiques, de Londres<sup>51</sup> et de Berlin<sup>52</sup>. De fait, les communications et les informations circulent beaucoup plus librement et beaucoup plus facilement entre l'Allemagne (et particulièrement sa capitale, Berlin) et la Russie soviétique dans les années 1920, surtout si l'on compare à la France. *Le Temps* utilise aussi abondamment la presse britannique. Il s'appuie principalement sur *The Times*<sup>53</sup>, modèle par excellence du *Temps*, quotidien conservateur fondé en 1785 et publié à Londres, considéré comme le plus influent des journaux britanniques<sup>54</sup>. Il reprend également, mais plus secondairement, d'autres titres

<sup>46</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 23/07/21 ; 29/07/21 ; 08/08/21 ; 12/08/21 ; 15/08/21 ; 22/08/21 ; 24/08/21 ; 05/09/21 ; 13/10/21 ; 11/03/22 ; 16/05/22.

<sup>47</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 06/08/21 ; 09/08/21 ; 12/08/21 ; 22/08/21 ; 10/12/21 ; 18/02/22 ; 30/03/22 ; 01/06/22 ; 02/09/22.

<sup>48</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 10/08/21 ; 11/08/21 ; 30/08/21.

<sup>49</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 25/07/21 ; 29/07/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 10/08/21 ; 12/08/21 ; 17/08/21 ; 19/08/21 ; 21/08/21 ; 22/08/21 ; 23/08/21 ; 26/08/21 ; 28/08/21 ; 29/08/21 ; 07/09/21 ; 08/09/21 ; 11/09/21 ; 12/09/21 ; 18/09/21 ; 19/09/21 ; 03/10/21 ; 31/10/21 ; 08/11/21 ; 15/11/21 ; 01/12/21 ; 06/12/21 ; 11/12/21 ; 13/12/21 ; 15/12/21 ; 20/12/21 ; 27/12/21 ; 22/02/22.

<sup>50</sup> Le numéro associé du *Temps* : 07/08/21.

<sup>51</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 17/07/21 ; 30/07/21 ; 06/08/21 ; 08/08/21 ; 12/08/21 ; 14/08/21 ; 17/08/21 ; 29/08/21 ; 30/08/21 ; 05/09/21 ; 16/09/21 ; 01/10/21 ; 23/10/21 ; 05/11/21 ; 30/11/21 ; 06/12/21 ; 06/03/22 ; 11/03/22 ; 16/04/22 ; 16/05/22 ; 22/07/22 ; 23/08/22 ; 07/09/22 ; 01/11/22.

<sup>52</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 22/07/21 (à partir de diverses sources russes) ; 26/07/21 ; 06/08/21 ; 08/08/21 ; 11/08/21 ; 17/08/21 ; 18/08/21 ; 19/08/21 ; 21/08/21 ; 22/08/21 ; 26/08/21 ; 05/09/21 ; 10/09/21 ; 28/09/21 ; 29/11/21 ; 15/01/22 ; 15/02/22 ; 24/04/22 ; 16/05/22 ; 01/06/22.

<sup>53</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 06/08/21 ; 26/08/21 ; 29/08/21 ; 03/09/21 ; 02/02/22 ; 16/04/22 ; 17/09/22.

<sup>54</sup> Rupert SWYER, « TIMES THE », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 29 mai 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/the-times/>



londoniens plutôt conservateurs : le *Daily Express*<sup>55</sup>, fondé en 1900<sup>56</sup>, rival du *Daily Mail*<sup>57</sup>, fondé en 1896<sup>58</sup> ; l'*Evening Standard*<sup>59</sup>, fondé en 1827<sup>60</sup> ; le *Morning Post*, fondé en 1772 et racheté en 1937 par le *Daily Telegraph*, fondé en 1855. Enfin, il utilise certains journaux libéraux, voire de centre-gauche : le *Daily News*<sup>61</sup>, de tendance libérale, fondé en 1846 et publié jusqu'en 1930, date où il fusionne avec le *Daily Chronicle*<sup>62</sup>, fondé en 1872 et soutenant l'aile gauche du Parti libéral; le *Manchester Guardian*<sup>63</sup>, appelé plus simplement *The Guardian* depuis 1959, publié à Londres et Manchester, rival attitré du *Times*<sup>64</sup>.

De la même manière que pour les sources britanniques, outre son correspondant à Berlin, *Le Temps* reprend, certes de façon assez succincte, la presse allemande. On retrouve principalement les quotidiens les plus importants, plutôt orientés au centre-droit : le *Berliner Tageblatt*<sup>65</sup>, de tendance libérale, un des grands quotidiens allemands entre 1872 et 1939<sup>66</sup> ; le *Berliner Lokal-Anzeiger*<sup>67</sup>, conservateur, fondé en 1883 ; le *Vossische Zeitung*<sup>68</sup> (« Gazette de Voss » en français), libéral, publié de 1721 à 1934, journal de référence sous la République de Weimar, porte-parole de l'émigration russe libérale ; le *Frankfurter Zeitung*<sup>69</sup> (ou « Gazette de Francfort » en français), libéral de centre-gauche, fondé en 1856 ; le *Ringische Rundschau*<sup>70</sup>, libéral, publié de 1894 à 1939 dans les pays Baltes, le journal de référence pour la minorité allemande en Europe du Nord durant l'entre-deux-guerres.

---

<sup>55</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 26/07/21 ; 26/08/21.

<sup>56</sup> Rupert SWYER, « DAILY EXPRESS », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 29 mai 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/daily-express/>

<sup>57</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 16/08/21 ; 13/10/21.

<sup>58</sup> Rupert SWYER, « DAILY MAIL », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 29 mai 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/daily-mail/>

<sup>59</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 10/08/21 ; 05/10/21.

<sup>60</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 07/08/21 ; 11/09/21.

<sup>61</sup> Le numéro associé du *Temps* : 29/08/21.

<sup>62</sup> Le numéro associé du *Temps* : 01/11/21.

<sup>63</sup> Le numéro associé du *Temps* : 20/01/22.

<sup>64</sup> Rupert SWYER, « GUARDIAN THE », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 30 mai 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/the-guardian/>

<sup>65</sup> Les différents numéros associés : 02/08/21 (depuis Reval) ; 08/08/21.

<sup>66</sup> « Berliner Tageblatt » sur Wikipédia : [https://en.wikipedia.org/wiki/Berliner\\_Tageblatt](https://en.wikipedia.org/wiki/Berliner_Tageblatt)

<sup>67</sup> Les différents numéros associés : 08/08/21 (depuis Copenhague) ; 26/04/22.

<sup>68</sup> Le numéro associé du *Temps* : 09/08/21.

<sup>69</sup> Le numéro associé du *Temps* : 10/04/22.

<sup>70</sup> Le numéro associé du *Temps* : 10/08/21.

De la même manière, *L'Humanité* utilise abondamment son correspondant de Londres<sup>71</sup>, Camille David, et, dans une moindre mesure, Lucien Révu, de Berlin<sup>72</sup>. Comme *Le Temps*, *L'Humanité* sollicite ponctuellement la presse britannique. Sans surprise, elle fait principalement appel à la presse travailliste ou libéral : le *Manchester Guardian*<sup>73</sup> ; le *Daily Herald*<sup>74</sup>, fondé en 1912, organe officiel des syndicats ouvriers britanniques jusqu'en 1930 ; le *Westminster Gazette*<sup>75</sup>, influent journal libéral londonien, lancé en 1893, en déclin au début des années 1920, fusionne avec le *Daily News* en 1928. *L'Humanité* reprend, à de rares exceptions, la presse conservatrice : le *Daily Express*<sup>76</sup>, le *Daily Mail*<sup>77</sup> et le *Morning Post*<sup>78</sup>. A l'inverse, contrairement au *Temps*, *L'Humanité* ne reprend pas la presse allemande, excepté les éditions de Berlin<sup>79</sup> et de Vienne<sup>80</sup> du *Rote Fahne*. Journal communiste (le « Drapeau Rouge » en français) créé au mois de novembre 1918, il constitue l'organe officiel du Parti communiste allemand (KPD) dès sa création en 1919, avant d'être interdit par les nazis dès le mois de février 1933<sup>81</sup>. On peut comprendre le choix de *L'Humanité* par le positionnement politique similaire des deux quotidiens mais aussi par des relais et des transmissions d'informations facilitées par les liens qui nouent les deux journaux.

Après Londres et Berlin, *Le Temps* utilise régulièrement ses correspondants basés à Genève<sup>82</sup> et Washington<sup>83</sup>, le seul à en posséder un avec Havas. Genève pour tout ce qui est lié à l'action de la Croix-Rouge internationale (et donc au CISR) et à la SDN. Washington pour tout ce qui est lié à l'action états-unienne de secours et notamment à l'ARA. Nous pouvons

<sup>71</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 26/07/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 10/08/21 ; 12/08/21 ; 16/08/21 ; 04/09/21 ; 10/09/21 ; 12/09/21 ; 13/09/21 ; 15/09/21 ; 16/09/21 ; 22/09/21 ; 24/09/21 ; 08/10/21 ; 12/10/21 ; 13/10/21 ; 23/11/21 ; 25/11/21 ; 06/12/21 ; 21/12/21 ; 09/01/22 ; 31/01/22 ; 01/02/22 ; 02/02/22 ; 12/02/22 ; 19/02/22 ; 27/02/22 ; 03/03/22 ; 06/03/22 ; 16/03/22 ; 17/03/22 ; 18/03/22 ; 06/04/22 ; 16/05/22 ; 22/05/22 ; 22/07/22 ; 01/11/22.

<sup>72</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 26/07/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 16/08/21 ; 04/09/21 ; 15/10/21 ; 16/10/21 ; 28/11/21 ; 04/12/21 ; 18/12/21 ; 23/12/21 ; 15/03/22 ; 19/03/22 ; 09/06/22 ; 16/06/22 ; 11/07/22.

<sup>73</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 30/08/21 ; 13/10/21 ; 14/03/22.

<sup>74</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 30/08/21 ; 13/10/21 ; 14/03/22.

<sup>75</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 14/03/22.

<sup>76</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 03/08/21 ; 23/11/21.

<sup>77</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 12/08/21.

<sup>78</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 07/08/21.

<sup>79</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 26/01/22 ; 03/04/22.

<sup>80</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 01/08/21.

<sup>81</sup> « Die Rote Fahne » sur Wikipédia : [https://en.wikipedia.org/wiki/Die\\_Rote\\_Fahne](https://en.wikipedia.org/wiki/Die_Rote_Fahne)

<sup>82</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 23/07/21 ; 13/08/21 ; 17/08/21 ; 22/09/21 ; 29/09/21 ; 28/10/21 ; 06/11/21 ; 27/11/21 ; 27/01/22 ; 28/01/22 ; 12/05/22 ; 17/05/22 ; 09/07/22 ; 09/09/22.

<sup>83</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 03/08/21 ; 04/08/21 ; 12/08/21 ; 13/08/21 ; 20/08/21 ; 21/08/21 ; 24/08/21 ; 28/08/21 ; 09/09/21 ; 27/10/21 ; 22/12/21 ; 24/12/21 ; 25/12/21 ; 07/01/22 ; 12/02/22 ; 18/02/22 ; 18/05/22.

retrouver la même chose, à quelques numéros près, dans *L'Humanité* pour Washington<sup>84</sup> et Genève<sup>85</sup>, même si le quotidien communiste utilise aussi parfois d'autres sources suisses comme Bâle<sup>86</sup> et Berne<sup>87</sup>. Par ailleurs, le journal utilise d'autres sources européennes de manière beaucoup plus secondaires, notamment liées à des événements ponctuels. Tout d'abord, Rome<sup>88</sup> pour tout ce qui est lié à l'action de secours du Vatican ; Bruxelles<sup>89</sup> lorsqu'une conférence y est organisée au début du mois d'octobre 1921, à l'initiative de la Commission internationale de secours issue du Conseil suprême, afin d'unir l'action humanitaire; Gênes<sup>90</sup> au moment de la conférence internationale qui s'y déroule au printemps 1922, la famine y étant brièvement abordée ; Vienne<sup>91</sup> ; Belgrade<sup>92</sup> ; la Tchécoslovaquie<sup>93</sup> (de Prague probablement pour l'essentiel) ; la Bulgarie<sup>94</sup>. Dans ce cadre, *Le Temps* utilise très ponctuellement deux titres de presse en Europe centrale et orientale : le *Tribuna*<sup>95</sup> de Prague et le *Courrier de Varsovie*<sup>96</sup>. *L'Humanité* utilise aussi diverses sources européennes mais beaucoup plus succinctement : de Rome<sup>97</sup> ; de Bruxelles<sup>98</sup> ; de Prague<sup>99</sup> ; de Vienne<sup>100</sup> et de Sofia<sup>101</sup>, capitale de la Bulgarie.

Pour finir, *Le Temps* utilise ponctuellement les sources des pays scandinaves, que ce soit de Norvège<sup>102</sup> et en particulier de Christiania<sup>103</sup> (appellation d'origine danoise en vigueur jusqu'en 1924 de l'actuelle Oslo, capitale de la Norvège) ; de Suède<sup>104</sup> ou plus précisément de Stockholm ; du Danemark<sup>105</sup> (Copenhague quand il est précisé). De la même façon, *Le Temps*

---

<sup>84</sup> Les différents numéros associés du *Temps*: 01/08/21 ; 20/08/21 ; 07/12/21 ; 19/12/21 ; 22/12/21 ; 24/12/21 ; 07/01/22.

<sup>85</sup> Les différents numéros associés du *Temps*: 20/07/21 ; 12/08/21 ; 17/08/21 ; 18/08/21 ; 21/08/21 ; 06/09/21 ; 10/09/21 ; 01/10/21 ; 26/11/21 ; 28/01/22 ; 29/01/22 ; 07/02/22 ; 17/05/22 ; 24/07/22 ; 27/08/22 ; 03/11/22.

<sup>86</sup> Le numéro associé du *Temps*: 16/11/21.

<sup>87</sup> Le numéro associé du *Temps*: 08/12/21.

<sup>88</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 14/08/21 ; 20/08/21 ; 30/11/21.

<sup>89</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 08/10/21 ; 09/10/21 ; 10/10/21.

<sup>90</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 10/04/22 ; 14/04/22 ; 16/04/22.

<sup>91</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 29/07/21 (via Lemberg, aujourd'hui Lviv, par le bureau de presse ukrainien) ; 06/08/21.

<sup>92</sup> Le numéro associé du *Temps* : 18/02/22.

<sup>93</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 08/08/21 ; 11/08/21 ; 16/08/21 ; 16/09/21 ; 02/12/21 ; 10/12/21.

<sup>94</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 16/08/21 ; 05/06/22.

<sup>95</sup> Le numéro associé du *Temps* : 01/01/22.

<sup>96</sup> Le numéro associé du *Temps* : 05/06/22.

<sup>97</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 06/08/21 ; 10/08/21 ; 27/07/22.

<sup>98</sup> Le numéro associé du *Temps* : 09/10/21.

<sup>99</sup> Le numéro associé du *Temps* : 12/08/21.

<sup>100</sup> Le numéro associé du *Temps* : 24/08/21.

<sup>101</sup> Le numéro associé du *Temps* : 23/09/21.

<sup>102</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 11/08/21 ; 01/10/21.

<sup>103</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 24/08/21 ; 02/09/21.

<sup>104</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 13/08/21 ; 17/09/21.

<sup>105</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 30/07/21 ; 08/08/21 ; 21/08/21.

reprend quelques articles et informations des grands journaux scandinaves de la période : le « Karlaja<sup>106</sup> » (orthographe du *Temps*), fait probablement référence au *Karjalan kommuuni*, journal en langue finnoise de la région russe de Carélie ; l'*Helsingin Sanomat*<sup>107</sup>, fondé en 1889, de tendance libérale et journal le plus important de Finlande; le *Stockolms-Tidningen*<sup>108</sup>, quotidien suédois libéral de centre-gauche, fondé en 1889 et plus grand journal de Suède jusqu'au début des années 1930; l'*Aftenposten*<sup>109</sup>, plus grand quotidien norvégien, fondé en 1860, conservateur et violemment anticommuniste durant l'entre-deux-guerres ; le *Berlingske Tidende*<sup>110</sup>, fondé en 1749, conservateur et plus ancien journal danois, toujours actif<sup>111</sup>. Pour sa part, *L'Humanité* reprend surtout des informations de Christiania<sup>112</sup>, une seule fois de Stockholm<sup>113</sup>.

Avant d'en venir aux sources soviétiques proprement dites, *Le Temps* sollicite aussi le travail des agences de presse. Reuter<sup>114</sup>, agence britannique fondée en 1851 à Londres, est la plus reprise. Pourtant, elle est en difficulté au début des années 1920 avant d'être rachetée par des journaux régionaux britanniques en 1925<sup>115</sup>. *Le Temps* reprend aussi ponctuellement l'agence française Havas<sup>116</sup>, créée en 1835 à Paris et plus ancienne agence de presse au monde ; l'Associated Press<sup>117</sup>, agence états-unienne fondée en 1846 à New York ; l'United Press<sup>118</sup>, agence américaine créée en 1907. Celles-ci constituent les quatre principales agences de presse mondiales durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. De son côté, *L'Humanité* utilise surtout le travail d'Havas<sup>119</sup>, et très ponctuellement Reuter<sup>120</sup>.

---

<sup>106</sup> Le numéro associé du *Temps* : 29/08/21.

<sup>107</sup> Le numéro associé du *Temps* : 12/09/21.

<sup>108</sup> Le numéro associé du *Temps* : 10/09/21.

<sup>109</sup> Le numéro associé du *Temps* : 01/10/21.

<sup>110</sup> Le numéro associé du *Temps* : 30/08/21.

<sup>111</sup> Camille OLSEN, « BERLINGSKE TIDENDE », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 31 mai 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/berlingske-tidende/>

<sup>112</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 24/08/21 ; 01/10/21 ; 27/12/21 ; 07/01/22.

<sup>113</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 04/09/21.

<sup>114</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 11/09/21 ; 16/09/21 ; 29/09/21.

<sup>115</sup> Pierre Albin MARTEL, « REUTER JULIUS - (1816-1899) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 2 juin 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/julius-reuter/>

<sup>116</sup> Le numéro associé du *Temps* : 04/09/21.

<sup>117</sup> Le numéro associé du *Temps* : 05/06/22.

<sup>118</sup> Le numéro associé du *Temps* : 23/08/21.

<sup>119</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 01/08/21 ; 04/08/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 16/08/21 ; 24/08/21 ; 04/09/21 ; 16/11/21 ; 26/11/21 ; 08/12/21 ; 22/12/21 ; 23/12/21 ; 24/12/21 ; 07/01/22 ; 18/03/22.

<sup>120</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 27/09/21.

### 1.3 Des sources soviétiques incontournables

Toutefois, les deux quotidiens ne peuvent se contenter de reprendre des informations de seconde main, voire de troisième main. Et malgré un anticommunisme notoire, *Le Temps*<sup>121</sup> et, selon une perspective bien différente, *L'Humanité*<sup>122</sup> utilisent tous deux de façon importante des sources directes de Russie soviétique, presque exclusivement de Moscou. Mais sans correspondant permanent sur place, les dépêches sont reçues par radio (dont l'utilisation se généralise au début des années 1920 pour leur transmission<sup>123</sup>) ou par télégramme. Elles sont le plus souvent reprises de communications officielles soviétiques qui font malgré tout autorité, dans un pays où l'information est étroitement surveillée et contrôlée, même si l'origine est régulièrement absente. Ainsi on observe que, malgré son opposition franche au communisme et au régime soviétique, *Le Temps* reprend, tout en restant critique, assez largement certains des communiqués soviétiques, légitimant du même coup, au moins en partie, le discours du pouvoir bolchevique. Selon une perspective totalement différente, militante cette fois, *L'Humanité* reprend, sans surprise, dans une large part les communications officielles soviétiques.

Dans la même optique, *Le Temps* utilise largement la presse soviétique qui est pourtant contrôlée directement par le pouvoir central ou certaines institutions du gouvernement soviétique. Il s'appuie ainsi sur le plus connu et le plus ancien, la *Pravda*<sup>124</sup> (la « Vérité » en français), fondée en 1912 et toujours en activité. Elle est le journal par excellence du parti bolchevique, le seul quotidien à s'exprimer à part entière en son nom. Elle s'intéresse avant tout à la politique intérieure, et notamment au fonctionnement du parti, même si elle consacre une part non négligeable de ses informations à la politique étrangère<sup>125</sup>. Outre la *Pravda*, *Le Temps* reprend aussi parfois d'autres journaux soviétiques, chacun à peu près de manière égale. Nous pouvons ainsi mentionner la *Krasnaïa Gazeta*<sup>126</sup> (ou « Gazette rouge » en français), organe du parti et du Soviet de Petrograd, publiée dans cette même ville (qui devient ensuite Leningrad)

<sup>121</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 23/07/21 ; 29/07/21 ; 18/08/21 ; 19/08/21 ; 25/08/21 ; 26/08/21 ; 27/08/21 ; 30/08/21 ; 01/09/21 ; 03/09/21 ; 07/09/21 ; 08/09/21 ; 09/09/21 ; 16/09/21 ; 19/09/21 ; 21/09/21 ; 22/09/21 ; 29/09/21 ; 02/10/21 ; 13/10/21 ; 17/10/21 ; 05/11/21 ; 07/11/21 ; 27/11/21 ; 05/02/22 ; 16/04/22 ; 01/06/22 ; 26/08/22.

<sup>122</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 23/07/21 ; 27/07/21 ; 28/07/21 ; 31/07/21 ; 01/08/21 ; 03/08/21 ; 04/08/21 ; 09/08/21 ; 19/08/21 ; 20/08/21 ; 27/08/21 ; 31/08/21 ; 15/09/21 ; 17/09/21 ; 22/09/21 ; 01/10/21 ; 21/11/21 ; 28/12/21 ; 25/01/22 ; 13/02/22 ; 14/04/22 ; 11/05/22 ; 21/05/22 ; 08/11/22 ; 26/11/22 ; 14/12/22.

<sup>123</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (s. la dir.), *op. cit.*, p. 461-464.

<sup>124</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 17/07/21 ; 18/08/21 ; 07/09/21 ; 10/09/21 ; 30/10/21 ; 06/11/21.

<sup>125</sup> Gabor T. Rittersporn, « Qui lit la Pravda, comment et pourquoi ? », Gallimard, *Le Débat*, 1980/2 n°2, p. 83.

<sup>126</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 07/06/21 ; 20/07/21 ; 29/08/21 ; 02/09/21 ; 25/09/21.

entre 1918 et 1939<sup>127</sup>. Il reprend aussi l'*Economitcheskaya Jizn*<sup>128</sup>, publié à Moscou, spécialisé dans le domaine économique ; les *Izvestia*<sup>129</sup> (les « Nouvelles » en français), publiées à partir de 1917 pendant la Révolution de Février et toujours actuellement en activité, organe direct du gouvernement, référence en matière de politique étrangère et quotidien soviétique le plus célèbre avec la *Pravda*<sup>130</sup> ; la *Biednota*<sup>131</sup>, journal économique, destiné en particulier à la paysannerie.

Plus rarement, *Le Temps* reprend aussi des articles d'autres journaux soviétiques comme *Troud*<sup>132</sup> (« Travail » en français), fondé au mois de février 1921, journal syndical destiné à être le relais du Conseil des Unions professionnelles soviétiques et donc spécialisé en socio-économie et en politique, toujours en activité aujourd'hui<sup>133</sup> ; la *Moskovskaïa Pravda*<sup>134</sup>, quotidien régional fondé en 1918, diffusé à Moscou comme son nom l'indique, toujours en activité. En outre, *Le Temps* utilise deux journaux de tendance bolchevique publiés à Berlin : le *Goloss Rosii*<sup>135</sup>, diffusé entre 1919 et 1922 et le *Novyi Mir*<sup>136</sup>. Néanmoins, il rétablit un certain équilibre en se servant de deux feuilles de l'opposition russe au bolchevisme en exil, elles aussi publiées à Berlin : le *Sotsialistitcheskii Vestnik*<sup>137</sup> (« Courrier socialiste » en français), organe des mencheviks en exil, publié à Berlin à partir de 1921 (puis à Paris et New York jusqu'en 1965), sous l'impulsion de leur leader Iouri Martov<sup>138</sup> ; le *Roul*<sup>139</sup>, relais du parti libéral russe KD en exil, publié à partir de 1920 jusqu'en 1931, journal le plus diffusé (jusqu'à 20 000 exemplaires) parmi les organes de l'émigration russe<sup>140</sup>.

<sup>127</sup> « Krasnaya Gazeta (The Red Gazette), journal » sur Saint Petersburg Encyclopaedia : <http://www.encyspb.ru/object/2804027686?lc=en>

<sup>128</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 10/07/21 ; 02/08/21 ; 24/08/21 ; 26/08/21 ; 10/09/21.

<sup>129</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 18/08/21 ; 19/08/21 ; 04/09/21 ; 06/09/21.

<sup>130</sup> « Izvestia » sur Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Izvestia>

<sup>131</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 21/07/21 ; 30/10/21.

<sup>132</sup> Le numéro associé du *Temps* : 08/08/21.

<sup>133</sup> « Troud » sur Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Troud>

<sup>134</sup> Le numéro associé du *Temps* : 06/09/21.

<sup>135</sup> Les différents numéros associés du *Temps* : 24/08/21 ; 09/09/21.

<sup>136</sup> Le numéro associé du *Temps* : 31/07/21.

<sup>137</sup> Le numéro associé du *Temps* : 09/08/21.

<sup>138</sup> <https://www.marxists.org/francais/press/sotsialistitcheskivestnik.htm>

<sup>139</sup> Le numéro associé du *Temps* : 30/08/21.

<sup>140</sup> « Roul (journal) » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Roul\\_\(journal\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Roul_(journal))

De son côté, *L'Humanité* utilise, outre les communications officielles, deux principales sources soviétiques : la *Pravda*<sup>141</sup> et *Rosta*<sup>142</sup>, l'agence télégraphique des nouvelles soviétiques depuis 1918. Elle fonctionne jusqu'en 1925, moment où lui succède l'agence TASS<sup>143</sup>. Plus secondairement, *L'Humanité* reprend aussi certaines informations des *Izvestia*<sup>144</sup>. Enfin, elle utilise, à titre exceptionnel, la *Krasnaïa Gazeta*<sup>145</sup>, la *Biednota*<sup>146</sup> et l'*Economitcheskaya Jizn*<sup>147</sup>. Par ailleurs, à l'instar du *Temps*, *L'Humanité* se sert de journaux russes publiés à l'étranger : le *Novyi Mir*<sup>148</sup> et le *Roul*<sup>149</sup>, tous deux publiés à Berlin, ainsi que le *Volia Rosii*<sup>150</sup>, l'organe des socialistes-révolutionnaires russes (SR) en exil, édité à Prague.

Nous observons que *Le Temps* utilise une large palette de sources soviétiques, plus variées que celle de *L'Humanité*, cette dernière faisant beaucoup plus appel aux canaux officiels du pouvoir, par le biais des transmissions radios, des télégrammes et de Rosta. Néanmoins, cela ne l'empêche pas de faire appel à la presse de l'émigration russe d'extrême-gauche (SR) mais aussi libérale (KD). Nous pouvons ainsi constater que, malgré leur orientation politique plutôt éloignée du *Temps*, leurs informations sont considérées comme fiables et non négligeables car elles sont réutilisées par le quotidien français, sans que celui-ci n'émette de jugement ou de critique négative sur leur contenu. Nous pouvons aussi voir que les deux quotidiens tentent de trouver des informations dans la presse économique soviétique, comme la *Biednota*, car la famine de 1921-1922 touche essentiellement les campagnes, et en particulier l'économie rurale et l'agriculture du sud-ouest de la Russie. De manière globale, nous constatons que *Le Temps*, par son attention accordée à la politique étrangère, utilise de nombreuses sources très variées, certes parfois orientées, mais beaucoup plus riches en tout cas que *L'Humanité* qui relate l'information de façon très militante, avec des sources très souvent orientées politiquement.

---

<sup>141</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 31/07/21 ; 03/08/21 ; 05/08/21 ; 06/08/21 ; 09/08/21 ; 13/08/21 ; 17/08/21 ; 18/08/21 ; 22/08/21 ; 29/08/21 ; 30/08/21 ; 03/09/21 ; 05/09/21 ; 08/09/21 ; 12/09/21 ; 13/09/21 ; 20/10/21.

<sup>142</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 07/08/21 ; 09/08/21 ; 13/08/21 ; 19/08/21 ; 20/08/21 ; 21/08/21 ; 01/09/21 ; 03/09/21 ; 02/10/21 ; 10/10/21 ; 11/10/21 ; 19/10/21 ; 04/11/21 ; 22/12/21.

<sup>143</sup> « Agence télégraphique russe » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Agence\\_t%C3%A9l%C3%A9graphique\\_russe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Agence_t%C3%A9l%C3%A9graphique_russe)

<sup>144</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 24/07/21 ; 30/07/21 ; 17/08/21 ; 18/08/21 ; 12/09/21 ; 18/09/21 ; 10/10/21 ; 15/11/21 ; 01/12/21 ; 05/04/22.

<sup>145</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 25/07/21 ; 27/07/21.

<sup>146</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 26/07/21.

<sup>147</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 13/08/21.

<sup>148</sup> Les différents numéros associés de *L'Humanité* : 06/12/21 ; 27/12/21.

<sup>149</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 05/08/21.

<sup>150</sup> Le numéro associé de *L'Humanité* : 27/07/21.

#### 1.4 L'importance des témoins extérieurs

Tout cela nous amène à voir de plus près, en l'absence de correspondant officiel sur place, l'importance des témoins extérieurs français ou étrangers sur la situation en Russie soviétique.

Ainsi, dès le 12 août 1921, *L'Humanité* rapporte le témoignage d'André Julien<sup>151</sup>. Membre de la SFIC, alors délégué permanent à la propagande en Afrique du Nord pour le parti, il rentre tout juste du congrès de l'IC organisé à Moscou où il faisait partie de la délégation française. Durant son séjour soviétique, il rencontre les principaux dirigeants bolcheviques et les grandes figures des milieux littéraire et artistique soviétiques. Dans ses souvenirs, il évoque une vie facile et gratuite dans cette Russie de 1921, attrayante pour des délégués communistes considérés comme des « personnages »<sup>152</sup>. A la demande de Tchitcherine, il précipite son retour pour faire campagne en France en faveur des populations russes frappées par la famine. Rappelons au passage que Gueorgui Tchitcherine (1872-1936) a été l'un des grands diplomates de l'Etat soviétique naissant. D'abord menchevik, il se rapproche des bolcheviks durant la Première Guerre mondiale. Au mois de mai 1918, il succède à Léon Trotski à la tête du commissariat aux Affaires étrangères. Pour raisons de santé, il se voit remplacé par son adjoint Maxime Litvinov en 1930<sup>153</sup>. Ce premier témoignage militant rapporté par *L'Humanité* s'inscrit dans un mouvement plus large : celui du reportage et du récit de voyage en Russie soviétique que l'on retrouve tout au long des années 1920 et 1930. En effet, à partir de 1919, Moscou reçoit des délégués français, venus pour les congrès de l'IC et de l'ISR, ou pour un contact clandestin. Et jusqu'en 1922-1923, des visiteurs peuvent encore venir en Russie soviétique de leur propre initiative<sup>154</sup>. Par ailleurs, le pays des Soviets attire aussi des journalistes au tout début des années 1920 : on peut citer Henri Rollin du *Temps*, qui agit, comme on l'a vu précédemment, au moins autant comme intermédiaire politique que journaliste<sup>155</sup>. Néanmoins, tous sont cantonnés à Moscou et Petrograd, ne pouvant aller dans les campagnes. En effet, les

---

<sup>151</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 août 1921 ; voir partie Notices biographiques, p. 155.

<sup>152</sup> Sophie Coeuré, *op. cit.*, p. 62.

<sup>153</sup> Claudie WEILL, « TCHITCHERINE GUEORGUI VASSILIEVITCH - (1872-1936) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 1 juillet 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/gueorgui-vassilievitch-tchitcherine/>

<sup>154</sup> C'est le cas par exemple de Magdeleine Marx au printemps 1922 (voir chapitre 3, partie 1, p. 90) ; Sophie Coeuré, *op. cit.*, p. 61-62.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 62-63.



rare automobiles sont réservées aux officiels soviétiques alors que le chemin de fer est étroitement surveillé par le GPU<sup>156</sup>.

Plus globalement, la coupure encore récente des communications, la faiblesse des informations françaises en provenance de Russie donne aux témoins un statut exceptionnel. Lorsqu'un témoignage est possible, il prend alors une force de conviction plus grande encore. Toutefois, des espaces de liberté sont encore préservés dans les voyages en Russie, du moins jusqu'en 1927. Il n'y a pas encore de monopole absolu sur l'information en provenance de Russie soviétique<sup>157</sup>. Dans ce cadre, Julien est dans son rôle de militant et, nous pourrions presque avancer, d'envoyé du pouvoir soviétique en France. Il indique ainsi qu'il n'y a pas de révolte, que l'exode est canalisé par le gouvernement qui s'efforce dans le même temps de porter assistance aux enfants. Il déclare que la cause principale de la famine est la sécheresse mais aussi le climat de guerre mondiale et civile qui a régné sur le sud-ouest russe de 1914 à 1920. Julien avance des faits véridiques certes, mais sans dévoiler toute la vérité, notamment sur la responsabilité du pouvoir bolchevique. Enfin, son témoignage nous éclaire sur le fait qu'à l'été 1921 les dirigeants soviétiques se concentrent sur l'approvisionnement en semences pour obtenir une récolte à l'hiver 1921-1922 et ainsi stopper rapidement la famine. Un choix qui se fait au détriment d'un ravitaillement en céréales pour nourrir en priorité les paysans affamés. De fait, ceux-ci, malgré l'arrivée de semences, ne pourront de toute façon pas cultiver leurs terres s'ils ne mangent pas suffisamment.

Dès le 14 août suivant, *L'Humanité* rapporte un nouveau témoignage : celui d'André Morizet<sup>158</sup>. Egalement membre de la SFIC, il fait partie, comme Julien, de la délégation française présente au congrès de l'IC aux mois de juin et juillet 1921. Fait rare pour un délégué ou invité français, il est reçu en personne par Lénine<sup>159</sup>. Sur la forme, son récit est original par rapport à celui de Julien dans le sens où il met en avant sa rencontre avec Maxime Gorki, précisant qu'il n'est pas membre du parti bolchevique, et le rôle de ce dernier dans la médiatisation de la catastrophe. Cependant, sur le fond, ses propos restent très similaires à ceux de Julien.

---

<sup>156</sup> *Ibid.* p. 67 ; police d'Etat soviétique qui succède à la Tcheka en 1922.

<sup>157</sup> *Ibid.* p. 67-68.

<sup>158</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 août 1921 ; voir Notices biographiques, p. 155.

<sup>159</sup> Sophie Coeuré, *op. cit.*, p. 65.

Puis, le 24 septembre, *L'Humanité* rapporte le témoignage du Britannique Jack Hills, d'après le *Daily Herald*<sup>160</sup>. Les propos s'avèrent immédiatement plus pertinents que les récits de Julien et de Morizet, présents seulement à Moscou, qui s'appuyaient sur des propos rapportés de fonctionnaires et d'officiels soviétiques. En effet, Jack Hills offre une description précise de l'exode de réfugiés affamés dans les trains de la région de Samara : « trains bondés » ; « réfugiés entassés »...etc. Détail intéressant, il ne parle à aucun moment de la sécheresse (qui est une réalité) mais insiste sur le matériel obsolète des paysans russes (une réalité également) pour cultiver une terre pourtant « grasse et noire » selon ses dires. Une vision qui peut s'expliquer notamment par le fait que le *Daily Herald* est alors le journal officiel des syndicats ouvriers britanniques. Grâce à son correspondant de Londres, *L'Humanité* obtient également le témoignage du Britannique Tom Mann, le 2 octobre, qui a séjourné trois mois et demi en Russie soviétique, en partie dans les régions affamées<sup>161</sup>. Mann insiste particulièrement sur l'action des Russes blancs, soutenus par les puissances alliées, comme cause première de la famine. Influent syndicaliste britannique, Thomas Mann (1856-1941) est l'un des dirigeants les plus influents du monde ouvrier au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il est un des fondateurs du Parti communiste de Grande-Bretagne en 1920 et participe au premier congrès de l'ISR à Moscou en 1921<sup>162</sup>.

*L'Humanité* poursuit ensuite dans ce sens en reprenant des extraits d'un article du correspondant en Russie soviétique du *Manchester Guardian*, Arthur Ransome<sup>163</sup>. Journaliste et écrivain britannique, il est correspondant étranger en Russie de 1917 au début des années 1920 pour le *Daily News* puis pour le *Manchester Guardian*<sup>164</sup>. Ce dernier détaille les causes, selon lui, de la catastrophe : la sécheresse, l'action et l'occupation des armées blanches, soutenues par les puissances alliées ainsi que le blocus occidental. Comme Hills, il décrit avec précision certaines scènes tragiques à Samara : des foules d'enfants affamés se pressant autour des trains et des mères, pleurant, n'ayant plus la force de mendier. Il déclare même : « Leurs figures ressemblaient (...) à tout ce que vous voudrez sinon à des figures d'enfant ». Ransome dénonce sévèrement les secours occidentaux bien trop lents, en particulier l'action de la Commission internationale de secours du Conseil suprême, présidée par Joseph Noulens. Celui-ci, homme politique radical, est député de 1902 à 1919. Il est membre de plusieurs gouvernements entre 1910 et 1920 avant de devenir sénateur de 1920 à 1924. Il est surtout

---

<sup>160</sup> Numéro de *L'Humanité* du 24 septembre 1921.

<sup>161</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 octobre 1921.

<sup>162</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article75710>, notice MANN Thomas, version mise en ligne le 5 janvier 2010, dernière modification le 5 janvier 2010.

<sup>163</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 octobre 1921.

<sup>164</sup> « Arthur Ransome » sur Wikipédia : [https://en.wikipedia.org/wiki/Arthur\\_Ransome](https://en.wikipedia.org/wiki/Arthur_Ransome)

ambassadeur français en Russie du mois de mai 1917 au mois de mars 1918, poste où il se révèle être particulièrement antibolchevique<sup>165</sup>. Ces exemples britanniques, repris par *L'Humanité*, témoignent du décalage cruel entre la presse française, dont l'implantation en Russie soviétique est nulle, et la presse des principales puissances occidentales, et notamment le Royaume-Uni dans ce cas-ci, qui a des correspondants dans le pays. Afin de bénéficier des informations les plus fiables, *L'Humanité* est donc contrainte de reprendre des articles de la presse travailliste britannique ou d'interviewer des témoins britanniques ayant séjourné dans les régions dévastées par la famine. Le quotidien attiré de la SFIC ne reprend pas seulement des témoignages de militants ou de sympathisants communistes. Pas encore « bolchevisé », le journal explore une perspective politique plus large sur sa droite, comme en témoigne les propos rapportés d'Arthur Ransome dans le *Manchester Guardian*, travailliste et orienté plutôt au centre-gauche.

*Le Temps* n'est pas en reste et, comme *L'Humanité*, fait appel aux témoignages pour compenser l'absence de journalistes sur place. Son principal pourvoyeur est le lieutenant-colonel Reboul au statut d'envoyé spécial, désigné comme tel par *Le Temps*. Deux hypothèses sont ici plausibles. Ce nom peut soit correspondre à René de Reboul (1890-1968), militaire français. Celui-ci est officier d'états-majors divisionnaire après la Première Guerre mondiale et participe ensuite à la Seconde en tant que général de brigade<sup>166</sup>. Soit il renvoie à Frédéric Reboul (1863-1937), auteur de plusieurs ouvrages sur le domaine militaire<sup>167</sup>. Ce statut d'envoyé spécial pose évidemment question alors que le personnage est potentiellement un militaire d'active durant cette période. Nous ne pouvons néanmoins avancer de réponse définitive sur cette interrogation. Comme *Le Temps*, la ligne de conduite du discours du lieutenant-colonel est le fruit d'un savant équilibre, difficilement tenable, entre une volonté de porter secours aux populations affamées et la crainte que l'aide occidentale n'aille directement dans les mains des dirigeants bolcheviques, qui seraient responsables de la catastrophe selon lui<sup>168</sup>. Cet article du 16 août 1921, soit au début de la médiatisation de la famine, est le premier d'une série publiée de façon irrégulière, signée par Reboul.

---

<sup>165</sup> « Joseph Noulens » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph\\_Noulens](https://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Noulens)

<sup>166</sup> <https://3emedragons.fr/spip.php?article292>

<sup>167</sup> <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9773914h/f70.texteImage>

<sup>168</sup> Numéro du *Temps* du 16 août 1921.

Peu après, le 6 septembre, *Le Temps* reprend des paroles du député travailliste britannique Jack Miles<sup>169</sup>, présent dans la région de Samara<sup>170</sup> : « Dans la région de la Volga, les habitants meurent dans les rues et le long des routes (...). Tous les hôpitaux sont encombrés. Les médecins et les infirmiers meurent eux-mêmes de faim. Sur les embarcadères du chemin de fer, on voit des enfants qui sont des squelettes ambulants ». Comme *L'Humanité*, on constate que *Le Temps* se sert d'un témoignage britannique, un des rares pays, en tout cas au début de la famine, à avoir des ressortissants sur le terrain. Dans le même numéro, un nouvel article du lieutenant-colonel Reboul est publié<sup>171</sup>. Il y déclare que le pouvoir soviétique savait inévitable, dès l'hiver 1920-1921, la famine mais qu'il n'aurait rien fait pour l'empêcher. Il dénonce également la volonté du régime d'ensemencer les champs alors même que les paysans meurent de faim, incapables de travailler. Reboul établit un bilan des campagnes, véritablement en ruine pour une partie d'entre elles : « L'ensemencement et le rendement ont diminué de moitié (...). Toutes les cultures ont été détruites dans la moitié des régions (...). La récolte actuelle ne représente pas le huitième de la récolte normale (...). Il n'y a plus d'instruments agricoles (...). Le paysan restreint sans cesse la surface qu'il cultive, passant de près de quatre hectares en 1917 à seulement deux en 1921 ». Reboul montre ainsi les relations conflictuelles du pouvoir avec la paysannerie. N'ayant plus confiance dans les autorités soviétiques, les paysans ne cultivent plus que ce qui est nécessaire à leur consommation. Les excédents, lorsqu'il y en a, sont cachés. Pour réquisitionner les ressources, le gouvernement n'a plus que la violence pour arme. Reboul reconnaît que des sécheresses avaient déjà auparavant provoqué des famines dans la région de la Volga. Mais il était alors possible de transporter les excédents d'autres régions pour compenser. En 1921, la désorganisation du pays serait telle que cela est impossible. Relativement longtemps après, dans le numéro du 6 mars 1922, en lien avec son dernier article, Reboul observe que le pouvoir soviétique, par la voix de Kamenev, tente désormais de gagner la confiance des paysans, en leur permettant de pouvoir acheter des produits manufacturés dont ils ont besoin<sup>172</sup>. Pour cela, il note toutefois qu'il sera nécessaire de remettre en marche

---

<sup>169</sup> John Bramwell Miles [dit Jack Miles] (1888-1969), leader communiste australien d'origine écossaise, membre fondateur du Parti communiste d'Australie en 1920 qu'il dirige de 1931 à 1948 ; Stuart Macintyre, « Miles, John Bramwell (Jack) (1888-1969) », Australian Dictionary of Biography, National Center of Biography, Australian National University, <https://adb.anu.edu.au/biography/miles-john-bramwell-jack-11120/text19801>, publié pour la première fois en version papier 2000, consulté en ligne le 9 juin 2021.

<sup>170</sup> Numéro du *Temps* du 6 septembre 1921.

<sup>171</sup> *Idem.*

<sup>172</sup> Numéro du *Temps* du 6 mars 1922.

l'industrie. Par ailleurs, Reboul montre, d'après le commissaire Ossinsky<sup>173</sup>, que les perspectives pour la récolte de 1922 restent encore inquiétantes.

Dans son numéro du 22 mai 1922, *Le Temps* publie un témoignage du docteur Jarotsky, professeur de clinique à l'université de Simferopol en Crimée, reçu par le docteur Roux, directeur de l'institut Pasteur<sup>174</sup>. Il déclare : « La famine est d'une gravité extrême [en Crimée] (...). Des gens meurent de faim dans les rues (...). Des enfants mendiants, pleurant, en haillons, mourant peu à peu de faim et de froid, dans l'indifférence générale ». En effet, après le sud-ouest de la Russie en 1921, l'Ukraine, et notamment la Crimée, sont particulièrement touchés par la famine en 1922.

Puis dans ses numéros des 21 et 22 juin 1922, *Le Temps* publie le témoignage glaçant d'un conseiller municipal de Venise, présent sur le navire à vapeur *Cornelia*, chargé de marchandises, envoyé par la compagnie maritime italienne Lloyds Triestin à Odessa sur la côte sud de l'Ukraine<sup>175</sup>. Le conseiller municipal a pu visiter la ville, il décrit : « Des affamés se sont précipités lors de l'arrivée du vapeur à Odessa, des figures marquées par la souffrance et le désespoir (...). Des monceaux d'immondices jonchent les trottoirs, un cadavre est recroquevillé contre le mur (...). Dans les rues, les morts se mêlent aux immondices, la puanteur ôte la respiration (...). Il n'y a plus aucun service public, les morts s'accumulent (...). Tous les grands établissements industriels d'Odessa sont fermés (...). Dans les campagnes alentour (...), les parents tueraient leurs enfants pour les manger. Les paysans ne travaillent pas car les semences manquent et il n'y a plus de bétail ».

Enfin dans son numéro du 11 septembre, *Le Temps* publie de brefs propos d'Etienne Gilson, professeur de philosophie à la Sorbonne, envoyé en mission par le comité français de secours aux enfants dans les régions affamées<sup>176</sup>. Etienne Gilson (1884-1978) était un philosophe et un historien de la pensée médiévale qui a notamment renouvelé l'étude des idées et des systèmes du Moyen Age<sup>177</sup>. Il participe à la Première Guerre mondiale. En captivité en Allemagne de 1916 à 1918, c'est à ce moment-là qu'il apprend le russe, ce qui explique

---

<sup>173</sup> Nikolai Ossinsky (1887-1938), économiste et révolutionnaire bolchevique, délégué au congrès de fondation de l'IC.

« Nikolai Ossinski » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nikola%C3%AF\\_Ossinski](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nikola%C3%AF_Ossinski)

<sup>174</sup> Numéro du *Temps* du 22 mai 1922.

<sup>175</sup> Numéros du *Temps* des 21 et 22 juin 1922.

<sup>176</sup> Numéro du *Temps* du 11 septembre 1922.

<sup>177</sup> Marie-Odile MÉTRAL-STIKER, « GILSON ÉTIENNE - (1884-1978) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 1 juillet 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/etienne-gilson/>

probablement sa présence en Ukraine en 1922<sup>178</sup>. Entre le 15 août et le 15 septembre 1922, Gilson mène ainsi une enquête en Ukraine et dans les régions de la Volga sur le sort des enfants touchés par la famine<sup>179</sup>. Il déclare : « Entre Odessa et Kherson, la famine s'annonce plus effroyable encore qu'à l'hiver dernier car la récolte y est nulle (...). La situation des enfants est particulièrement tragique ». Avec ce témoignage, nous observons que la famine est encore bien présente dans certaines régions soviétiques, en particulier dans le sud-est de l'Ukraine au mois de septembre 1922.

Nous pouvons donc conclure cette première partie en montrant que *Le Temps* et *L'Humanité*, faute de correspondants en Russie, utilisent des sources très diverses et très variées, en particulier pour le premier, pour rapporter la réalité, ou du moins une certaine vision, de la famine qui sévit à l'Est. En l'absence de journalistes sur place, nous avons notamment pu voir que les témoignages constituent une source essentielle et centrale pour les deux quotidiens.

---

<sup>178</sup> François Trémolières, « Florian Michel, Étienne Gilson, une biographie intellectuelle et politique », Archives de sciences sociales des religions [En ligne], 188 | octobre-décembre 2019, mis en ligne le 08 janvier 2022, consulté le 02 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/49339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.49339>

<sup>179</sup> <https://prosopo.ephe.psl.eu/%C3%A9tienne-gilson>

## 2.

**LA FAMINE AU CŒUR DU *TEMPS* ET DE *L'HUMANITÉ* :**  
**POUR QUELLE PLACE ?**

Après avoir analysé les sources utilisées par *L'Humanité* et *Le Temps* pour relater la famine et son évolution, nous restons ici sur l'étude de la forme. Ainsi, nous allons d'abord observer de près la fréquence des articles à l'aide d'un graphique suivant les mois de la période concerné, soit du mois de juillet 1921 au mois de décembre 1922. Puis, dans un second temps, nous tenterons de voir comment s'organise la mise en page des articles consacrés à la famine et notamment de la place qu'ils tiennent dans les deux journaux. De fait, la longueur des articles ou leur place dans le journal constituent des choix réfléchis et qui ne sont pas faits au hasard par les rédactions. Leur étude nous permet ainsi de mieux comprendre la représentation de la famine au sein des deux quotidiens.

### *2.1 Un pic médiatique à l'automne 1921*

De manière globale, nous remarquons que le nombre d'articles et leur longueur sur la période sont toujours supérieurs dans *L'Humanité* que dans *Le Temps*. Il y a toutefois des exceptions. La plus notable est le mois de septembre 1921 où *Le Temps* évoque beaucoup la création puis les initiatives de la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême<sup>180</sup>. De fait, sur la même ligne peu ou prou que le gouvernement français, il soutient très largement son action. Plus secondairement, le nombre d'articles du *Temps* est aussi supérieur aux mois de septembre, octobre et novembre 1922. L'explication vient peut-être de la situation interne de *L'Humanité*, touchée elle aussi par les troubles qui éclatent au sein de la SFIC entre l'aile gauche et le centre. Par opposition à la direction du parti issue du centre, certains journalistes de l'aile gauche décident en effet de démissionner à l'automne 1922 comme Boris Souvarine<sup>181</sup> à la politique étrangère, Amédée Dunois<sup>182</sup> ou Robert Pelletier<sup>183</sup> à la rubrique internationale. D'ailleurs, l'augmentation du nombre d'article à la fin de l'année 1922 semble confirmer cette explication pour les mois de novembre et décembre. De fait, les

---

<sup>180</sup> Numéros du *Temps* des 1<sup>er</sup>, 2, 3, 6, 7, 10, 11, 12, 17, 18, 22, 23 et 25 septembre 1921.

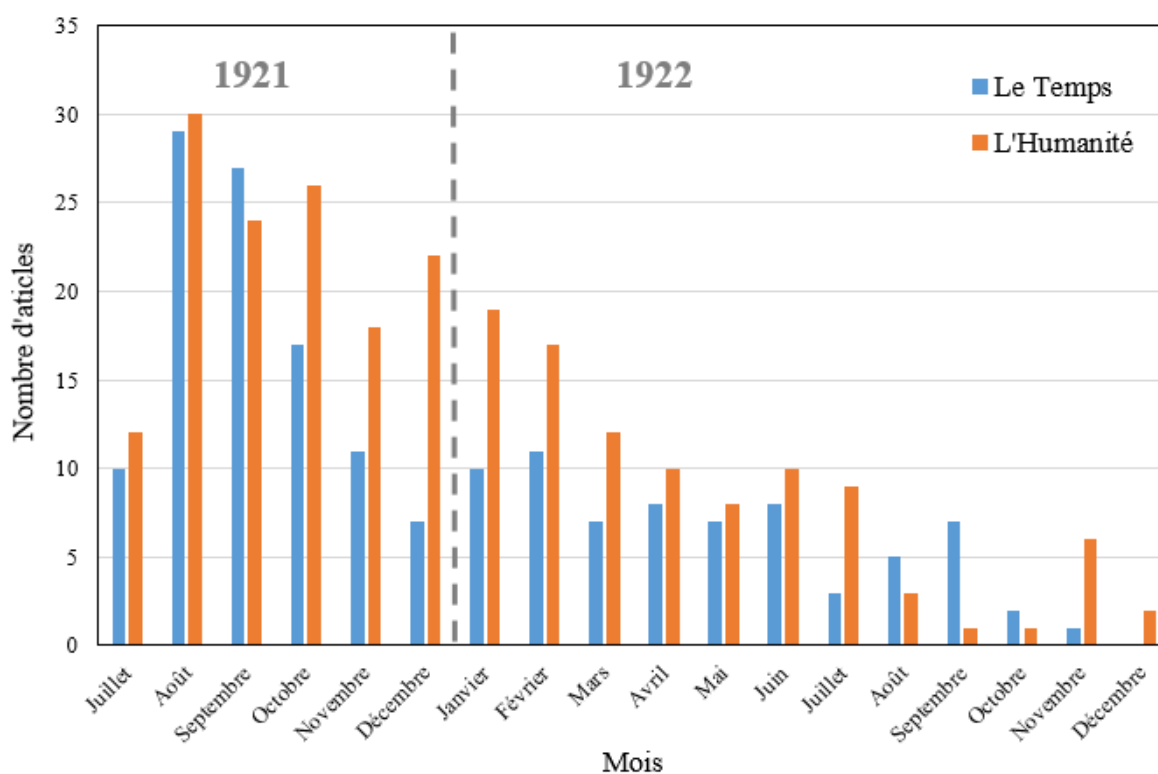
<sup>181</sup> Voir Notices biographiques, p. 147.

<sup>182</sup> Voir Notices biographiques, p. 148.

<sup>183</sup> Voir Notices biographiques, p. 157.

journalistes démissionnaires au mois d'octobre sont réintégrés à la fin de l'année 1922 après que l'IC ait tranché en faveur de l'aile gauche<sup>184</sup>. Dans le même temps, il faut noter que la famine se résorbe quasiment dans les régions de la Volga (même si elle reste persistante dans le sud-est de l'Ukraine et la Crimée). C'est d'ailleurs sur l'Ukraine que *Le Temps* insiste particulièrement aux mois d'août et septembre 1922<sup>185</sup> mais aussi *L'Humanité* au mois de novembre suivant<sup>186</sup>.

Pour en revenir à un raisonnement plus chronologique, nous constatons que *L'Humanité* et *Le Temps* s'emparent du sujet de la famine avec dynamisme dès le mois de juillet 1921. Elle apparaît le 17 juillet dans *Le Temps* et le lendemain dans *L'Humanité*. En seulement dix à quinze jours, nous relevons dix articles pour le premier et douze pour le second, un nombre conséquent en si peu de temps. De fait, et c'est une règle dans la presse, l'immédiateté fait l'information. En tant qu'événement nouveau, la famine atteint son pic médiatique au mois d'août avec respectivement 30 articles dans *L'Humanité* et 29 dans *Le Temps*.



**Fig. 1** - Graphique représentant le nombre d'articles traitant de la famine parus chaque mois dans *L'Humanité* et *Le Temps* du mois de juillet 1921 au mois de décembre 1922

<sup>184</sup> Alexandre Courban, *L'Humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904-1939)*, éditions de l'Atelier, 2014, p. 144-156.

<sup>185</sup> Numéro du *Temps* des 15, 23 et 27 août 1922 ; numéro du *Temps* des 9, 11 et 13 septembre 1922.

<sup>186</sup> Numéros de *L'Humanité* des 3, 8 et 11 novembre 1922.



Nous pouvons constater que la famine se maintient à un rythme d'articles relativement élevé dans *L'Humanité* jusqu'au mois de février 1922, même si le nombre diminue régulièrement, malgré des hausses ponctuelles au mois d'octobre et décembre 1921. Du reste, le nombre d'articles reste toujours au-dessus de quinze par mois. De fait, les mois d'août et de septembre relatent largement la situation des régions sinistrées à partir de sources limitées comme nous l'avons vu précédemment. Ils sont aussi grandement consacrés aux initiatives de secours qui commencent à se mettre en place, que ce soit avec le CICR<sup>187</sup>, l'ARA<sup>188</sup> ou même la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême<sup>189</sup>, toutefois fortement dénoncée par *L'Humanité*.

A partir du mois d'octobre 1921, le nombre d'articles sur la famine dans *L'Humanité* se maintient à un niveau élevé car le journal, en coordination avec la SFIC, a organisé sa propre action de secours par des souscriptions monétaires et des dons en nature. Entre le mois d'octobre (même si l'initiative débute réellement au mois d'août précédent) et le mois de février 1922, *L'Humanité* consacre une large part à l'évolution de la collecte de son action, à son transport à partir du mois de novembre et décembre 1921 puis enfin à sa distribution à partir des mois de février et mars 1922. Ainsi, c'est durant l'hiver 1922 que les photographies font leur apparition dans *L'Humanité* en lien avec des articles consacrés au secours ouvrier français pour les régions russes sinistrées<sup>190</sup>. L'initiative de secours de *L'Humanité*, qui s'intègre en fait dans le SOI, se poursuit ensuite mais à un rythme moindre jusqu'au début de l'été 1922. Nous observons alors que le nombre d'articles traitant de la famine passe en-dessous de la barre des quinze articles par mois à partir du mois de mars 1922 et même des dix articles à partir du mois de juillet suivant. Comme nous l'avons déjà brièvement évoqué, cette baisse est due à la résorption progressive (à relativiser sur le terrain) de la famine, aux agitations qui touchent la SFIC et *L'Humanité* à partir du début de l'été 1922, alors même que la famine se voit chassée de l'actualité étrangère par des événements nouveaux comme la guerre civile irlandaise ou la marche sur Rome de Mussolini.

De son côté, *Le Temps* publie un nombre d'articles très élevé sur la famine aux mois de d'août et de septembre 1921, dépassant la barre des 25 par mois. Ces chiffres très importants peuvent s'expliquer par le fait que la famine constitue alors un événement nouveau qui alimente

---

<sup>187</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 août 1921 ; numéros du *Temps* des 7, 17 et 19 août 1921.

<sup>188</sup> Numéros de *L'Humanité* des 3, 12 et 23 août 1921 ; numéros du *Temps* des 7, 12 et 13 août 1921.

<sup>189</sup> Numéros de *L'Humanité* des 6, 11 et 31 août 1921 ; numéros du *Temps* des 7, 12, 16 et 26 août 1921.

<sup>190</sup> Numéros de *L'Humanité* des 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 janvier 1922 ; numéros de *L'Humanité* des 2, 5, 7, 10 et 17 février 1922.

l'actualité, faisant notamment débat sur ses causes. Le journal suit aussi de très près la création puis le développement, à l'initiative de la France, de la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême. *Le Temps* se montre en effet très favorable à son action, démontrant une fois plus que sa réputation de feuille officieuse du Quai d'Orsay n'était pas forcément usurpée<sup>191</sup>. Ainsi, ce n'est probablement pas un hasard si le nombre d'articles consacrés à la famine chute dès le mois d'octobre 1921 dans *Le Temps*, passant sous la barre des vingt articles et même des dix au mois de décembre suivant. Cette baisse est en effet concomitante de l'impasse à laquelle se trouve confrontée la Commission internationale de secours qui demandait l'autorisation au pouvoir bolchevique de faire entrer une mission d'enquête en Russie soviétique afin d'établir au mieux la situation des régions sinistrées et les secours qui pourraient en découler. Cette demande, émanant d'un organisme et de responsables aux antécédents anticomunistes et antibolcheviques notoires, essuie un refus clair et net de la part des autorités soviétiques. Ce revers est symbolisé par l'échec de la conférence de Bruxelles qui se déroule au début du mois d'octobre 1921 en présence de nombreuses organisations humanitaires rassemblées à l'initiative de la Commission internationale de secours. En 1922, le nombre d'articles traitant de la famine dans *Le Temps* remonte un peu et reste globalement stable du mois de janvier au mois de septembre, oscillant entre cinq et dix articles, parfois plus avec onze articles au mois de février et parfois moins avec seulement trois articles au mois de juillet. De fait, en matière de politique étrangère dont il est un des spécialistes de la presse française, le quotidien se concentre alors sur les conférences de Gênes au printemps puis de La Haye durant l'été. La famine devient un sujet secondaire ou qui s'intègre dans les débats liés aux conférences. Malgré un sursaut dans le nombre d'articles au mois de septembre, lié à la résurgence localisée de la famine dans une partie de l'Ukraine et en Crimée, nous constatons que le nombre d'article diminue drastiquement aux mois d'octobre et de novembre avant de totalement disparaître au mois de décembre.

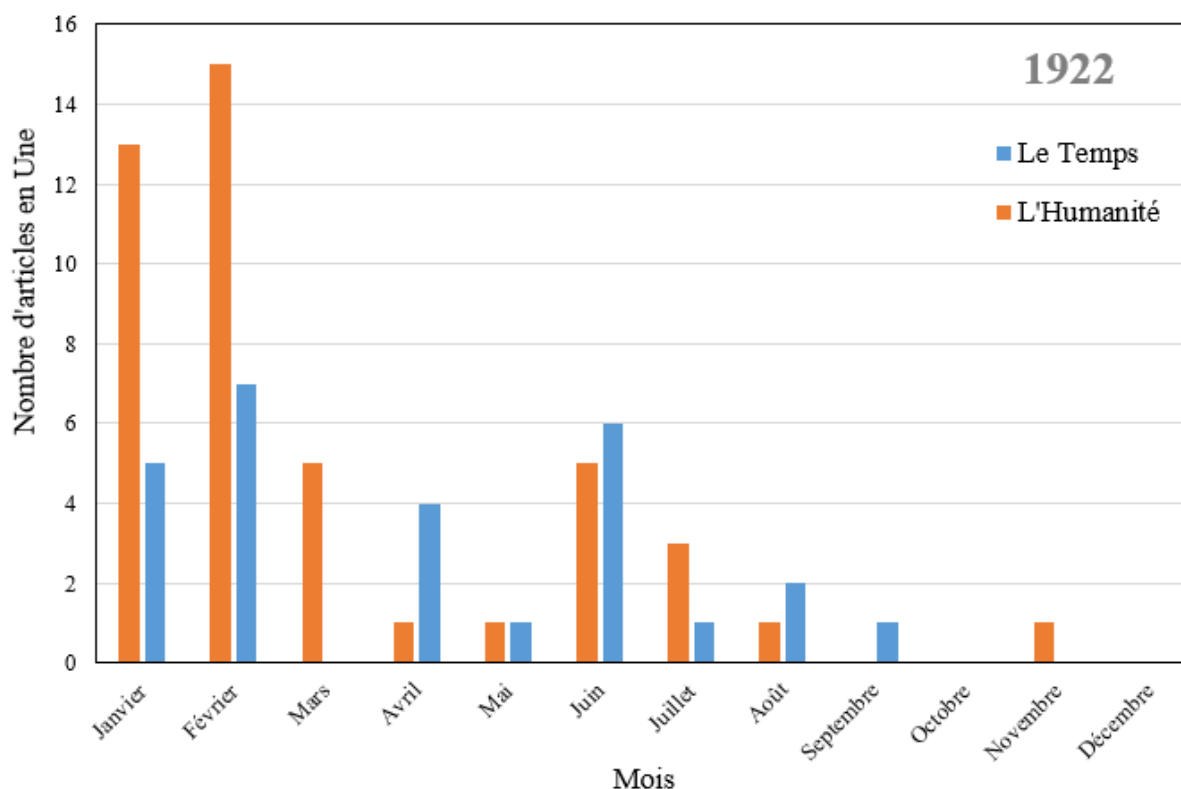
## 2.2 La présence (ou non) en une : un marqueur important

Pour aller plus loin et mettre en perspective les choix politiques et éditoriaux du *Temps* et de *L'Humanité*, penchons-nous dans un second lieu sur la place des articles au sein des deux journaux. De fait, il est évident que la famine apparaît très largement en une aux mois de juillet et d'août 1921, voire même de septembre, dans les deux quotidiens. Elle recule logiquement

---

<sup>191</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (sous la direction de), *op.cit.*, p. 558-561.

peu à peu dans la rubrique des pages consacrées à la politique étrangère et internationale dans les derniers mois de 1921, respectivement en page trois dans *L'Humanité* et en page deux ou trois, selon les numéros, dans *Le Temps*. Mais qu'en est-il sur la durée, et en particulier durant l'année 1922 ?



**Fig. 2** – Graphique représentant le nombre d'articles consacrés à la famine présents chaque mois en une de *L'Humanité* et du *Temps* durant l'année 1922

Il apparaît d'abord très clairement que *L'Humanité* fait un choix fort en publiant pas moins de treize et quinze articles en une durant les mois de janvier et février 1922, alors même que la famine est désormais connue et médiatisée depuis six mois. Il est le fruit de la campagne de secours organisée par *L'Humanité* et la SFIC qui bat alors son plein. En plus des articles, c'est le moment où sont aussi publiées en une la majeure partie des photographies portant sur la famine. L'objectif du quotidien communiste est double. Dans un premier temps, il souhaite frapper fort avec les photographies en insistant sur la catastrophe que continue d'incarner dans les régions russes touchées la réalité de la famine. Puis, dans un second temps, il cherche à encourager au maximum les dons chez ses lecteurs en faveur des populations affamées avant que le premier train de secours (alors que le navire *Hornsee*, qui constituait le premier envoi à la fin du mois de novembre, a coulé en Méditerranée) ne parte pour la Russie soviétique. A

partir du mois de mars, nous observons une diminution importante du nombre d'articles en une parallèlement à la baisse du rythme du secours ouvrier français. Nous ne dénombrons ainsi qu'un seul article en une à chaque fois pour les mois d'avril et de mai. Un certain rebond se fait ensuite sentir aux mois de juin et juillet alors que Marguerite Rosmer revient de Russie soviétique où elle faisait partie d'une délégation du SOI dans l'Oural<sup>192</sup>. *L'Humanité* dresse alors un bilan du secours ouvrier français et du SOI alors que la famine se fait moins intense<sup>193</sup>.

Dans le même temps, *Le Temps* reste très en retrait par rapport à *L'Humanité* au nombre d'articles consacrés à la famine publiés en une, du moins jusqu'au mois d'avril. Le rapport s'équilibre ensuite. Ainsi, la famine apparaît quatre fois en une du *Temps* au mois d'avril contre seulement une fois pour *L'Humanité*. Cependant, cette observation doit être nuancée car le plus souvent, la famine n'est évoquée qu'au détour d'un article plus général sur la situation russe, alors que nous nous situons ici au moment où se déroule la conférence internationale de Gênes. De même, la famine apparaît plus souvent en une que dans *L'Humanité* au mois de juin, un rebond qui peut s'expliquer par le positionnement politique du journal, naturellement proche du gouvernement français et de sa politique étrangère, dont l'Ukraine constitue depuis longtemps un lieu hautement stratégique pour les intérêts français. Après le mois de juin et jusqu'à la fin de l'année 1922, la famine est presque absente de la une du *Temps*, la dernière mention apparaissant au mois d'octobre.

La famine constitue donc un sujet d'actualité incontournable dans la presse française, et dans notre cas dans *L'Humanité* et *Le Temps*, du mois de juillet 1921 au mois de décembre 1922. C'est particulièrement vrai à l'été et à l'automne 1921 pour les deux journaux mais aussi durant l'hiver 1922 dans *L'Humanité*. Ce constat se trouve corroboré lorsque nous analysons la présence de la famine en une des deux quotidiens. De par son orientation politique, la famine est logiquement davantage évoquée par *L'Humanité* que par *Le Temps*, même si cette observation ne se vérifie pas toujours sur l'ensemble de la période.

---

<sup>192</sup> Voir chapitre 3, partie 1, p. 90.

<sup>193</sup> Numéros de *L'Humanité* des 10 et 26 juin 1922 ; numéros de *L'Humanité* des 16 et 17 juillet 1922.

## 3.

**LA FAMINE : UN ÉVÉNEMENT QUI S'INSCRIT DANS DEUX QUOTIDIENS AUX  
OPINIONS DIVERGENTES,  
REFLET D'UN CONTEXTE POLITIQUE PARTICULIER**

La famine soviétique en 1921-1922 cristallise une opposition, qui se traduit parfois très directement, entre *L'Humanité* et *Le Temps*. Cette divergence s'inscrit dans l'interprétation des causes de la catastrophe mais aussi dans les solutions annoncées pour surmonter cette crise. Tout cela est éminemment politique alors que l'on est face à un événement se déroulant dans un Etat à la construction très récente dont la révolution a éclaté il y a seulement un peu plus de trois années.

Dès le 2 août, *L'Humanité* vise nommément *Le Temps* dans un article explicite intitulé : « Affameurs et diffamateurs »<sup>194</sup>, signé Charles Rappoport<sup>195</sup>. Celui-ci dénonce ouvertement la position « impérialiste et anticommuniste » du *Temps*. Le qualifiant de « grand partisan du blocus responsable de la famine » et de « journal vendu au capitalisme international », *L'Humanité* reproche au *Temps* d'encourager le gouvernement français à agir contre la Russie soviétique, accusant notamment le communisme d'être responsable de la famine. Rappoport poursuit sa réflexion en écrivant que *Le Temps* est certes favorable à l'envoi de secours, mais à condition qu'ils constituent un moyen de renverser le régime bolchevique. Dans cette perspective, *Le Temps* souhaiterait ainsi que cette aide soit distribuée en dehors de l'appareil soviétique dans le but supposé de rallier les populations affamées. Pour *L'Humanité*, *Le Temps* fait pleinement partie, avec d'autres, d'un camp antibolchevique qui souhaiterait reconstruire sa fortune politique sur les malheurs russes.

### *3.1 Une opposition profondément liée à un contexte politique tendu*

Avant de développer plus en profondeur cette « rivalité » dans le cadre de la famine soviétique de 1921-1922, resituons plus globalement le contexte, notamment politique, dans

---

<sup>194</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 août 1921.

<sup>195</sup> Voir Notices biographiques, p. 151.

lequel évoluent les deux quotidiens au sortir de la Première Guerre mondiale afin de saisir les tenants et les aboutissants de cette opposition entre les deux journaux.

À l'origine, *Le Temps* est un journal d'information de ton modéré, se voulant indépendant et arbitrant les conflits avec recul. Néanmoins, austère journal des élites, considéré comme « le plus grand journal de la République », il s'oriente politiquement de plus en plus à droite après la Grande Guerre, soutenant les intérêts économiques dominants, sans être structurellement lié à un parti ou à une organisation, du moins dans les années 1920<sup>196</sup>. Pour certains auteurs comme Pierre Albert, *Le Temps* continue malgré tout à faire partie de la presse du centre<sup>197</sup>. Bien qu'épisodiquement atténué, son anticommunisme devient alors le fondement de son attitude générale. Particulièrement tourné vers la politique étrangère, dont la rubrique est dirigée par Roland de Marès (Henri Rollin gérant la partie russe), il conserve une influence considérable dans les milieux politiques et économiques en France et en Europe par le sérieux de ses informations (souvent reprises par les autres journaux) et la valeur de ses commentaires. Malgré de nombreuses et nettes affirmations, parfois sans nuances, dans ce sens<sup>198</sup>, *Le Temps* ne serait pas toujours le porte-parole ou l'interprète du Quai d'Orsay, même s'il ne renie jamais sa vocation de feuille officieuse en la matière. De manière plus globale et malgré son glissement vers la droite pendant l'entre-deux-guerres, *Le Temps* constitue, par la qualité de ses informations et la variété des points de vue exposés, un remarquable instrument de connaissance des problèmes internationaux, qu'aucune autre feuille française n'égalerait<sup>199</sup>.

De son côté, *L'Humanité* a constitué un enjeu majeur au début de l'année 1921 après la scission au sein de la SFIO entre partisans de l'IC (« communistes ») et le reste de ses membres favorables au maintien dans la seconde Internationale ou dans la création d'une nouvelle Internationale (« socialistes »). Il s'agit de savoir qui va contrôler le premier quotidien socialiste avec seize ans d'existence et réunissant 170 000 lecteurs chaque jour. La SFIC obtient finalement la mainmise sur le journal après un vote des actionnaires. L'objectif du parti est de réaliser un journal d'un type nouveau. Son autonomie et celle de ses rédacteurs sont ainsi progressivement remises en question. Dès le mois de mai 1921, une partie des responsables de la SFIC souhaite placer *L'Humanité* sous le contrôle administratif et politique du parti, conformément aux conditions de l'IC. Il y a donc une réelle volonté de réduire la place des

---

<sup>196</sup> Fabrice D'Almeida, Christian Delporte, *Histoire des médias : de la Grande Guerre à nos jours*, Paris : Flammarion, rééd. 2010, p. 96.

<sup>197</sup> Pierre Albert, *Histoire de la presse*, PUF, 2010, p. 94-98.

<sup>198</sup> Laurent Martin, *La presse écrite en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Librairie Générale Française, 2005, p. 85-91.

<sup>199</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (sous la direction de), *op. cit.*, p. 558-561.

journalistes et de contrôler leur travail. Le III<sup>e</sup> congrès de l'IC, qui se déroule du 22 juin au 12 juillet à Moscou<sup>200</sup>, marque le début de la mise en œuvre des 21 conditions imposées par l'IC à ses organisations membres, dont la SFIC fait partie. Les délégués y réaffirment avec force l'importance de la presse, mais qui doit avant tout être soumise aux directives du parti. On parle « d'organe central du parti ». Dans ce cadre, le lecteur doit devenir un acteur du journal au quotidien. L'évolution imposée est encore plus claire un an plus tard, lors du second plénum du Comité exécutif de l'IC qui se déroule du 7 au 11 juin 1922 à Moscou. Les journalistes doivent désormais définitivement s'effacer devant le parti, ne pouvant plus exprimer autre chose que la pensée de ce dernier. *L'Humanité* doit désormais suivre la ligne du parti qui lui-même suit la politique édictée par l'IC, elle-même contrôlée par le parti bolchevique. Un symbole fort de cette évolution : la mise en place de l'anonymat, les journalistes doivent renoncer à signer leurs articles (même si, dans les faits, une partie des articles continuera à être signés). La presse communiste est progressivement mise au pas, en tant que simple outil du parti, suivant le modèle bolchevique. Néanmoins, pour le cas français, il faut véritablement attendre la « bolchevisation » de la SFIC (bientôt appelé PCF), et par contrecoup de *L'Humanité*, à partir de 1923-1924 pour voir ce processus arriver en France. Dès lors, les statuts de militants et de journalistes se confondent<sup>201</sup>.

Suivant cette perspective, à partir de l'été 1922, *L'Humanité* est gérée de manière directe et officielle par le Comité directeur du parti (ce qui était en fait déjà officieusement le cas depuis le mois de décembre 1921). Dans le même temps, le rattachement de *L'Humanité* à la SFIC au début de l'année 1921 entraîna une importante réorganisation au sein du quotidien. Pour des raisons politiques, un employé sur trois quitte le journal, et en particulier la moitié des rédacteurs. Marcel Cachin<sup>202</sup> reste directeur politique et Amédée Dunois<sup>203</sup> demeure secrétaire général. Bernard Lecache<sup>204</sup> dirige la rubrique des informations. Boris Souvarine, Charles Rappoport, Robert Pelletier et Jacques Mesnil<sup>205</sup> intègrent la rubrique internationale. Camille David et Lucien Révu deviennent correspondants à Londres et Berlin. Dès 1921, un rédacteur

---

<sup>200</sup> Voir les militants mentionnés précédemment qui ont participé au dit congrès : André Julien, André Morizet.

<sup>201</sup> Voir chapitre 3, partie 2, p. 106.

<sup>202</sup> Voir Notices biographiques, p. 149.

<sup>203</sup> Voir Notices biographiques, p. 148.

<sup>204</sup> Voir Notices biographiques, p. 151.

<sup>205</sup> Voir Notices biographiques, p. 147 ; à Charles Rappoport, p. 151 ; à Robert Pelletier, p. 157 ; à Jacques Mesnil, p. 161.

sur six est membre dans le même temps du Comité directeur du parti. Directions du parti et du journal n'ont jamais été autant confondues<sup>206</sup>.

### 3.2 La famine : un cadre idéal pour une rivalité exacerbée

Paradoxalement, dans son numéro du 6 août 1921<sup>207</sup>, *Le Temps* reprend ici des extraits de l'interview de Tchitcherine, commissaire soviétique aux Affaires étrangères, réalisée par *L'Humanité* qui dresse un constat de la catastrophe alimentaire en cours en Russie. Fait plutôt rare pour être souligné, nous constatons que *Le Temps* utilise du contenu provenant de *L'Humanité*, sans commentaire ni critique superflus, légitimant ainsi la pertinence de cette interview. Ce choix du *Temps* montre que des informations peuvent être réutilisées, et ce malgré leurs positionnements politiques totalement différents. En dehors des critiques et des dénonciations habituelles, il y a donc parfois des liens d'intérêts entre les deux quotidiens, même si cela reste exceptionnel.

En effet, la norme reste une opposition vive entre les deux journaux. Dans son numéro du 12 août, *L'Humanité* rapporte le témoignage, déjà évoqué précédemment, d'André Julien, présent à Moscou aux mois de juin et juillet 1921. Dans ses propos, il dénonce *Le Temps* qui déclarait que les champs n'avaient même pas étéensemencés en 1921. Julien réfute ces déclarations en affirmant que la surface des terresensemencées cette même année a été équivalente à 1916<sup>208</sup>. Julien fait ici probablement référence au numéro du 11 août du *Temps* qui indique que les paysans russes se seraient arrêtés de cultiver, lassés des réquisitions forcées du pouvoir soviétique. L'article concerné ajoute même que Lénine aurait tué la culture agricole de ce pays<sup>209</sup>. L'antagonisme est donc clair et net, nous avons affaire ici à deux visions opposées des causes de la famine. Aucun des deux journaux n'a véritablement raison. Dans les faits, il est vrai que les surfacesensemencées ont diminué fortement, en particulier dans le sud-ouest russe très impacté par la guerre civile. Elles ne sont donc certainement pas au niveau de 1916 comme l'affirme Julien, du moins dans les régions susdites. Dans le même temps, il est aussi faux d'affirmer que les paysans auraient totalement arrêtés de cultiver leurs terres. Cependant, il est vrai que les paysans diminuent leurs surfaces cultivées, méfiants à l'égard des autorités centrales, un sentiment qui existe déjà sous le tsarisme mais se renforce avec l'arrivée au

<sup>206</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 131-156.

<sup>207</sup> Numéro du *Temps* du 6 août 1921.

<sup>208</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 août 1921.

<sup>209</sup> Numéro du *Temps* du 11 août 1921.



pouvoir des bolcheviks, le déclenchement de la guerre civile et l'organisation de réquisitions dans le cadre du « communisme de guerre ». En 1920-1921, dans les Terres Noires et la région de la Volga, on constate ainsi régulièrement des violences extrêmes alors que le recours à la force est très largement utilisé face à une population qui refuse de livrer sa production et des soldats eux-mêmes affamés qui pillent les paysans<sup>210</sup>. Dans ces conditions, de nombreux paysans décident de ne plus consommer que pour eux-mêmes, autolimitant leur production céréalière. Nous le constatons, aucun des deux quotidiens n'a tout à fait tort ou tout à fait raison, la réalité se situant plus dans un entre-deux.

Une nouvelle mention de cette « rivalité » apparaît ensuite dans le numéro du *Temps* du 16 août. L'article ne désigne pas nommément *L'Humanité* mais parle plus globalement de « journaux bolchevistes français »<sup>211</sup>. *Le Temps* fait donc référence ici aux journaux favorables au régime soviétique. Dans ce cadre, *L'Humanité* fait évidemment figure d'épouvantail car il constitue le grand quotidien d'extrême-gauche à cette période. Mis à part *L'Humanité*, il n'existe en effet alors que quelques feuilles apparentées comme le *Bulletin communiste* ou la *Vie ouvrière*. *Le Populaire*, socialiste et plus modéré, ne peut être inclus dans cette dénomination car il demeure relativement sceptique sur l'expérience bolchevique. Dans son article, *Le Temps* accuse le gouvernement soviétique et les « journaux français bolchevistes » d'avoir caché tant qu'il était possible la famine. Nous observons que *Le Temps*, sur la même ligne que le gouvernement français, tente de garder un certain équilibre précaire entre une volonté de porter secours directement aux populations affamées et une hostilité manifeste au pouvoir soviétique. *Le Temps* voit aussi, et surtout, l'intérêt propre de la France face à la crainte d'épidémies venues de Russie engendrées par la famine mais aussi la crainte de l'anarchie et de la guerre possiblement provoquées par la catastrophe alimentaire. Le journal appréhende aussi les volontés d'implantation britannique et allemande en Russie en cas d'effondrement supposé du pays.

Dans son numéro du 29 août 1921, *Le Temps* poursuit ses critiques à l'égard du mouvement communiste français, dont fait partie intégrante *L'Humanité*, dans le cadre de potentiels secours envoyés en Russie<sup>212</sup>. La manifestation populaire du Pré-Saint-Gervais organisée par la SFIC et *L'Humanité* le 28 août « au bénéfice du peuple russe » est l'occasion idéale pour *Le Temps* de mettre en lumière l'échec de celle-ci. L'article précise ainsi que

---

<sup>210</sup> Sergueï Adamets, *op.cit.*, p. 45-75.

<sup>211</sup> Numéro du *Temps* du 16 août 1921.

<sup>212</sup> Numéro du *Temps* du 29 août 1921.

l'événement n'est pas considéré comme un réel succès au sein même du mouvement communiste. Une affirmation qui n'est pas totalement erronée. En effet, dans l'article intitulé « À la Butte du Chapeau-Rouge. Une foule fervente acclame la République des Soviets » du numéro de *L'Humanité* du 28 août, Georges Chennevière<sup>213</sup> se dit lui-même déçu de l'affluence, pas aussi importante que prévu, sans que cela, selon lui, ne soit véritablement inquiétant pour autant<sup>214</sup>. *Le Temps* met en avant la confusion volontaire des communistes français entre volonté d'aide au peuple russe et soutien unanime au régime soviétique. Le journal constate ainsi, par l'affluence moindre que prévu, que la population parisienne n'est pas dupe de ce discours. Suivant sa position depuis le départ, *Le Temps* juge indispensable de faire la distinction entre population russe et bolcheviks. Dans cette perspective, il dit « refuser que des secours destinés à soulager la misère ne servent à consolider une dictature du prolétariat portée par seulement 600 000 individus ». L'article accuse le gouvernement soviétique, soutenu dans son entreprise par les différents mouvements communistes, d'exploiter la famine à des fins politiques. Ces conclusions du *Temps* suivent en réalité l'avis des diplomates français en poste dans les pays limitrophes de la Russie comme la Finlande et les pays Baltes. A l'été 1921, ces derniers restent en effet extrêmement méfiants vis-à-vis de la réalité et de l'ampleur de la famine. Selon eux, les dirigeants bolcheviques souhaiteraient reconstruire leur économie avec l'argent des puissances capitalistes. La crainte est que l'aide internationale ne serve à nourrir les appuis du pouvoir, tels que l'armée et les fonctionnaires. Néanmoins, l'Etat soviétique n'est toujours pas reconnu officiellement à l'été 1921. Son réseau diplomatique reste très restreint. Il est donc vrai que la famine va permettre au régime soviétique, dans une certaine mesure, de multiplier les contacts avec l'étranger et d'élargir ses réseaux d'influence<sup>215</sup>. Nous approfondirons d'ailleurs cette question dans la partie deux du chapitre deux.

Enfin, autre sujet de discorde entre les deux quotidiens : l'action de l'IC dans les pays étrangers, ici dans le cadre de la famine. Dans son numéro du 30 septembre 1921, *Le Temps* accuse en effet le Comité exécutif de l'IC d'avoir constitué à Berlin une caisse servant à couvrir les frais de la propagande internationale, un financement qui serait assuré par une grande partie des sommes recueillies dans les différents pays européens en faveur des victimes russes de la

---

<sup>213</sup> Georges Chennevière [Léon, Louis Debille, dit] (1884-1927), poète, participe à la Première Guerre mondiale, intègre *L'Humanité* comme rédacteur en mars 1919 où il est critique littéraire et musical, non membre du PCF, il quitte *L'Humanité* à la fin 1923, devient ensuite rédacteur au *Quotidien*, porte-parole du Cartel des Gauches, en 1925 ; <https://maitron.fr/spip.php?article105510>, notice CHENNEVIÈRE Georges (Léon, Louis DEBILLE dit) par Nicole Racine, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 8 octobre 2018.

<sup>214</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 août 1921.

<sup>215</sup> Marin Coudreau, « La diplomatie française et la famine de 1921-1922 en Russie », dans *La France et la Russie : Regards diplomatiques (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, PUR, 2012, p. 69-70.

famine<sup>216</sup>. Ce nouvel organisme, dont l'emploi des souscriptions devait évidemment demeurer discret, va être dirigé par Wilhelm Münzenberg<sup>217</sup> et Victor Kopp. *Le Temps* fait ici référence à la création du Secours ouvrier international (SOI) le 12 septembre 1921 à Berlin. Il s'agit d'une création impulsée directement par Lénine afin de centraliser les dons venant des différents mouvements ouvriers européens<sup>218</sup>. Le même jour, également dans son numéro du 30 septembre, *L'Humanité* réagit aux informations avancées par *Le Temps*, qualifiant ce dernier « d'organe de la féodalité capitaliste »<sup>219</sup>. Le titre de l'article est clair : « Pour les affamés russes. Une infamie du *Temps* ». Le Comité d'assistance de *L'Humanité*<sup>220</sup> dit protester vivement contre les « spéculations » avancées par *Le Temps*. *L'Humanité* écrit : « aucun centime des souscriptions prolétariennes n'est détourné au bénéfice de la propagande de l'Internationale communiste, qui n'intervient en aucune façon dans le transport et la distribution des secours ». *L'Humanité* poursuit en détaillant l'action de secours. L'article précise ainsi que les dons monétaires vont être convertis en denrées, du moins pour ce qui est des souscriptions françaises. Leur nature et leur quantité seront portées à la connaissance des souscripteurs. Un entrepôt a été loué à Marseille pour stocker les marchandises. Un navire, spécialement affrété par le Comité d'assistance, transportera ensuite l'aide, vraisemblablement jusqu'à Odessa.

Avec ces différents exemples, nous avons vu clairement l'antagonisme prégnant entre *Le Temps* et *L'Humanité*. Opposés évidemment de par leurs positionnements politiques respectifs, leur « rivalité » devient même explicite dans certains numéros que nous avons relevés précédemment. *Le Temps* reproche à *L'Humanité* son militantisme affiché qui confondrait le secours aux populations russes affamées et le soutien au pouvoir bolchevik, alors que *L'Humanité* au contraire voit *Le Temps* comme un simple relais du gouvernement français et du modèle capitaliste en général. Plus tard, la campagne lancée par *L'Humanité* entre le mois de novembre 1923 et le mois de mai 1924, fustigeant l'« abominable vénalité de la presse française », constituera le point culminant de cette opposition. Celle-ci révèle que le gouvernement tsariste, donc avant 1917, aurait versé des subsides à de nombreux journaux français afin que ces derniers vantent les mérites de l'emprunt et de l'économie russe<sup>221</sup>. Cette campagne révèle l'ampleur de la corruption au sein de la presse d'avant-guerre. Elle a été

---

<sup>216</sup> Numéro du *Temps* du 30 septembre 1921.

<sup>217</sup> Voir Notices biographiques, p. 163.

<sup>218</sup> « Secours ouvrier international » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Secours\\_ouvrier\\_international](https://fr.wikipedia.org/wiki/Secours_ouvrier_international)

<sup>219</sup> Numéro de *L'Humanité* du 30 septembre 1921.

<sup>220</sup> Organisme créé sous l'égide de la direction du journal, destiné à collecter les fonds versés par des sympathisants, militants et cellules du parti en faveur des victimes russes de la famine.

<sup>221</sup> Ivan Chupin, *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris : la Découverte, 2012, p. 46-47.

rendue possible grâce aux archives authentiques d'Arthur Raffalovitch, conseiller secret du ministre des Finances russe à Paris avant la Première Guerre mondiale. *L'Humanité* parle alors d'une « presse pourrie aux ordres du grand capital »<sup>222</sup>. Même s'il n'est pas le seul touché, loin de là, *Le Temps* est néanmoins l'un des grands quotidiens le plus compromis dans ce scandale<sup>223</sup>.

Profondément liée au contexte politique français de l'après-guerre, l'opposition ouverte entre *L'Humanité* et *Le Temps*, et en réalité comme nous l'avons mentionné précédemment, entre *L'Humanité* et l'ensemble de la presse conservatrice française, trouve un écho particulier dans la famine soviétique en 1921 et 1922. En effet, l'enjeu simplement humanitaire se voit alors largement débordé par des débats politiques, dans un contexte très tendu et complexe vis-à-vis des relations avec le régime bolchevique au pouvoir depuis l'automne 1917. Nous constatons donc une exacerbation des oppositions entre la mouvance communiste française favorable au pouvoir soviétique, dont fait partie *L'Humanité*, et des cercles conservateurs très hostiles, dans lesquels s'intègre *Le Temps*.

---

<sup>222</sup> Fabrice D'Almeida, Christian Delporte, *op. cit.*, p. 56-58.

<sup>223</sup> Laurent Martin, *op. cit.*, p. 85-91.



*Chapitre 2***LA FAMINE, UN ENJEU INTERNATIONAL**

En tant qu'outil d'information de communication, la presse va constituer un des principaux relais de médiatisation de la famine. De manière inédite, elle va avoir un impact considérable sur le plan international, que ce soit dans la structuration de l'aide humanitaire ou dans le jeu diplomatique. Dans cette perspective, nous allons, dans un premier temps, expliquer comment s'inscrit l'œuvre de secours aux victimes de la famine dans *L'Humanité* et *Le Temps*. Pour cela, nous verrons de près la création puis le développement des principaux organismes de secours nationaux et internationaux. Dans ce cadre, la presse a un vrai rôle à jouer en soutenant notamment certaines actions de secours au détriment d'autres, selon son positionnement politique, le contexte et ses intérêts du moment. Dans un second temps, nous observerons comment la famine constitue rapidement un véritable enjeu diplomatique entre la Russie soviétique et les principales puissances occidentales, et en particulier la France et les États-Unis. Enfin, pour terminer, nous verrons comment les deux journaux interprètent et représentent l'aide officielle du gouvernement français destinée à la lutte contre la famine dont le processus de vote, de répartition et de distribution s'étend jusqu'à la fin de l'année 1922. Comme dans la première partie de ce second chapitre, mais sur un plan plus national, l'idée sera d'analyser et de comprendre en quoi la presse peut nourrir des visions différentes du secours humanitaire dans une Russie soviétique au contexte politique ô combien explosif.

## 1.

## DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES INCONTOURNABLES DANS LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE DE LA FAMINE

Il s'agit maintenant de porter une réflexion sur le traitement que font *L'Humanité* et *Le Temps* des principaux organismes de secours étrangers qui sont actifs (ou non) en Russie soviétique pour lutter contre la famine en 1921-1922.

### *1.1 Les premières manifestations de secours étrangers, incarnées par Nansen et Hoover*

La première mention d'un potentiel secours étranger, encore bien théorique à cette date, peut être signalé dans le numéro de *L'Humanité* du 20 juillet 1921. L'article indique en effet que Fridtjof Nansen dit se mettre à disposition du gouvernement russe pour organiser une œuvre de secours<sup>224</sup>. Fridtjof Nansen (1861-1930) est un explorateur et un scientifique durant la première partie de son existence. Pacifiste et partisan convaincu de la SDN, il est nommé haut-commissaire au rapatriement des prisonniers de guerre au printemps 1920. Il se positionne alors pour la reconnaissance diplomatique de la Russie soviétique. Sur son initiative, un accord international est conclu à Genève au mois de juillet 1922, instituant une carte d'identité pour les personnes déplacées, dit passeport Nansen<sup>225</sup>. Nous verrons plus précisément son rôle dans la lutte contre la famine dans les pages qui vont suivre. Nous pouvons donc constater que Nansen se positionne très tôt dans l'aide aux populations russes affamées.

Dans le numéro de *L'Humanité* du 26 juillet 1921, c'est au tour de Hoover, désigné comme président de la « Société de secours américaine », d'être mentionné, déclarant répondre à l'appel de Gorki<sup>226</sup>. Hoover dit pouvoir fournir nourriture, vêtements et médicaments à un million d'enfants et de malades<sup>227</sup>. Dans son numéro du même jour, *Le Temps* précise que Hoover conditionnerait une possible aide à la remise en liberté immédiate de prisonniers de guerre américains<sup>228</sup>. Herbert C. Hoover est nommé à la tête de la *Food Administration* en 1917,

---

<sup>224</sup> Numéro de *L'Humanité* du 20 juillet 1921.

<sup>225</sup> Claude NORDMANN, « NANSEN FRIDTJOF - (1861-1930) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 22 juin 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/fridtjof-nansen/>

<sup>226</sup> Référence à l'appel public de Maxime Gorki datant du 13 juillet 1921. En réalité, Hoover répond dès le 23 juillet mais l'information n'est rapportée que quelques jours plus tard par la presse, d'où le décalage.

<sup>227</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 juillet 1921.

<sup>228</sup> Numéro du *Temps* du 26 juillet 1921.

organisation chargé d'exporter des vivres dans les pays alliés. En 1919-1920, il s'occupe ensuite du ravitaillement des populations d'Europe centrale et orientale. Partisan de la SDN tout en étant républicain, il est le secrétaire au Commerce du président Harding entre 1921 et 1929<sup>229</sup>. Nous pouvons déjà observer que Nansen est le plus prompt mais Hoover et les Etats-Unis ne sont pas en reste avec l'ARA. L'*American Relief Association* est une organisation humanitaire, créée au sortir de la Première Guerre mondiale et dirigée par Herbert Hoover. Elle est l'héritière en quelque sorte du *Committee for Relief in Belgium* et de la *Food Administration*, actives pendant le conflit aux côtés des Alliés. Comme nous l'avons mentionné, l'ARA agit d'abord en Europe centrale et orientale entre 1918 et 1920, période durant laquelle elle distribue pour 150 millions de dollars en nature<sup>230</sup>. Dès la fin du mois de juillet 1921, les premières volontés d'aide étrangère, non gouvernementale, se manifestent. Comme nous l'avons déjà entr'aperçu, notamment avec la proposition américaine, et nous le verrons ensuite dans les pages suivantes, elles ne sont pas forcément désintéressées.

Dès son numéro du 29 juillet, *Le Temps*, par le biais du bureau de presse ukrainien de Vienne via Lemberg (aujourd'hui Lviv), annonce que Lénine aurait accepté les demandes américaines, en imposant toutefois comme condition que l'action de secours soit contrôlée par « des représentants russes librement élus par le peuple russe ». Cette décision aurait suscité des oppositions parmi les dirigeants bolcheviques, certains y voyant une abdication volontaire du pouvoir soviétique<sup>231</sup>. Il s'agit tout d'abord de voir que la source utilisée par *Le Temps* est à prendre avec beaucoup de précaution car orientée politiquement. En effet, le bureau de presse ukrainien de Vienne est vraisemblablement de tendance nationaliste, favorable à l'indépendance de l'Ukraine et donc hostile au régime bolchevique. Mais surtout, il paraît improbable qu'un accord ait été trouvé dès le 28 ou le 29 juillet entre les parties soviétique et américaine. Tous les auteurs parlent d'un accord signé au mois d'août 1921<sup>232</sup>, et plus précisément le 18 août<sup>233</sup>. Des négociations ont toutefois probablement déjà officiellement débutées depuis la réponse d'Hoover à Gorki le 23 juillet.

---

<sup>229</sup> Herbert C. Hoover (1874-1964) a étudié à Stanford puis devient ingénieur des mines, métier par lequel il a sillonné le monde. Présent en Chine lors de la révolte des Boxers en 1900, il a révélé des talents d'organisateur en mettant en place un organisme de secours pour les victimes du conflit ; André KASPI, « HOOVER HERBERT CLARK - (1874-1964) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 22 juin 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/herbert-clark-hoover/>

<sup>230</sup> Yulia Khmelevskaya, « La philanthropie entre business et pratiques militaires : l'aide américaine à la Russie soviétique lors de la famine des années 1920 », *Connexe. Les espaces postcommunistes en question(s)*. Vol.1 2015, p. 38-42.

<sup>231</sup> Numéro du *Temps* du 29 juillet 1921.

<sup>232</sup> Sergueï Adamets, *op.cit.*, p. 153-158 ; Yulia Khmelevskaya, *op. cit.*, p. 43.

<sup>233</sup> Charles Edmondson M., *op. cit.*, p. 518.



Du reste, le numéro de *L'Humanité* du 2 août nous informe, d'après Havas, que les négociations entre Hoover et les autorités soviétiques vont officiellement débiter prochainement à Riga pour la mise en place d'une œuvre de secours afin de lutter contre la famine en cours<sup>234</sup>. Le numéro du *Temps* du même jour confirme en annonçant, d'après un télégramme de Riga, que les autorités soviétiques auraient accepté les conditions émises par la partie américaine pour l'envoi de secours. Les Soviétiques auraient ainsi demandé à ce que des délégués américains soient immédiatement envoyés à Moscou, Reval ou Riga pour débiter les négociations<sup>235</sup>. Dans les faits, si l'on suit l'analyse d'Edmondson, les dirigeants bolcheviques craignent depuis longtemps une influence étrangère, notamment américaine, en Russie. Leur méfiance n'est en effet pas sans fondement puisque cette idée traverse bien les autorités américaines, au moins depuis 1918. On pense alors l'aide humanitaire comme un instrument d'influence politique et économique, comme une alternative à une intervention armée (alors que la contre-révolution blanche est un échec acté en 1920). Cette politique alimentaire est utilisée dès la fin de l'année 1918, déjà par le biais de l'ARA, en Europe centrale et orientale, en particulier en Allemagne, pour contenir la poussée révolutionnaire d'après-guerre<sup>236</sup>.

Dans son numéro du 3 août, soit le lendemain, *L'Humanité* confirme le début imminent des négociations entre les deux parties, Gorki faisant office d'intermédiaire<sup>237</sup>. Le même jour, *Le Temps* précise les contours de l'opération, d'après une dépêche de Washington. Hoover aurait donné instruction à Walter L. Brown, délégué pour l'Europe de la « Société américaine de secours » de partir pour Riga, dès que les prisonniers américains seront libérés par les autorités soviétiques, selon les conditions fixées<sup>238</sup>. Une action confirmée dès le lendemain, dans le numéro du *Temps* du 4 août<sup>239</sup>. Nous pouvons signaler la première mention en toute lettre de l'*American Relief Association* (ARA) dans le numéro du *Temps* du 7 août. Celui-ci déclare que la condition préalable à une aide est la libération de sept ressortissants américains emprisonnés en Russie soviétique, qui arriveront quelques jours après à la frontière lettonne où ils seront accueillis par la Croix-Rouge américaine. L'ARA compterait dans un premier temps sur le stock de denrées alimentaires que des Américains possèdent déjà à Riga et Reval<sup>240</sup>.

---

<sup>234</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 août 1921.

<sup>235</sup> Numéro du *Temps* du 2 août 1921.

<sup>236</sup> Charles Edmondson M., *op. cit.*, p. 510-514.

<sup>237</sup> Numéro de *L'Humanité* du 3 août 1921.

<sup>238</sup> Numéro du *Temps* du 3 août 1921.

<sup>239</sup> Numéro du *Temps* du 4 août 1921.

<sup>240</sup> Numéro du *Temps* du 7 août 1921.

## 1.2 Des États européens qui créent leur propre organisme de secours face à une campagne d'aide qui s'accélère

Cependant, l'ARA n'est pas la seule organisation à jouer un rôle dans la lutte contre la famine. Dans son numéro du 11 août, *L'Humanité* rapporte la création d'une « commission internationale chargée d'étudier la possibilité de porter secours aux populations affamées de Russie » par le Conseil suprême, qui regroupe l'ensemble des Alliés de la Première Guerre mondiale (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Japon), qu'on appelle en réalité la Conférence des Ambassadeurs à partir de 1920. Cet article met l'accent sur le fait que l'impulsion vient ici de la France, suivie par l'Italie et le Japon, alors que la Grande-Bretagne resterait sur une position beaucoup plus prudente et attentiste. La volonté initiale de la France était de se joindre avec le reste des pays alliés aux organisations humanitaires déjà actives comme la Croix-Rouge internationale ou l'ARA. Mais il est finalement décidé de créer un nouvel organisme, indépendant des deux précédemment cités<sup>241</sup>. Dans son numéro du 12 août, *Le Temps* va même plus loin en déclarant que la France fait pression pour que les pays alliés se joignent à l'effort de secours des grandes organisations humanitaires, en particulier à l'ARA. Un détail est à préciser car il a son importance ensuite : c'est Aristide Briand, plutôt de centre-gauche, qui est alors le président du Conseil, c'est-à-dire le chef du gouvernement français jusqu'en janvier 1922, date où lui succède Raymond Poincaré avec un gouvernement plus à droite<sup>242</sup>. Pour leur part, la Grande-Bretagne et l'Italie sont plutôt favorables à l'idée de s'associer à la Croix-Rouge. *Le Temps* confirme ensuite les informations de *L'Humanité* qui indiquaient la formation d'une commission de secours. Les pays alliés ne se joignent donc finalement pas aux organisations déjà existantes mais en créent une nouvelle. La proposition française n'aboutit pas<sup>243</sup>. La commission évoquée fait référence à la Commission internationale de secours à la Russie créée à l'initiative du Conseil suprême allié. Chaque pays y est représenté par trois délégués. Elle est dirigée par le Français Joseph Noulens<sup>244</sup>.

Revenons-en à l'œuvre de secours américaine puisque le numéro du *Temps* du 15 août nous informe que cette dernière ne pourra certainement aider que les enfants<sup>245</sup>. Et de fait, il est vrai que, pendant les premiers mois de travail, au moins jusqu'à la fin de l'année 1921, les organisations humanitaires en Russie, dont l'ARA, s'orientent exclusivement vers les enfants

<sup>241</sup> Numéro de *L'Humanité* du 11 août 1921.

<sup>242</sup> Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, PUF, rééd. 2004 (1ère éd. 1993), p. 56-61.

<sup>243</sup> Numéro du *Temps* du 12 août 1921.

<sup>244</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 72.

<sup>245</sup> Numéro du *Temps* du 15 août 1921.

par la distribution de rations dans les cantines, dont le nombre augmente à mesure que les enfants abandonnés sont de plus en plus nombreux<sup>246</sup>. La presse permet de suivre comment la campagne d'aide s'accélère. Dans son numéro du 17 août, *L'Humanité* rapporte la conférence de la Croix-Rouge organisée à Genève dans le but d'organiser et de coordonner la lutte contre la famine. Le quotidien indique que trente pays y participaient mais ni la France ni l'Angleterre. Ceux-ci, nous l'avons vu, ont créé leur propre organisation de secours. Deux organismes russes étaient invités : le Comité panrusse de secours et la Croix-Rouge soviétique<sup>247</sup>. Le Comité panrusse est né de l'initiative d'intellectuels russes émigrés dès le mois de mai 1921, une idée d'abord rejetée par le pouvoir bolchevique. Ils convainquent finalement Gorki d'intercéder en leur faveur auprès de Lénine en personne qui finit par accepter. Le 2 juillet 1921, le Comité panrusse de secours contre la famine est officiellement créé. Il se compose de 63 membres : des personnalités diverses, d'éminents bolcheviks mais aussi, plus étonnant, des activistes anti-bolcheviques. À première vue, le régime lui octroie des pouvoirs importants. Sa création démontre en tout cas que le gouvernement soviétique n'ignore plus la gravité de la famine<sup>248</sup>.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) demande une liberté d'action sur le terrain en Russie. De leur côté, Nansen, désigné pour diriger le Comité international de secours à la Russie (CISR), organisme spécialement créé pour la famine par le CICR, et son collaborateur Edouard Frick<sup>249</sup>, délégué général du CICR pour l'Europe orientale, préparent l'organisation à Narva<sup>250</sup>. La conférence a donc abouti à la création du CISR. Celui-ci demande l'appui des gouvernements, en particulier pour la livraison des vivres. Il souhaite avoir tout pouvoir pour recueillir vivres et argent à destination de la Russie et pour conclure des accords avec les autorités soviétiques. Hoover et Nansen sont désignés président et vice-président du CISR. Également dans son numéro du 17 août, *Le Temps* apporte des précisions en annonçant que la conférence s'est ouverte le 15 août. Trente-trois Croix-Rouges nationales sont présentes ainsi que plusieurs gouvernements, notamment allemand et britannique (étonnant... alors que l'article de *L'Humanité* affirme le contraire). *Le Temps* annonce que la France, non présente, se dit toutefois intéressée par l'initiative<sup>251</sup>. Dans son numéro du 19 août, *Le Temps* annonce l'ouverture d'une conférence réunissant le CICR et le gouvernement soviétique pour le même

<sup>246</sup> Sergueï Adamets, *op. cit.* p. 153-168.

<sup>247</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 août 1921.

<sup>248</sup> Charles M. Edmondson, *op. cit.*, p. 508-510.

<sup>249</sup> Voir informations sur son épouse « Marguerite Frick-Cramer » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Marguerite\\_Frick-Cramer](https://fr.wikipedia.org/wiki/Marguerite_Frick-Cramer)

<sup>250</sup> Ville estonienne à la frontière russe.

<sup>251</sup> Numéro du *Temps* du 17 août 1921.

jour<sup>252</sup>. Nous pouvons penser que cette indication marque le début des négociations pour permettre à Nansen, soutenu par la Croix-Rouge, de mettre en action le CISR.

Le lendemain dans leurs numéros respectifs du 20 août, les deux quotidiens annoncent la signature d'un accord à Riga entre les autorités soviétiques et l'ARA. Des dispositions auraient été prises pour envoyer des navires de New York à Dantzig<sup>253</sup>. De fait, extrêmement méfiants face à la création de la Commission internationale de secours par les gouvernements alliés, les responsables soviétiques sont beaucoup plus rassurés par les négociations directes avec les Américains. Ils décident donc d'accélérer avec l'ARA pour aboutir à un accord le 18 août, à des conditions légèrement moins rigides que celles demandées à l'origine par les représentants américains<sup>254</sup>. Peu de temps après, le 22 août, *Le Temps* indique que la Croix-Rouge internationale, ici le CISR dirigé par Nansen, souhaite aboutir à un accord similaire à celui signé par l'ARA<sup>255</sup>.

Quelques jours plus tard, dans son numéro du 26 août, *L'Humanité* présente en détail les trois représentants français de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié. Il y a d'abord Joseph Noulens que *L'Humanité* définit comme un « financier, homme d'affaire et diplomate car ancien ambassadeur de France en Russie ». Le journal déclare qu'il aurait, de par sa fonction, concrètement soutenu la contre-révolution blanche contre le régime bolchevique. Les deux autres représentants sont le général Pau et Paul Giraud, président de la chambre de commerce française à Moscou<sup>256</sup>. Nous voyons ici, dès la fin du mois d'août, l'hostilité croissante des milieux communistes français à l'égard des personnalités choisies par la France pour siéger dans une commission ayant tout l'air d'avoir autant de visées politiques que de buts humanitaires. Cette méfiance, prégnante aussi chez les dirigeants soviétiques, n'est pas sans fondement. Outre l'ancien ambassadeur français en Russie Joseph Noulens<sup>257</sup>, la délégation française siégeant à la Commission internationale de secours comprend le général Paul Pau (1848-1932) qui a eu une expérience dans les relations franco-russes. Militaire de carrière, il est envoyé pour diriger notamment la mission militaire française en Russie en 1915-1916. Il devient membre de la Ligue des Patriotes en 1920 qui est une organisation nationaliste. Parallèlement, il dirige la Croix-Rouge française de 1918 à 1932<sup>258</sup>. Dans son numéro du 26

<sup>252</sup> Numéro du *Temps* du 19 août 1921.

<sup>253</sup> Numéros du *Temps* et de *L'Humanité* du 20 août 1921.

<sup>254</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 71-72.

<sup>255</sup> Numéro du *Temps* du 22 août 1921.

<sup>256</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 août 1921.

<sup>257</sup> Présenté dans le chapitre 1, partie 1, p. 14.

<sup>258</sup> « Paul Pau » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul\\_Pau](https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Pau)

août, *Le Temps* ajoute qu'un certain « capitaine Pechkof » a été nommé secrétaire de la délégation française<sup>259</sup>. Zinovi Pechkoff (1884-1966) reste connu comme un général et diplomate français d'origine juive russe. Secrétaire de l'écrivain Maxime Gorki avant la Première Guerre mondiale qu'il suit dans le monde entier, il s'est engagé dans la Légion étrangère française lors du déclenchement du conflit. Puis au printemps 1917, il participe à la mission française qui tente d'inciter le gouvernement provisoire russe à poursuivre la guerre, avant de rentrer en France lors de la prise de pouvoir par les bolcheviks. Entre 1918 et 1920, il est envoyé par le gouvernement français comme conseiller auprès des armées blanches russes. Enfin, personnellement choisi par Noulens qu'il a connu en Russie en 1917, il est nommé secrétaire de la délégation française à la Commission internationale de secours à la Russie de l'été 1921 au printemps 1922<sup>260</sup>. Les hommes choisis sont donc plutôt orientés à droite politiquement, fortement hostiles au régime bolchevique. Dès sa création, un rapprochement entre les deux parties paraît donc difficile à envisager. Rien n'est finalement fait par les gouvernements alliés pour faciliter d'éventuelles négociations. Marin Coudreau écrit même que la délégation française constitue la frange la plus antibolchevique des représentants européens à la commission<sup>261</sup>.

Dans son numéro du 27 août, *Le Temps* nous informe que Nansen a quitté Riga pour Moscou le 20 août dernier afin de négocier un accord avec les autorités soviétiques<sup>262</sup>. Nous constatons ainsi que les tractations s'accélérent avec le CISR, créé par le CICR à la suite de la conférence tenue à Genève à la mi-août et confié à Nansen. Le contraste est grand avec ce que nous avons pu observer des relations existantes entre le pouvoir soviétique et la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié. Dans cette perspective, *L'Humanité* détaille, dans son numéro du 30 août, les conditions de la mise en place de l'œuvre de secours par l'ARA en Russie. Selon *L'Humanité*, le personnel américain va pouvoir entrer librement en Russie et choisir ses collaborateurs russes. Le transport des vivres sera géré par le gouvernement soviétique dans ses frontières. L'ARA va nourrir dans un premier temps un million d'enfants, avec un objectif fixé de huit millions. *L'Humanité* reprend le *Manchester Guardian* d'après lequel cet accord pourrait être le prélude à une reprise progressive des relations commerciales entre les deux pays<sup>263</sup>. De fait, selon l'accord du 18 août, l'ARA achemine gratuitement

---

<sup>259</sup> Numéro du *Temps* du 26 août 1921.

<sup>260</sup> Guillemette de Sérigné, Pechkoff, *Le Manchot magnifique*, Allary Editions, Paris, 2019, p. 311-324 ; « Zinovi Pechkoff » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Zinovi\\_Pechkoff](https://fr.wikipedia.org/wiki/Zinovi_Pechkoff)

<sup>261</sup> Marin Coudreau, *op. cit.* p. 74-75.

<sup>262</sup> Numéro du *Temps* du 27 août 1921.

<sup>263</sup> Numéro de *L'Humanité* du 30 août 1921.

nourriture et médicaments jusqu'aux ports russes. À partir de là, les dépenses liées au transport, à la distribution, aux frais administratifs et de personnels sont à la charge du pouvoir soviétique. Néanmoins, les humanitaires américains ont catégoriquement insisté pour que la distribution des vivres soit assurée par un organisme indépendant du pouvoir. L'ARA obtient ainsi un statut d'autonomie privilégié à l'intérieur du pays<sup>264</sup>. Par ailleurs, l'espérance du *Manchester Guardian* et de *L'Humanité* ne sera finalement pas accomplie avant les années 1930. En effet, il faut attendre 1933 pour que les États-Unis reconnaissent officiellement le gouvernement soviétique et 1935 pour qu'un accord commercial en bonne et due forme soit signé entre les pays<sup>265</sup>.

### 1.3 L'opposition entre deux approches de l'aide à la Russie soviétique

Dans son numéro du 1<sup>er</sup> septembre, *Le Temps* évoque la première séance de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié. Nous pouvons retenir que Joseph Noulens, en tant que président de l'organisation, appelle au devoir humanitaire en laissant de côté les opinions politiques<sup>266</sup>. Le même jour, *L'Humanité*, d'après les agences de presse, donne une information supplémentaire sur cette séance de la commission qui a décidé de demander l'autorisation au gouvernement soviétique la possibilité d'envoyer une mission d'enquête en Russie<sup>267</sup>. Contrairement à l'ARA ou même à Nansen et au CISR, la Commission internationale de secours demande en effet au pouvoir soviétique l'autorisation de laisser entrer une « commission d'enquête », dans le but de déterminer l'aide nécessaire à envoyer sur place<sup>268</sup>. Le 2 septembre, *Le Temps* détaille les conditions et l'organisation de la possible mission d'enquête en Russie demandée par la Commission internationale de secours. Avant le 15 septembre, un comité d'expert pourrait débarquer sur la côte russe de la mer Noire, traverser les régions affamées pour atteindre Moscou. Ce comité serait chargé d'étudier les potentielles mesures d'assistance contre la famine (étendue, zone, populations, émigration, épidémies). Pour cela, il est indispensable, selon *Le Temps*, que les autorités soviétiques donnent toutes les autorisations et les facilités voulues. Néanmoins, nous pouvons constater que le journal ne se fait guère d'illusions en écrivant que le rapport du comité d'experts pourrait être désastreux

<sup>264</sup> Yulia Khmelesvskaya, *op. cit.*, p. 38.

<sup>265</sup> Basile Kerblay, « Perspectives des relations économiques entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis », *Politique étrangère*, n°5 - 1959 - 24<sup>e</sup>année, pp. 504-505.

<sup>266</sup> Numéro du *Temps* du 1<sup>er</sup> septembre 1921.

<sup>267</sup> Numéro de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> septembre 1921.

<sup>268</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 72-73.

pour l'image du pouvoir bolchevique. *Le Temps* s'attend donc à ce que l'entrée du comité en Russie soit refusée, le gouvernement soviétique préférant laisser mourir de faim une partie de sa population, prolétaires compris, plutôt que de voir son image écornée<sup>269</sup>. Nous observons que *Le Temps* ne prend jamais en compte la présence de Joseph Noulens, ou d'autres diplomates farouchement anticommunistes, à la tête de la Commission internationale de secours, pour expliquer et comprendre la très grande méfiance des autorités soviétiques vis-à-vis d'une potentielle mission d'enquête en Russie. De son côté, *L'Humanité*, par la voix de Marcel Cachin dans son numéro du 2 septembre, dénonce au contraire la « pseudo-enquête » de la Commission, aux visées en réalité contre-révolutionnaires. Le journal critique aussi la décision du gouvernement français de nommer Joseph Noulens à la tête de ladite Commission. À l'inverse, il loue l'action de l'ARA dirigée par Hoover et celle de la Croix-Rouge internationale menée par Nansen, qui sont pourtant des organisations « bourgeoises » selon les définitions communistes<sup>270</sup>. Nous voyons ainsi que *L'Humanité* est encore ouverte au-delà de son positionnement politique à des actions et des organisations qui sont loin d'être à la gauche de la gauche mais qui agissent dans l'intérêt de ses convictions et en concurrence avec ses adversaires français à un moment T.

Le lendemain, *Le Temps* met en lumière le scepticisme des gouvernements français et britannique vis-à-vis de Nansen et du CISR, accusés d'être trop souple à l'égard du gouvernement soviétique, en particulier dans le contrôle des vivres de l'acheminement jusqu'à la distribution<sup>271</sup>. Sans être explicite, nous pouvons percevoir que *Le Temps*, comme les gouvernements, souhaite plus de garantie. Il reprend ici le quotidien britannique *The Times*, considéré comme son modèle lors de sa création. Le même jour, *L'Humanité* dénonce l'immobilisme de la Commission internationale de secours<sup>272</sup>. Il y a alors clairement deux visions du secours qui s'affrontent : d'un côté *Le Temps*, soutien de la Commission qui trouve l'ARA et surtout le CISR bien trop souples avec les autorités soviétiques ; de l'autre, *L'Humanité* dénonce au contraire l'inaction de la Commission qui contraste avec la bonne volonté de Nansen et d'Hoover. Le 4 septembre, Robert Pelletier, dans *L'Humanité*, vise la mission d'enquête souhaitée par la Commission en parlant de tentative d'ingérence dans les affaires soviétiques, qualifiant même cette proposition « d'action contre-révolutionnaire ». Il met ainsi en parallèle l'ARA et le CISR, aux ambitions uniquement humanitaires, qui n'ont

---

<sup>269</sup> Numéro du *Temps* du 2 septembre 1921.

<sup>270</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 septembre 1921.

<sup>271</sup> Numéro du *Temps* du 3 septembre 1921.

<sup>272</sup> Numéro de *L'Humanité* du 3 septembre 1921.

jamais exigé d'enquête préalable en Russie. Ceux-ci interviennent en collaboration avec les autorités soviétiques tout en gardant une autonomie d'action sur place. À l'inverse, selon Pelletier, la Commission où sont représentées les principales puissances européennes seraient nourries d'arrière-pensées politiques avant même d'avoir des buts strictement humanitaires<sup>273</sup>.

D'une manière beaucoup plus positive, le numéro du 6 septembre de *L'Humanité* met en avant l'accord entre les autorités soviétiques et le CISR de Nansen qui permet à ce dernier de disposer du contrôle complet des dons et des denrées jusqu'à leur destination. Pour le garantir, un organisme exécutif de contrôle va être formé à Moscou, composé de deux personnes : un représentant soviétique et un délégué nommé par Nansen. L'objectif est aussi de coopérer et de compléter les secours fournis par l'ARA qui donne la priorité aux enfants<sup>274</sup>. En effet, contrairement à l'ARA qui garde un contrôle total, Nansen a proposé que la distribution et le contrôle des denrées soient confiés à un représentant du pouvoir soviétique et à un représentant du CISR. Un « Comité international de secours exécutif à la Russie », dépendant du CISR, est donc créé à Moscou dans ce but. Les Soviétiques gardent ainsi un certain contrôle<sup>275</sup>. Dans son numéro du 7 septembre, *Le Temps* reprend les mêmes informations. Il ajoute que le gouvernement soviétique souhaiterait obtenir des crédits internationaux et est prêt à offrir des garanties. Les gouvernements prêteurs pourraient par exemple siéger au Comité cité plus haut. Pour Nansen, la seule charité privée ne pourra suffire. Il indique qu'il y aurait dix millions d'enfants affamés quand les Américains en nourrissent un million<sup>276</sup>. Malgré cette bonne volonté, la stratégie de Nansen ne satisfait pas les gouvernements européens et le régime soviétique n'obtient pas les crédits souhaités. Les grandes puissances européennes veulent en réalité conditionner l'aide à leurs propres exigences. Ils souhaitent négocier un potentiel secours seulement dans le strict cadre intergouvernemental de la Commission internationale de secours créée par le Conseil suprême allié et rejettent l'implication de la SDN<sup>277</sup>.

Le 10 septembre, *Le Temps* rapporte que le gouvernement soviétique refuse une quelconque enquête en Russie et le contrôle du ravitaillement par la Commission de secours. Il aurait déclaré que la commission peut parfaitement passer par des sources allemande, norvégienne, turque ou estonienne pour connaître l'état de la situation. Pour *Le Temps*, ce refus prouve qu'une enquête montrerait ce que le communisme coûte au peuple qui pourrait alors lui-

<sup>273</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 septembre 1921.

<sup>274</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 septembre 1921.

<sup>275</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 70-71.

<sup>276</sup> Numéro du *Temps* du 7 septembre 1921.

<sup>277</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 74-75.



même se détourner du pouvoir bolchevique. Le premier « prétexte » avancé par les Soviétiques, selon *Le Temps*, est la présence de Joseph Noulens à la tête de la commission, farouche adversaire du bolchevisme. Le second est le soutien militaire supposé de la France à la Pologne et à la Roumanie, pays frontaliers hostiles à la Russie soviétique, ce que *Le Temps* réfute énergiquement. Pour le quotidien, la Russie essaie ainsi de soustraire des avantages aux gouvernements européens, comme elle a pu le faire avec l'ARA et le CISR. La famine servirait seulement au gouvernement soviétique à acquérir des crédits étrangers. *Le Temps* avance que la récolte serait bonne dans la région de Moscou, suffisante pour nourrir sa bureaucratie et son armée<sup>278</sup>. Nous voyons ici combien la ligne éditoriale du *Temps* s'aligne sur la position du gouvernement français sur la politique à mener à l'égard d'un événement tel que la famine. Il s'inscrit donc totalement dans le cadre fixé par la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié. Plus largement, nous pouvons constater toute l'hostilité du journal vis-à-vis du régime soviétique, du bolchevisme et du communisme en général.

Le même jour, Marcel Cachin dans *L'Humanité* revient sur le refus soviétique. Il y dénonce les buts politiques, et non humanitaires, poursuivies par la Commission internationale de secours. Il critique la nomination de Joseph Noulens, « un des premiers contre-révolutionnaires », et dénonce le temps que ferait perdre une possible enquête ainsi que les discussions vaines et interminables de la commission. Cachin prend un exemple : la commission étudie l'envoi potentiel de grains alors même que la période d'ensemencement prend fin. À l'inverse, il met en valeur l'action du CISR dirigé par Nansen<sup>279</sup>. Pour poursuivre sur ce dernier, le numéro du *Temps* du 12 septembre rapporte le discours de Nansen à la SDN daté du 9 septembre. Celui-ci avait déclaré qu'il ne fallait pas attendre une hypothétique enquête de la commission pour envoyer des secours car cela serait déjà trop tard. Face à cette affirmation, *Le Temps* dit justement ne pas comprendre pourquoi le gouvernement soviétique n'accepte pas dès maintenant l'aide de la Commission internationale de secours. Le journal réfute toute volonté contre-révolutionnaire ou interventionniste. La commission souhaitait seulement connaître les besoins de la Russie et fixer la quantité de ressources dont elle dispose encore, afin de décider des moyens les plus efficaces pour aider le peuple russe. Mais il fallait pour cela une pleine et entière liberté d'investigation<sup>280</sup>. De fait, cette enquête aurait établi le résultat des expériences communistes et les dirigeants bolcheviques craindraient la vérité. *Le Temps* conclut : le refus soviétique s'explique soit parce que l'aide est déjà suffisante, soit parce que les responsables

---

<sup>278</sup> Numéro du *Temps* du 10 septembre 1921.

<sup>279</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 septembre 1921.

<sup>280</sup> Numéro du *Temps* du 12 septembre 1921.

soviétiques sont prêts à sacrifier une partie de leur peuple pour rester au pouvoir. Le quotidien déclare que l'action de Nansen servira seulement aux Soviétiques à accéder aux crédits internationaux. L'article avance que les dirigeants bolcheviques tentent d'utiliser la famine, qu'ils ont contribué à rendre possible, à des fins politiques et financières. Il est intéressant de constater que la « bourgeoisie », selon la terminologie communiste, se trouve divisée face à la médiatisation de la famine et à la volonté ou non d'envoyer des secours. Ainsi, l'action de Nansen qui est loin d'être communiste, est très largement soutenue par *L'Humanité*, beaucoup moins par *Le Temps*, pourtant peut-être plus proche politiquement. Toutefois, le numéro de *L'Humanité* du 15 septembre nous rappelle qu'il est difficile pour un organe communiste de soutenir complètement et totalement un organisme capitaliste, américain d'autant plus, comme l'ARA. En effet, le correspondant de *L'Humanité* à Londres, Camille David, rapporte le témoignage d'un certain Gregory, représentant officiel d'Hoover en Hongrie. Selon ce dernier, Hoover et son organisation humanitaire auraient joué un rôle majeur dans le renversement du régime communiste en Hongrie à l'été 1919, avec l'appui du Conseil suprême allié. *L'Humanité* appelle donc les communistes à rester sur leurs gardes, même s'il faut laisser pour l'instant encore le crédit du sentiment humanitaire à Hoover selon le quotidien<sup>281</sup>.

Dans le numéro du 17 septembre de *L'Humanité*, Pierre Pascal poursuit la critique de la Commission internationale de secours, en particulier de ses trois représentants français. La nomination de Joseph Noulens surtout, est perçue comme une véritable provocation, au vu des antécédents de l'homme en Russie. Pascal considère que le gouvernement français avait tout loisir de nommer quelqu'un d'autre, plus favorable au pouvoir soviétique<sup>282</sup>. Le 22 septembre, *L'Humanité* rapporte des propos de Tchitcherine, commissaire soviétique aux Affaires étrangères. Celui-ci a déclaré que la Russie soviétique refuse toujours l'entrée d'une quelconque mission d'enquête sur son territoire. Mais Tchitcherine indique que le gouvernement soviétique est prêt à négocier unilatéralement avec chaque gouvernement sincère qui souhaiterait venir en aide aux populations russes affamées<sup>283</sup>. À la fin de ce même mois, dans son numéro du 29 septembre, *Le Temps* reproduit des extraits du dernier discours de Nansen à la SDN qui déclare regretter la campagne menée contre l'action de secours. Il réfute les informations selon lesquelles les trains expédiés par l'ARA n'arriveraient pas à destination. Il ajoute que les gouvernements qui ne souhaitent pas donner de l'argent, faute de moyens, devraient le dire ouvertement. *Le Temps* écrit, à propos de Nansen : « Il dit ne pas croire que l'Europe restera les

<sup>281</sup> Numéro de *L'Humanité* du 15 septembre 1921.

<sup>282</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 septembre 1921.

<sup>283</sup> Numéro de *L'Humanité* du 22 septembre 1921.

bras croisés face à une telle tragédie »<sup>284</sup>. De fait, le CISR et Nansen restent soumis aux aides gouvernementales pour agir car ils n'ont pas de fonds propre<sup>285</sup>. Il est intéressant de voir ici que *Le Temps* rapporte des propos de Nansen qui fustige justement une partie des gouvernements, de la presse et de l'opinion très réticents à porter secours, alors même que *Le Temps* fait clairement partie de cette mouvance. Le 1<sup>er</sup> octobre, *Le Temps* reprend une nouvelle fois une partie d'un discours de Nansen à la SDN qui va encore plus loin. Ce dernier dit protester « contre la campagne de presse qui gêne l'œuvre de charité entreprise », en particulier les fausses rumeurs sur ses rapports avec les autorités soviétiques. Il répète ainsi que son action n'a pas de caractère politique qui permettrait au régime soviétique de se maintenir en place. Elle est seulement motivée par des buts humanitaires. Et même si l'action de secours le permettait en partie, ça n'est pas une raison suffisante pour condamner vingt millions de personnes à mourir de faim<sup>286</sup>. *Le Temps* reproduit ces extraits sans commentaire. Pourtant Nansen vise une presse dont on peut dire que *Le Temps* fait bien partie. *L'Humanité* reprend aussi les propos de Nansen le même jour. Le journal ajoute que celui-ci ne cache pas sa déception à l'égard de la SDN car il espérait une vraie coopération des gouvernements dans la lutte contre la famine<sup>287</sup>.

Dans son numéro du 2 octobre, *Le Temps* continue de camper sur sa position ambiguë. Dans son éditorial, il appelle le monde à faire son devoir humanitaire en mettant de côté toute considération politique. Néanmoins, il ajoute immédiatement qu'il ne faut en aucun cas que les secours soient détournés de leur tâche initiale au profit de la bureaucratie ou de l'armée. En effet, *Le Temps* avance que les secours peuvent consolider le régime soviétique alors qu'il est le grand responsable de la catastrophe. Selon le quotidien, en seulement trois ans, le régime a épuisé toutes les ressources de la Russie, détruisant les fondements de son organisation sociale et économique. *Le Temps* dénonce aussi les demandes du pouvoir soviétique pour obtenir des crédits internationaux alors même qu'il continue à dépenser des sommes considérables dans la propagande révolutionnaire<sup>288</sup>. L'affirmation est enfin explicite : *Le Temps* annonce son désaccord avec Nansen et ses garanties. Octroyer des crédits directement ou indirectement au gouvernement soviétique, ce serait faire œuvre politique. Ce serait ainsi reconnaître et consolider le régime soviétique. L'éditorial se termine par la formulation d'une nuance en appelant à distinguer le pouvoir de la population soviétique. *Le Temps* s'inscrit donc pleinement

---

<sup>284</sup> Numéro du *Temps* du 27 septembre 1921.

<sup>285</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 70.

<sup>286</sup> Numéro du *Temps* du 1<sup>er</sup> octobre 1921.

<sup>287</sup> Numéro de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> octobre 1921.

<sup>288</sup> Numéro du *Temps* du 2 octobre 1921.

dans la politique de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié et montre explicitement son hostilité au CISR de Nansen. Cette attitude peut paraître étonnante, Nansen étant loin d'être un communiste, mais elle se comprend à l'aune des événements en cours. De fait, une concurrence s'installe alors entre, d'un côté, la France, qui cherche à coordonner les actions des principaux pays européens via la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié présidée par Joseph Noulens, et de l'autre côté Nansen et ses soutiens qui souhaitent coordonner les diverses actions d'aide entreprises sous l'égide du CISR<sup>289</sup>.

#### *1.4 La conférence de Bruxelles et le contexte politique français*

Le 6 octobre, André Morizet signe un article dans *L'Humanité* dans lequel il évoque la conférence, débutée le jour même, organisée par la Commission internationale de secours du Conseil suprême à Bruxelles. Il écrit : « La France et ses alliés vont y défendre leur point de vue hypocrite et indifférent ». Il étrille chacun des trois représentants français de la commission. Citant Pierre Pascal, il décrit Paul Giraud comme « le membre le plus odieux de cette odieuse colonie française de Moscou, le plus rapace exploiteur des travailleurs russes, l'homme qui se vantait devant moi d'avoir régulièrement contrevenu aux lois sur l'hygiène ouvrière en corrompant la police tsariste (...) ». Il évoque ensuite le général Pau, à la tête de la mission militaire française en Russie jusqu'en 1916, et Joseph Noulens, ancien ambassadeur français en Russie. Ce dernier aurait fomenté des insurrections armées en 1918 contre les bolcheviks. Pour Morizet, la France charge en réalité un homme d'organiser la lutte contre la famine qu'il aurait pu lui-même faire naître à Petrograd en 1918 en coupant les lignes de chemin de fer, unique sources d'approvisionnement de la ville<sup>290</sup>. Dans son numéro du 8 octobre, *Le Temps* relate lui aussi la conférence de Bruxelles. Il se fait l'écho des principaux gouvernements, en particulier la France et la Grande-Bretagne, qui apportent leur soutien à l'ARA plutôt qu'au CISR. Comme les gouvernements, *Le Temps* privilégie l'aide américaine car elle a totalement la main sur la distribution, tout en tablant, sans enquête sur place, sur un secours humanitaire strictement privé. La conférence semble toujours s'en tenir à la possibilité d'une mission d'enquête en Russie, malgré le refus soviétique catégorique<sup>291</sup>. Le même jour, Robert Pelletier dans

---

<sup>289</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 76-77.

<sup>290</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 octobre 1921.

<sup>291</sup> Numéro du *Temps* du 8 octobre 1921.

*L'Humanité* parle de « tendances réactionnaires » pour qualifier les débats de la conférence. Ses représentants mettraient en balance les secours avec le recouvrement des dettes tsaristes<sup>292</sup>.

Le 9 octobre, *Le Temps* rapporte les conclusions de la conférence de Bruxelles. Il en ressort un statu quo : secours immédiats par les organisations privées ; aide et secours aux enfants russes ; garanties soviétiques indispensables pour une potentielle intervention des États ; envoi d'une mission d'étude sur le terrain en Russie<sup>293</sup>. Dans son numéro du même jour, *L'Humanité* avance des précisions sur les garanties demandées par les États : rétablissement du capitalisme ; reconnaissance des dettes russes d'avant 1914 ; indemnisation des industriels russes dont les usines ont été nationalisées. Robert Pelletier parle « d'ignoble spéculation sur la misère et la mort »<sup>294</sup>. Le lendemain, dans son numéro du 10 octobre, *Le Temps* écrit que les opinions occidentales n'auraient pas été assez convaincues pour que toute considération s'efface devant l'urgence sanitaire, justifiant donc les demandes de garanties, d'autant que des instructions soviétiques auraient été transmises afin de ravitailler en premier lieu l'armée et les fonctionnaires. Par ailleurs, il déclare que seul l'accord signé par Hoover a de la valeur, ce qui revient à prétendre, sans véritablement le dire, que l'accord signé par Nansen n'en a pas. *Le Temps* confirme les différentes garanties demandées pour une éventuelle aide, énoncées par *L'Humanité* la veille<sup>295</sup>. Le 12 octobre, *L'Humanité* apporte la première réponse soviétique officielle aux décisions prises lors de la conférence de Bruxelles, par la voix de Krassine, commissaire soviétique au Commerce extérieur, via son correspondant de Londres. Celui-ci considère les conditions émises comme un refus net de tout secours, leurs auteurs sachant parfaitement qu'elles sont inacceptables. Selon Krassine, la reconnaissance des dettes n'est ainsi qu'une question politique, sans aucun rapport avec la famine. Il ajoute qu'une enquête est inutile car la situation est déjà parfaitement connue grâce à Nansen et Hoover. Certaines garanties ont en effet été apportées à ceux qui veulent réellement aider. Globalement, entre septembre et octobre 1921, aucune avancée n'est finalement entreprise, c'est l'échec d'une solution politique<sup>296</sup>.

En nous concentrant sur le contexte français proprement dit, nous constatons que la question des secours apparaît aussi dans les débats parlementaires. Nous voyons ainsi toute l'ambiguïté de la SFIO, via le député Marius Moutet, qui critique la nomination de Joseph

---

<sup>292</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 octobre 1921.

<sup>293</sup> Numéro du *Temps* du 9 octobre 1921.

<sup>294</sup> Numéro de *L'Humanité* du 9 octobre 1921.

<sup>295</sup> Numéro du *Temps* du 10 octobre 1921.

<sup>296</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 76.

Noulens à la tête de la Commission internationale de secours mais aussi le refus catégorique des Soviétiques vis-à-vis de l'aide proposée par ladite commission. *L'Humanité* rapporte les propos du président du Conseil, Aristide Briand, qui a tenté de montrer la bonne volonté du gouvernement<sup>297</sup>. Ces déclarations, notamment celle de Moutet, sont évidemment à prendre avec des pincettes lorsqu'on sait le passif récent des relations entre socialistes et communistes depuis la scission lors du congrès de Tours au mois de décembre 1920. En lien avec cela, penchons-nous sur le numéro de *L'Humanité* du 29 octobre qui montre le paradoxe du gouvernement français soutenant Noulens et la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié mais qui, dans le même temps, débloque, avec l'accord de la Chambre des députés, six millions de francs pour les populations russes affamées, dont la distribution est confiée à la Croix-Rouge française, non pas à la commission<sup>298</sup>. Dans le numéro de *L'Humanité* du 8 novembre, Marcel Cachin salue une nouvelle fois l'action de Nansen et de l'ARA<sup>299</sup>. Dans cette perspective, nous pouvons nous arrêter au numéro de *L'Humanité* du 17 décembre qui met une fois de plus en valeur l'action de secours de Nansen et de l'ARA. Le journal compare d'ailleurs l'action de ces organisations avec la France qui a débloqué six millions de francs pour l'aide aux affamés de Russie. Pour *L'Humanité*, cette somme est largement insuffisante. Il ajoute que son attribution à un quelconque organisme pour une future répartition n'est même pas encore décidée<sup>300</sup>. Nous reverrons la question des six millions plus tard dans notre développement.

Le 20 décembre, *L'Humanité* relaie une interview de Nansen, revenant des régions affamées, publiée dans la presse européenne. Nansen y déclare regretter que l'Occident ne comprenne pas encore l'étendue du fléau. Par cette phrase, nous constatons le fossé qui demeure entre la vision qu'a Nansen de la catastrophe et la position des gouvernements européens. Il ajoute : « Dans la région de Saratov, les paysans mangent des restes de paille et de son, des graines de soleil, des écorces de chêne, de la terre glaise, des os pilés »<sup>301</sup>. Il est cependant à noter que le point de vue de *L'Humanité* à l'égard de l'action de secours des gouvernements peut être parfois plus nuancé, comme c'est le cas dans son numéro du 22 décembre. Le quotidien communiste écrit ainsi : « Certains gouvernements bourgeois ont voté des sommes relativement considérables destinées au secours. La Grande-Bretagne a envoyé pour 250 000 livres sterling de médicaments. La France et l'Italie ont débloqué des crédits ». Évidemment

---

<sup>297</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 octobre 1921.

<sup>298</sup> Numéro de *L'Humanité* du 29 octobre 1921.

<sup>299</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 novembre 1921.

<sup>300</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 décembre 1921.

<sup>301</sup> Numéro de *L'Humanité* du 20 décembre 1921.

*L'Humanité* conclut toutefois en montrant que ces États apportent une certaine aide à la Russie principalement pour se prémunir contre une catastrophe qui pourrait potentiellement les atteindre aussi. Ils n'agiraient pas par simple pitié<sup>302</sup>.

### 1.5 *L'Humanité, fervent soutien du CISR dirigé par Nansen*

Le 10 janvier 1922, *L'Humanité* poursuit l'éloge de Nansen, ou du moins réaffirme son soutien total, à son action et à son organisation, en précisant bien qu'elle est majoritairement composée de non-communistes<sup>303</sup>. Cette proximité entre Nansen et le quotidien communiste se retrouve une nouvelle fois dans son numéro du 29 janvier dans lequel le philanthrope est interviewé. Celui-ci pointe notamment des secours insuffisants face à l'immensité du désastre, malgré des efforts privés considérables. Il manque l'aide financière des États. Nansen dit la réclamer d'urgence alors que personne ne l'avait écouté il y a quatre mois, prétendant qu'il exagérerait. Nansen supplie les gouvernements de ne pas attendre la prochaine conférence de Gênes. Il affirme que les garanties soviétiques se sont avérées très suffisantes. Les autorités soviétiques n'auraient manqué aucun de leurs engagements depuis 18 mois. Le 1<sup>er</sup> février, *L'Humanité* rapporte un nouvel appel de Nansen à Londres qui s'indigne en particulier des mensonges relayés par une partie de la presse pour contrecarrer l'action de secours en Russie. Il cite notamment le *Daily Express*, journal britannique souvent repris par *Le Temps*. Les journaux visés relayeraient de prétendues rumeurs sur l'accord passé avec les Soviétiques ou de supposés pillages de trains de secours. Selon Nansen, ces mensonges seraient délibérément inventés pour ralentir l'effort de secours. Il répète que les souscriptions restent insuffisantes. Il y a déjà quatre mois, il a demandé en vain cinq millions de livres aux gouvernements européens<sup>304</sup>. Le titre d'un article de *L'Humanité* dans son numéro du 2 février est dans la continuité : « Au secours de la Russie affamée. Si les gouvernements n'entendent pas l'appel désespéré de Nansen, des millions d'hommes mourront de faim ». *L'Humanité* met en avant la coopération existante entre le CISR de Nansen et l'ARA. À l'inverse, le journal montre l'immobilisme du gouvernement français, en particulier de Joseph Noulens à la tête de la Commission internationale de secours. L'article indique : « Il faut d'urgence un secours en blé de millions de dollars venant des gouvernements européen et américain. Face à une telle misère,

---

<sup>302</sup> Numéro de *L'Humanité* du 22 décembre 1921.

<sup>303</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 janvier 1922.

<sup>304</sup> Numéro de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> février 1922.

l'assistance privée reste impuissante »<sup>305</sup>. Le numéro du 10 février de *L'Humanité* constitue probablement l'apogée du soutien du quotidien à l'action de Nansen. Le titre de l'article est explicite : « Un homme et sa vie. Le professeur Fridtjof Nansen. Celui qui veut sauver les Russes affamés »<sup>306</sup>. En effet, le journal publie un portrait du Norvégien en une accompagné d'une photo de taille relativement importante. *L'Humanité* dresse ainsi un éloge total de son action mais aussi de l'homme en tant que tel. *L'Humanité* déclare que les gouvernements ne sont pas intervenus pour porter secours aux populations russes affamées. Seul le prolétariat s'est montré actif, plus quelques bourgeois libéraux et éclairés comme Nansen. Celui-ci s'est ainsi rendu sur place dans la région de la Volga pour voir l'horreur et la révéler au monde entier. Depuis, il parcourt l'Europe entière, quêteur insatiable de secours<sup>307</sup>. Par son action, nous pouvons voir que Nansen jouit d'un réel prestige, d'un certain respect et d'une véritable reconnaissance pour son action au sein des cercles communistes, dont fait pleinement partie *L'Humanité*.

Le lendemain, dans le numéro de *L'Humanité* du 11 février, André Morizet dresse un sévère réquisitoire contre les gouvernements capitalistes qui n'agissent en aucune façon dans la lutte contre la famine. Il montre le contraste avec l'action de Nansen depuis l'été 1921. En quelques semaines, celui-ci a signé un accord avec les autorités soviétiques, amené ses équipes en Russie, organisé le travail, commencé la répartition et la distribution des secours. Face à la lenteur et au manque de volonté des gouvernements, Nansen a tenté de secouer la SDN à la fin du mois de septembre 1921 mais en vain. Morizet vise particulièrement l'inaction de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié, présidée par la France en la personne de Joseph Noulens. Durant l'automne 1921, malgré l'immobilisme des États, Nansen a néanmoins continué de s'atteler aux secours grâce aux dons des associations charitables et aux organisations ouvrières. Le 25 janvier, Nansen a constitué un Comité de secours international composé de l'ensemble des Croix-Rouges, excepté celle de la France<sup>308</sup>. Et de fait, la France, mise en échec, refusera jusqu'au bout de travailler en coopération avec le CISR de Nansen dont l'inimitié avec Noulens est patente<sup>309</sup>. Le 18 février, *L'Humanité* relate la venue de Nansen à Paris dans la salle du Trocadéro devant 6000 personnes. Nansen y a déclaré qu'il ne faisait que de l'humanitaire, pas de politique. Il a aussi indiqué : « Si on ne sauve pas la

---

<sup>305</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 février 1922.

<sup>306</sup> Voir photographie dans la table des illustrations, p. 145.

<sup>307</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 février 1922.

<sup>308</sup> Numéro de *L'Humanité* du 11 février 1922.

<sup>309</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 77.



Russie, elle ne pourra pas redevenir un grenier à blé et un marché pour l'Europe. Ce n'est donc pas seulement un acte de générosité »<sup>310</sup>. Nous voyons que Nansen tente de faire taire les plus sceptiques en montrant qu'il n'est pas un idéaliste communiste proche de Lénine mais seulement un pragmatique qui sert avant tout les intérêts des pays européens. Dans son numéro du 19 février, *Le Temps* rapporte lui aussi la venue de Nansen à Paris où ce dernier a renouvelé son appel à la solidarité. Le quotidien regrette toutefois qu'un grand nombre de communistes se soient mêlés à l'auditoire pour donner à la conférence l'aspect d'une manifestation de parti<sup>311</sup>. Au vu de l'action de Nansen en Russie, il paraît peu étonnant que de nombreux sympathisants ou militants communistes se soient déplacés pour écouter le philanthrope. C'est donc l'étonnement du *Temps* qui est surprenant, d'autant que le journal n'appuie pas outre mesure sur l'action de Nansen en elle-même sur le terrain. Il est aussi paradoxal de voir que Nansen insiste bien sur le fait qu'il ne fait pas de politique alors que *Le Temps* en fait clairement.

Dans cette perspective, *L'Humanité* continue de soutenir le CISR. Dans son numéro du 23 février, le journal dénonce ainsi les émigrés russes réfugiés à Paris qui accusent Nansen de permettre et de favoriser des manifestations en faveur du bolchevisme. *L'Humanité* parle « d'habitues des antichambres ministérielles, de collaborateurs de Noulens »<sup>312</sup>. Plus tard, le 17 mai, *L'Humanité* écrit que Nansen aurait proposé au Conseil de la SDN l'envoi en Russie d'une commission d'enquête sur la famine et les épidémies, évoquée par *Le Temps* dans ses numéros des 12 et 17 mai, en insistant sur le devoir de solidarité des puissances européennes. Mais en vain car la SDN a renvoyé la question à la conférence de Gênes, sous les pressions britannique, française, italienne et belge<sup>313</sup>. Cet article montre clairement le pouvoir très restreint de la SDN dont le multilatéralisme s'efface constamment derrière les États. Son échec sera d'ailleurs encore plus patent dans les années 1930 avec la montée en puissance des régimes totalitaires. Le 19 mai, *L'Humanité* continue de rapporter les déclarations de Nansen. Dans ce numéro, ce dernier dénonce la realpolitik menée par de nombreux États à l'égard de la Russie soviétique, qui prime sur une possible aide à apporter aux populations russes affamées<sup>314</sup>. *L'Humanité* en profite pour critiquer la position française, cherchant en vain trace du secours de la bourgeoisie française. Au 19 mai 1922, rien n'a encore été fait pour que les six millions de francs votés par la Chambre des députés se traduisent concrètement en secours. Le numéro de *L'Humanité* du 12 décembre boucle notre développement par un titre clair : « Un héros. Fridtjof Nansen ».

<sup>310</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 février 1922.

<sup>311</sup> Numéro du *Temps* du 19 février 1922.

<sup>312</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 février 1922.

<sup>313</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 mai 1922.

<sup>314</sup> Numéro de *L'Humanité* du 19 mai 1922.

L'article annonce que le professeur Nansen a reçu le Prix Nobel de la Paix 1923. *L'Humanité* dit le considérer comme un des premiers à avoir demandé du secours pour lutter contre la famine en se plaçant au-dessus du politique. Le journal déclare « la reconnaissance de tout le prolétariat »<sup>315</sup>.

Ainsi, *Le Temps* et *L'Humanité* s'inscrivent pleinement dans la concurrence qui s'instaure progressivement à l'été puis à l'automne 1921 entre deux organismes de secours. *Le Temps*, dans son rôle de porte-parole officieux du gouvernement français, soutient la politique de la France vis-à-vis de la famine qui cherche à coordonner l'action des principaux pays européens, à travers la Commission internationale de secours du Conseil suprême. Nous avons vu toutefois que *Le Temps* reste aussi plutôt favorable à l'action de l'ARA car elle bénéficie de solides garanties de complète autonomie tout au long du processus de répartition et de distribution des secours. À l'inverse, *L'Humanité* soutient l'initiative de la Croix-Rouge internationale confiée à Fridtjof Nansen (CISR) et ses différentes organisations affiliées. Il a donc été intéressant de montrer que *L'Humanité* ne restreint pas (encore) son appui aux seules organisations communiste et ouvrière mais reste ouverte à certaines initiatives « bourgeoises », à partir du moment où elles servent les intérêts soviétiques.

---

<sup>315</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 décembre 1922.

## 2.

### **LA FAMINE : UN ENJEU DIPLOMATIQUE POUR RENOUER DES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE ET LES PUISSANCES OCCIDENTALES**

Après nous être penché sur l'action humanitaire, une priorité propre à toute catastrophe, la question politique émerge progressivement autour de la médiatisation croissante de la famine dans la situation difficile dans laquelle se trouve la jeune Russie soviétique. Nous allons tenter de montrer, à travers *Le Temps* et *L'Humanité*, que le traitement de la famine soulève rapidement la question des enjeux diplomatiques autour de la Russie soviétique et des relations que les puissances occidentales entretiennent avec elle.

#### *2.1 La Russie soviétique et les puissances occidentales depuis 1917*

Pour comprendre les enjeux diplomatiques, et notamment les rapports entre la Russie et les grandes puissances, dans le cadre d'une famine qui éclate au grand jour durant l'été 1921, il nous faut revenir un peu plus tôt dans la chronologie. Les troupes alliées, soutiens de la tentative de contre-révolution blanche, quittent la Russie au printemps 1919. La France et la Grande-Bretagne, et plus secondairement les États-Unis, adoptent alors une nouvelle politique vis-à-vis du régime bolchevique, dite de « cordon sanitaire ». Elle se traduit par un appui aux États frontaliers de la Russie afin d'empêcher au maximum la diffusion du bolchevisme mais aussi par le financement et le ravitaillement des armées blanches encore présentes en Russie même.

Cependant, dès la fin de l'année 1919, actant la victoire bolchevique, la Grande-Bretagne décide de changer de politique en présentant sa volonté de reprendre des relations avec la Russie soviétique. Dans le même temps, la France, qui penche très largement à droite à partir des élections du mois de décembre 1919, s'engage dans une politique totalement inverse. Par opposition idéologique au communisme mais aussi par crainte d'une potentielle collusion germano-soviétique, le gouvernement français, allant au-delà du simple « cordon sanitaire », se donne pour objectif de faire tomber le régime bolchevique dans les premiers mois de 1920. Pour cela, au cours de la guerre russo-polonaise, il soutient militairement la Pologne pendant l'été 1920 et tente parallèlement de constituer un vaste front antibolchevique autour de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie et des armées blanches postées en Crimée. Suscitant de vives

réticences au sein même du monde politique et diplomatique français, cette politique d'intervention est finalement abandonnée à l'automne 1920, alors que les dernières armées blanches sont peu à peu défaites et contraintes de se retirer en Turquie, d'autant que de son côté, le pouvoir polonais privilégie la signature d'un traité avec la Russie soviétique au mois de mars 1921. La France en revient dès lors à une stricte politique de « cordon sanitaire »<sup>316</sup>.

De son côté, le régime bolchevique se voit confronté à un dilemme fondamental. En effet, il a besoin de stabilité et de paix pour s'ancrer durablement. D'un autre côté, toute stabilisation internationale diminue drastiquement les chances d'une révolution mondiale souhaitée<sup>317</sup>. La fin du « communisme de guerre » et l'instauration de la Nouvelle Politique Economique (NEP) au mois de mars 1921 permettent, avant même que la famine soit médiatisé, un relatif assouplissement des relations avec les principales puissances mondiales. Dès le mois de mai suivant, un accord commercial est signé entre Britanniques et Soviétiques. Ceci constitue la première reprise de facto des relations officielles entre la Russie soviétique et une puissance capitaliste majeure. La famine s'inscrit donc dans une période où les dirigeants bolcheviques optent pour un renouveau international, par nécessité économique mais aussi parce qu'il devient de plus en plus évident que la révolution mondiale espérée n'est plus imminente. Le gouvernement soviétique rétablit et renforce ainsi sa diplomatie traditionnelle en tentant de se rapprocher des puissances européennes. C'est dans ce cadre que la famine constitue rapidement une occasion pour les responsables bolcheviques de multiplier les contacts et d'élargir leurs réseaux d'influence à l'étranger<sup>318</sup>.

Dans leurs numéros respectifs du 6 décembre 1921, *Le Temps* et *L'Humanité* relaient les propos de Leonid Krassine, commissaire soviétique au Commerce extérieur. Ce dernier déclare que la famine pourrait avoir de graves conséquences pour l'Europe occidentale si la Russie, grenier de l'Europe et principal fournisseur en matières premières et en produits alimentaires avant la guerre, devait devenir inculte et inhabitable. Il ajoute que le refus de l'Europe occidentale à reconnaître le gouvernement soviétique comme légitime empêche la Russie d'organiser un emprunt international qui seul peut fournir les fonds nécessaires à la lutte contre la famine<sup>319</sup>. Cette intervention s'inscrit dans le changement de politique du gouvernement soviétique. En effet, à partir de la fin du mois d'octobre 1921, celui-ci décide de

---

<sup>316</sup> Jean-Claude Allain (dir.), *Histoire de la diplomatie française. II. De 1815 à nos jours*, Paris Perrin, 2007, p. 309-310.

<sup>317</sup> Nicolas Werth, *Histoire de l'union soviétique, de Lénine à Staline (1917-1953)*, PUF, 2017, p. 73.

<sup>318</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 65-67.

<sup>319</sup> Numéros du *Temps* et de *L'Humanité* du 6 décembre 1921.

changer de position en proposant aux grandes puissances l'organisation d'une conférence internationale pour étudier notamment la reconnaissance des dettes tsaristes et la nationalisation des biens dans le but de déboucher sur une reconnaissance diplomatique de la Russie soviétique<sup>320</sup>.

## 2.2 *Les relations russo-états-uniennes durant la famine à travers le prisme de l'ARA*

Le lendemain, dans son numéro du 7 décembre, *L'Humanité* rapporte des propos du président américain Warren G. Harding qui déclare que les États-Unis ne sont toujours pas prêts à reconnaître officiellement le gouvernement soviétique. Il nuance toutefois sa déclaration en insistant sur le fait que toute considération politique doit nécessairement être écartée pour tout ce qui a trait à la question de la famine, et en particulier aux secours<sup>321</sup>. De fait, selon l'accord signé entre l'ARA et les autorités soviétiques, et les déclarations d'Harding vont dans ce sens, l'aide américaine doit rester strictement humanitaire. Mais dans la Russie du début des années 1920, tout est évidemment politique : que ce soit dans les relations, les comportements, les principes de distribution de la nourriture, le recrutement du personnel ou l'organisation du travail. Malgré tout, la partie américaine souligne constamment son apolitisme, on le constate bien ici avec Harding, alors que la partie soviétique exprime plutôt sa vigilance. Il faut évidemment rappeler que les États-Unis n'ont plus de relations diplomatiques avec la Russie depuis la prise de pouvoir des bolcheviks à l'automne 1917. Le gouvernement américain a été jusqu'à soutenir militairement la contre-révolution blanche par l'envoi d'un corps expéditionnaire. Et de fait, lorsqu'on souhaite montrer que la famine constitue aussi un contexte pour renouer des relations officieuses entre des États, l'ARA présente un programme de dimension quasiment étatique. L'aide humanitaire a ici une fonction « d'éducation » et de modernisation. Elle doit démontrer l'efficacité des nouvelles méthodes « américanisées » tout en encourageant les bénéficiaires russes à agir de manière autonome. On parle de « business of relief » ou de philanthropie professionnelle, incarnée par des moyens matériels conséquents, un soutien étatique, des méthodes d'organisation appropriées, un savoir-faire administratif et du personnel particulièrement compétent, venant souvent du secteur militaire. Dans les campagnes russes affamées, l'ARA devient même une alternative réelle aux structures gouvernementales soviétiques qui souffrent du manque d'approvisionnement et d'organisation.

---

<sup>320</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 68.

<sup>321</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 décembre 1921.

Par ses méthodes, son style et son mode d'organisation presque militaire, l'ARA est finalement très éloignée de ce qui était attendu d'une organisation de bienfaisance et de sa représentation traditionnelle. Elle va parfois jusqu'à tenir un rôle politique en jouant les intermédiaires dans la recherche et l'établissement de contacts entre citoyens russes et parents à l'étranger, ou bien en gérant le rapatriement de citoyens étrangers présents en Russie vers l'Europe ou les États-Unis. Dans ce contexte, les dirigeants bolcheviques craignent sérieusement une influence « contre-révolutionnaire » américaine car l'ARA avait bien des buts politiques qui devaient être réalisés au moyen, et non sous prétexte, de l'aide aux affamés. La population russe devait ainsi se rendre compte que le système politique soviétique était vicié et inefficace<sup>322</sup>. En réalité, Soviétiques et Américains ont surestimé le degré de conscience politique des bénéficiaires. Les autorités soviétiques ont donc concédé une marge d'action importante à l'aide américaine, malgré une méfiance extrême, du fait notamment d'une convergence de vues dans les modalités d'action<sup>323</sup>. Avec l'exemple de l'ARA, nous voyons donc clairement que la famine constitue bien une occasion de renouer, au moins officieusement, des relations et des liens entre la Russie et les États-Unis, à travers l'œuvre de secours aux populations affamées.

### *2.3 La question de la famine dans le cadre de la politique d'ouverture soviétique et la conférence de Gênes*

Dans son numéro du 20 janvier 1922, *Le Temps* rapporte une nouvelle déclaration de Leonid Krassine, d'après une interview du *Manchester Guardian*. Celui-ci renouvelle ses appels du pied vers les grandes puissances occidentales. Il dénonce le blocus mis en place par ces dernières, qui aurait en partie mené la Russie, autrefois grenier à blé de l'Europe, à la famine. Il appelle donc à la paix, répétant les garanties déjà exposées par son gouvernement pour aboutir à une coopération pacifique<sup>324</sup>. Ces propos confirment l'inflexion de la politique étrangère soviétique depuis la fin du mois d'octobre 1921 et les déclarations précédentes allant dans ce sens, datant du mois de décembre 1921, déjà rapportées par *Le Temps* et *L'Humanité*. Dans les faits, la demande soviétique d'une conférence internationale s'inscrit finalement dans un cadre plus large que la seule question russe. En janvier 1922, la Grande-Bretagne appuie le gouvernement soviétique en proposant une réunion internationale au mois d'avril suivant à

---

<sup>322</sup> Yulia Khmelesvskaya, *op. cit.*, p. 50-53.

<sup>323</sup> Yulia Khmelesvskaya, *op. cit.*, p. 54.

<sup>324</sup> Numéro du *Temps* du 20 janvier 1922.

Gênes, invitant Allemands et Soviétiques. L'objectif britannique est double : la relance économique européenne et la possibilité de renouer les relations commerciales avec la Russie. La France se retrouve alors isolée et ses intérêts menacés : *quid* du règlement des dettes tsaristes auquel vient s'ajouter le problème de la réduction des réparations dues par l'Allemagne ? Craignant l'isolement français, le chef du gouvernement Aristide Briand accepte le principe de la conférence. Cependant, les esprits en France ne sont pas prêts à de tels renoncements et, désavoué par l'opinion, le Parlement et le président de la République Alexandre Millerand, Briand est contraint à la démission<sup>325</sup>.

Le numéro du *Temps* du 13 février 1922 montre bien que la famine a un impact non négligeable sur l'évolution des relations internationales. En effet, un des articles déclare que, dans le cadre des préparatifs de la conférence de Gênes, la famine constitue l'un des trois intérêts principaux concernant la Russie avec le commerce et la question des dettes. Le rédacteur écrit que l'objectif sera d'organiser un système de transport entre les côtes russes et leur arrière-pays afin de ravitailler au mieux les populations mais avec le moins de dépenses possibles. Pour cela, les étrangers doivent aussi pouvoir investir et travailler en toute sécurité<sup>326</sup>.

Le 15 février, *Le Temps*, par la voix de son correspondant spécial à Berlin<sup>327</sup>, se montre beaucoup plus critique sur l'ouverture soviétique initiée depuis l'automne 1921. Celui-ci écrit que le régime soviétique a accepté de venir à la conférence internationale de Gênes car la famine et la destruction totale des sources de production menaceraient son existence même. Il ajoute que l'Europe seule ne pourra nourrir les populations russes affamées, d'autant que les dirigeants bolcheviques ont toujours refusé de confier la distribution des secours à du personnel étranger. Cette affirmation paraît étrange, voire erronée, car l'ARA, même si elle constitue le seul exemple, gère bien la distribution de ses secours de façon autonome. Selon l'envoyé spécial du *Temps*, la famine serait même un instrument de règne sur une paysannerie globalement hostile au régime. Seule les États-Unis seraient en capacité de livrer les céréales et les vivres nécessaires à la Russie<sup>328</sup>.

Nous en arrivons finalement à la conférence internationale de Gênes qui se déroule au mois d'avril 1922. Elle constitue un moment diplomatique charnière dans les rapports entre la Russie soviétique et les grandes puissances occidentales, où la question de la famine s'inscrit

---

<sup>325</sup> Jean-Claude Allain, *op. cit.*, p. 312-318.

<sup>326</sup> Numéro du *Temps* du 13 février 1922.

<sup>327</sup> Correspondant qui n'est pas nommé.

<sup>328</sup> Numéro du *Temps* du 15 février 1922.

pleinement. Le numéro du *Temps* du 14 avril 1922 en témoigne. Il relate une interview exclusive d'un de ses envoyés spéciaux à Gênes avec Rakowski, un des représentants de la délégation soviétique à la conférence<sup>329</sup>. Celui-ci déclare que, dans le domaine agricole, la Russie pourrait se débrouiller seule mais, alors, toutes les populations affamées ne pourraient être sauvées. Si l'aide étrangère ne venait pas, de nombreuses personnes viendraient à mourir de faim. Le délégué soviétique fait ici référence aux aides gouvernementales car l'aide internationale, privée celle-ci, est déjà en action depuis plus de six mois à travers l'ARA et le CISR de Nansen. Il ajoute que la famine engendre certaines maladies comme le typhus, la peste ou la fièvre typhoïde. En les évoquant, Rakowski fait ainsi planer la menace d'une extension potentielle des épidémies en Europe occidentale. Il poursuit son propos en déclarant qu'il faudra tôt ou tard se porter au secours de la Russie, le plus rapidement sera donc le mieux<sup>330</sup>. Par cette intervention d'un membre important de la délégation soviétique à Gênes durant la conférence internationale avec un journal pourtant largement hostile à la cause soviétique, nous constatons que la Russie reste sur une position plutôt ouverte diplomatiquement, une politique qu'elle suit depuis l'automne 1921. Dans ce cadre, elle se dit ainsi prête à accueillir des secours gouvernementaux de l'étranger pour lutter contre la famine. Cette volonté d'ouverture se traduit notamment par la signature du traité de Rapallo avec l'Allemagne le 16 avril 1922. Un rapprochement qui raidit cependant la France, très méfiante avec la politique étrangère allemande depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Aristide Briand avait accepté le principe de la conférence, un choix qui avait en grande partie contribué à faire tomber son gouvernement en janvier 1922. Son successeur, Raymond Poincaré, à la tête d'une coalition penchant beaucoup plus à droite, en revient à une politique de stricte exécution des traités. Il pèse ainsi de tout son poids pour faire échouer la conférence de Gênes, s'éloignant des positions britanniques<sup>331</sup>.

Même s'ils sont à l'origine de la tenue de la conférence de Gênes et optent pour une politique d'ouverture en matière de politique étrangère, les dirigeants soviétiques font jouer la concurrence entre les pays européens en conditionnant l'entrée en action des différentes organisations humanitaires. En réalité, après l'échec de solutions multilatérales, en particulier

---

<sup>329</sup> Khristian Gueorguievitch Rakovski (1873-1941), militant révolutionnaire pacifiste d'origine bulgare, membre du comité central du parti bolchevique de 1918 à 1927, président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine entre 1918 et 1923, ambassadeur soviétique à Londres puis Paris entre 1925 et 1927, proche de Trotski il est exclu du parti en 1927, exilé puis emprisonné en 1938 ; Claudie WEILL, « RAKOVSKI KHRISTIAN GUEORGUIEVITCH (1873-? 1941) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 1 août 2021. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/khristian-gueorguievitch-rakovski/>

<sup>330</sup> Numéro du *Temps* du 14 avril 1922.

<sup>331</sup> Jean-Claude Allain (ouvrage collectif), *op. cit.*, p. 312-318.



lors de la conférence de Gênes, les gouvernements européens décident d'agir de façon autonome à travers leurs Croix-Rouges respectives. Parallèlement, la Russie soviétique joue habilement des divisions européennes à travers les différentes Croix-Rouges nationales, privilégiant certains pays (Allemagne, Italie) au détriment d'autres (France, Pays baltes). Au mois de juillet 1922, les autorités soviétiques décident d'organiser une conférence internationale de secours aux affamés à Berlin, à laquelle sont invitées toutes les organisations philanthropiques étrangères. C'est en réalité un véritable exercice de propagande qui s'inscrit parfaitement dans la politique d'ouverture voulue par les responsables soviétiques. A l'été 1922, leur objectif est maintenant de transformer l'action étrangère humanitaire d'urgence en véritable aide économique à proprement parler afin de reconstruire le pays. La plupart des organisations refusent d'y participer. Une des exceptions notables est la présence de la Croix-Rouge française (CRF), ce qui présage du relatif dégel des relations franco-soviétiques que nous allons analyser dans la suite de notre développement<sup>332</sup>.

#### *2.4 La famine ou le dégel progressif des relations franco-soviétiques*

Pour faire la transition avec la dernière partie de ce chapitre deux, nous allons désormais nous pencher sur la position française où l'enjeu politique, et par ricochet diplomatique, est particulièrement prégnant. Le numéro du *Temps* du 4 juin 1922 rapporte des extraits de la session parlementaire à la Chambre des députés du 2 juin, en particulier les débats sur la politique extérieure. Le chef du gouvernement, Raymond Poincaré, déplore que le gouvernement soviétique pose des conditions et multiplie formalités et difficultés pour faire entrer les secours sur son territoire. S'appuyant sur des informations de la CRF, Poincaré indique que la situation en Russie est affreuse, s'aggravant de jour en jour. *Le Temps* rapporte ensuite la réponse du député socialiste Marius Moutet qui avance que, contrairement à la France, les États-Unis se sont attiré les faveurs de la Russie car ils n'ont pas cherché à faire de la politique sur la question de la famine. Il rappelle ainsi le secours admirable de l'ARA pendant que la CRF se désolidarisait de la Croix-Rouge internationale, et notamment du CISR mené par Nansen. Moutet s'interroge ensuite sur le fait que l'homme à la tête du comité de secours [Joseph Noulens] soit le même qui ait dirigé des expéditions militaires contre le régime bolchevique. Il termine par cette déclaration : « Parce qu'on est opposé politiquement au régime

---

<sup>332</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 74-75.

en place, est-ce une raison pour ne pas porter secours aux victimes ? »<sup>333</sup>. Ces critiques négatives d'un député de gauche non communiste sur la manière dont la famine a pu être appréhendée par le gouvernement français seront au centre de notre analyse dans les pages suivantes. Du reste, le secours français, même s'il a été très laborieux dans sa mise en place concrète, a permis à la France d'avoir enfin un premier représentant officiel en Russie depuis la prise de pouvoir des bolcheviks à l'automne 1917, en la personne du diplomate Hanonnet de la Grange<sup>334</sup>. Multipliant les contacts, ce dernier joue rapidement un rôle officieux de protection des intérêts français en Russie. Au mois de septembre 1922, il accueille ainsi Édouard Herriot, qui travaille au rétablissement des relations commerciales entre les deux pays, lors du voyage de celui-ci en Russie. Très encadré par des fonctionnaires soviétiques, Herriot ne voit pas la catastrophe alimentaire qui n'est pas encore totalement résorbée. En effet, à la fin de l'année 1922, la famine sévit encore ponctuellement dans certaines régions. Pourtant, de retour en France, après Herriot, Hanonnet de la Grange déclare aux journaux français que « la vie reprend » en Russie. Au mois d'octobre 1922, le pouvoir soviétique va jusqu'à attribuer au gouvernement français le premier prix pour la qualité des secours, alors que la CRF n'a contribué qu'à 0,6 % du total de l'aide internationale (contre 81,6 % pour l'ARA par exemple). Pour Marin Coudreau, ce fait constitue une manifestation claire de la volonté soviétique de renouer des relations normalisées avec la France<sup>335</sup>.

Nous avons donc vu que le traitement de la famine s'inscrit dans le changement de politique extérieure du gouvernement soviétique. En effet, il devient évident que celui-ci opte pour une politique d'ouverture, voire de rapprochement, avec les principalement puissances occidentales à partir de l'automne 1921, y compris avec la France à partir de l'été 1922. Dans cette perspective, la famine devient alors, au-delà du strict aspect humanitaire, un enjeu diplomatique à part entière mais qui reste largement en dehors des canaux officiels. Nous l'avons observé dans les articles du *Temps* et de *L'Humanité*, en particulier dans les déclarations rapportées de responsables soviétiques, et nous allons voir à présent comment les deux journaux jugent ce phénomène pour le cas particulier de la France.

---

<sup>333</sup> Numéro du *Temps* du 4 juin 1922.

<sup>334</sup> Aucune information supplémentaire trouvée à ce nom.

<sup>335</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 77-87.

## 3.

### L'ŒUVRE DE SECOURS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR LUTTER CONTRE LA FAMINE : QUELLE REPRÉSENTATION ?

Comme nous l'avons vu précédemment, l'accord signé par Nansen au nom du CISR avec les autorités soviétiques le 27 août 1921 ne satisfait pas les gouvernements européens sollicités, en particulier les membres du Conseil suprême allié, dont la France, qui souhaitent conditionner l'aide à leurs propres exigences, rejetant de même l'implication de la SDN. Ils souhaitent en fait négocier dans le strict cadre intergouvernemental de la Commission internationale de secours à la Russie créée par le Conseil suprême au mois d'août. Contrairement à l'ARA ou au CISR, la Commission internationale demande au pouvoir soviétique l'autorisation de laisser entrer sur son territoire une « mission d'enquête » afin de déterminer l'aide nécessaire, ce qui est sans surprise rejeté par les Soviétiques. Aux mois de septembre et octobre 1921, aucune avancée n'est entreprise, c'est l'échec d'une solution politique. Les différents gouvernements se tournent alors vers des actions autonomes, via des organisations philanthropiques nationales. Néanmoins, contrairement à certains pays européens, l'aide humanitaire française n'est pas particulièrement privilégiée par les autorités soviétiques. C'est dans ces conditions que la France débloque une aide de six millions de francs destinée à la lutte contre la famine<sup>336</sup>.

#### 3.1 Le déblocage d'une aide gouvernementale par la France

La première mention de cette décision se retrouve dans les numéros du *Temps* et de *L'Humanité* du 29 octobre 1921. Ainsi, *Le Temps* écrit que la commission des finances de la Chambre des députés, sur proposition du gouvernement, va ouvrir un crédit de cinq millions de francs, dont quatre millions de denrées alimentaires provenant de stocks et un million en espèces<sup>337</sup>. Il paraît étrange que *Le Temps* évoque une somme de cinq millions alors que le montant exact est de six millions. Cela peut s'expliquer par une erreur ou par une réévaluation de l'aide. Pourtant, le même jour, *L'Humanité* titre « Échec à Noulens ! La Chambre vote six millions à la Russie. Ils seront envoyés au Comité Nansen ». Le journal communiste indique

<sup>336</sup> Marin Coudreau, *op.cit.*, p. 74-75.

<sup>337</sup> Numéro du *Temps* du 29 octobre 1921.

que, malgré l'intervention de M. Briand devant la Chambre pour défendre M. Noulens, la Chambre a voté un crédit de six millions de francs attribué à la Croix-Rouge, donc au Comité Nansen. *L'Humanité* ajoute que le vote du crédit devait normalement s'opérer sans discussion. Mais c'était sans compter sur les commentaires négatifs à l'égard du régime soviétique insérés par le rapporteur Bokanowski<sup>338</sup> qui provoquèrent des débats houleux entre la droite et la gauche de l'hémicycle<sup>339</sup>. De fait, durant l'automne 1921, le CISR de Nansen réussit à chapeauter presque toutes les organisations européennes nationales ou privées actives dans le secours aux populations russes affamées, au détriment de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié. La France, principale promotrice de la commission, est donc mise en échec et refuse jusqu'au bout de travailler sous la direction du CISR. Ce refus s'explique principalement par la rivalité et l'inimitié entre Joseph Noulens et Fridtjof Nansen, ce qui empêche toute coopération<sup>340</sup>. *L'Humanité*, dans son article du 29 octobre, lie naturellement au premier abord Croix-Rouge française et CISR car lui-même constitue l'organisme de référence du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la lutte contre la famine. Mais cette connexion ne se fera finalement jamais.

Le 31 octobre, *Le Temps* rapporte que Nansen a salué la décision française de débloquent un crédit de cinq millions de francs pour aider la Russie à lutter contre la famine<sup>341</sup>. Sans que l'on puisse avancer d'explication claire, *Le Temps* évoque encore le chiffre de cinq millions, et non six qui est le montant exact. Puis, *Le Temps* indique, dans son numéro du 17 novembre, que le Sénat, après la Chambre des députés, a adopté le projet de loi ouvrant un crédit de six millions de francs pour secourir les victimes de la famine en Russie, sous conditions qu'il soit attribué à la Croix-Rouge [française] et réparti sous son contrôle<sup>342</sup>. Nous constatons que le quotidien a rectifié le montant du crédit depuis le dernier article en date du 31 octobre. Dans son numéro du 20 novembre, *Le Temps* continue de relater le parcours du projet de loi au Sénat. Il évoque notamment la séance du 18 novembre où le sénateur Gaudin de Villaine<sup>343</sup> demande à ce que le crédit soit attribué aux paysans ukrainiens. Cette volonté peut s'expliquer par le positionnement politique dudit sénateur, par les intérêts français historiquement ancrés en

<sup>338</sup> Maurice Bokanowski (1879-1928), député de tendance radicale entre 1914 et 1928 ; [https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num\\_dept\)/916](https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/916)

<sup>339</sup> Numéro de *L'Humanité* du 29 octobre 1921.

<sup>340</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 76-77.

<sup>341</sup> Numéro du *Temps* du 31 octobre 1921.

<sup>342</sup> Numéro du *Temps* du 17 novembre 1921.

<sup>343</sup> Adrien Gaudin de Villaine (1852-1930), militaire et homme politique français, participe à la guerre franco-prussienne de 1870, député de 1885 à 1889 puis sénateur de 1906 à 1930, antisémite notoire, adversaire du régime républicain, domine la vie politique de la Manche pendant tout le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle ; [https://fr.wikipedia.org/wiki/Adrien\\_Gaudin\\_de\\_Villaine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Adrien_Gaudin_de_Villaine)

Ukraine (alors même que la région n'est pas encore touchée par la famine à ce moment-là) dans un territoire en partie rétif au pouvoir soviétique. *Le Temps* rapporte ensuite la réponse du rapporteur général de la loi M. Chéron<sup>344</sup> qui déclare que l'argent doit bien aller à ceux à qui elle est destinée. Ce dernier indique que, face au manque de garanties russes, le crédit sera remis à la Commission internationale de secours qui le remettra ensuite lui-même à la Croix-Rouge [française], celle-ci pouvant normalement convoier les envois jusqu'à destination. *Le Temps* précise que Joseph Noulens était présent à la séance<sup>345</sup>. Avec cet article du *Temps*, il est donc confirmé qu'il n'y a pas de véritable lien entre la CRF et le CISR de Nansen, comme le pensait initialement *L'Humanité*<sup>346</sup>, la CRF étant beaucoup plus liée à la Commission internationale de secours, dans le sillage du gouvernement français, dans le cadre de la famine.

Plus tard, dans son numéro du 13 décembre, Marcel Cachin dans *L'Humanité* écrit que le groupe communiste de la Chambre des députés avait demandé un geste de secours important : « six millions ont ainsi été mis à disposition du Comité Nansen, quelques semaines auparavant ». Pour Cachin, cet effort est néanmoins insuffisant face à la demande de Nansen qui réclame deux-cent-cinquante millions de dollars pour lutter efficacement contre la famine. Le crédit français doit donc être réévalué selon *L'Humanité*. Cependant, Cachin poursuit son argumentaire en indiquant que le président du Conseil, Aristide Briand, estimait les six millions suffisants, ce que la Chambre des députés a approuvé. Selon Cachin, ce refus d'augmenter le crédit s'explique par la haine de la Russie soviétique qui règne dans les milieux bourgeois, notamment chez les catholiques<sup>347</sup>. Cachin réitère ensuite son appel à augmenter l'aide française dans le numéro de *L'Humanité* du 16 décembre<sup>348</sup>. De même dans celui du 17 décembre, *L'Humanité* continue de maintenir la pression sur le gouvernement français en déclarant que les six millions débloqués ne pourront suffire. Le quotidien avance que la France disposerait de plusieurs centaines de milliers de quintaux de blé stockés en Roumanie, qui devraient être envoyées dans les régions russes sinistrées. Dans le même sens, *L'Humanité* appelle à une coopération franco-anglaise pour aboutir enfin à des avancées sur un éventuel secours massif aux populations russes affamées. Dans le même numéro, *L'Humanité* affirme, de source officielle du ministère des Affaires étrangères, que le crédit de six millions de francs

---

<sup>344</sup> Probablement Henry Chéron (1867-1936), homme politique français centriste, député puis sénateur, maire de Lisieux, plusieurs fois ministres (Agriculture, Travail, Finances, Justice...etc) durant les années 1920 et 1930 ; [https://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/cheron\\_henry0337r3.html](https://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/cheron_henry0337r3.html)

<sup>345</sup> Numéro du *Temps* du 20 novembre 1921.

<sup>346</sup> Numéro de *L'Humanité* du 29 octobre 1921.

<sup>347</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 décembre 1921.

<sup>348</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 décembre 1921.

n'a encore été attribué à aucun organisme public ou privé. Rien n'aurait été en réalité fait dans ce sens par la France<sup>349</sup>. De fait, au mois de décembre 1921, Joseph Noulens est chargé de négocier les accords d'entrée et d'action de la CRF en Russie soviétique<sup>350</sup>. Dans le numéro de *L'Humanité* du 23 décembre, Marcel Cachin signe un article au titre parlant : « Au Secours ! » où il affirme entre autres choses que le groupe communiste à la Chambre, dont il fait partie, va demander une nouvelle fois à ce que le gouvernement français réévalue à la hausse le montant de son aide initiale s'élevant à six millions de francs<sup>351</sup>. Ces demandes successives restent finalement vaines.

### 3.2 Une mise en place laborieuse, une impatience qui pointe

Un mois plus tard, le 25 janvier 1922, *L'Humanité* s'interroge, sans aller plus loin toutefois, sur le sort des six millions de francs débloqués il y a alors plusieurs semaines déjà par le Parlement<sup>352</sup>. De fait, la France n'a toujours pas d'interlocuteur fiable au début du mois de janvier 1922 pour la transformation du crédit en vivres et pour leur envoi dans les régions soviétiques affamées<sup>353</sup>. Le lendemain, dans son numéro du 26 janvier, *L'Humanité*, par la voix de Robert Pelletier, se fait plus pressante et titre en une « La famine en Russie. Où sont les six millions ? ». L'article expose d'abord les faits. Sur demande du gouvernement français, six millions de francs destinés à lutter contre la famine soviétique ont été débloqués puis votés par le Parlement. Pelletier indique que ce montant reste insuffisant face au nombre de personnes à secourir, au nombre de soldats russes tombés pendant la guerre, face aux millions dépensés pour les Blancs... même s'il ajoute que cela mieux que rien. Il affirme ensuite que le crédit est encore au ministère des Finances car le gouvernement ne saurait pas à quel organisme le verser. Pourtant, le quotidien communiste déclare que le choix est large, citant les autorités soviétiques, le CISR de Nansen ou l'ARA<sup>354</sup>. *Le Temps* avait pourtant déclaré, au mois de novembre précédent, citant Henry Chéron, que le montant de l'aide serait versé à la CRF, via la Commission internationale de secours<sup>355</sup>. Le 31 janvier, Robert Pelletier dans *L'Humanité* poursuit dans ce sens, annonçant avoir enquêté sur le sujet. Il écrit : « On nous assure que les six millions ont été versés à la Croix-Rouge française. Mais cette institution, dirigée par de

<sup>349</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 décembre 1921.

<sup>350</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 77.

<sup>351</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 décembre 1921.

<sup>352</sup> Numéro de *L'Humanité* du 25 janvier 1922.

<sup>353</sup> Marin Coudreau, *op.cit.*, p. 78.

<sup>354</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 janvier 1922.

<sup>355</sup> Numéro du *Temps* du 20 novembre 1921.

grands bourgeois, manque de zèle pour porter secours aux affamés russes ». Il ajoute que, se basant sur des calculs établis par Nansen, les six millions de francs permettraient de sauver 250 000 personnes de la faim jusqu'au mois de mai. Sur les six millions, cinq vont être employés par la Croix-Rouge à acheter d'anciens stocks à l'État. *L'Humanité* voit ici la main de l'État manipulateur qui reste au final en possession de cinq des six millions de francs initialement donnés pour l'achat de vivres plus ou moins avariées. Le journal demande désormais quand partiront ces marchandises vers les régions russes sinistrées<sup>356</sup>. Le 12 février, son correspondant particulier à Londres, Camille David, rapporte une interview exclusive de Nansen obtenue le 8 février. Celui-ci déclare notamment n'avoir aucune idée des intentions du gouvernement français, ne sachant absolument pas si les six millions de francs ont été utilisés<sup>357</sup>. Cette prise de parole de Nansen dans le principal quotidien national communiste démontre clairement l'absence totale de coopération, voire même de contact entre le CISR et le gouvernement français.

Puis dans son numéro du 18 février, *Le Temps* relate les débats d'une séance de la Chambre des députés du 16 février portant sur l'aide aux populations russes affamées. Le journal montre que c'est un devoir d'humanité de porter secours et fait référence à la tradition de générosité de la France. Cependant, il avance que porter secours pourrait aussi conduire à consolider le régime soviétique qui a lui-même créé le désastre. *Le Temps* poursuit son développement et revient ensuite au débat. Pour le député radical-socialiste Ferdinand Buisson<sup>358</sup>, la question d'humanité doit dominer. Il s'interroge sur le fait que les six millions de francs votés par le Parlement à la fin du mois d'octobre précédent, promulgués par une loi au mois de novembre, n'ont pas encore été distribués. Buisson ajoute alors que de nombreux États n'ont pourtant eu aucun mal à acheminer de l'aide et prend en exemple le Vatican. Il prie donc le gouvernement de donner des garanties certaines et définitives. *Le Temps* relate ensuite la réponse du président du Conseil, Raymond Poincaré. Celui-ci précise tout d'abord que le Parlement a octroyé cinq millions pour l'achat de vivres et un million pour leur transport. Pour répartir et convertir ces sommes en vivres, le gouvernement français s'est adressé à la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié, un organisme promu dès l'origine par la France. Poincaré indique que 3,7 millions de francs ont été pour le moment convertis en vivres. Pour leur distribution, il confirme que la Commission a refusé que la CRF

<sup>356</sup> Numéro de *L'Humanité* du 31 janvier 1922.

<sup>357</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 février 1922.

<sup>358</sup> Ferdinand Buisson (1841-1932), pacifiste et laïc, fondateur de la Ligue des droits de l'Homme en 1898 qu'il préside de 1913 à 1926, député radical-socialiste entre 1902 et 1924, Prix Nobel de la Paix 1927.  
<https://museeprotestant.org/notice/ferdinand-buisson-1841-1932/>

s'affilie à la Croix-Rouge internationale (CICR), pour qu'elle demeure indépendante. Poincaré poursuit sa réponse en indiquant que la Commission s'est ensuite adressée au comité panrusse de secours à Paris au mois de décembre, lui-même s'étant entretenu dans le même temps avec Krassine, commissaire soviétique au Commerce extérieur. Ainsi, au début du mois de janvier 1922, le gouvernement soviétique se serait dit prêt à accorder toutes les facilités à la CRF, à la condition que Krassine vienne négocier lui-même et signe l'accord à Paris. À la fin du mois de janvier, il a finalement été convenu, selon Poincaré, qu'une délégation de la CRF entame des négociations avec les autorités soviétiques à Berlin<sup>359</sup>. Dans son numéro du 20 février, *Le Temps* précise que la CRF aurait souhaité au départ intégrer le CICR avant de s'apercevoir qu'elle ne pourrait y agir en toute indépendance car les secours français auraient été distribués sous le patronage et suivant la volonté du CICR. La CRF aurait donc décidé de ne s'inféoder à aucune organisation extérieure pour privilégier un accord direct avec le pouvoir soviétique, selon le même mode opératoire que l'ARA. *Le Temps* ajoute que des pourparlers sont ainsi en cours entre la CRF et les autorités soviétiques à Berlin<sup>360</sup>. Néanmoins, nous l'avons déjà brièvement évoqué, cette volonté d'autonomie de la CRF provient plutôt de la concurrence qui s'était installée entre la Commission internationale de secours du Conseil suprême portée par la France et le CISR mené par Nansen. Mis en échec, le gouvernement français, et donc aussi la CRF, refusât finalement de travailler en coopération avec le CISR. Il faut ajouter à cela la rivalité et l'inimitié entre Noulens et Nansen qui empêche définitivement tout rapprochement. Noulens finit par apparaître au gouvernement français comme trop hostile au régime soviétique, et est remplacé par Thiébault<sup>361</sup> au mois de février 1922 en tant qu'intermédiaire pour l'ouverture de négociations entre la CRF et la délégation soviétique<sup>362</sup>.

Le 28 février, *L'Humanité* publie la réponse de Nansen à la déclaration de Poincaré concernant l'organisation de l'aide française, parue le 24 février dans le *Manchester Guardian*. Par la voix de son directeur, le CISR affirme avoir offert à la CRF, dès les mois de novembre et décembre 1921, une coopération dans le travail d'assistance aux populations affamées comme il lui plairait, en toute indépendance. Nansen déclare aussi avoir offert d'obtenir l'entrée en Russie à toute mission de la CRF en spécifiant qu'elle pourrait y travailler librement avec son propre personnel. Selon le CISR, si ces offres avaient été acceptées, l'œuvre de secours française aurait pu débiter sans délai. Malgré tout, Nansen dit se réjouir que la CRF, qui a

---

<sup>359</sup> Numéro du *Temps* du 18 février 1922.

<sup>360</sup> Numéro du *Temps* du 20 février 1922.

<sup>361</sup> Aucune information supplémentaire trouvée relative à ce nom.

<sup>362</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 78.



débuté des négociations avec les autorités soviétiques, se joigne à la lutte contre la famine et espère qu'elle restera en liens étroits avec le CISR sans perdre sa totale indépendance sur le terrain<sup>363</sup>. Malgré ce souhait, nous voyons une fois de plus clairement le fossé qui sépare les visions de la CRF, à travers le gouvernement français, et le CISR qui émane de la Croix-Rouge internationale. Le 19 mars, *L'Humanité* est la première à annoncer la signature d'un accord entre le pouvoir soviétique et la Croix-Rouge française à la date du 16 mars<sup>364</sup>. Il faut attendre le 26 mars pour que *Le Temps* confirme l'information en précisant que l'accord est d'une nature similaire à celui signé par l'ARA au mois d'août 1921<sup>365</sup>.

### 3.3 Une arrivée à destination très tardive

Il faut attendre plusieurs mois pour retrouver un article évoquant l'aide du gouvernement français destinée à lutter contre la famine. En effet, le 14 juin, *L'Humanité* titre « Enfin ! La Croix-Rouge française se décide à porter secours à la Russie » d'un article signé de Bernard Lecache. Le quotidien communiste annonce en effet que le cargo *La Californie* partira le 20 juin avec cinq millions de tonnes de marchandises<sup>366</sup>. Nous pouvons nous interroger sur le délai relativement long, environ trois mois, entre la signature de l'accord et le premier envoi de vivres. De fait, le secours français est retardé par certaines difficultés. Le gouvernement français et la CRF souhaitent agir prioritairement en Ukraine et en Crimée, régions hautement stratégiques et zones d'influence privilégiées, alors que le pouvoir soviétique leur assigne l'Oural comme destination. La France glisse malgré tout progressivement vers moins d'intransigeance pour se rapprocher des vues du CISR et de Nansen. Elle cède ainsi sur le choix initial de la composition de sa délégation et sur ses zones d'action principales. À tout cela, il faut ajouter des contraintes logistiques qui retardent le rassemblement du matériel et des vivres. Partie le 20 juin, la mission de la Croix-Rouge française arrive finalement à Petrograd le 12 juillet 1922, soit un an après l'appel à l'aide soviétique. Le gros de la mission est expédié à Ekaterinbourg dans l'Oural, le reste en Transcaucasie, dans l'actuelle Géorgie. La mission de la CRF proprement dite quitte Petrograd au mois d'octobre 1922<sup>367</sup>. Cela n'empêche pas toutefois *L'Humanité* de déclarer, dans son numéro du 8 octobre, que les six millions de francs

<sup>363</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 février 1922.

<sup>364</sup> Numéro de *L'Humanité* du 19 mars 1922.

<sup>365</sup> Numéro de *Le Temps* du 26 mars 1922.

<sup>366</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 juin 1922.

<sup>367</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 79-87.

d'aide débloqués par le gouvernement français ne seraient toujours pas arrivés en Russie<sup>368</sup>, une affirmation qui paraît fautive à l'évidence, au regard des informations que nous avons apportées précédemment. Il est vrai néanmoins que l'aide française continue à se déployer ensuite. Au mois de novembre 1922, un nouveau navire de vivres, armé par la Confédération universelle juive, grâce à des fonds de la CRF, part pour Odessa en Ukraine. Des vivres sont ainsi distribuées en Ukraine et en Crimée, priorité est cependant donnée aux Français de Kiev et d'Odessa, durant toute l'année 1923 où la famine, plutôt résorbée dans la région de la Volga, sévit encore, en particulier en Ukraine<sup>369</sup>.

Nous avons donc observé que le secours émanant de l'État français est décidé tardivement aux mois d'octobre et novembre 1921. Sa mise en place concrète s'avère encore plus laborieuse puisqu'il passe successivement dans les mains du gouvernement, de la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié avant d'être pris en charge par la Croix-Rouge française. Découlant du refus de coopérer avec le CISR de Nansen, ce choix retarde une fois de plus l'envoi de l'aide en Russie. Après que la CRF a signé un accord avec les autorités soviétiques au mois de mars 1922, il faut attendre le mois de juillet pour que les vivres atteignent leur destination soviétique. Nous pouvons ainsi constater que l'aide gouvernementale française arrive très tardivement et reste très largement négligeable dans le total du secours international. Parallèlement, elle a aussi un impact dans la presse où une lutte d'influence se fait sentir. D'un côté, nous avons le gouvernement français, soutenu par *Le Temps*, qui défend le cheminement de sa politique d'aide dans la lutte contre la famine. De l'autre, nous observons que Nansen et le CISR trouvent un relais régulier dans le journal *L'Humanité*, selon des intérêts différents mais complémentaires à ce moment-ci, pour relayer ses positions auprès de l'opinion française.

---

<sup>368</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 octobre 1922.

<sup>369</sup> Marin Coudreau, *op. cit.*, p. 82.



*Chapitre 3***LA FAMINE DANS *L'HUMANITÉ* : UNE AMBITION POLITIQUE ET HUMANITAIRE**

Après nous être penchés sur la représentation de la famine au niveau international, concentrons-nous désormais sur un cadre plus national en resserrant notre réflexion sur *L'Humanité*, même si nous le verrons dans les pages suivantes, que le cadre international n'est jamais loin. Dans cette perspective, nous verrons dans un premier temps la campagne ouvrière française de secours dans le cadre du Secours ouvrier international (SOI). L'objectif sera ainsi de comprendre comment se met-elle en place puis se développe dans un contexte politique pour le moins agité. A travers *L'Humanité*, nous observerons en particulier l'action de Marguerite Rosmer au sein du secours ouvrier français et international. Puis, dans un second temps, nous analyserons la place des rédacteurs durant la catastrophe, pour tenter de mettre en lumière la confusion de plus en plus évidente entre les statuts de rédacteurs/journalistes et de militants politiques au sein de *L'Humanité*. Enfin, dans une dernière partie, nous essaierons de montrer l'importance des dessins de presse dans le quotidien communiste qui sont, dans le cadre de la famine, destinés aussi bien à viser l'Église, la « bourgeoisie » et les élites que l'État lui-même. Nous terminerons notre argumentation en analysant la place des photographies dans *L'Humanité* qui font leur apparition au début de l'année 1922, mettant en avant le désespoir par des visions terribles mais aussi l'espoir avec les secours en action.

## 1.

## L'ŒUVRE DE SECOURS OUVRIER FRANÇAIS ET SON APPORT AU SECOURS OUVRIER INTERNATIONAL (SOI)

Après nous être penché sur les enjeux diplomatiques et à l'ensemble de l'aide humanitaire internationale dans le cadre de la famine dans le second chapitre, ouvrons ce troisième et dernier chapitre en analysant la mise en place et l'action du secours ouvrier dans le cadre strictement français à travers le journal *L'Humanité*.

### *1.1 La mise en place d'un secours ouvrier français dans un contexte politique tumultueux*

Les premiers dons en faveur de la famine semblent arriver très rapidement au sein des cercles ouvriers et communistes. Dès le 1<sup>er</sup> août 1921, *L'Humanité*, par la voix de son directeur Marcel Cachin, annonce avoir reçu des sommes importantes de très nombreux militants en faveur de la Russie, en particulier lors de la commémoration en l'honneur de Jean Jaurès à la salle Wagram le 31 juillet. Le Comité directeur du journal écrit alors que « seul un vaste mouvement du prolétariat international pourrait apporter un soulagement efficace à nos amis de Russie ». L'idée d'abandonner une journée de salaire au profit des populations affamées fait son chemin. *L'Humanité* précise que l'argent réuni serait ensuite centralisé pour permettre de réunir des médicaments et des vivres<sup>370</sup>. Il faut peu de temps pour que l'idée soit mise concrètement en place puisque dès le 4 août, dans un article intitulé « Au secours du peuple russe ! », Ludovic-Oscar Frossard annonce l'ouverture d'une souscription collective par la SFIC, totalement indépendante du gouvernement ou de tout autre organisme. Il déclare que le secours doit d'abord venir du prolétariat communiste qui doit agir et faire preuve de sacrifice. Le produit d'une journée de travail va être demandé, sans contrainte, à tous les membres du parti [PCF-SFIC], et cette collecte sera élargie ensuite à tous les prolétaires. Les sommes récoltées seront gérées par deux commissions de spécialistes, rassemblées dans un « Comité d'assistance au peuple russe » : une première composée de coopérateurs communistes et une seconde réunissant des médecins, sous la responsabilité du Comité directeur de *L'Humanité*<sup>371</sup>.

---

<sup>370</sup> Numéro de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> août 1921.

<sup>371</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 août 1921.

Le numéro du 10 août précise en effet que *L'Humanité* supervise la souscription, au même titre que le parti<sup>372</sup>. Puis, dans son numéro du 11 août, *L'Humanité* rapporte l'ouverture d'une souscription similaire par la CGT, décidée le 9 août<sup>373</sup>. Grâce aux articles du quotidien, nous constatons que l'œuvre de secours ouvrière se met rapidement en place, environ quinze à vingt jours seulement après l'appel public de détresse lancé par l'écrivain Maxime Gorki, avec l'assentiment du pouvoir soviétique.

Cependant, pour bien saisir l'irruption d'un événement tel que la famine dans la situation française, du point de vue des organisations communistes nationales, il nous faut bien comprendre comment la SFIC s'intègre dans le paysage politique français au tout début des années 1920. De fait, à l'été 1921, la SFIC est un parti politique très récent avec seulement six mois d'existence. Minée par des divisions depuis au moins 1915, la SFIO aborde le congrès de Tours à la fin du mois de décembre 1920 totalement fracturée. La motion de l'aile gauche du parti, de tendance « communiste », y obtient une large majorité de 68 %. Une partie du centre et de l'aile droite quittent alors le parti pour créer une nouvelle SFIO. De son côté, l'ex-SFIO se transforme pour devenir la Section française de l'Internationale communiste (SFIC). C'est donc une rupture dans la continuité et une continuité pour la rupture<sup>374</sup>. Dans ce cadre, on ne peut considérer la SFIC comme un parti nouveau mais plutôt comme un parti modifié. Au début du mois de janvier 1921, la SFIC intègre l'Internationale communiste (IC)<sup>375</sup>. On ne distingue alors pas encore les termes de « socialiste » et de « communiste » car la scission n'est pas vue comme une rupture mais comme la réaffirmation d'un socialisme plus authentique<sup>376</sup>. Il n'y a pas encore d'homogénéité des militants communistes car le choix dépend principalement des convictions politiques, syndicales ou éthiques. Ludovic-Oscar Frossard prend alors la tête du parti pendant que des hommes comme Marcel Cachin, Amédée Dunois ou Boris Souvarine intègrent son comité directeur<sup>377</sup>. Si l'on dresse un tableau global au début de l'année 1921, la SFIC compte 110 000 adhérents (soit bien plus que la SFIO en 1914) ; une presse locale nombreuse, et en particulier un quotidien national de qualité avec *L'Humanité* dont les ventes n'ont jamais été aussi importantes ; et enfin un net allant parmi les militants à l'esprit combatif. Néanmoins, le parti est aussi traversé par de multiples faiblesses. Il entretient tout d'abord le

---

<sup>372</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 août 1921.

<sup>373</sup> Numéro de *L'Humanité* du 11 août 1921.

<sup>374</sup> Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Libertalia, 2017, p. 226-233.

<sup>375</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 233-242.

<sup>376</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 238-242.

<sup>377</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 248-256.

flou et la confusion sur le fond politique et le débat théorique. La direction de la CGT lui reste largement hostile. Enfin, il attend toujours une révolution mondiale qui n'arrive pas<sup>378</sup>.

Malgré tout, dans l'immédiat, des meetings de masse sont organisés et *L'Humanité* connaît le succès<sup>379</sup>. Nous venons de le voir, les débuts de la SFIC coïncident avec la fin de la situation « pré-révolutionnaire ». Pourtant, dans le même temps, l'IC reprend et renforce l'analyse de l'imminence de la révolution, alors que le repli est manifeste. Ce constat erroné entraîne désillusions et déceptions. Très rapidement, le nombre d'adhérents chute et des conflits de personne apparaissent. Cette fragilité du parti français facilite sa mise sous contrôle par l'IC et l'instauration d'un appareil de direction bureaucratique, aux ordres et progressivement financé par Moscou. Ce phénomène se transforme en un cercle vicieux car l'instabilité de la SFIC renforce sa mise sous tutelle par l'IC, créant ensuite de nouvelles tensions au sein du parti<sup>380</sup>. Dans la SFIC de 1921, différentes opinions cohabitent sans que ces divergences ne soient formalisées, ni même le plus souvent débattues. Du 22 juin au 12 juillet 1921, une délégation de la SFIC participe pour la première fois à un congrès mondial, le troisième de l'IC<sup>381</sup>. Les dirigeants bolcheviques et l'IC comprennent enfin que la révolution mondiale espérée n'aura pas lieu pour le moment et optent pour une stratégie défensive<sup>382</sup>.

Comme nous l'avons vu depuis le début de notre travail, la presse communiste publie des articles durant l'été et l'automne 1921 sur la famine qui sévit alors en Russie. La SFIC soutient une campagne de solidarité, que nous avons commencée à analyser, pour les victimes russes. Nous sommes ici loin des descriptions d'une Russie soviétique sous des traits paradisiaques privilégiées plus tard, même si les articles qui traitent de la famine ne formulent aucune critique sur la politique menée par les responsables bolcheviques dans les campagnes. Nous constatons donc que l'expression lucide d'une partie des militants communistes français coexiste avec une vision idéalisée de la Russie soviétique<sup>383</sup>.

Le premier congrès de la SFIC à Marseille du 25 au 29 décembre 1921 se déroule dans un contexte difficile alors que le parti stagne, voire décline. Le congrès révèle un parti qui n'a pas de théorie politique véritablement achevée, ce qui facilite l'influence du bolchevisme<sup>384</sup>. Dans le même temps, l'IC met en avant le principe du front unique, suivant les conclusions du

---

<sup>378</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 257-261.

<sup>379</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 262.

<sup>380</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 284-288.

<sup>381</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 288-294.

<sup>382</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 2000, p. 69-75.

<sup>383</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.* p. 294-296.

<sup>384</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.*, p. 300-305.

troisième congrès de l'IC de l'été, l'objectif étant de proposer aux autres organisations ouvrières (la SFIO en France) de s'allier pour des campagnes politiques précises. Divisée sur la question, la SFIC enterre finalement le front unique au mois d'avril 1922<sup>385</sup>. Tout au long de l'année 1922, le parti voit sa surface militante se réduire tout en étant confronté à des luttes internes tendues. Le nombre d'adhérents chute, on ne compte plus que 78 000 membres à la fin du mois de juillet 1922. Il faudra attendre la seconde partie de l'année 1924 pour voir redécoller les effectifs<sup>386</sup>. La crise est désormais patente alors que le second congrès de la SFIC est organisé au mois d'octobre 1922 avec un parti totalement divisé entre son « centre » et sa « gauche »<sup>387</sup>. C'est donc dans ce contexte complexe que la famine survient dans le combat communiste pour s'imposer comme un événement majeur, au moins jusqu'au milieu de l'année 1922.

### *1.2 Une aide qui s'accélère à l'automne 1921*

Un mois et demi après l'appel au secours de Maxime Gorki, l'aide communiste se met progressivement en place. À la date du 27 août, les sommes reçues au nom de la SFIC et de *L'Humanité*, collectées au journal, atteignent 54 000 francs<sup>388</sup>. *L'Humanité* tente aussi de se démarquer du reste de la presse française en montrant qu'aucun autre journal n'a ouvert jusqu'alors de souscriptions en faveur des populations affamées russes. *Le Temps* en fait évidemment partie. Marcel Cachin ajoute qu'une bonne part des journaux a même souhaité qu'il n'y ait pas de secours envoyé en Russie<sup>389</sup>. *Le Temps*, parmi bien d'autre, a de quoi se sentir visé par cette déclaration. Le 16 octobre, *L'Humanité* annonce que les souscriptions collectives et individuelles reçues par son Comité d'assistance avaient atteints 870 000 francs au 30 septembre<sup>390</sup>. Nous pouvons ainsi noter une très nette accélération des dons au mois de septembre qui peut s'expliquer par la médiatisation de plus en plus importante de la famine mais aussi par la structuration progressive du secours au sein de la SFIC, de *L'Humanité* et du Secours ouvrier international (SOI). De fait, le 20 août, *L'Humanité*, reprenant une dépêche de l'agence soviétique Rosta, annonce qu'un Comité extérieur pour l'organisation des secours a été formé le 12 août à Berlin sous la direction de Willy Münzenberg<sup>391</sup>, sur décision de l'IC<sup>392</sup>.

<sup>385</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.* p. 309-320.

<sup>386</sup> Annie Kriegel, « Le Parti Communiste français sous la Troisième République (1920-1939) : évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, 1<sup>er</sup> Février 1966, Vol.16(1), p. 17-19.

<sup>387</sup> Julien Chuzeville, *op. cit.* p. 335-339.

<sup>388</sup> Numéro de *L'Humanité* du 27 août 1921.

<sup>389</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 septembre 1921.

<sup>390</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 octobre 1921.

<sup>391</sup> Voir Notices biographiques, p. 163.

<sup>392</sup> Numéro de *L'Humanité* du 20 août 1921.



À la suite de cela, le 30 août, une conférence est prévue afin de « rassembler toutes les unions prolétariennes internationales, dans le but d'unifier et de centraliser tous les efforts de secours ouvriers »<sup>393</sup>. En effet, en 1921-1922, l'IC organise une grande campagne pour sauver le peuple russe de la terrible famine qui frappe en particulier la région de la Volga. La mobilisation de la solidarité prolétarienne internationale est alors confiée à un jeune militant allemand éprouvé, Willy Münzenberg. Cette solidarité se structure rapidement en une véritable organisation, sous le nom de Secours ouvrier international (SOI ou *Mejrabpom*) dont le siège est à Berlin à partir du mois de septembre 1921<sup>394</sup>. Le Comité d'assistance au peuple russe de la SFIC et de *L'Humanité* s'intègre donc dans cet organisme dépendant de l'IC.

Revenons-en au contexte proprement français où Ludovic-Oscar Frossard annonce, dans le numéro du 18 octobre, qu'un premier navire de vivres destiné aux régions russes affamées partira de Marseille à la mi-novembre grâce aux dons récoltés par le Comité d'assistance de *L'Humanité*<sup>395</sup>. Cette déclaration est complétée par une tribune de Willy Münzenberg, publiée le 5 novembre en tant que responsable du SOI, qui précise que le navire arrivera à Odessa avec une tonne de riz et 200 tonnes de vêtements<sup>396</sup>. Le 8 novembre, Marcel Cachin annonce le 25 novembre comme la date exacte de départ du navire<sup>397</sup>. Finalement, Eugène Dondicol, trésorier de la SFIC<sup>398</sup>, dans le numéro du 23 novembre, rapporte que le navire à vapeur *Hornsee* quitte aujourd'hui Marseille pour Odessa, chargé de 1060 tonnes de riz et 20 tonnes de marchandises diverses. Il ajoute qu'un train de secours sera aussi prêt dans quelques semaines<sup>399</sup>. Nous constatons que les chiffres du nombre de vivres emportés par le *Hornsee* diffèrent selon l'évolution de la situation et probablement aussi des sources d'information utilisées par le rédacteur. Le 30 novembre, Eugène Dondicol ajoute que ce premier envoi était important mais pas suffisant. L'objectif est désormais de se concentrer au maximum sur l'organisation du train de secours pour la fin du mois de décembre qui doit emporter des vêtements, des vivres, des produits pharmaceutiques, etc. Selon lui, le temps presse pour réunir des souscriptions et des dons en nature<sup>400</sup>. Le 10 décembre, *L'Humanité* titre : « Une triste nouvelle. Le vapeur *Hornsee* est perdu ! ». La malheureuse nouvelle a été reçue par télégramme la veille, le 9 décembre, indiquant notamment que l'équipage est sauf. Le navire

<sup>393</sup> Numéro de *L'Humanité* du 30 août 1921.

<sup>394</sup> Sophie Coeuré, *op.cit.*, p. 50.

<sup>395</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 octobre 1921.

<sup>396</sup> Numéro de *L'Humanité* du 5 novembre 1921.

<sup>397</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 novembre 1921.

<sup>398</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *op. cit.*, p. 69-75.

<sup>399</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 novembre 1921.

<sup>400</sup> Numéro de *L'Humanité* du 30 novembre 1921.

contenait 10 700 sacs de riz, 79 caisses de pâtes alimentaires et 181 caisses de ballots et d'effets divers<sup>401</sup>. Trois jours plus tard, dans son numéro du 13 décembre, *L'Humanité*, par la voix d'Eugène Dondicol, avance des précisions sur l'accident. Il écrit d'abord que cet « événement douloureux va paralyser pour des mois l'effort de solidarité du Comité d'assistance [de *L'Humanité*] ». L'équipage est bien sauf mais la cargaison est perdue. Selon le correspondant du journal à Marseille, le navire aurait fait naufrage au large d'Alexandrie après un incendie. De fait, outre le chargement pour les victimes de la famine, le *Hornsee* contenait aussi des matières inflammables. Nous pouvons observer la méfiance dans l'article vis-à-vis de la thèse du banal accident, Eugène Dondicol écrivant qu'une explosion ouvre le champ aux pires hypothèses<sup>402</sup>.

Revenons un peu plus tôt dans la chronologie, au début du mois de décembre, pour constater que la mise en place du premier train de secours accapare désormais l'attention de l'aide communiste française. Dans le numéro de *L'Humanité* du 4 décembre, Marguerite Rosmer déclare que le train s'organise. Il devrait arriver dans la région de Saratov durant les premiers jours de janvier. L'objectif est de pouvoir nourrir, habiller, soigner mille, cinq mille, dix mille personnes, voire plus si cela est possible. Marguerite Rosmer appelle toutes les femmes à faire chez soi l'inventaire de leur linge et des vêtements usagés car la population russe pourrait aussi bientôt mourir de froid, en plus de la faim. Elle demande aussi aux hommes de remettre en état leurs chaussures usagées et aux enfants de rechercher les vieux bouts de tissus et de laine, des pages de cahier ou des bouts de crayon qu'ils garderont pour donner ce qu'ils ont de neuf. Les enfants apprendront ainsi ce qu'est la solidarité et la fraternité humaine. Chaque famille, si elle le peut, pourrait ajouter une barre de chocolat, une boîte de lait condensé, un paquet de riz ou un pot de confiture. Marguerite Rosmer indique que les colis pour les trains de secours sont centralisés à la « Maison du peuple » de Metz. Elle fait appel aux ouvriers, aux instituteurs, aux professeurs, aux avocats, aux journalistes, aux docteurs et autres intellectuels, aux budgets plus aisés, pour secourir la Russie<sup>403</sup>. Nous pouvons observer que le mouvement de secours émanant des organisations communistes tente d'élargir son audience au-delà des simples ouvriers, vers les classes dites « bourgeoises » pour pouvoir envoyer encore plus de vivres et de vêtements. Cela prépare à une intense campagne de propagande pour l'œuvre de secours destinée aux populations russes affamées. Cette préparation se voit ainsi très clairement dans le numéro du 21 décembre. *L'Humanité* évoque un plan d'action de son Comité

---

<sup>401</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 décembre 1921.

<sup>402</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 décembre 1921.

<sup>403</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 décembre 1921.

d'assistance au peuple russe pour intensifier la campagne en faveur des victimes de la famine. Ce plan comprend la distribution de « papillons », la mise en place de pancartes appelant aux dons alimentaires dans les épiceries et les coopératives, un rappel de la situation en Russie dans toutes les organisations communistes et la mise en place de quêtes lors de leurs réunions<sup>404</sup>.

À partir du début du mois de janvier 1922, la campagne de secours bat son plein. *L'Humanité* en fait sa une le 6 janvier avec une photo et titre : « Pour les affamés de Russie. 2000 personnes meurent chaque jour. La situation exige un large et immédiat secours ». Le rédacteur de l'article, Bernard Lecache, écrit que le premier train de secours partira de Metz vers Berlin le 15 janvier prochain avec dix wagons. Il ajoute que cela n'est pas suffisant. L'aide à la Russie affamée doit s'intensifier. Bernard Lecache « convie le prolétariat français à participer, non seulement à une bonne œuvre, mais aussi à une organisation de défense personnelle car les conséquences de la famine, notamment les épidémies, peuvent être mortelles pour la Russie et pour l'Europe entière ». Il s'interroge : « N'y aurait-il que des pauvres pour secourir d'autres pauvres et des victimes pour secourir d'autres victimes ? »<sup>405</sup>. Il est clair que *L'Humanité* tente ici de convaincre des lecteurs réticents à donner et à agir en évoquant leur propre intérêt potentiellement menacé. Le quotidien dénonce aussi les plus riches et les gouvernements qui n'agissent pas, voire qui entravent les actions de secours. Le lendemain, le 7 janvier, le journal donne des précisions sur la composition du premier train de secours. *L'Humanité* dénombre 960 envois de France et de Belgique, la plupart étant des sacs et des caisses de 40 à 100 kg. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont répondu à l'appel. La totalité des marchandises reçues représenteraient environ 400 wagons. L'article ajoute que, même si le train part le 15 janvier, le Comité d'assistance continue à recevoir des envois car l'effort doit être de plus en plus soutenu. D'autres trains partiront plus tard<sup>406</sup>. Dans la foulée, le 8 janvier, un article signé Rosa Michel titre : « Pour les affamés de Russie. Les gosses de France pensent à ceux de la Volga » accompagné de deux photos. Par l'utilisation du langage courant, l'objectif est bien de piquer la curiosité du lecteur ouvrier pour qu'il s'engage, lui et sa famille, pleinement dans l'action de secours. Pour redonner une nouvelle vigueur à la campagne de secours, le Comité d'assistance au peuple russe s'adresse aux enfants. Derrière les enfants, le but de *L'Humanité* est bien évidemment de s'adresser aussi aux parents. Rosa Michel écrit

---

<sup>404</sup> Numéro de *L'Humanité* du 21 décembre 1921.

<sup>405</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 janvier 1922.

<sup>406</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 janvier 1922.

ainsi que de nombreuses lettres d'enfants mais aussi d'instituteurs (dont certains ont même organisé des collectes dans leur classe) sont arrivées au Comité<sup>407</sup>.

Il faut ensuite attendre le 24 janvier pour observer une nouvelle occurrence de la campagne de secours menée par *L'Humanité* et la SFIC. En effet, Bernard Lecache déclare alors qu'un nouveau train de secours est parti de Metz vers Berlin la veille, le 23 janvier, chargé de 200 tonnes de vivres et de vêtements. Face à l'abondance des dons, il est d'ores et déjà envisagé de former un nouveau train pour le 5 février, qui devra emporter en particulier du sucre et de la semoule. En moins de quinze jours, les secours se sont étendus, le nombre de lettres accru et les dons monétaires ont augmenté. Bernard Lecache parle même d'une « extension prodigieuse de l'action de secours en France ». Il termine son article en déclarant : « Il n'est pas demandé plus que ce que chacun peut mais il est demandé que cela soit fait »<sup>408</sup>. Nous pouvons voir que les mois de janvier et février 1922 constituent le paroxysme de la campagne de secours de *L'Humanité* et de la SFIC. Le 5 février, *L'Humanité* annonce que le Comité d'assistance au peuple russe avait recueilli 1,3 million de francs au 20 janvier 1922 depuis l'ouverture des souscriptions au mois d'août 1921<sup>409</sup>. Enfin, Marguerite Rosmer, dans le numéro du 13 février, annonce que le navire *National* est arrivé à Reval (l'actuelle Tallinn, capitale de l'Estonie) le 6 février avec la cargaison du premier train de secours. Les marchandises sont en route vers Petrograd, d'où elles seront transportées à Tcheliabinsk dans l'Oural<sup>410</sup>. Il est intéressant de noter que l'aide ouvrière française n'est pas orientée vers la région de la Volga, la plus touchée depuis le début de la famine, mais vers l'Oural, une région sinistrée plutôt périphérique. Puis le 26 février, c'est au tour de Ludovic-Oscar Frossard de louer « l'effort admirable et soutenu de la classe ouvrière française à l'égard de l'assistance aux affamés russes, malgré de maigres budgets grevés par des dépenses multiples ». En outre, il ajoute que le montant des souscriptions recueillies dépasse désormais 1,5 million de francs<sup>411</sup>.

---

<sup>407</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 janvier 1922.

<sup>408</sup> Numéro de *L'Humanité* du 24 janvier 1922.

<sup>409</sup> Numéro de *L'Humanité* du 5 février 1922.

<sup>410</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 février 1922.

<sup>411</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 février 1922.

### *1.3 L'aide française de secours ouvrier : l'action de Marguerite Rosmer et la campagne menée par L'Humanité*

Marguerite Rosmer<sup>412</sup>, après s'être employée à développer l'action de secours ouvrière en France et en avoir relayée la campagne depuis le mois de décembre 1921, est partie pour la Russie soviétique, où elle doit participer au ravitaillement et à la distribution de vivres et de vêtements aux populations affamées. Le 8 mars 1922, *L'Humanité* publie ses premières lettres envoyées de Moscou, les 1<sup>er</sup> et 3 février. Elle indique d'abord que la famine empire chaque jour, notamment dans le sud-est de l'Ukraine et dans le Kouban. Elle précise ensuite qu'elle va être envoyée dans la région de Tcheliabinsk dans l'Oural en compagnie de deux infirmières néerlandaises qui accompagnent un train de secours venu de leur pays, de deux membres soviétiques de la section d'organisation du travail<sup>413</sup>, d'un médecin et de deux interprètes. Selon elle, l'État soviétique mais aussi toute la société russe font l'impossible pour combattre le fléau. Le régime aurait envoyé vingt-cinq millions de pouds<sup>414</sup> de semences dans les régions sinistrées. 700 000 réfugiés de la Volga devraient, rapporte Marguerite Rosmer dans sa lettre, être entretenus par des organisations ouvrières. Selon elle, la presque totalité de la classe ouvrière russe abandonne régulièrement un repas par semaine et une journée de travail au profit des populations affamées. Chaque syndicat fournirait aussi un effort en nature selon ses moyens et ses spécialités. Enfin, depuis un mois, les paysans épargnés donneraient un pourcentage de leurs récoltes et de leurs produits. À l'inverse, elle écrit que la nouvelle « bourgeoisie », essentiellement commerçante, n'aurait rien donné<sup>415</sup>.

Le témoignage de Marguerite Rosmer est très important car elle est sur place en Russie même, alors que les témoins français directs s'avèrent extrêmement rares au début des années 1920. Néanmoins, à cette date, nous constatons qu'elle est seulement à Moscou. Elle tient donc très probablement ses informations uniquement d'officiels et de fonctionnaires soviétiques, et elle n'a pas encore vu la réalité de la famine dans les régions touchées. Par ailleurs, elle reste bien dans la ligne soviétique en louant l'action du pouvoir, de la masse ouvrière et en critiquant l'action des classes plus aisées. De fait, il ne faut pas oublier que la censure est présente et que les lettres d'étrangers quittant la Russie sont sûrement ouvertes pour être vérifiées. La surveillance des étrangers, même des militants communistes, reste omniprésente : nous apprenons ainsi que sa délégation est accompagnée par deux fonctionnaires soviétique de

---

<sup>412</sup> Voir Notices biographiques, p. 159.

<sup>413</sup> Non nommés.

<sup>414</sup> Un poud est équivalent à 16,38 kg.

<sup>415</sup> Numéro de *L'Humanité* du 8 mars 1922.

l'organisation du travail<sup>416</sup>. Du reste, l'exemple de Marguerite Rosmer montre l'implication très vive de certains militants et responsables communistes français dans la lutte contre la famine, ce qui s'inscrit parfaitement dans la campagne ouvrière de secours débutée au mois d'août 1921.

Le 19 mars, Magdeleine Marx<sup>417</sup> apporte brièvement de nouveaux éléments sur l'activité de Marguerite Rosmer en Russie. Cette dernière serait arrivée à Tcheliabinsk où elle aurait déjà mis en place une cantine<sup>418</sup>. Une semaine plus tard, le 26 mars, Magdeleine Marx inaugure le premier article d'une nouvelle rubrique hebdomadaire consacrée spécialement au suivi de la famine en général et des secours provenant du Comité d'assistance au peuple russe de *L'Humanité* en particulier. Celui-ci appelle, après les vivres, les vêtements et les médicaments, à donner de l'outillage et du matériel agricole pour permettre que la prochaine récolte dans les régions sinistrées soit la meilleure possible. Magdeleine Marx ajoute que le second train de secours vient de quitter Metz pour Stettin avec cent tonnes de vivres et cinquante tonnes de vêtements. Les dons continuant d'affluer, un troisième train pourrait bientôt partir<sup>419</sup>. Le 2 avril, *L'Humanité* et Magdeleine Marx continuent à tenir leur rubrique. La famine y est décrite dans des termes horribles. Magdeleine Marx rapporte ainsi des extraits du rapport des délégués de la Croix-Rouge ukrainienne dans une description pathétique des populations affamées : « On voit des formes s'avancer, pareilles à des squelettes animés » ; « À même la neige, un homme se trouve assis ; il ne crie plus, il n'appelle plus, il hurle, simplement » ; « Un cheval crève-t-il ? (...) C'est alors une bousculade folle, à qui arracherait les morceaux de chair crue, et à qui les dévorera tout saignants et tout chauds encore ». Nous observons que Magdeleine Marx va très loin dans les descriptions terribles de la famine, exagérées ou non, on ne peut le vérifier, même si elles concordent avec d'autres témoignages lus ailleurs dans la presse. Elle déclare ainsi que, dans les villages, la peau des chiens et des chevaux morts serait découpée, cuite et mangée. Elle parle d'une femme qui aurait dévoré le cadavre de son propre père, une autre celui de son enfant. Dans un autre village, deux autres enfants auraient servi de nourriture à une famille. Ailleurs, un homme dévore sa femme et son fils. L'objectif est peut-être de faire prendre conscience aux lecteurs de l'ampleur de la famine et du degré d'atrocité auquel elle pousse les populations touchées et ainsi de continuer à faire affluer les dons pour les secours. Magdeleine Marx poursuit en affirmant que des régions entières sont désormais

---

<sup>416</sup> *Ibid.*

<sup>417</sup> Voir Notices biographiques, p. 160.

<sup>418</sup> Numéro de *L'Humanité* du 19 mars 1922.

<sup>419</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 mars 1922.

dénuées de chevaux vivants. Dans de nombreux villages, les maisons sont fermées. Des bandes de rôdeurs affamés traînent. Les rapports insistent sur le silence qui y règne, l'absence de tout mouvement<sup>420</sup>.

Dans le numéro de *L'Humanité* du 14 avril, Boris Souvarine prend à son tour la parole depuis Moscou. Il est alors le délégué français permanent auprès de l'IC, c'est-à-dire qu'il est devenu le pivot des relations entre la SFIC et l'IC<sup>421</sup>. Il écrit que le premier train de secours aux affamés des organisations ouvrières françaises est arrivé à destination, après que le navire transportant sa cargaison a connu des difficultés à Stettin. Trente-trois wagons de vivres sont ainsi partis pour Tcheliabinsk le 5 avril. Il ajoute que, parmi le personnel qui est chargé du ravitaillement dans cette région de l'Oural, il y a deux Françaises : Marguerite Rosmer et Hélène Brion<sup>422</sup>. Cette intervention de Souvarine confirme le déploiement de l'aide ouvrière française dans les régions sinistrées soviétiques que nous observons depuis le mois de janvier 1922, en particulier grâce au témoignage sur place de Marguerite Rosmer. Deux jours plus tard, Magdeleine Marx continue sa chronique hebdomadaire dans le numéro du 16 avril. Elle rapporte d'abord les propos d'un collaborateur du militant et propagandiste communiste allemand Willy Münzenberg qui met en lumière les progrès de la famine mais aussi, dans le même temps, la montée en puissance progressive de l'aide ouvrière. Dans cette perspective, elle annonce la création d'un organisme commun rassemblant la Commission soviétique centrale de secours aux affamés (*Pomgol*) et le Secours international ouvrier (SOI). Son objectif sera évidemment le ravitaillement des victimes de la famine mais aussi le relèvement économique progressif des régions touchées. Dans ce cadre, des vivres seront octroyées aux populations locales en échange de certaines conditions : la livraison de haches pour les forgerons, de chemises pour les tisserands, etc. De fait, l'objectif du pouvoir soviétique est aussi d'asseoir son autorité face à des populations parfois hostiles aux autorités bolcheviques. Nous pouvons donc voir ici que les secours ouvriers ne s'arrêtent pas à une aide alimentaire immédiate et limitée dans le temps comme les autres organisations de secours. Leur but est aussi de permettre une réorganisation économique des régions sinistrées à plus long terme, suivant un militantisme politique affiché. Ainsi, le SOI, destiné au départ à liquider la famine, se donne pour principal objectif à partir du printemps 1922 de restaurer et de développer l'économie soviétique, en particulier celles des régions les plus touchées par la catastrophe

---

<sup>420</sup> Numéro de *L'Humanité* du 2 avril 1922.

<sup>421</sup> Voir Notices biographiques, p. 147.

<sup>422</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 avril 1922.

alimentaire<sup>423</sup>. Par ailleurs, Magdeleine Marx évoque l'enthousiasme des populations sinistrées à la vue des camarades occidentaux qui apportent des vivres et des perspectives d'avenir, de travail. Comme nous l'avons déjà mentionné pour un certain nombre d'articles antérieurs, elle décrit de nouveau certaines conséquences terribles de la famine. Elle offre ainsi une peinture apocalyptique de la gare de Kazan, remplie d'une foule ressemblant à des squelettes, la plupart de ces personnes étant atteintes du typhus. « À demi-nus ou vêtus de haillons, les enfants fouillent les ordures ou sous les wagons à la recherche de vagues nourritures ». Elle enchaîne ensuite en déclarant que, pour toutes ces raisons, les envois de vivres doivent s'accélérer, avançant le chiffre de cinquante millions de personnes touchées par la famine. Elle se réjouit néanmoins que le secours du prolétariat ait pris de vastes proportions depuis le début du mois de mars<sup>424</sup>.

Le 15 mai, *L'Humanité* reproduit une nouvelle lettre de Marguerite Rosmer, datée du 20 avril, transmises par son mari Alfred Rosmer. Rappelons que Marguerite Rosmer fait partie d'une mission d'aide aux victimes de la famine dans le cadre du SOI à Tcheliabinsk dans l'Oural. Elle écrit que l'ARA est également présente avec vingt wagons de maïs. Avec ses collègues, elle répartit le lait, le riz et la farine qui permettent de nourrir 15 000 enfants à ce moment-là<sup>425</sup>. Un peu plus tard, nous retrouvons encore la chronique régulière de Magdeleine Marx sur la famine et l'aide ouvrière en particulier, dans le numéro du 21 mai<sup>426</sup>. Puis le 25 mai, Rosa Blanchet esquisse un bilan provisoire des souscriptions reçues par le Comité d'assistance au peuple russe géré par *L'Humanité* et la SFIC. Elle précise d'abord que le Comité a reçu 1,9 million de francs depuis le mois d'octobre 1921. Nous pourrions rapprocher cette somme des six millions de francs débloqués par le gouvernement français. Nous constatons que le rapport entre les deux montants n'est pas si élevé si l'on pense que les souscriptions des organisations communistes reposent uniquement sur des dons volontaires qu'elles ont encouragé les simples militants et sympathisants à faire. Rosa Blanchet déclare qu'il ne fallait en outre pas oublier la cargaison de riz d'une valeur d'un million de francs qui a sombré. Elle fait ici référence au naufrage du navire *Hornsee* au mois de décembre 1921 en Méditerranée, qui contenait des vivres et des vêtements collectés par le Comité d'assistance à destination des victimes russes de la famine. Depuis lors, Rosa Blanchet indique que trois trains de secours ont été chargés. Le premier est parti le 25 janvier avec cent-quatre-vingt-trois tonnes de vivres et

---

<sup>423</sup> Sophie Coeuré, *op.cit.*, p. 171.

<sup>424</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 avril 1922.

<sup>425</sup> Numéro de *L'Humanité* du 15 mai 1922.

<sup>426</sup> Numéro de *L'Humanité* du 21 mai 1922.



de vêtements et un second est parti au mois de mars précédent avec cent-cinquante tonnes également de vivres et de vêtements. Ces deux trains, trente-six wagons au total, sont aujourd'hui arrivés dans les régions sinistrées. Un troisième finit d'être chargé de deux-cent tonnes de vêtements et de vivres. Ainsi, sur les 1,9 million de francs recueillis, 1,4 ont permis l'achat d'une cargaison de riz, 115 000 ont complété le premier train de secours et 150 000 ont été mis à disposition du SOI. 180 000 francs n'ont pas encore été employés, qui seront aussi laissés bientôt à la disposition du SOI<sup>427</sup>. Dans sa chronique du 28 mai, Magdeleine Marx confirme les propos de Rosa Blanchet en déclarant que le prochain train de secours emportera facilement deux-cent tonnes de marchandises<sup>428</sup>.

Le 6 juin, *L'Humanité* titre : « La famine en Russie. Comment fonctionne le secours ouvrier international ». L'article donne des nouvelles de l'action accomplie par Marguerite Rosmer et sa délégation à Tcheliabinsk dans l'Oural pour aider les populations locales affamées. Le journal rappelle que cette délégation est arrivée le 18 avril à Tcheliabinsk pour nourrir les ouvriers des mines et du bâtiment ainsi que leurs enfants. L'objectif est d'intensifier la production dans la région. Cela confirme ainsi que le but du SOI n'est pas seulement de nourrir les populations affamées mais aussi de redynamiser et de relancer la production économique dans le pays. De manière globale, le SOI gère cent-douze établissements de secours ou maisons d'enfant en Russie soviétique qui nourrissent plus de 21 000 enfants<sup>429</sup>. Le 10 juin, *L'Humanité* rapporte une nouvelle lettre de Marguerite Rosmer, transmise par Marthe Bigot. Celle-ci témoigne des enfants affamés qui tournent autour des trains pour demander désespérément de la nourriture. Elle décrit aussi la présence de très nombreux réfugiés dans les gares qui arriveraient de partout, notamment des familles affamées au comble du désespoir<sup>430</sup>. La suite de sa lettre est publiée le 13 juin. Elle écrit que le peu de ressource dont ils disposent est distribué selon un secours très méthodique, seulement pour ceux qu'ils sont certains de sauver. Elle déclare que le SOI est arrivé à Tcheliabinsk au mois de février dernier en se limitant dans un premier temps aux enfants. Une amélioration des secours a eu lieu à la fin du mois de mars avec l'arrivée de trente-six wagons de vivres de Petrograd qui a permis d'élargir l'aide aux adultes. Des cantines ont alors été mises en place dans la ville avec l'aide de la Commission centrale soviétique d'aide aux affamés (*Pomgol*). Ainsi, entre le mois de février et le mois

---

<sup>427</sup> Numéro de *L'Humanité* du 25 mai 1922.

<sup>428</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 mai 1922.

<sup>429</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 juin 1922.

<sup>430</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 juin 1922.

d'avril, 50 000 pouds<sup>431</sup> de vivres ont été distribués qui ont permis de nourrir 34 000 personnes. Marguerite Rosmer dit attendre désormais un nouveau train de secours car, si l'ARA s'occupe des enfants comme prévu, sa délégation pourra se concentrer sur les « travailleurs »<sup>432</sup>. Ce dernier terme indique bien l'orientation politico-économique que recouvre le secours organisé par les associations ouvrières, sous l'égide du SOI. C'est bien la reconstruction économique, et l'affermissement du pouvoir soviétique, qui sont visés sur le long terme. C'est dans cette perspective que *L'Humanité* annonce, dans son numéro du 11 juillet, l'ouverture du troisième congrès mondial des comités de secours ouvrier aux affamés le 5 juillet à Berlin. Willy Münzenberg y aurait déclaré que la nouvelle récolte clôt la phase de la campagne de secours direct contre la famine. L'objectif serait désormais le redémarrage de l'économie rurale<sup>433</sup>. Cette orientation se voit confirmée dans le numéro de *L'Humanité* du 23 juillet. L'œuvre de secours va se poursuivre mais se transforme en œuvre de secours pour le relèvement économique de la Russie. Selon Willy Münzenberg, la seule façon de se débarrasser de la famine est d'en faire disparaître les causes pour empêcher son retour<sup>434</sup>.

Dans le numéro du 16 juillet, Bernard Lecache fait un bilan des résultats obtenus à Tcheliabinsk en partie grâce à l'œuvre de secours ouvrière française, dont Marguerite Rosmer est la principale représentante sur le terrain. Il écrit d'abord que les secours ont débuté au mois de février avec trente-cinq wagons de vivres. Le ravitaillement s'est concentré sur les enfants pendant deux mois avant de s'élargir aux adultes. Selon Bernard Lecache, des trains de secours arrivent régulièrement, de sorte que le ravitaillement est pour l'instant assuré jusqu'à la fin du mois de juillet. 23 000 rations ont été quotidiennement octroyées jusqu'au 30 avril pour passer à 35 000 depuis cette date<sup>435</sup>. Le lendemain, dans le numéro du 17 juillet, Bernard Lecache appelle de nouveau à porter secours aux populations russes affamées. De fait, il déclare qu'il y a deux mois encore, deux tiers des habitants de la région de Tcheliabinsk étaient touchés par la famine. 90% se nourrissaient même d'un succédané composé de blé, d'écorce et d'herbe. Quatre Françaises se sont portées volontaires pour apporter sur place leur aide à l'œuvre du SOI : Marguerite Rosmer, Hélène Brion, Eugénie Gaignon et une autre camarade. En six mois d'assistance, la mortalité infantile a presque disparue et il n'y a plus de cadavres d'enfants sur les routes. La moisson serait actuellement belle mais les terres ensemencées ont été réduites de

---

<sup>431</sup> Un poud est équivalent à 16,38 kg.

<sup>432</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 juin 1922.

<sup>433</sup> Numéro de *L'Humanité* du 11 juillet 1922.

<sup>434</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 juillet 1922.

<sup>435</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 juillet 1922.

moitié. Les animaux ont été abattus en nombre : il ne reste que la moitié des chevaux, le quart des bovidés, le neuvième des brebis et le septième des porcs. Bernard Lecache insiste : « L'œuvre de secours doit se poursuivre ». L'objectif de l'aide ouvrière française, intégrée dans le SOI, est de revenir à Tcheliabinsk au mois de novembre avec la cargaison d'un navire de blé, alors qu'un train de secours se prépare à quitter la France<sup>436</sup>. Dans ce cadre, le 13 août, Bernard Lecache annonce que le navire, *Le Taroudant*, est parti pour Odessa chargé de riz, de conserves et de farine, collectés par le Comité d'assistance au peuple russe géré par *L'Humanité* et la SFIC<sup>437</sup>. Dans son numéro du 10 septembre, le journal annonce que le navire est arrivé à Odessa le 16 août avec neuf-cent-quarante tonnes de vivres. Les deux tiers auraient été immédiatement acheminés vers la région de la Volga alors que le tiers restant aurait été distribué à Odessa<sup>438</sup>.

Enfin, dans son numéro du 26 novembre, *L'Humanité* relate une nouvelle prise de parole de Willy Münzenberg lors du quatrième congrès mondial de l'IC à Moscou. En tant que représentant du SOI, ce dernier dit avoir tenté de mettre en lumière l'immense effort accompli par la classe ouvrière et le prolétariat mondial pour porter secours aux populations affamées, en particulier les organisations communistes françaises qui se sont placées au premier rang des envois<sup>439</sup>. Nous pouvons clore cette première partie avec une lettre de Lénine publiée par *L'Humanité*, le 14 décembre, transmise par Willy Münzenberg et datée du 2 décembre. Lénine y déclare que l'action de secours de la classe ouvrière internationale aux affamés a été bénéfique dans la lutte contre la famine. Il ajoute qu'il s'agit maintenant de guérir les blessures de la famine : prendre soin des milliers d'orphelins, réorganiser l'agriculture et l'industrie des régions touchées<sup>440</sup>. Nous observons bien que la notion de relèvement ou de reconstruction économique n'est jamais loin, dans les déclarations des dirigeants bolcheviques comme dans les interventions des communistes français.

Les organisations communistes françaises, principalement la rédaction de *L'Humanité* et la SFIC, sont particulièrement actives pour mettre en place une action de secours afin de venir en aide aux très nombreuses victimes de la famine. Ce secours émerge très tôt dès le début du mois d'août 1921 avant de s'intégrer et de se coordonner rapidement avec le SOI créé au mois de septembre suivant. Il se révèle important, les souscriptions dépassant probablement les deux millions de francs à la fin de l'année 1922. L'aide ouvrière française est aussi mise en

---

<sup>436</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 juillet 1922.

<sup>437</sup> Numéro de *L'Humanité* du 13 août 1922.

<sup>438</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 septembre 1922.

<sup>439</sup> Numéro de *L'Humanité* du 26 novembre 1922.

<sup>440</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 décembre 1922.

avant par les militants communistes qui se portent volontaires pour aller sur le terrain et prêter main-forte à l'œuvre de secours comme Marguerite Rosmer. Du reste, ce dynamisme du secours ouvrier français permet une recrudescence médiatique de la famine à partir du mois de janvier 1922. Parallèlement, nous avons observé que l'impératif du secours aux populations affamées dans l'esprit des organisations communistes est mobilisé pour justifier également un soutien plus large aux dirigeants bolcheviques confrontés, dans la vision militante des communistes français, à la nécessité de transformer progressivement l'aide aux victimes en œuvre de reconstruction économique pour les régions soviétiques sinistrées, et donc en affermissement du régime soviétique.

## 2.

## **JOURNALISTES OU MILITANTS POLITIQUES À *L'HUMANITÉ* : UNE CONFUSION QUI POSE QUESTION**

Nous avons pu voir précédemment l'importance de la campagne ouvrière française de secours dans le cadre national de la SFIC et de *L'Humanité* mais aussi dans le cadre international avec le SOI. Dans cette perspective, nous allons donc continuer de nous pencher en particulier sur *L'Humanité*, cette fois du point de vue des journalistes et plus globalement des différents signataires et rédacteurs des articles traitant de la famine soviétique en 1921 et 1922.

Nous pouvons immédiatement observer que le panel de rédacteurs est relativement large et ne se restreint pas à quelques noms. Durant une année et demie, de nombreuses personnes écrivent sur la famine en cours. Ce ne sont ainsi pas moins de vingt-trois individus que nous pouvons dénombrer, certains n'écrivant qu'un seul article sur la période, d'autres beaucoup plus. En outre, nous allons voir que la présence des rédacteurs est sujette à changement au gré de l'évolution de la famine et des secours qui l'accompagnent. Cependant, il ne faut pas oublier que de nombreux articles publiés dans *L'Humanité* et traitant de la famine soviétique en 1921 et 1922 ne sont pas signés. Et de fait, au mois de mai 1921, une première proposition destinée à imposer l'anonymat journalistique est repoussée lors d'un congrès national extraordinaire de la SFIC. Malgré tout, l'anonymat journalistique érigé en règle est finalement entériné définitivement lors du IV<sup>e</sup> congrès de l'IC qui se déroule du 5 novembre au 5 décembre 1922<sup>441</sup>. Ce processus va évidemment de pair avec la progressive mise sous tutelle de *L'Humanité* par la SFIC en 1921 et 1922.

### *2.1 Des figures du parti et de L'Humanité, loin d'être centrales dans le traitement journalistique de la famine*

Néanmoins, un rédacteur fait plutôt exception en écrivant très activement sur la famine tout au long de l'année 1921. Nous faisons référence ici à Marcel Cachin. Il écrit de nombreux articles, en tout cas beaucoup plus que les autres, du moins sur la durée. Cette présence

---

<sup>441</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 135-144.

importante n'est pas le fruit du hasard car, en tant que directeur politique de *L'Humanité*, Cachin écrit très souvent de nombreux articles publiés en une sur les sujets les plus médiatisés du moment. Ainsi, nous comptons trois articles publiés par ses soins au mois de juillet 1921. Il est celui qui se fait le premier relais de l'appel au secours rendu public par Maxime Gorki et le premier à encourager les lecteurs de *L'Humanité*, en particulier les nombreux ouvriers, à faire don d'argent et de nourriture en faveur des populations russes affamés. Dès les tous débuts de la médiatisation de la catastrophe alimentaire en Russie soviétique, Marcel Cachin joue un rôle d'entraînement particulièrement important. De fait, il est en 1921 l'un des plus anciens membres de *L'Humanité*, d'autant plus face au renouvellement considérable des employés et des rédacteurs depuis le rattachement du quotidien à la SFIC à la fin du mois de janvier 1921. Il est en effet entré à *L'Humanité* en 1912 et est rapidement l'un de ceux qui initient les contours d'une presse politique de masse. A la fin de la Première Guerre mondiale, au mois d'octobre 1918, il obtient le poste de directeur de *L'Humanité* qu'il détient donc en 1921 et 1922<sup>442</sup>. Du fait de son statut, c'est aussi lui qui est au front pour attaquer et critiquer le reste de la presse française, qu'il qualifie de « presse bourgeoise », sur son traitement de la famine, ou au contraire pour défendre *L'Humanité*. Il est donc en première ligne dans la médiatisation de la famine, publiant pas moins de sept articles sur le sujet entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'août 1921<sup>443</sup>.

Puis, à partir du mois de septembre, il poursuit ses attaques, cette fois plus particulièrement contre le gouvernement français et la Commission internationale de secours du Conseil suprême soutenue essentiellement par la France<sup>444</sup>. Au-delà du simple journaliste et directeur de presse, c'est bien ici son rôle de parlementaire qui transparaît dans ses articles. En 1921, Marcel Cachin est en effet député depuis 1914, d'abord pour la SFIO puis la SFIC à partir du mois de janvier 1921. C'est toujours dans cette posture que nous le retrouvons très actif au mois de novembre et de décembre, dénonçant le faible montant débloqué par le gouvernement français pour venir en aide ou appelant le « prolétariat » français à faire des dons pour les victimes de la famine russe<sup>445</sup>. A partir de cette date, un grand contraste s'opère puisque Marcel Cachin disparaît totalement ou presque en 1922, du moins pour tous les articles qui traitent de

---

<sup>442</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article18297>, notice CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Pennetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 14 avril 2020.

<sup>443</sup> Numéros de *L'Humanité* des 22, 26 et 28 juillet 1921 ; numéros de *L'Humanité* des 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 6 août 1921.

<sup>444</sup> Numéros de *L'Humanité* des 2 et 10 septembre 1921.

<sup>445</sup> Numéros de *L'Humanité* des 8 et 9 novembre 1921 ; numéros de *L'Humanité* des 13, 14, 16, 17 et 23 décembre 1921.

la famine. On ne dénombre ainsi qu'une brève allusion au milieu d'un article datant du 28 juin qui évoque la conférence de La Haye<sup>446</sup>. Cette absence peut s'expliquer par sa fonction. En tant que directeur du journal, nous pouvons imaginer qu'il s'implique de façon importante sur les sujets brûlants et nouveaux, qui font l'actualité, en particulier les conférences internationales de Gênes et de La Haye. Dans cette situation, il ne peut probablement pas suivre un sujet sur le long terme pendant plusieurs mois, d'autant qu'il est aussi parlementaire. En outre, le traitement de la famine dans *L'Humanité* en 1922 concerne essentiellement l'organisation et la distribution du secours ouvrier français, et beaucoup moins la présentation et l'évolution de la catastrophe en elle-même comme en 1921. En tout cas, il apparaît clairement difficile de dissocier le costume de militant, de journaliste et de député lorsque nous lisons les différents articles de Marcel Cachin sur la famine. Et de fait, son parcours de militant politique est bien plus ancien que son parcours de journaliste. Dès 1892, il adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il faut attendre 1899 pour que le journalisme vienne à lui lorsqu'il fonde *Le Socialiste de Gironde* dont il devient rédacteur en chef, avant d'intégrer plus tard *L'Humanité* en 1912<sup>447</sup>.

Les autres grands noms du journal (et du parti) en 1921 sont beaucoup moins présents pour ce qui est du traitement de la famine dans *L'Humanité* que Marcel Cachin. Nous voulons parler ici d'Amédée Dunois, de Boris Souvarine et de Charles Rappoport. Ainsi, Amédée Dunois ne publie qu'un seul article signé de son nom au mois de juillet 1921, lorsque le sujet est nouveau, dans lequel il relaie l'appel de détresse du patriarche de Moscou Tikhon qui fait écho à l'appel de Gorki<sup>448</sup>. Pourtant, Dunois est alors secrétaire général du quotidien, le numéro deux derrière Marcel Cachin dans les statuts de *L'Humanité*. Son absence peut apparaître dommageable car son parcours a suivi une trajectoire très différente de celle du directeur du journal car, certes il est un militant, mais avant tout par ses écrits que par son action sur le terrain. Entre 1906 et 1912, il est journaliste aux *Temps nouveaux* puis à la *Bataille syndicale*. Comme Cachin, il entre à *L'Humanité* en 1912 où il est chargé de la politique intérieure, avant d'être nommé secrétaire de rédaction au mois d'octobre 1918<sup>449</sup>. Son absence peut donc étonner. De même, Boris Souvarine n'écrit que très peu sur la famine, seulement deux articles.

---

<sup>446</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 juin 1922.

<sup>447</sup> Christian Delporte, Claude Pannetier, Jean-François Sirinelli, Serge Wolikow (dir.), *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Editions du nouveau Monde, 2004, p. 111-121 ; <https://maitron.fr/spip.php?article18297>, notice CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Pannetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 14 avril 2020.

<sup>448</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 juillet 1921.

<sup>449</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article23355>, notice DUNOIS Amédée [CATONNÉ Amédée, Gabriel, dit]. Pseudonymes : DANKIN, AMEDUNE, DANHINX Raphaël, DUNOIS Raphaël, MOREAU Nicolas par Justinien Raymond, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 5 juin 2020.

Le premier est publié le 30 juillet 1921 lorsqu'il rapporte l'action menée par les institutions soviétiques pour lutter contre la famine<sup>450</sup>. Le second, bien plus tard, daté du 14 avril 1922, relate de façon brève l'avancement du secours ouvrier français en Russie soviétique<sup>451</sup>. De fait, Boris Souvarine vit principalement à Moscou en 1921 et 1922. Délégué français au troisième congrès de l'IC aux mois de juin et de juillet 1921, il devient ensuite rapidement le délégué français permanent auprès de l'IC et ne revient finalement en France qu'au mois d'août 1922<sup>452</sup>. Ses fonctions très prenantes et sa présence en Russie soviétique explique donc sa relative absence dans *L'Humanité* sur la question de la famine.

Enfin, Charles Rappoport écrit légèrement plus d'articles sur le sujet que ses deux compagnons, même s'il reste globalement en retrait sur la question de la famine. On dénombre au total sept articles sur l'ensemble de la période. Le premier date de la fin du mois de juillet 1921, moment où les principales figures de *L'Humanité* et de la SFIC interviennent pour relayer l'appel de détresse des Soviétiques en France<sup>453</sup>. Rappoport intervient ensuite deux fois au mois d'août, soit pour dénoncer la position du *Temps* vis-à-vis de la famine, soit pour informer de l'évolution de la catastrophe<sup>454</sup>. C'est le cas aussi aux mois de septembre et d'octobre<sup>455</sup>. Puis son nom disparaît jusqu'au 5 avril 1922 dans un article où il rapporte des nouvelles de la presse soviétique sur l'évolution plutôt positive des secours et de la famine<sup>456</sup>. Son nom n'apparaît plus ensuite jusqu'à la fin de l'année 1922. Rappelons que Charles Rappoport, né à Vilnius, ne quitte l'Empire russe qu'après son baccalauréat. De ce fait, il parle et comprend très probablement la langue russe. Comme Amédée Dunois et Boris Souvarine, il garde toujours un lien étroit avec la presse. Dès les années 1890, durant son séjour en Suisse, il participe au journal *Berner Tagwacht*. Il collabore ensuite à plusieurs journaux socialistes français et allemands jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale<sup>457</sup>. On voit ainsi que son militantisme s'exprime surtout par l'écrit. Une fois de plus, les notions de militantisme et de journalisme se retrouvent totalement confondues. Néanmoins, malgré un nombre d'articles restreint sur la famine, Charles Rappoport joue un rôle clé à *L'Humanité* où il est membre de la rubrique

---

<sup>450</sup> Numéro de *L'Humanité* du 30 juillet 1921.

<sup>451</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 avril 1922.

<sup>452</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article131590>, notice SOUVARINE Boris [LIFSCHITZ Boris dit], dit VARINE par Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 5 septembre 2020.

<sup>453</sup> Numéro de *L'Humanité* du 27 juillet 1922.

<sup>454</sup> Numéros de *L'Humanité* des 2 et 11 août 1921.

<sup>455</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 septembre 1921 ; numéros de *L'Humanité* des 10 et 19 octobre 1921.

<sup>456</sup> Numéro de *L'Humanité* du 5 avril 1922.

<sup>457</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article128117>, notice RAPPOPORT Charles, Léon (pseudonyme ARNOLD Félix) par Justinien Raymond et Marc Lagana, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 22 septembre 2020.



internationale<sup>458</sup>. Il est en effet probablement un des rares militants à parler le russe. Cette compétence lui permet ainsi de traduire la presse soviétique, en particulier les *Izvestia*, dont il est le correspondant parisien jusqu'en 1938. Ses articles des 10 octobre 1921 et 5 avril 1922 en témoignent clairement lorsqu'il rapporte justement des informations parues dans les *Izvestia* qu'il a traduites en français.

Pour d'autres raisons, trois autres personnes conservent un rôle non négligeable dans la publication d'articles sur la famine dans *L'Humanité* en 1921 et 1922. Il s'agit de Ludovic-Oscar Frossard, Paul-Louis et Robert Pelletier. Le premier intervient ponctuellement. Dans la lignée des principaux dirigeants communistes français, il signe un premier article le 4 août 1921 pour appeler aux dons en faveur des populations russes touchées par la famine<sup>459</sup>. De fait, depuis le mois d'octobre 1918 et sa nomination au poste de secrétaire général, il occupe une place prépondérante dans la SFIO puis la SFIC à partir de 1921, beaucoup plus en tout cas qu'à *L'Humanité*. Il conserve ainsi *de facto* la direction de la SFIC jusqu'à la fin de l'année 1922<sup>460</sup>. Ludovic-Oscar Frossard poursuit ses appels à porter secours aux victimes russes affamées dans deux autres articles au mois d'août<sup>461</sup>. On constate que ses interventions sont systématiquement là pour établir un bilan de la campagne de secours ouvrier et envisager la suite. Il publie ainsi un article au mois d'octobre puis deux autres au mois de février 1922<sup>462</sup>. Frossard écrit dans *L'Humanité* en tant que dirigeant de la SFIC, il n'a en théorie aucune fonction dans le journal. Une preuve de plus que journalisme et militantisme ne font plus qu'un dans le quotidien.

Contrairement à Frossard, Paul-Louis (Paul Lévy de son véritable nom) possède une solide expérience dans la presse. En effet, il écrit dans de nombreux journaux, pas forcément de gauche d'ailleurs, jusqu'au début de la Première Guerre mondiale. Il semble qu'il est été plutôt attaché à la politique internationale dans *L'Humanité* qu'il intègre en 1918<sup>463</sup>. Il signe trois articles sur la famine durant le mois d'août 1921 dont deux évoquent la mise en place d'un organisme de secours par le Conseil suprême allié (la future Commission internationale de secours à la Russie)<sup>464</sup>. Puis il évoque les débats à propos de la famine à la SDN dans un article publié au

<sup>458</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 144-156.

<sup>459</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 août 1921.

<sup>460</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article50881>, notice FROSSARD Oscar, Louis [dit L.-O. FROSSARD, dit Ludovic-Oscar FROSSARD] par Justinien Raymond, notice revue et complétée par Julien Chuzeville, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 2 septembre 2020.

<sup>461</sup> Numéros de *L'Humanité* des 10 et 13 août 1921.

<sup>462</sup> Numéro de *L'Humanité* du 18 octobre 1921 ; numéros de *L'Humanité* des 17 et 26 février 1922.

<sup>463</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article125148>, notice PAUL-LOUIS [LÉVY Paul, dit]. Pseudonymes : PHÉDON, DIPLOMATICUS, FERRAL Jean, LUDO Paul, SZABO-TOKÉTÉ, PAUL LOUIS par Justinien Raymond, Julien Chuzeville, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 17 avril 2020.

<sup>464</sup> Numéros de *L'Humanité* des 5, 7 et 16 août 1921.

mois d'octobre suivant<sup>465</sup>. Il n'apparaît plus ensuite. Il démissionne finalement de *L'Humanité* à la fin de l'année 1922<sup>466</sup>. Comme beaucoup d'autres rédacteurs présents en 1921 et 1922, il travaille à *L'Humanité* tout en étant membre du Comité directeur du parti. Une confusion volontaire que nous avons déjà précédemment constatée mais qui est encore plus clairement visible lorsque l'on se penche de plus près sur les différents rédacteurs des articles qui traitent de la famine dans *L'Humanité*.

Enfin, Robert Pelletier écrit relativement peu au sujet de la famine mais il reste régulier pendant toute la période, bien qu'il ne signe son premier article qu'au mois de septembre 1921. Le 4 septembre, il dénonce ainsi l'action et les objectifs menés par la Commission internationale de secours du Conseil suprême allié<sup>467</sup>. Dans cette perspective, il est le correspondant spécial de *L'Humanité* à la conférence de Bruxelles organisée à l'initiative de la Commission, publiant une série de trois articles sur ses débats entre le 7 et le 9 octobre<sup>468</sup>. Au mois de janvier 1922, de nouveau, il est chargé d'enquêter sur le sort des six millions de francs débloqués par le gouvernement français et votés par le Parlement aux mois d'octobre et novembre précédents. Cette enquête débouche sur trois articles<sup>469</sup>. Le dernier qu'il signe au mois de juin 1922 évoque également l'aide du gouvernement français qui n'est alors toujours pas arrivée à destination<sup>470</sup>. Robert Pelletier intègre *L'Humanité* au mois de janvier 1921 à la suite de la scission de la SFIO au congrès de Tours où il se consacre à l'actualité internationale. Cela explique ainsi qu'il suive de près l'évolution de la Commission internationale de secours à la Russie à l'automne 1921. Il publie son dernier article sur la famine au mois de juin 1922 et quitte *L'Humanité* dès le mois de septembre suivant<sup>471</sup>.

## 2.2 Des rédacteurs au service de la campagne ouvrière française de secours

Trois rédacteurs écrivent de nombreux articles sur la famine en s'attachant essentiellement à informer de la mise en place puis de l'évolution des secours ouvriers français dans les régions sinistrées, principalement durant la première moitié de l'année 1922. Leurs

<sup>465</sup> Numéro de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> octobre 1921.

<sup>466</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article125148>, notice PAUL-LOUIS [LÉVY Paul, dit]. Pseudonymes : PHÉDON, DIPLOMATICUS, FERRAL Jean, LUDO Paul, SZABO-TOKÉTÉ, PAUL LOUIS par Justinien Raymond, Julien Chuzeville, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 17 avril 2020.

<sup>467</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 septembre 1921.

<sup>468</sup> Numéros de *L'Humanité* des 7, 8 et 9 octobre 1921.

<sup>469</sup> Numéros de *L'Humanité* des 25, 26 et 31 janvier 1922.

<sup>470</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 juin 1922.

<sup>471</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article228869>, notice PELLETIER Robert par Julien Chuzeville, version mise en ligne le 6 juin 2020, dernière modification le 3 juillet 2020.

publications sont aussi destinées à encourager avec vigueur les dons en faveur des victimes qui constituent l'unique source d'approvisionnement pour l'aide ouvrière. Il s'agit de Bernard Lecache, de Madgeleine Marx et de Marguerite Rosmer. Il faut noter que Bernard Lecache écrit tout de même deux articles en 1921. Le 23 juillet, il signe un des premiers articles à véritablement donner des détails sur la catastrophe depuis l'appel au secours soviétique<sup>472</sup>. Un second, au mois d'octobre suivant, est seulement une lettre d'un militant soviétique témoignant de la famine, initialement publiée par l'IC<sup>473</sup>. Ce n'est véritablement qu'en 1922 que Bernard Lecache prend une réelle importance parmi les rédacteurs qui écrivent sur la famine dans *L'Humanité*. Ce n'est pas un hasard si cela coïncide avec la montée en puissance du secours ouvrier français. Il signe ainsi pas moins de neuf articles aux mois de janvier et de février 1922. Le 3 janvier, il alerte sur la situation désespérée des régions russes touchées par la famine tout en dénonçant l'insuffisance de l'aide gouvernementale française. Il reste sur cette ligne tout au long du mois de janvier où il publie six articles, donnant parfois des nouvelles de l'avancement de la campagne ouvrière de secours en France<sup>474</sup>. Il faut y ajouter trois autres articles au mois de février. C'est lui qui est ainsi désigné pour dresser le portrait élogieux de Fridtjof Nansen en une du journal le 10 février<sup>475</sup>. Bernard Lecache est donc le rédacteur le plus actif, et de loin, sur la famine soviétique pendant l'hiver 1922. En 1921 et 1922, il a déjà, malgré son jeune âge, une solide expérience journalistique. En effet, il a collaboré précocement à toute la presse de gauche et d'extrême gauche : la *Petite République*, le *Journal du Peuple*, le *Merle blanc* ou les *Hommes du Jour*<sup>476</sup>. Mais c'est seulement à partir de 1921 qu'il collabore régulièrement à *L'Humanité* en devenant responsable de la rubrique des informations<sup>477</sup>. Après une absence entre le mois de mars et le mois de mai, nous retrouvons un article signé Bernard Lecache le 16 juin dans lequel il alerte sur la situation qui se détériore considérablement dans une partie de l'Ukraine<sup>478</sup>. Ses derniers articles pour notre période sont publiés durant l'été 1922, deux au mois de juillet et un au mois d'août. Il y trace de rapides bilans du secours ouvrier français et de sa poursuite dans la seconde moitié de l'année 1922<sup>479</sup>. Rallié au centre du parti à l'automne 1922, alors qu'il était auparavant plutôt membre de l'aile gauche, il est poussé à démissionner de *L'Humanité* par l'IC à la fin de l'année 1922. Un rapport de police datant de janvier 1922

---

<sup>472</sup> Numéro de *L'Humanité* du 23 juillet 1921.

<sup>473</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 octobre 1921.

<sup>474</sup> Numéros de *L'Humanité* des 3, 6, 9, 10, 12 et 24 janvier 1922.

<sup>475</sup> Numéros de *L'Humanité* des 1<sup>er</sup>, 5 et 10 février 1922.

<sup>476</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article107755>, notice LECACHE Bernard, Abraham par Nicole Racine, version mise en ligne le 12 novembre 2010, dernière modification le 15 mai 2020.

<sup>477</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 144-156.

<sup>478</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 juin 1922.

<sup>479</sup> Numéros de *L'Humanité* des 16 et 17 juillet 1922 ; numéro de *L'Humanité* du 13 août 1922.

est particulièrement éclairant sur sa personnalité, en indiquant que Bernard Lecache « n'était guère estimé dans le milieu communiste à cause de son manque de scrupules » même si ses qualités journalistiques étaient appréciées<sup>480</sup>.

De son côté, Magdeleine Marx est totalement absente de la question de la famine dans *L'Humanité* en 1921, son nom n'apparaissant nulle part. Elle signe son premier article le 28 février 1922 dans lequel elle lance un appel au secours pour les victimes russes de la famine<sup>481</sup>. Cependant, il faut attendre le 16 mars pour que son activité à *L'Humanité* devienne régulière, au point d'être la rédactrice la plus active sur le sujet au printemps 1922. Ainsi, elle alerte sur la dégradation de la situation dans de nouvelles régions périphériques russes dans le numéro du 16 mars. Puis le 19 mars, elle donne des nouvelles de l'action de Marguerite Rosmer dans les régions affamées de l'Oural. Enfin, à partir du 26 mars, une rubrique hebdomadaire est créée, consacrée entièrement à la famine, dont la gestion lui est octroyée. Elle signe donc neuf articles sur la catastrophe entre le 16 mars et le 28 mai<sup>482</sup>. De fait, elle n'est pas choisie à la direction de cette rubrique par hasard. En 1922, elle a déjà publié deux romans en 1919 et 1921, tout en participant au lancement du mouvement *Clarté*<sup>483</sup>, avant d'intégrer *L'Humanité* en 1921. Elle a donc une vraie qualité d'écriture reconnue dans les cercles communistes, ce qui peut expliquer son implication importante dans le traitement de la famine dans *L'Humanité*.

De même, le nom de Marguerite Rosmer n'apparaît que le 4 décembre 1921 dans *L'Humanité* pour ce qui est de la famine. Elle y explicite l'organisation de la campagne de secours ouvrier<sup>484</sup>. De fait, la collecte des dons en nature, autre que des souscriptions monétaires, ne débute qu'au mois de décembre 1921, ce qui explique au moins en partie l'absence de Marguerite Rosmer dans le journal les mois précédents. Le 15 décembre, c'est aussi elle qui relate la conférence organisée à Berlin au début du mois et qui a réuni la plupart des organisations de secours, communistes ou non, agissant en Russie soviétique<sup>485</sup>. Elle part pour les régions affamées, plus précisément dans l'Oural, au mois de février 1922 dans le cadre d'une délégation du Secours ouvrier international (SOI). A partir de cette date, elle envoie donc des lettres en France, transmises par son mari ou d'autres militants à *L'Humanité* qui en publie

---

<sup>480</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article107755>, notice LECACHE Bernard, Abraham par Nicole Racine, version mise en ligne le 12 novembre 2010, dernière modification le 15 mai 2020.

<sup>481</sup> Numéro de *L'Humanité* du 28 février 1922.

<sup>482</sup> Numéros de *L'Humanité* des 16, 19 et 26 mars 1922 ; numéros de *L'Humanité* des 2, 10, 16 et 23 avril 1922 ; numéros de *L'Humanité* des 21 et 28 mai 1922.

<sup>483</sup> Groupe de réflexion de tendance communiste fondé par des intellectuels comme Barbusse ou Vaillant-Couturier.

<sup>484</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 décembre 1921.

<sup>485</sup> Numéro de *L'Humanité* du 15 décembre 1921.

tout ou partie. La première est publiée le 13 février et d'autres suivent ensuite le 8 mars, le 15 mai et le 10 juin (dont la suite est publiée le 13 juin)<sup>486</sup>. Ses lettres sont d'une importance cruciale pour *L'Humanité* et le mouvement communiste français dans son ensemble car elles constituent un témoignage majeur de la situation réelle des régions sinistrées mais aussi de l'organisation et de la distribution des secours sur place. Son action est même citée dans deux articles de Bernard Lecache les 16 et 17 juillet<sup>487</sup>. Marguerite Rosmer, Magdeleine Marx et Bernard Lecache constituent les trois principaux rédacteurs du traitement de la famine en 1922, en particulier pour tout ce qui touche de près ou de loin à l'organisation et à la distribution du secours ouvrier français dans les régions russes touchées par la famine. Dans ce cadre, nous ne pouvons omettre l'activité d'Eugène Dondicol. En tant que trésorier de la SFIC, il gère aussi toute la partie financière de la collecte des dons et des souscriptions allant au Comité d'assistance au peuple russe<sup>488</sup>. Le 20 novembre 1921, il signe ainsi un article qui établit un bilan des montants reçus tout en appelant à poursuivre les dons<sup>489</sup>. Dans les numéros des 23 et 30 novembre puis du 13 décembre suivants, c'est aussi lui qui informe de l'organisation d'un premier envoi de secours via le navire *Hornsee* et du naufrage malheureux de ce dernier<sup>490</sup>.

### 2.3 De nombreux autres rédacteurs aux rôles secondaires

Par ailleurs, de nombreux autres rédacteurs n'ont écrit que très sporadiquement sur la question de la famine dans *L'Humanité*. Nous pouvons d'abord mentionner André Morizet et André Julien qui sont intervenus sur le sujet car revenant du III<sup>e</sup> congrès de l'IC auquel ils avaient participé en tant que membre de la délégation française aux mois de juin et juillet 1921. André Morizet signe un premier article le 14 août 1921 dans lequel il relate son séjour en Russie du point de la famine (alors même qu'il a vécu essentiellement à Moscou)<sup>491</sup>. Il enchaîne sur un second article le 19 août où il évoque plutôt la situation dramatique des hôpitaux soviétiques, et surtout moscovites<sup>492</sup>. Contrairement aux autres rédacteurs cités précédemment, nous pouvons dire qu'il est autant militant que journaliste. Il écrit ensuite tout de même deux articles sur la question de la famine. Dans le numéro du 6 octobre, il dénonce violemment l'action de la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême allié et sa conférence

<sup>486</sup> Numéros de *L'Humanité* des 13 février, 8 mars, 15 mai, 10 et 13 juin 1922.

<sup>487</sup> Numéros de *L'Humanité* des 16 et 17 juillet 1922.

<sup>488</sup> Stéphane Courtois, Marc Lazar, *op. cit.*, p. 69-75.

<sup>489</sup> Numéro de *L'Humanité* du 20 novembre 1921.

<sup>490</sup> Numéros de *L'Humanité* des 13 et 23 novembre 1921 ; numéro de *L'Humanité* du 13 décembre 1921.

<sup>491</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 août 1921.

<sup>492</sup> Numéro de *L'Humanité* du 19 août 1921.

de Bruxelles<sup>493</sup>. Puis, à l'inverse, le 11 février 1922, il publie un article dressant l'éloge de l'action du CISR et surtout de Nansen<sup>494</sup>. Dans une même perspective, André Julien, lui aussi de retour de Russie soviétique, se voit interviewer le 12 août 1921 par Armand Salacrou, sur lequel nous nous penchons dans les pages suivantes, afin de témoigner sur la situation dans le pays<sup>495</sup>. Nous constatons rapidement qu'il tient ses informations de fonctionnaires et d'officiels soviétiques car, en tant qu'étranger, il a vécu uniquement à Moscou. Il signe lui-même un article le 14 août suivant où il décrit l'action admirable du pouvoir soviétique pour lutter contre la famine<sup>496</sup>. Le témoignage d'André Julien est important pour *L'Humanité* car, s'il ne voit pas directement les horreurs de la famine, il rencontre les principaux dirigeants et les grandes figures artistiques et littéraires soviétiques. A la demande du commissaire aux Affaires étrangères soviétique Tchitcherine, il précipite même son retour en France pour faire campagne en faveur des populations russes affamées<sup>497</sup>, ce que l'on constate clairement en lisant *L'Humanité*.

De leur côté, les envoyés spéciaux à l'étranger jouent un rôle non négligeable dans le traitement de la famine au sein du journal. Ainsi, Camille David, envoyé permanent à Londres, intervient ponctuellement deux fois. Le 15 septembre 1921, il écrit un article dans lequel il appelle implicitement à rester méfiant vis-à-vis d'Hoover et de l'ARA, au regard de leurs antécédents en Hongrie en 1919<sup>498</sup>. Nous le retrouvons le 12 février 1922 lorsqu'il obtient une interview exclusive avec Nansen à Londres pour *L'Humanité*<sup>499</sup>. Dans le même cadre, nous pouvons citer brièvement Charles Reber qui collabore à *L'Humanité* en tant qu'envoyé spécial non permanent à Genève pour la conférence du CICR au mois d'août 1921 consacrée au problème de la famine. Il signe ainsi deux articles à ce sujet les 17 et 18 août<sup>500</sup>. Suisse d'origine, Reber s'est en effet installé à Paris au mois de janvier 1919, collaborant alors à divers journaux suisse et français, dont *L'Humanité*<sup>501</sup>.

---

<sup>493</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 octobre 1921.

<sup>494</sup> Numéro de *L'Humanité* du 11 février 1922.

<sup>495</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 août 1921.

<sup>496</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 août 1921.

<sup>497</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article114597>, notice JULIEN André, Charles [dit Charles-André] par Jean Maitron, version mise en ligne le 25 novembre 2013, dernière modification le 16 avril 2020.

<sup>498</sup> Numéro de *L'Humanité* du 15 septembre 1921.

<sup>499</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 février 1922.

<sup>500</sup> Numéros de *L'Humanité* des 17 et 18 août 1921.

<sup>501</sup> « Liste de traductrices et traducteurs de littérature germanique » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_de\\_traductrices\\_et\\_traducteurs\\_de\\_litt%C3%A9rature\\_germanique#cite\\_ref-51](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_traductrices_et_traducteurs_de_litt%C3%A9rature_germanique#cite_ref-51)

Issus du monde artistique, deux autres rédacteurs sont à noter dans le traitement de la famine : Armand Salacrou et Georges Chennevière. Le premier écrit deux articles au mois d'août 1921. Dès le 7 août, il appelle aux dons en faveur des populations russes touchées<sup>502</sup>. Puis le 12 août, c'est lui qui interview André Julien à son retour de Russie soviétique<sup>503</sup>. De fait, Salacrou, auteur de pièces de théâtre dramatiques, fréquente brièvement les milieux socialistes et communistes au début des années 1920, collaborant notamment à *L'Humanité*<sup>504</sup>. Pour sa part, Georges Chennevière signe trois articles sur la période. Dans le numéro du 29 août, il est chargé de relater la manifestation populaire organisée au Pré-Saint-Gervais par les mouvements communistes en faveur des victimes russes de la famine<sup>505</sup>. Puis, les 8 et 9 novembre, il rapporte de la même façon une fête de musique et de poésie organisée en faveur des populations affamées<sup>506</sup>. Poète et dramaturge, Léon Dabille (dit Georges Chennevière), s'il n'est jamais membre de la SFIC, est rédacteur à *L'Humanité* dans la rubrique littéraire et musicale de 1919 à 1923<sup>507</sup>.

De manière plus globale, le reste des rédacteurs, qui n'apparaissent que très ponctuellement dans le traitement de la famine, conservent une importance moindre pour notre analyse mais se doivent d'être mentionnés. Il y a d'abord Louise Bodin qui signe un article le 25 septembre 1921 pour appeler à secourir les enfants russes touchés par la famine<sup>508</sup>. Même si elle n'écrit pas d'articles sur le sujet après celui-ci, Louise Bodin mène une grande campagne en faveur des affamés russes en 1922 en organisant de nombreuses réunions de propagande<sup>509</sup>. De son côté, Marthe Bigot signe deux tribunes les 11 et 22 novembre 1921 pour appeler les femmes à donner et à secourir les affamés russes<sup>510</sup>. Pour sa part, Ernest Lafont publie un unique article le 7 octobre dans lequel il dénonce la nomination de Joseph Noulens à la tête de la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême allié<sup>511</sup>. Nous pouvons aussi mentionner Jacques Mesnil, rédacteur à la rubrique internationale<sup>512</sup>, qui a une entrevue

<sup>502</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 août 1921.

<sup>503</sup> Numéro de *L'Humanité* du 12 août 1921.

<sup>504</sup> Antoine COMPAGNON, « SALACROU ARMAND - (1899-1989) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 3 décembre 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/armand-salacrou/>

<sup>505</sup> Numéro de *L'Humanité* du 29 août 1921.

<sup>506</sup> Numéros de *L'Humanité* des 8 et 9 novembre 1921.

<sup>507</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article105510>, notice CHENNEVIÈRE Georges (Léon, Louis DEBILLE dit) par Nicole Racine, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 8 octobre 2018.

<sup>508</sup> Numéro de *L'Humanité* du 25 septembre 1921.

<sup>509</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article100623>, notice BODIN Louise [née BERTHAUT Louise, Charlotte] par Claude Geslin, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 24 août 2019.

<sup>510</sup> Numéros de *L'Humanité* des 11 et 22 novembre 1921.

<sup>511</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 octobre 1921.

<sup>512</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 144-156.

rapide avec Pierre Pascal durant la conférence de La Haye le 21 juillet 1922 dans lequel ils évoquent l'amélioration des récoltes dans les régions sinistrées<sup>513</sup>. Le 8 janvier 1922, en tant que membre des Jeunesses communistes, Rosa Michel appelle les écoliers à donner pour les enfants russes touchés par la famine tandis que Rosa Blanchet dresse un bilan provisoire du secours ouvrier français le 25 mai 1922<sup>514</sup>. Enfin, Fernand Menneret expose des lettres d'enfants français le 5 mars 1922, envoyés au Comité d'assistance au peuple russe en solidarité aux enfants affamés, alors qu'Alix Guillain dénonce l'inaction du gouvernement anglais dans la lutte contre la famine le 14 mars suivant<sup>515</sup>.

En 1921 et 1922, *L'Humanité* et ses rédacteurs résistent encore à la pression exercée par Moscou pour imposer l'anonymat journalistique généralisé. Du reste, la proximité de plus en plus grande du journal avec le parti voit le militantisme politique de plus en plus confondu avec le journalisme. Ce constat est particulièrement net lorsque l'on analyse le traitement de la famine qu'en fait *L'Humanité*. Cette catastrophe est massivement relayée au début de sa médiatisation à l'été 1921 par les grands noms et les principaux cadres du parti et du quotidien communistes. Ceux-ci passent ensuite la main à d'autres rédacteurs moins connus mais au rôle majeur dans le cadre de notre réflexion. Ainsi, l'organisation, le transport et la distribution du secours ouvrier français, gérés par la SFIC et *L'Humanité*, occupent une place prépondérante dans le journal durant la première moitié de l'année 1922 avec des hommes et des femmes très actifs tels que Marguerite Rosmer, Magdeleine Marx ou Bernard Lecache.

---

<sup>513</sup> Numéro de *L'Humanité* du 22 juillet 1922.

<sup>514</sup> Numéros de *L'Humanité* des 8 janvier et 25 mai 1922.

<sup>515</sup> Numéros de *L'Humanité* des 5 et 14 mars 1922.



## 3.

### **CARICATURES ET PHOTOGRAPHIES : AU SERVICE DE L'INFORMATION ET/OU DE LA PROPAGANDE**

Dans ce troisième et dernier chapitre, nous nous sommes depuis le départ concentrés exclusivement sur le journal *L'Humanité*. Nous avons ainsi pu nous pencher avec plus d'attention sur la représentation de la campagne ouvrière française de secours dans le cadre de la famine soviétique en 1921 et 1922, en particulier son organisation et sa mise en place, à travers le quotidien communiste. Puis nous avons analysé et détaillé la place des différents rédacteurs qui ont travaillé sur la question de la famine dans *L'Humanité*. Pour terminer, nous allons voir comment les caricatures et les photographies s'inscrivent dans ce travail d'information mais aussi de propagande institué par *L'Humanité* sur l'événement que constitue l'irruption de la famine soviétique dans la sphère médiatique au tout début des années 1920.

Nous débutons notre étude des illustrations portant sur la famine dans *L'Humanité* par les caricatures, que l'on peut aussi appelés dessins de presse. Notons que la plupart des dessinateurs de presse qui travaillent alors pour *L'Humanité* sont perçus comme des collaborateurs, deux font exception en ayant un statut de rédacteur : Henri-Paul Gassier et Lucien Laforge<sup>516</sup> (que nous allons retrouver tous deux dans les pages suivantes). Membre de la SFIO depuis 1905, Henri-Paul Gassier (1883-1951) collabore à *L'Humanité* dès 1908. Il est rapidement considéré comme l'un des principaux dessinateurs politiques de la presse socialiste<sup>517</sup>. De son côté, Lucien Laforge (1889-1952) collabore ponctuellement à de nombreux journaux de gauche à partir de 1910, dont *L'Humanité*<sup>518</sup>. Les caricatures sont nombreuses, en particulier durant les mois de juillet et d'août 1921 alors que la famine apparaît comme un événement nouveau, tout juste médiatisée en France depuis l'appel au secours soviétique par la

---

<sup>516</sup> Alexandre Courban, *op. cit.*, p. 144-156.

<sup>517</sup> Il choisit le camp favorable à l'IC au congrès de Tours et adhère à la SFIC. Mais proche de Frossard, il est exclu du parti et de *L'Humanité* au début de l'année 1923. Il continue cependant de collaborer ponctuellement à *L'Humanité* par des dessins non signés ; <https://maitron.fr/spip.php?article50653>, notice GASSIER Henri-Paul [DEYVEAUX-GASSIER Henri, Paul, Eugène, dit] par Jacques Girault, version mise en ligne le 10 juin 2009, dernière modification le 15 avril 2020.

<sup>518</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article115303>, notice LAFORGE Lucien par Michel Dixmier, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 17 septembre 2012.

voix de l'écrivain Maxime Gorki. Dans cette perspective, nous allons donc présenter et analyser quelques caricatures choisies parmi les nombreuses publiées en 1921<sup>519</sup>.

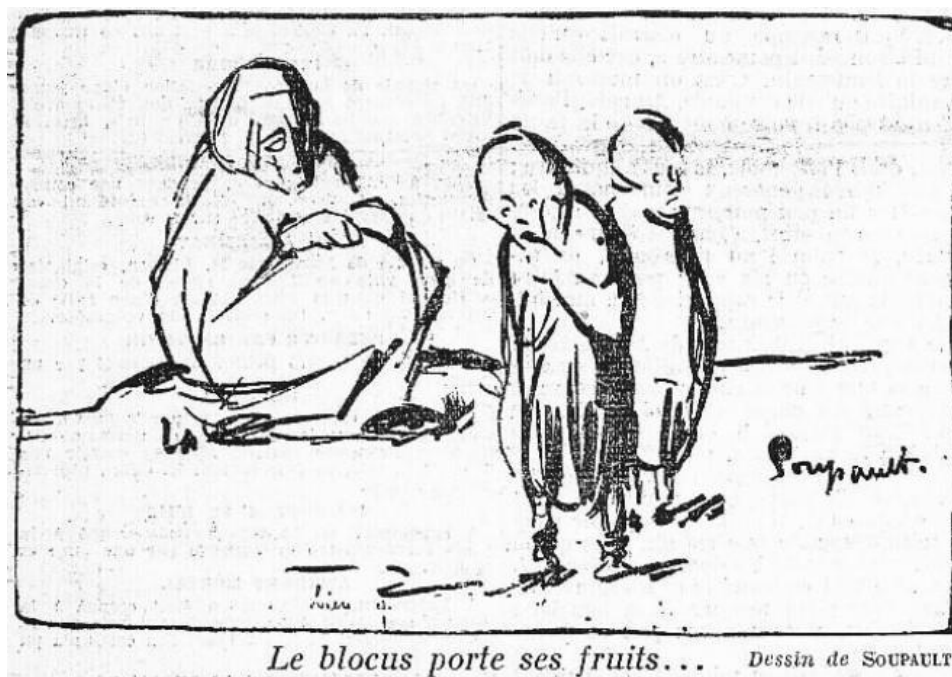


Fig. 3 - Caricature publiée le 27 juillet 1921 en une de *L'Humanité* par Soupault

Ce premier dessin de presse, signé par un certain Soupault<sup>520</sup>, représente vraisemblablement une mère avec ses deux enfants. Nous pouvons deviner qu'ils sont affamés, de par leur regard hagard et abattu. Tous trois ont l'air d'être vêtus de haillons. Le dessin est accompagné d'une mention : « Le blocus porte ses fruits... »<sup>521</sup>. En effet, cette caricature est l'occasion d'illustrer un des propos qui revient le plus dans *L'Humanité* lorsque ses rédacteurs évoquent les causes de la famine en Russie soviétique. Avec la sécheresse, le blocus, mis en place par les puissances occidentales pour empêcher le régime bolchevique de commercer avec le reste du monde, constituerait la principale cause de la famine selon *L'Humanité*. Dès le 18 juillet, date de la première évocation de la famine dans *L'Humanité*, le blocus est dénoncé dans l'article d'Amédée Dunois. Il apparaît de nouveau sous la plume de Marcel Cachin le 22 juillet, puis les 26 et 28 juillet, soit les numéros de la veille et du lendemain où est publiée cette caricature. L'objectif de cette dernière est donc de donner encore plus de force et surtout de rendre concrètes les affirmations des différents rédacteurs.

<sup>519</sup> Quelques caricatures non présentes dans cette partie sont à retrouver dans la table des illustrations, p. 143.

<sup>520</sup> Pas d'informations trouvées relative à ce nom.

<sup>521</sup> Numéro de *L'Humanité* du 27 juillet 1921.

### 3.1 L'Église et le clergé français visés

La première caricature visait le blocus en tant que décision politique mais en général les dessins de presse de *L'Humanité* dénoncent avant tout des acteurs de la société. C'est le cas de l'Église et du clergé au début du mois d'août 1921. Deux caricatures sont ainsi publiées les 6 et 7 août, par Lucien Laforge et Georges de Champs<sup>522</sup>.

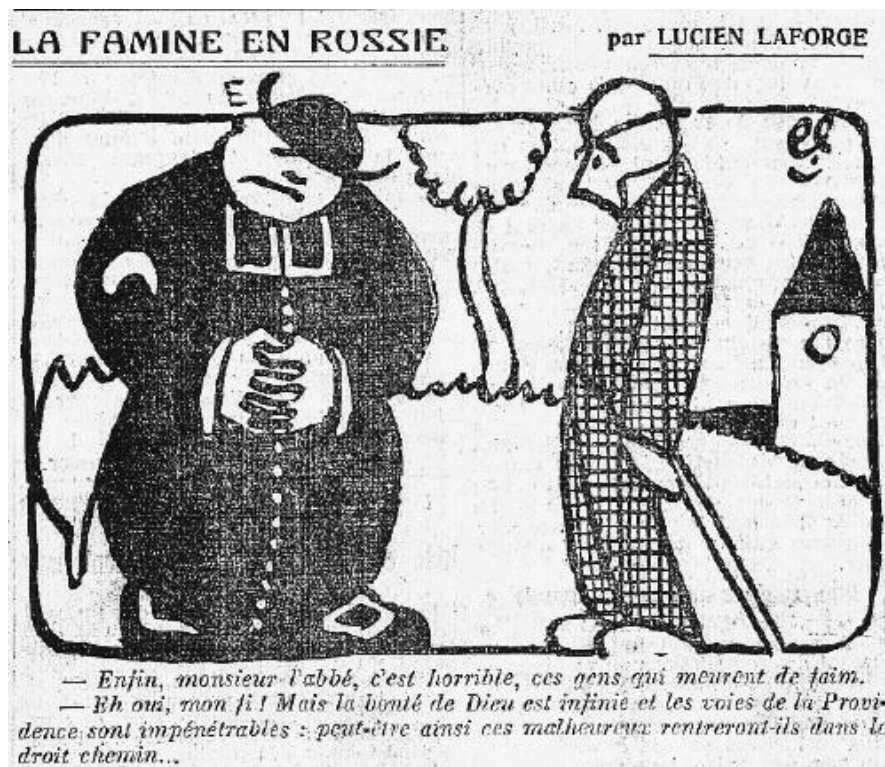


Fig. 4 - Caricature publiée le 6 août 1921 en une de *L'Humanité* par Lucien Laforge

La première représente un prêtre discutant avec un homme au détour d'un village. L'homme est interrogateur et déclare : « Enfin, monsieur l'abbé, c'est horrible, ces gens qui meurent de faim ! ». Le prêtre lui répond : « Eh oui, mon fi ! Mais la bonté de Dieu est infinie et les voies de la Providence sont impénétrables : peut-être ainsi ces malheureux rentreront-ils dans le droit chemin... »<sup>523</sup>. Avec cette caricature, *L'Humanité* dénonce le discours général de l'Église vis-à-vis de la famine en Russie soviétique, du moins en France. Le dessinateur tente ainsi de montrer que la destinée choisie par Dieu et la prière constituent les seules réponses apportées par l'Église pour expliquer le fléau, considérant que la famine serait une conséquence de l'erreur commise par la population russe d'avoir choisie les bolcheviks pour exercer le

<sup>522</sup> Georges de Champs (1888-1970) débute comme dessinateur industriel. Il collabore à *L'Humanité* de 1921 à 1935 ; <https://maitron.fr/spip.php?article108585>, notice DE CHAMPS Georges, Gustave, Adolphe par M. Dixmier, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 24 novembre 2010.

<sup>523</sup> Numéro de *L'Humanité* du 6 août 1921.

pouvoir. Il cherche aussi probablement à dénoncer l'influence des prêtres, encore importante à cette période, sur la population française, en particulier dans les campagnes (d'ailleurs figurée avec le clocher d'une église en arrière-plan du dessin).



Fig. 5 - Caricature publiée le 7 août 1921 en une de *L'Humanité* par G. de Champs

La seconde caricature, publiée le 7 août par Georges de Champs, représente un prêtre dans une église en train de prononcer un sermon alors que son public quitte les lieux pendant qu'il parle, déclarant : « Et nous allons réciter tous ensemble trois Ave Maria pour ces malheureux ! »<sup>524</sup>. L'objectif du dessin est ici de démontrer la déconnexion du clergé et de l'Église par rapport aux enjeux réels que la catastrophe engendre en termes de secours et d'aide aux populations russes affamées mais aussi vis-à-vis des membres de sa paroisse qui semblent se désintéresser de son discours. Comme dans le premier dessin, la seule réponse de l'Église est de réciter des prières en attendant que la famine disparaisse d'elle-même. En deux numéros successifs, l'Église en France est ainsi violemment critiquée sur ses positions à l'égard de la famine par *L'Humanité*, profondément anticléricale depuis toujours.

<sup>524</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 août 1921.

Nous pouvons néanmoins nuancer cette vision très négative, du moins pour l'Église d'un point de vue plus global. En effet, la papauté offre des dons à hauteur d'un million de liras dès l'été et l'automne 1921 au CISR de Nansen. Nous ne pouvons donner véritablement tort à la vision de *L'Humanité* car les dons de la papauté proviennent dans un premier temps à 93 % d'Italie aux mois d'août et septembre 1921. Cependant, au mois de mars 1922, le Saint-Siège signe un accord avec le régime bolchevique pour établir une Mission pontificale de secours, rapidement affiliée à l'ARA. À la fin de l'année 1923, lorsque la mission de la papauté se termine en Russie soviétique, la France fait bien partie des principaux pays donateurs<sup>525</sup>, nuancant ainsi quelque peu la position de *L'Humanité* de l'été 1921.

### 3.2 La « bourgeoisie capitaliste » ou la cible idéale

Les quatre caricatures suivantes dénoncent l'individualisme et l'égoïsme de la « bourgeoisie capitaliste » telle qu'elle est qualifiée par les rédacteurs de *L'Humanité* et plus largement de tous les militants et organisations communistes.



Fig. 6 - Caricature publiée le 14 août 1921 en une de *L'Humanité* par G. de Champs

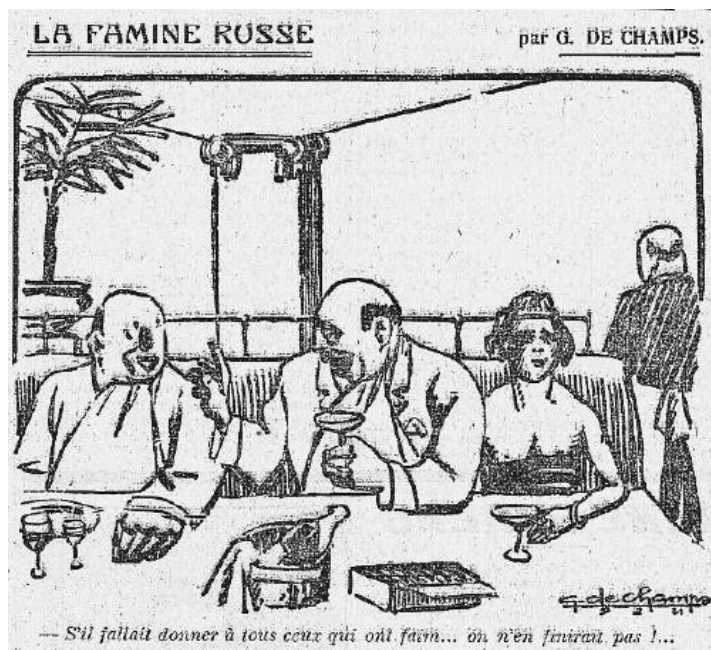
<sup>525</sup> Laura Pettinaroli. *Chapitre 6. Mobiliser le monde catholique sur les questions russes* In : *La politique russe du Saint-Siège (1905-1939)* [en ligne]. Rome : Publications de l'École française de Rome, 2015 (généré le 31 août 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/efr/2980>>.

Cette première caricature, datant du 14 août et signé par Georges de Champs, représente trois personnages. En partant de la gauche vers la droite, nous pouvons voir un homme lire un journal au titre évocateur intitulé « Au secours des Russes » puis un homme en costume portant un chapeau et fumant le cigare et, enfin, une femme avec des enfants en bas âge qui semble mendier. Deux mentions accompagnent le dessin : « Les mufles » en haut à gauche et « C'est une question de principes ! Je ne donne même pas aux Français »<sup>526</sup>. Le dessinateur fait ici le parallèle du bourgeois type individualiste et indifférent qui ne voit pas pourquoi il aiderait, par des dons monétaires ou en nature, les populations russes affamées alors qu'il ne donne déjà pas aux couches pauvres de la population française.



**Fig. 7** - Caricature publiée le 16 août 1921 en une de *L'Humanité* par Lucien Laforge

<sup>526</sup> Numéro de *L'Humanité* du 14 août 1921.

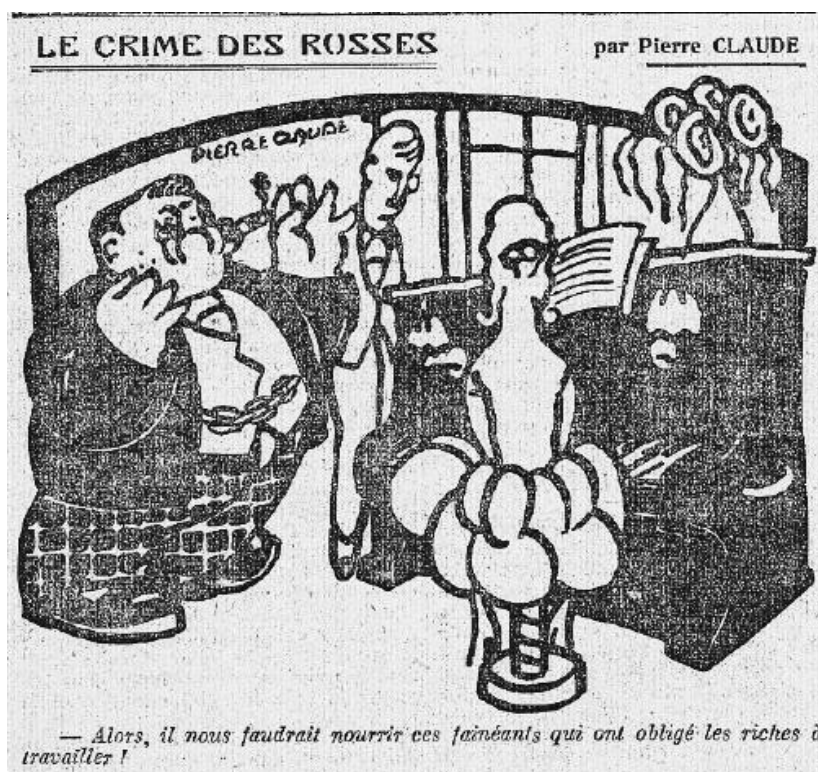


**Fig. 8** - Caricature publiée le 17 août 1921 en seconde page de *L'Humanité* par G. de Champs

Cette même logique se retrouve dans la seconde caricature publiée le 16 août par Lucien Laforge qui représente deux hommes en costume discourant et plaisantant au restaurant. Une phrase accompagne le dessin : « Laissez-moi rire : si les Russes étaient morts de faim, ils ne gueuleraient pas comme ça ! »<sup>527</sup>. Le dessin permet de mettre en lumière le cynisme dont pourrait faire preuve une partie des élites vis-à-vis de la catastrophe qui touche une partie de la Russie soviétique. La troisième caricature, datant du 17 août et signée par Georges de Champs, est très similaire à la seconde en représentant trois personnages, deux hommes et une femme en robe et costumes discutant au restaurant. Le personnage central y déclare : « S'il fallait donner à tous ceux qui ont faim... on n'en finirait pas !... »<sup>528</sup>. Le but des deux caricatures est bien de créer un contraste saisissant entre les propos des personnages et le lieu où ils se trouvent avec de la nourriture à profusion, parfaitement visible avec la bouteille de vin sur la première et la viande sur la seconde.

<sup>527</sup> Numéro de *L'Humanité* du 16 août 1921.

<sup>528</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 août 1921.



**Fig. 9** - Caricature publiée le 21 août 1921 en une de *L'Humanité* par Pierre Claude

Dans ce cadre, la dernière caricature, publiée par Pierre Claude<sup>529</sup> le 21 août, représente trois personnages, deux hommes et une femme rassemblés autour d'un piano et discutant. L'un d'eux déclare : « Alors, il nous faudrait nourrir ces fainéants qui ont obligé les riches à travailler ! »<sup>530</sup>. Comme dans les autres caricatures, l'idéal de l'homme d'affaire capitaliste sur le modèle américain se retrouve croqué par le dessinateur, dénonçant le cynisme et l'indifférence des élites, françaises notamment, à l'égard des victimes russes de la famine. Cette dernière caricature nous permet ainsi de faire la transition avec la prochaine série de dessins car elle montre aussi un côté politique avec l'égalité réelle promue en théorie par le régime bolchevique, ici dénoncée par le personnage de gauche.

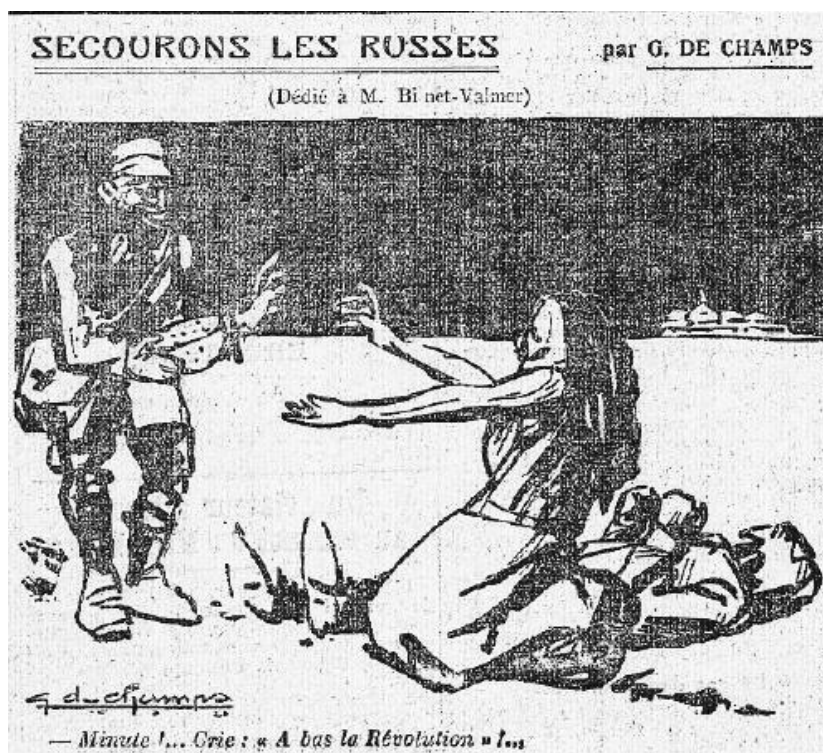
<sup>529</sup> Dessinateur politique, il collabore à *L'Humanité* de 1920 à 1923 ; <https://maitron.fr/spip.php?article105928>, notice CLAUDE Pierre, version mise en ligne le 4 novembre 2010, dernière modification le 23 décembre 2019.

<sup>530</sup> Numéro de *L'Humanité* du 21 août 1921.



### 3.3 La dénonciation d'un supposé chantage politique

Pour terminer sur les dessins de presse, nous pouvons nous pencher sur les trois dernières caricatures, au sens politique beaucoup plus prononcé.



**Fig. 10** - Caricature publiée le 31 juillet 1921 en une de *L'Humanité* par G. de Champs



**Fig. 11** - Caricature publiée le 4 août 1921 en une de *L'Humanité* par Bour

La première, publiée le 31 juillet par Georges de Champs, représente un homme apportant du secours, notamment du pain, à une femme désespérée et affamée alors que son mari, probablement mort de faim, gît à ses côtés. L'homme qui apporte de la nourriture y déclare : « Minute !... Crie : A bas la révolution !... »<sup>531</sup>. La seconde, signée par un certain Bour<sup>532</sup> le 4 août, suit la même vision. Nous pouvons y observer un homme en costume et chapeau haut de forme déclarer à un enfant à genoux, affamé et à demi-nu : « Petit, ça t'apprendra à être bolchevik !... »<sup>533</sup>. Ces deux dessins de presse souhaitent ainsi dénoncer l'attitude indifférente de la « bourgeoisie capitaliste » et des élites françaises, et plus largement des grandes puissances occidentales qui mêlent, pour se dédouaner de toute aide, la problématique politique à une catastrophe avant tout alimentaire et sanitaire nécessitant un secours immédiat. Par-là, *L'Humanité* condamne le chantage organisé des élites qui estiment que la population russe doit assumer son soutien à un régime bolchevique qui l'a affamé, ou bien se révolter pour pouvoir bénéficier de nourritures.



Fig. 12 - Caricature publiée le 4 septembre 1921 en une de *L'Humanité* par Henri-Paul Gassier

<sup>531</sup> Numéro de *L'Humanité* du 31 juillet 1921.

<sup>532</sup> Pas d'informations trouvées relative à ce nom.

<sup>533</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 août 1921.

La troisième caricature est publiée le 4 septembre par Henri-Paul Gassier. Elle représente un homme d'allure officiel, habillé selon le type militaire napoléonien, accompagné d'un autre homme en uniforme portant des baguettes de pain. Le premier s'adresse à un couple de paysans russes en leur déclarant : « Vous voulez du pain ? Eh bien alors dites-le, criez-le, mais signez-le donc que vous êtes antibolchevistes ! »<sup>534</sup>. Ce dessin suit la même logique que les deux précédents mais selon un angle différent en s'attaquant plus directement aux gouvernements. L'objectif est ici vraisemblablement de viser les décisions de la nouvelle Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême allié, une organisation largement promue par le gouvernement français. Cela fait aussi référence à un article dans le numéro de *L'Humanité* du 3 septembre qui déclarait que ladite Commission était muée par une volonté bien plus forte de combattre le régime bolchevique que la famine. C'est aussi le moment où la Commission souhaite qu'une mission d'enquête, préalable à tout secours, soit envoyée dans les régions russes sinistrées. Les caricatures et dessins de presse permettent ainsi d'illustrer et de rendre plus concret les propos des différents articles publiés dans *L'Humanité* sur la famine. Plus directe et percutante qu'un article dans son message vis-à-vis des lecteurs, la caricature a pour objectif de dénoncer les problématiques du moment, suivant bien sûr l'orientation politique de *L'Humanité* que nous avons déjà précédemment évoquée.

### 3.4 La photographie : un impact direct pour montrer l'horreur

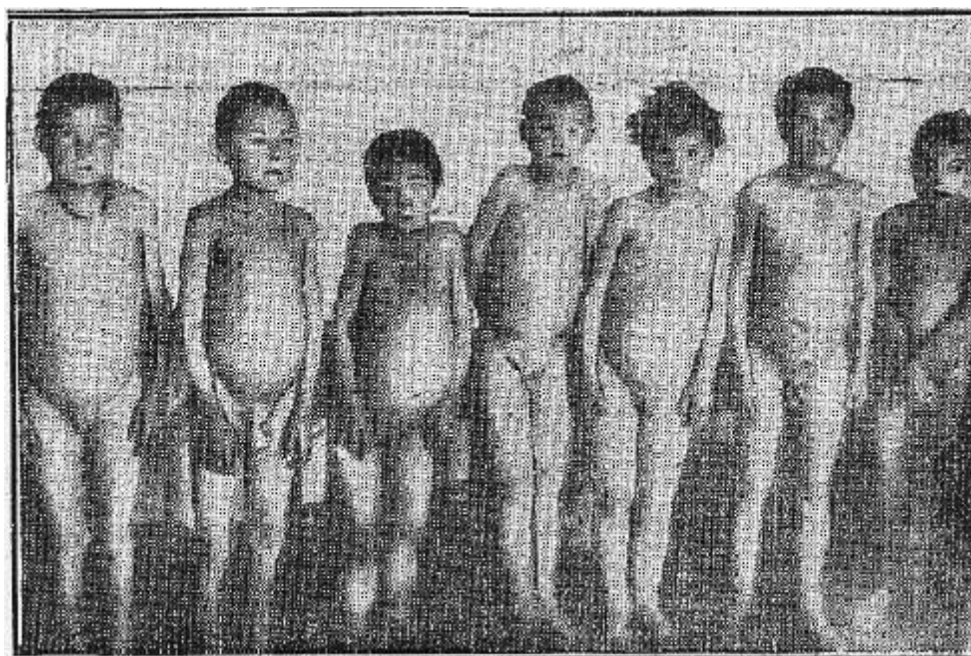
Tout aussi parlantes que les dessins de presse mais suivant un objectif différent, les photographies sur la famine apparaissent en 1922 dans *L'Humanité* et sont relativement nombreuses, particulièrement aux mois de janvier et février. De fait, nous sommes ici au tout début des années 1920 mais c'est durant cette décennie que nous allons observer un véritable essor de la photographie de presse grâce aux perfectionnements techniques de la téléphotographie (la transmission à distance de clichés) et à la diffusion de nouveaux appareils. Malgré son coût, la photographie s'impose progressivement car elle répond à une évolution culturelle : « voir » le monde. Plus que de simples illustrations, elle apporte l'actualité. Elle montre mieux qu'un discours ce qui s'est « réellement » passé, parce qu'elle est la « vie » (ou plutôt la « mort » dans notre cas, comme nous allons rapidement le constater). Néanmoins, contrairement à la fin des années 1920 ou aux années 1930, nous restons encore en 1922 sur

---

<sup>534</sup> Numéro de *L'Humanité* du 4 septembre 1921.

une photographie statique d'illustration qui ne fait pas grand cas de la qualité<sup>535</sup> (pour des raisons évidentes de coût mais aussi de technique) et dont la généralisation reste lente<sup>536</sup>. A partir de là, nous allons observer dans quelle mesure la photographie constitue un moyen supplémentaire pour *L'Humanité* de montrer la réalité de la famine dans les régions russes touchées, dans son caractère horrible mais aussi dans l'espérance d'une fin prochaine grâce aux secours.

Cette première série de trois photographies ont pour objectif premier de montrer directement l'horreur de la famine sans fioritures<sup>537</sup> :



**Fig. 13** - Photographie publiée le 3 janvier 1922 en une de *L'Humanité*

---

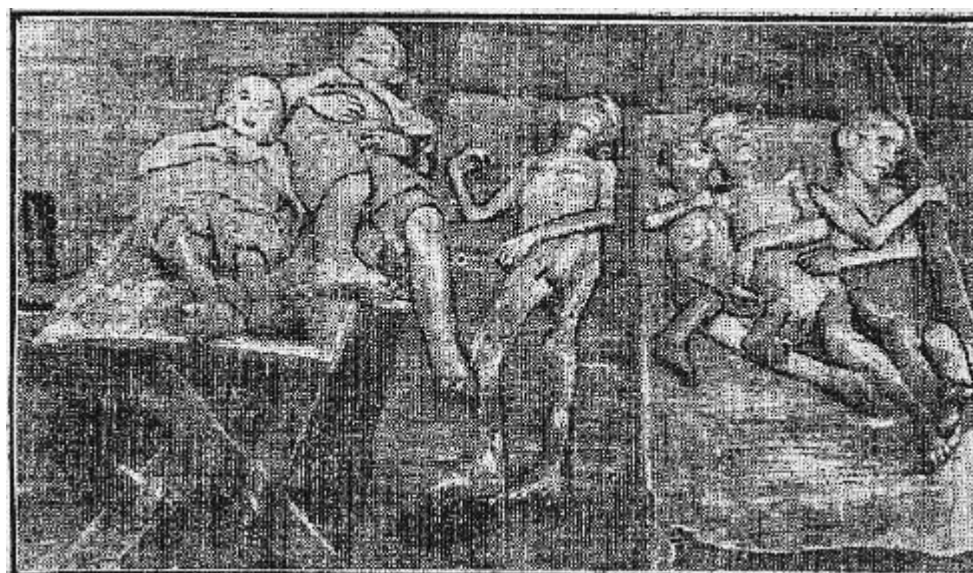
<sup>535</sup> Christian Delporte, Claire Blandin, François Robinet, *Histoire de la presse en France. XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 2016, p. 65-90.

<sup>536</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (sous la direction de), *op.cit.*, p. 475-486.

<sup>537</sup> Quelques photographies non présentes dans cette partie sont à retrouver dans la table des illustrations, p. 143.



**Fig. 14** - Photographie publiée le 7 janvier 1922 en une de *L'Humanité*



**Fig. 15** - Photographie publié le 5 février 1922 en une de *L'Humanité*

La première, publiée dans le numéro du 3 janvier 1922, montre ainsi de jeunes enfants alignés, debout et nus. Nous pouvons en déduire, par leurs ventres gonflés, qu'ils sont en situation de malnutrition et donc affamés<sup>538</sup>. De même, la seconde photographie, publiée le 7 janvier, représente aussi des enfants, filles et garçons, assis ou debout devant une isba, habitation de bois typique de Russie, peut-être un dispensaire ou simplement une sommaire maison pour enfants. Une femme et un homme se sont placés aux deux extrémités, à gauche et

<sup>538</sup> Numéro de *L'Humanité* du 3 janvier 1922.

à droite, de la photographie. Tous sont en haillons ou presque, un garçon paraît même totalement nu. Nous pouvons observer qu'ils sont tous très maigres et épuisés<sup>539</sup>. La dernière, publiée le 5 février, est la plus terrible. Nous pouvons y voir des enfants extrêmement maigres, voire squelettiques, certains très jeunes. Egalement en haillons, ils sont allongés sur des paillasses et une table, peut-être déjà morts<sup>540</sup>. Nous constatons que les trois photographies représentent à chaque fois des enfants. Ce choix n'est pas le fruit du hasard car les enfants sont évidemment, par rapport à des adultes, plus à même d'émouvoir les lecteurs pouvant potentiellement donner de l'argent et de la nourriture aux secours, et en particulier au secours ouvrier français. Ils symbolisent quelque part l'atrocité de la catastrophe qui touchent de plein fouet des êtes innocents.

### 3.5 Une représentation concrète des secours

La seconde série de photographie se concentrent sur la représentation des secours :



**Fig. 16** - Photographie publiée le 9 janvier 1922 en une de *L'Humanité*

<sup>539</sup> Numéro de *L'Humanité* du 7 janvier 1922.

<sup>540</sup> Numéro de *L'Humanité* du 5 février 1922.



Fig. 17 - Photographie publiée le 10 janvier 1922 en une de *L'Humanité*

Sur la première photographie, publiée le 9 janvier 1922, nous pouvons observer un train de secours marqué d'une inscription en cyrillique. Devant le train, des tables sommaires ont été installées derrière lesquelles des hommes, affublés de casquettes, distribuent de la nourriture ou des vêtements (difficile à identifier formellement...) à des enfants dans les régions affamées<sup>541</sup>. Il n'y a pas d'indication sur la provenance de cette aide, et par quelle organisation de secours est-elle distribuée. La seconde photographie, publiée le 10 janvier, nous montre un dispensaire dans les régions sinistrées. Nous pouvons y voir des infirmières s'affairer autour de personnes qui semblent épuisées, malades et affamées. Certaines sont assises, d'autres debout<sup>542</sup>.

<sup>541</sup> Numéro de *L'Humanité* du 9 janvier 1922.

<sup>542</sup> Numéro de *L'Humanité* du 10 janvier 1922.



**Fig. 18** - Photographie publiée le 17 février 1922 en une de *L'Humanité*

Enfin, la dernière photographie, publiée le 17 février, représente Fridtjof Nansen, qui dirige la mission du CISR, présent dans les régions sinistrées à l'arrivée d'un train de secours. Il est au centre de la photographie. Sur sa droite, un homme semble écraser des céréales avec un maillet<sup>543</sup>. Cette photographie a pour but de mettre en scène l'action de Nansen et plus largement du CISR dans la lutte contre la famine. Ces trois photographies montrent que les régions sinistrées et le pouvoir soviétique ne sont pas laissés seuls et que des hommes et des femmes participent énergiquement au secours des populations affamées. L'objectif est aussi d'encourager les dons, dont la traduction peut sembler beaucoup plus concrète avec des images, en faveur des organisations de secours, et notamment de la campagne de secours ouvrier dans le cas de *L'Humanité*.

Caricatures et photographies constituent donc des atouts supplémentaires pour la presse afin de montrer la réalité de l'actualité, où plutôt de ce que l'on veut montrer de l'actualité selon un angle qui n'est jamais choisi au hasard. Les caricatures et dessins de presse permettent ainsi de renforcer les messages, en particulier des critiques et des accusations parfois à connotation politique, déjà relayées par les articles en les rendant plus visibles et plus percutantes auprès du public. Selon d'autres objectifs, la photographie permet de mieux rendre compte de la réalité du terrain (et de rendre ses appels aux dons plus tangibles), tout particulièrement ici lorsque

<sup>543</sup> Numéro de *L'Humanité* du 17 février 1922.



*L'Humanité* évoque une famine qui fait rage dans un pays relativement lointain, en l'occurrence la Russie, pour une très grande majorité de lecteurs français au début des années 1920.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

La famine soviétique de 1921 à 1923 constitue un événement majeur, avant tout dans la chronologie des famines depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au sein de l'Empire russe puis en Union soviétique, mais aussi plus globalement dans l'histoire de la Russie et de l'Eurasie. Par sa médiatisation importante, elle se distingue fortement des autres famines soviétiques qui ont éclaté dans les décennies suivantes, que ce soit l'Holodomor<sup>544</sup> en Ukraine en 1932-1933 ou la famine de 1946-1947, survenue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, elle reste loin d'être aussi étudiée que la famine des années 1930 dans différents territoires soviétiques, en Ukraine et au Kazakhstan, dont les caractéristiques politiques et la place dans les relations internationales de l'époque furent très différentes et dont la connaissance et la mémoire demeure un enjeu de conflits importants aujourd'hui.

La famine des années 1921-1923 doit, elle, être replacée dans le contexte ouvert par la Première Guerre mondiale, marqué par la chute de la Russie impériale, puis l'avènement du régime bolchevique, qui suscite de nouveaux clivages et conflits dans les relations internationales en Europe et dans le monde. Pour les populations de l'ex-Empire russe, la famine constitue l'aboutissement tragique de presque une décennie de troubles, de conflits et de catastrophes. Cet enchaînement terrible avait débuté en 1914 avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Puis l'année 1917 est d'abord marquée par la Révolution de Février, puis par la Révolution d'Octobre lorsque les bolcheviks ont conquis le pouvoir, s'ensuit alors une guerre civile meurtrière dans laquelle interviennent des puissances étrangères venues aider les adversaires des bolcheviks. Deux sécheresses exceptionnelles surviennent en 1920 et surtout 1921, dans un pays ravagé, en particulier les régions du sud-ouest, alors que l'économie locale était soumise depuis des années aux réformes et réquisitions brutales des autorités tsaristes puis bolcheviques, engagées dans des combats successifs.

Les travaux sur cette famine restent assez peu nombreux, mais une des lignes les plus activement suivies dans la période récente a consisté à prendre en compte la dimension internationale de cette famine et la place qu'elle a tenue dans l'évolution des relations internationales après la Révolution d'Octobre en Russie et au sortir de la Première Guerre mondiale. Nous avons cherché à prolonger cette orientation de recherche en nous concentrant

---

<sup>544</sup> Famine ukrainienne

sur la dimension médiatique du phénomène, en partant du cas de la presse française, à un moment où les débuts de l'expérience soviétique représentent en France à la fois un enjeu diplomatique majeur et un enjeu de politique intérieure très important. Notre choix de sources s'est porté sur deux grands journaux de la presse française, *L'Humanité* et *Le Temps*, pour les années 1921 et 1922. L'étude de ces deux journaux, aux orientations politiques, mais aussi aux pratiques éditoriales radicalement différentes pour l'époque, nous a permis de comprendre comment cet événement put s'inscrire dans les grands débats politiques et idéologiques de l'immédiat après-guerre en France. Dans cette perspective, il s'agissait d'analyser et d'expliquer les choix qu'ont pu réaliser les rédactions des deux quotidiens pour informer de l'évolution de la catastrophe en elle-même mais aussi des opérations de secours humanitaires qui occupent une place centrale dans le traitement journalistique de la famine soviétique, traduisant l'importance inédite que des opérations de ce type reçurent dans les relations internationales à ce moment-là.

Notre étude s'est d'abord portée sur l'appréhension générale de la place accordée au traitement de ce phénomène par les deux journaux, en essayant de comprendre leur façon de travailler sur le plan journalistique. Nous nous sommes dans un premier temps attachés à caractériser, dans la mesure du possible les sources utilisées par *L'Humanité* et *Le Temps*, en nous attardant particulièrement sur les toutes premières mentions de la famine dans les deux quotidiens. Nous avons ainsi pu montrer comment les deux journaux utilisaient de multiples sources indirectes pour informer leurs lecteurs sur la famine alors qu'aucun journal français n'avait de correspondant permanent en Russie soviétique, pas même *L'Humanité*. Dans cette situation, nous avons vu que les sources soviétiques restaient incontournables pour la presse française, quelle que fût son orientation politique, mais aussi que les journaux cherchaient à faire appel aux témoins extérieurs présents à un moment ou à un autre sur place en Russie soviétique. Leur présence restait relativement rare mais leur témoignage était considéré comme un apport indispensable. Notre travail a aussi consisté à rendre compte de l'évolution de la mise en page et de la place consacrées aux articles traitant de la famine dans les deux journaux, en nous interrogeant sur la relation entre cette couverture médiatique et la chronologie de la famine elle-même et des actions de secours international. L'apport de cette étude très concrète du traitement journalistique par les deux quotidiens est double. D'une part, il a été possible de montrer que, dans les conditions internationales de l'époque, les deux rédactions aux lignes politiques opposées, et même aux pratiques rédactionnelles en partie distinctes, étaient confrontées à des difficultés semblables pour couvrir la famine : la rareté des sources ; la

méconnaissance du terrain russo-soviétique (assez étonnante si on considère la densité des relations entre les deux pays jusqu'à la Première Guerre mondiale incluse) ; la dépendance à l'égard de témoins extérieurs, rarement d'origine française. D'autre part, notre étude s'est aussi attachée à analyser la façon dont les deux journaux, confrontés à ces difficultés semblables dans leur tâche journalistique, font du traitement de la famine un objet de leur opposition politique et idéologique sur la scène intérieure française au début des années 1920.

Il nous est apparu en outre nécessaire d'étudier précisément la relation des deux journaux aux affaires internationales du moment, en particulier à l'action internationale de secours aux victimes de la famine, qui marque un tournant dans les relations internationales de l'après-Révolution d'Octobre et de l'après-guerre. En effet, la médiatisation de la famine avec, à l'été 1921, l'appel public de détresse de Maxime Gorki, soutenu officieusement par le pouvoir bolchevique, ouvre une nouvelle séquence dans les relations entre les puissances occidentales et la Russie soviétique. Un jeu complexe s'engage entre les différents acteurs sur la scène diplomatique, entre les grands vainqueurs européens de la Première Guerre mondiale, France et Royaume-Uni, les États-Unis, ainsi que les organisations internationales dont la nouvelle Société des nations. Dès la fin du mois de juillet 1921, les articles de *L'Humanité* et du *Temps* illustrent les premières manifestations de secours étrangères avec le CICR et l'ARA. De leur côté, les puissances européennes rentrent tardivement dans le jeu humanitaire au milieu du mois d'août. L'opposition entre *L'Humanité* et *Le Temps* se joue au niveau national mais aussi sur le plan international. Ainsi, nous avons pu observer que *Le Temps*, dans le sillage du gouvernement français, s'inscrit pleinement dans la vision de la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême allié. À l'inverse, *L'Humanité* s'érige progressivement en fervent soutien de l'action du CISR menée par Nansen.

La famine est très rapidement devenue un enjeu diplomatique, alors que se posait pour les principales puissances occidentales la question d'établir des relations officielles avec la Russie soviétique. C'est particulièrement flagrant lorsque l'on étudie les conditions d'entrées et de travail de l'ARA en Russie soviétique. C'est aussi de plus en plus évident avec la politique d'ouverture soviétique à partir de l'automne 1921 qui aboutit à la conférence de Gênes au printemps 1922. De tous les pays, la France, paraissait la plus hostile à ce rapprochement. Gouvernée à droite depuis 1919, et plus encore à partir du mois de janvier 1922, avec l'arrivée de Raymond Poincaré à la présidence du conseil, elle n'en a pas moins dégelé progressivement son attitude à l'égard du régime soviétique, préoccupée par les affaires allemandes. Les deux journaux *Le Temps* et *L'Humanité* ont, pour des raisons en partie différentes, accordé une place

très importante à la question de l'aide officielle du gouvernement français à l'action internationale de secours aux victimes de la famine en Russie soviétique. Leur traitement journalistique fait voir la mise en place laborieuse et la distribution finalement très tardive de cette aide. Considéré dans l'ensemble, il manifeste très clairement, en dépit des divergences de base entre les deux journaux, l'évolution de l'attitude française générale à l'égard du régime soviétique en tant qu'acteur des relations internationales.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous avons décidé de resserrer notre propos en nous intéressant plus spécifiquement au cas du journal *L'Humanité*. Ce choix est justifié par plusieurs particularités du journal. Le journalisme de *L'Humanité* apparaît porteur de développements importants pour le journalisme du XX<sup>e</sup> siècle, à travers la place donnée à la personne (et à la signature) du journaliste, la structuration en différents types d'articles (même si le propos est toujours directement politisé), et enfin avec l'articulation entre texte et image. Si le positionnement politique ne ménage aucune surprise quant à son attitude générale à l'égard de la Russie soviétique, il est intéressant d'étudier la façon dont le journal a conçu son travail de propagande communiste, alors que le régime qu'il soutenait paraissait si démuné. Enfin, le journalisme de *L'Humanité* défend l'internationalisme ouvrier. La dimension nouvelle que prend l'aide internationale aux victimes de la famine représente un développement très nouveau : la solidarité ouvrière est également mobilisée, et *L'Humanité* y prend sa part, se posant ainsi également comme un acteur des relations internationales.

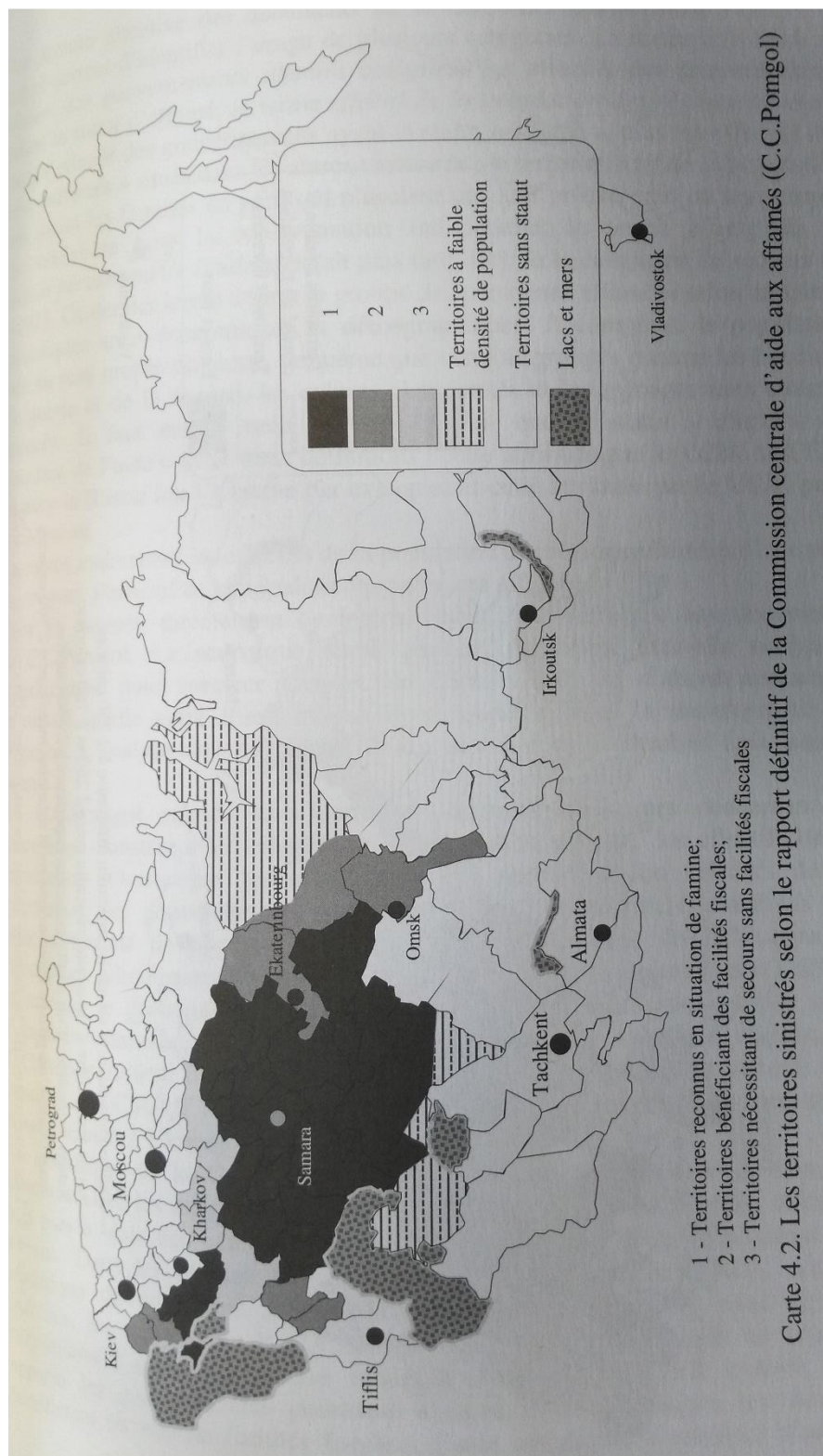
De fait, l'organisation du secours ouvrier français constitue un aspect majeur de la couverture par le journal *L'Humanité* de la famine et de la représentation qu'il en donne, particulièrement en 1922. L'échelle internationale reste ici toutefois en arrière-plan car la campagne de secours ouvrière française s'inscrit dans un mouvement plus global avec le Secours ouvrier international (SOI). Nous avons constaté que ce secours se met progressivement en place, alors que la SFIC reste une force politique jeune, encore en phase de structuration. L'action de Marguerite Rosmer auprès du SOI en Russie marque particulièrement l'importance du secours ouvrier français dans la représentation de la famine délivrée par *L'Humanité*. Dans un second temps, nous avons pu observer en quoi les statuts de journalistes et de militants politiques se confondaient dans une large mesure à *L'Humanité*. Cette confusion rend ainsi parfois difficile la distinction entre une volonté d'aide humanitaire aux victimes et un soutien politique au régime soviétique, alors même que l'influence de l'IC commence à se faire sérieusement sentir dans les cercles communistes français. Enfin nous avons pu constater la place importante que tiennent les caricatures et les photographies traitant de la famine,

toujours dans *L'Humanité*. Les caricatures visent avant tout des acteurs de la société française : l'Église, les élites et l'État, incitant les militants et les sympathisants communistes français à toujours « faire bloc » contre les « bourgeois » (et passant sous silence les questions légitimes qui pourraient être posées sur les politiques et les insuffisances du gouvernement soviétique). Les photographies rééquilibrent le rapport du journal à la famine car elles contribuent à l'aide aux affamés en montrant concrètement l'horreur de la famine sur le terrain et comment se traduisent les secours auprès des populations affamées.

A travers *L'Humanité* et *Le Temps*, la question des relations internationales a pu être analysé et détaillé sous un angle de réflexion nouveau. Affichant ainsi clairement son soutien à la Commission internationale de secours à la Russie du Conseil suprême allié, *Le Temps* démontre, une fois de plus, sa proximité avec le gouvernement français, et en particulier avec le Quai d'Orsay et sa diplomatie. De l'autre, *L'Humanité* agit progressivement comme le relais politique de la SFIC et plus largement de l'IC, avec sa propre campagne de secours ou en relayant favorablement l'action du CISR de Nansen. En prenant parti pour tel organisme ou en mettant en avant telle information, et finalement en pesant réellement dans l'opinion générale, les deux quotidiens nous permettent donc de voir comment la presse peut se constituer comme un véritable acteur des relations internationales dans le cadre d'un événement particulier comme la famine soviétique de 1921-1922.

# TABLE DES ANNEXES

## TABLE DES CARTES



**Fig. 19** - Carte voir dans Sergueï Adamets, *Guerre civile et famine en Russie : le pouvoir bolchévique et la population face à la catastrophe démographique, 1917-1923*, Paris : Institut d'études slaves, 2003, p. 304.

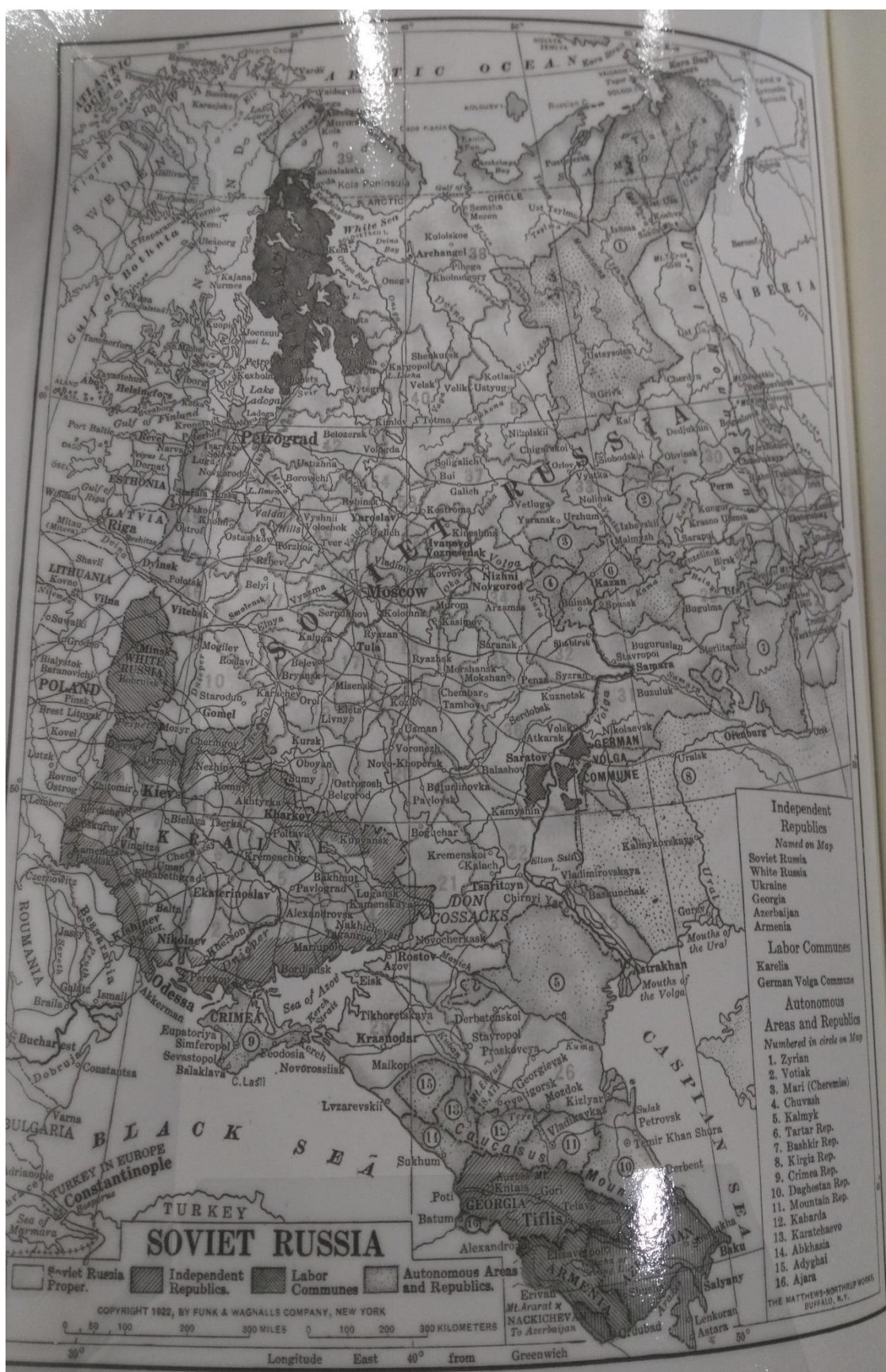


Fig. 20 – Carte voir dans Bertrand Patenaude, *The Big Show in Bololand : The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*, Stanford University Press, 2002, page de couverture.





Fig. 21 – Carte publiée en une de *L'Humanité* le 9 août 1921.

## TABLE DES ILLUSTRATIONS



Fig. 22 – Caricature publiée le 1<sup>er</sup> août 1921 en une de *L'Humanité* par Lucien Laforge



Fig. 23 – Caricature publiée le 18 août 1921 en une de *L'Humanité* par Lucien Laforge



Fig. 24 – Caricature publiée le 28 août 1921 en une de *L'Humanité* par Lucien Laforge

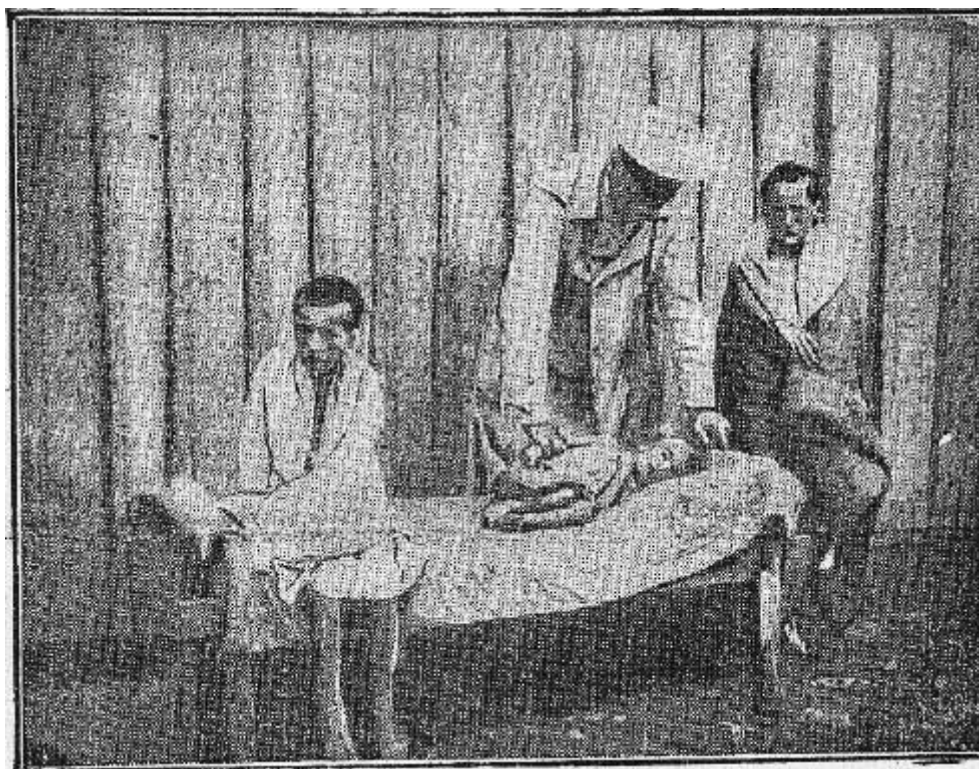


Fig. 25 – Photographie publiée le 6 janvier 1922 en une de *L'Humanité*



**Fig. 26** – Photographie publiée le 8 janvier 1922 en une de *L'Humanité*



**Fig. 27** – Photographie publiée le 10 février 1922 en une de *L'Humanité*

## NOTICES BIOGRAPHIQUES<sup>545</sup>

*Hélène Brion (1882 – 1962)*<sup>546</sup>

Elle devient institutrice en 1905 dans la Seine. Dès sa formation, elle adhère au syndicat des instituteurs et à la SFIO. C'est avant tout une militante féministe très active avant même la Première Guerre mondiale. Durant la guerre, elle se plie à la majorité au sein de la SFIO qui se déclare favorable à la guerre. Cependant, à partir de l'été 1915, elle rejoint les rangs des minoritaires pacifistes (rejoignant ainsi ses véritables convictions). Dès lors, elle se consacre avec force à la propagande pacifiste et à la reconstruction de l'Internationale. Surveillée, son domicile est perquisitionné à plusieurs reprises et son courrier intercepté. Inculpée et suspendue de son poste d'institutrice à l'été 1917, elle est finalement arrêtée en novembre de la même année. Au mois de mars 1918, elle comparaît devant le conseil de guerre, accusée de propagande défaitiste. Face à un tribunal plutôt bien disposé, elle se défend habilement, bénéficiant de nombreux témoignages en sa faveur, reconnaissant les faits en les minimisant. Elle est finalement condamnée à trois ans de prison avec sursis.

Elle adhère au Parti communiste SFIC après la scission du congrès de Tours en décembre 1920. Elle séjourne en Russie en 1920-1921. Dans le même temps, elle édite la revue *La Lutte féministe* (qui devient *La Lutte féministe pour le communisme* en 1921). Elle retourne en Russie en 1922 en tant que membre du Secours ouvrier international et y rend compte de la famine (cf. *L'Humanité* du 6 juin 1922). En février 1925, elle exprime, publiquement avec d'autres militants, son opposition à la bolchevisation du parti, qu'elle quitte peu après. Elle redevient alors très active dans la propagande féministe. Par ailleurs, elle est réintégrée dans l'enseignement en janvier 1925 par le Cartel des gauches. Restée syndicaliste, elle soutient la revue *La révolution prolétarienne* de Pierre Monatte. Retraitée en 1938, elle reste active dans le combat féministe jusqu'à la fin de sa vie.

---

<sup>545</sup> Biographies selon l'ordre d'apparition chronologique des différents articles

<sup>546</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article17968>, notice BRION Hélène, Rose, Louise par Henri Dubief, Julien Chuzeville, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 7 septembre 2020.

*Boris Souvarine [Boris Lifshitz] dit Varine*<sup>547</sup> (1895 – 1984)

Né à Kiev, alors dans l'Empire russe, ses parents émigrent en France à Paris dès 1897. Il est naturalisé français avec sa famille en 1906. Élève de l'École primaire supérieure dont il est injustement renvoyé, il devient ensuite apprenti dans une usine d'aviation grâce à son père. Puis il s'installe dans le quartier Latin où il suit les cours de l'Université populaire « La coopération des idées ». Attiré par la vie politique, il s'intéresse aussi bien aux grands auteurs classiques qu'à la littérature anarchiste et aux théoriciens socialistes. En 1913, il obtient son diplôme d'ouvrier d'art de la Ville avant d'être appelé dans l'armée. Il accepte l'Union sacrée et participe à la bataille de la Marne. Après la mort de son frère au combat au mois de 1915, il est muté à Paris. Réformé au mois de mars 1916, il adhère alors à la SFIO. Il commence à écrire pour *Le Populaire* sous le pseudonyme de Souvarine, nom tiré du roman *Germinal* de Zola. Devenu pacifiste, il fait partie des « minoritaires de guerre » au sein du Parti socialiste. Il est aussi rédacteur pour le *Journal du peuple* et *La Vérité* ainsi que secrétaire de rédaction au *Populaire*.

Il milite pour le ralliement à l'Internationale communiste, créée au mois de mars 1919. Arrêté en mai 1920 à la suite de la grève des cheminots, il poursuit ses collaborations au *Bulletin communiste* et à *La Vie ouvrière* en prison. Malgré son emprisonnement, il est présenté aux élections législatives partielles dans la Seine aux mois de février et mars 1921. Arrivé en tête au premier tour, il est largement devancé au second par la droite. Peu après, il est relaxé à l'issue de leur procès. Libéré, Souvarine devient membre de la direction du Parti communiste SFIC et est désigné comme délégué au III<sup>e</sup> congrès de l'IC. Il est rapidement nommé délégué français permanent auprès de l'IC. Il est même coopté au secrétariat de l'IC par Lénine. Il devient alors le pivot des relations entre l'IC et la SFIC, son but étant de transformer la SFIC sur le modèle bolchevique. Mais, perdant le contact direct avec le mouvement communiste français, de nombreux malentendus et conflits naissent. Grâce à ses hautes fonctions au sein de l'IC, il constate vite que l'action de cette dernière est largement dictée par le parti bolchevique. Un courant au sein du parti français dénonce ainsi de plus en plus vigoureusement l'ingérence du Komintern dans affaires de la SFIC, et donc l'action de Souvarine à Moscou. Lors du congrès de Marseille en décembre 1921, le parti se scinde en trois tendances : la droite, le centre (Cachin, Frossard) et la gauche (Souvarine). De retour à Paris au mois d'août 1922, il tente d'accroître l'influence de la gauche face à un centre majoritaire. Lors du second congrès de la

---

<sup>547</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article131590>, notice SOUVARINE Boris [LIFSCHITZ Boris dit], dit VARINE par Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 5 septembre 2020.

SFIC, au mois d'octobre 1922, le centre obtient une courte victoire sur la gauche, raflant ainsi tous les postes de la direction. Mais au mois de novembre suivant, le IV<sup>e</sup> congrès de l'IC décide que la direction du parti soit composée à la proportionnelle. Souvarine retrouve alors sa place dans la direction et la responsabilité du Bulletin communiste.

Au mois de janvier 1923, le parti est de nouveau bouleversé par le départ des militants refusant de quitter la franc-maçonnerie, comme Frossard. Toujours représentant français à Moscou, Souvarine devient membre du Bureau politique (BP) nouvellement créé. Dans le même temps, Souvarine débute la publication des documents Raffalovitch, tirés des archives diplomatiques tsaristes, mettant en lumière la corruption des titres de la presse française avant la Première Guerre mondiale. Souvarine démissionne au mois de février 1924 du BP puis de *l'Humanité* au mois de mars suivant. Au mois de juin 1924, il est exclu du PCF, sur décision de l'IC.

Entre 1930 et 1934, Souvarine se consacre à la rédaction de son ouvrage, *Staline, aperçu historique du bolchevisme*. Mais, sévèrement critiqué par la presse, son impact politique se trouve affaibli par le rapprochement franco-soviétique et la volonté de front populaire à gauche.

#### *Amédée [Catonné] Dunois*<sup>548</sup> (1878 – 1945)

Né Amédée Catonné, il s'initie au socialisme durant le collège au gré de ses lectures (Zola, Vallès...). Bachelier à seize ans, il poursuit ses études à la Faculté de Droit puis à la Sorbonne (économie politique, histoire, droit, lettres). Il approfondit alors ses lectures (Marx, Proudhon, Kropotkine...). De tendance anarchiste dans un premier temps, il participe ainsi au congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907. S'il n'est pas un orateur populaire, Dunois est un écrivain et un journaliste brillant. Pourtant, il est un homme d'action par ses écrits et son militantisme, fréquentant d'abord les milieux libertaires. En 1906, il intègre les *Temps nouveaux*, ouvrant le journal anarchiste au syndicalisme ouvrier. Puis il entre à la *Bataille syndicale* en 1908 où il reste jusqu'en 1912. Cependant, l'influence du marxisme pousse Dunois à adhérer au Parti socialiste SFIO en 1912. Il entre alors à *l'Humanité* où il est chargé de la politique intérieure. Très proche de Jaurès, il est à ses côtés lorsque celui-ci est assassiné le 31 juillet 1914. Il condamne la politique d'union sacrée du Parti socialiste. Les « minoritaires de

---

<sup>548</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article23355>, notice DUNOIS Amédée [CATONNÉ Amédée, Gabriel, dit]. Pseudonymes : DANKIN, AMEDUNE, DANHINX Raphaël, DUNOIS Raphaël, MOREAU Nicolas par Justinien Raymond, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 5 juin 2020.

guerre », dont il fait partie, devenus majoritaires, il est nommé secrétaire de rédaction à *l'Humanité* au mois d'octobre 1918.

Dunois se rallie aux partisans de la III<sup>e</sup> Internationale à l'automne 1920. Puis le congrès de Tours au mois de décembre 1920 le porte au comité directeur (CD) du nouveau Parti communiste SFIC. Proche de Souvarine, il garde constamment la confiance de l'IC. Pour avoir dénoncé certaines exclusions du parti et la méfiance grandissante à l'égard des intellectuels, Dunois est écarté du CD et du secrétariat général de *l'Humanité* au mois de janvier 1925. Il quitte finalement le PCF en 1927 et rejoint la SFIO en 1930.

Durant l'Occupation, il continue d'animer le Parti socialiste clandestin et son journal. Arrêté au mois d'octobre 1943 par la Gestapo, il est libéré au bout d'un mois. Négligeant toute prudence, il reprend le combat résistant. De nouveau arrêté au mois de janvier 1944, il est déporté au camp d'Oranienburg au mois de juin. Transféré à Bergen-Belsen en février 1945, il meurt peu de temps avant la libération du camp.

#### *Marcel Cachin*<sup>549</sup> (1869 – 1958)

Né dans un milieu populaire et très croyant en Bretagne, Cachin, élève brillant, poursuit ses études à Saint-Brieuc et Rennes, avant de partir à Bordeaux suivre une licence de philosophie. A l'automne 1890, il adhère au groupe des étudiants socialistes de Bordeaux puis devient membre du Parti ouvrier français (POF) en mai 1892. En 1899, il fonde *Le Socialiste de la Gironde* dont il est le rédacteur en chef. Faisant partie d'une liste élargie rassemblant socialistes, radicaux et progressistes qui obtient la mairie de Bordeaux en 1900, Cachin est nommé adjoint au maire chargé des services de l'hygiène, du nettoyage et des transports. En 1902, il est devenu l'élément moteur et la principale figure du POF en Gironde.

En 1905, il intègre la SFIO. En 1906, il devient délégué permanent à la propagande du parti. Entre 1912 et 1913, il est secrétaire adjoint de la SFIO. Expérimenté, cultivé et brillant orateur, Cachin est alors considéré comme un des espoirs de la nouvelle génération de dirigeants socialistes. Dès son entrée à *l'Humanité* en 1912, il initie les contours d'une presse politique de masse. Cachin devient enfin député en 1914, dénonçant le militarisme à la veille de la guerre. Mais, après la mort de Jaurès, il se range parmi les partisans les plus déterminés de la Défense

---

<sup>549</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article18297>, notice CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Pennetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 14 avril 2020.



nationale. En tant que parlementaire, il est membre de la commission des affaires extérieures durant le conflit, acceptant plusieurs missions à l'étranger, notamment en Italie où il rencontre Benito Mussolini. Il fait aussi partie d'une délégation parlementaire socialiste en Russie au printemps 1917, destinée à convaincre le gouvernement provisoire russe de la poursuite des hostilités. Mais Cachin découvre une armée russe fatiguée et désorganisée. Il se rallie progressivement au point de vue des socialistes russes et des « minoritaires de guerres » de la SFIO, favorable à l'arrêt du conflit de manière juste. Allié à la minorité sortie victorieuse du congrès du parti d'octobre 1918, il obtient le poste de directeur de *l'Humanité*.

En 1919, il se consacre à la relance, réussie, de *l'Humanité* et à la reconstruction, encore envisageable, de l'Internationale. Réélu député en novembre 1919, il est mandaté, avec Frossard, par le parti pour se rendre en Russie évaluer les progrès de la révolution et discuter de la nouvelle Internationale. Fraîchement accueillis en juillet 1920, ils assistent néanmoins au second congrès de l'IC. Avant même leur retour en France, ils se montrent favorables à l'adhésion à l'IC. Dès l'ouverture du congrès de Tours en décembre 1920, la motion portée par Cachin mais aussi Souvarine ou Dunois est assurée de la majorité. Membre du comité directeur et toujours directeur de *l'Humanité*, Cachin est toutefois malmené par les luttes de tendance qui traversent le nouveau Parti communiste durant ses premières années.

Dès 1921-1922, il fait office d'intermédiaire officieux dans les relations franco-soviétiques, d'où sa stabilité et sa pérennité au sein de la direction de la SFIC. Au second congrès du parti à l'automne 1922, le centre, dont fait partie Cachin, ne fait plus l'unanimité, talonné par la gauche. Malgré cela, Cachin y demeure grâce à son art du compromis, même s'il est traité de « girouette » par certains cadres et militants.

En 1929, il est à l'initiative de la création des comités de défense de *l'Humanité*, afin de sauver le journal criblé de dettes. À la fin de l'année 1929, Cachin, affaibli, se voit mis en retrait des responsabilités au parti et au journal. Il se plie à toutes les décisions d'une IC devenue ultra-sectaire. A partir de 1932, il retrouve peu à peu le contrôle de *l'Humanité*.

*Bernard Lecache*<sup>550</sup> (1895 – 1968)

Proche de la militante féministe Séverine, il collabore rapidement à la presse de gauche et d'extrême gauche : la *Petite République*, le *Journal du Peuple*, le *Merle Blanc*, les *Hommes du Jour*. Il soutient la Révolution russe et le communisme naissant. Il adhère au Parti communiste SFIC dès sa fondation au mois de décembre 1920. Il devient un collaborateur régulier de *l'Humanité*, du *Bulletin communiste* et de *la Vie ouvrière* en 1921. Selon un rapport de police de janvier 1922, Lecache n'était « guère estimé dans le milieu communiste à cause de son manque de scrupules », même si ses qualités journalistiques étaient appréciées. D'abord membre de la gauche du parti, il est possible, ce qui n'est pas certain, qu'il se rallie au courant du centre vers le mois de novembre 1922. Ce changement d'orientation entraîne son éviction de *l'Humanité* au mois de décembre 1922, sur décision de l'IC.

Il rejoint alors le Comité de résistance, formé de militants exclus et de journalistes évincés de *l'Humanité*, avant d'adhérer à l'Union socialiste-communiste puis à la SFIO. Il fonde la Ligue contre les pogroms en février 1928 qui devient la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA). En 1936, la LICA se transforme en Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

*Charles Rappoport*<sup>551</sup> (1865 – 1941)

Né dans une famille juive aisée en Lituanie, il rompt avec le judaïsme en poursuivant ses études secondaires à Vilnius. A partir de 1883, il milite dans les rangs populistes du parti extrémiste « Volonté du peuple ». Après son baccalauréat, recherché pour tentative d'attentat contre le tsar, il réussit à partir légalement pour l'étranger. A Paris, entre 1887 et 1891, il participe à l'Union des ouvriers russes. Il vit ensuite à Berne puis Zurich, sans compter un bref séjour à Berlin, où il poursuit ses études, jusqu'à obtenir un doctorat en philosophie en 1897. Il y fait aussi son apprentissage en tant que journaliste militant au *Berner Tagwacht*. À la fin de l'année 1897, Rappoport s'installe à Paris où il intègre le mouvement socialiste français. La culture, les talents intellectuels et la profonde connaissance de la philosophie de Rappoport

---

<sup>550</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article107755>, notice LECACHE Bernard, Abraham par Nicole Racine, version mise en ligne le 12 novembre 2010, dernière modification le 15 mai 2020.

<sup>551</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article128117>, notice RAPPOPORT Charles, Léon (pseudonyme ARNOLD Félix) par Justinien Raymond et Marc Lagana, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 22 septembre 2020.

constituent des apports indéniables pour le socialisme français. C'est un militant très actif (presse, propagande, élections, congrès...).

A partir de 1901, il dirige la Bibliothèque russe de Paris. Critiquant progressivement toute participation gouvernementale et plus globalement le socialisme réformiste, il devient plus sensible au marxisme. Il participe ensuite à l'unité socialiste et à la création de la SFIO en 1905 dont il devient membre. Journaliste, publiciste, propagandiste et conférencier brillant, il se révèle être un marxiste révolutionnaire, collaborant à plusieurs journaux socialistes français et allemands. Il choisit donc un militantisme par la plume et la parole. Il milite au sein de la « minorité de guerre », hostile à l'Union sacrée, derrière laquelle s'est rangée la direction de la SFIO. Rappoport accueille avec enthousiasme la Révolution de Février en Russie. D'abord critique envers Lénine et les bolcheviks jusqu'en 1918, il change ensuite radicalement de position en prenant la défense du régime bolchevique.

Lors du congrès de Tours au mois de décembre 1920, il vote une nouvelle fois pour la motion favorable à l'adhésion à l'IC. De 1919 à 1924, il dirige l'école marxiste-communiste qu'il a lui-même fondé. Il contribue ainsi à propager une culture marxiste et à former des militants. Ayant adhéré au nouveau Parti communiste SFIC, il est membre du Comité directeur du mois de janvier 1921 au mois d'octobre 1922. Mais isolé et minoritaire sur le plan des idées, Rappoport se heurte rapidement à l'appareil naissant du parti. Il rédige énormément mais est cantonné, à partir de 1925, au simple rôle de journaliste occasionnel. En 1925-1926, il critique publiquement la « bolchevisation » du parti. Resté indépendant d'esprit, son rôle devient alors marginal. Son activité devient donc extrêmement réduite, restant uniquement le correspondant parisien des *Izvestia* jusqu'en 1938. Face aux grandes purges organisées par Staline, il finit par quitter le PCF en 1938.

*Ludovic-Oscar Frossard*<sup>552</sup> (1889 – 1946)

Fils de paysans et élève doué, il entre en 1905 à l'Ecole normale d'instituteurs de Belfort. Il se mêle rapidement au mouvement socialiste local, lisant assidument *l'Humanité*. Pacifiste et antimilitariste, il devient un des leaders de la SFIO dans la région de Belfort. Son activité militante lui vaut d'être révoqué de l'Education nationale en 1913. Au début de la

---

<sup>552</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article50881>, notice FROSSARD Oscar, Louis [dit L.-O. FROSSARD, dit Ludovic-Oscar FROSSARD] par Justinien Raymond, notice revue et complétée par Julien Chuzeville, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 2 septembre 2020.

guerre, Frossard se rallie à l'Union sacrée, comme une majorité à la SFIO. Cependant, face aux massacres et à la durée du conflit, il se range progressivement du côté des « minoritaires de guerre ». Ayant acquis une place prépondérante, il est nommé secrétaire général du parti au congrès de Paris au mois d'octobre 1918. Au congrès de Strasbourg au mois de février 1920, Frossard est chargé, avec Cachin, de mener une mission de renseignement et de négociation à Moscou afin d'envisager le rétablissement de l'unité socialiste internationale. Ils reçoivent un accueil réservé de la part des dirigeants bolcheviques. Néanmoins, ils assistent, avec l'accord de la SFIO, au II<sup>e</sup> congrès de l'IC où ils peuvent lire une première version des 21 conditions d'adhésion à l'IC. Admiratifs, sans peut-être peser tout leur impact futur, ils plaident tous deux à leur retour pour l'adhésion à l'IC. Dans son ouvrage *De Jaurès à Lénine*, Frossard prétend pourtant avoir hésité et s'être laissé entraîner par Cachin. Il n'en reste pas moins que leur attitude, en tant que secrétaire général du parti et directeur de *l'Humanité*, est déterminante.

Au début du mois de janvier 1921, Frossard est maintenu secrétaire général de la SFIC. Mais adhérer à l'IC exige pour Moscou une attitude équivoque et un alignement sans réserve, alors que celui-ci l'a rejoint avec éclectisme et distance. Toutefois, lors du second congrès de la SFIC en octobre 1922, Frossard refuse d'obtempérer alors que l'IC exige que lui et le centre s'allie à la gauche du parti contre la droite. Il refuse d'associer la gauche à la direction de la SFIC. Le courant du centre de Frossard emporte une majorité seulement relative. Pour démêler le conflit, la SFIC fait appel à l'IC qui préconise une représentation proportionnelle des différents courants à la direction. Mi-décembre, Frossard, sous pression, accepte la décision mais donne sa démission et quitte la SFIC dès le 1<sup>er</sup> janvier 1923.

Au mois de juin 1924, il adhère à la SFIO. Il accepte le ministère du Travail en juin 1935, sans l'aval de la SFIO, poste qu'il occupe jusqu'au mois de juin 1936. En 1938, il est ministre d'Etat et de la Propagande puis ministre des Travaux Publics. En 1940, il est ministre de l'Information puis une nouvelle fois ministre des Travaux Publics et Transmissions. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain avant de siéger au Conseil national de l'Etat français.

*Paul-Louis*<sup>553</sup> [*Lévy Paul, dit*] (1872 – 1955)

Né dans une famille bourgeoise israélite de Paris, il adhère très jeune au Comité révolutionnaire central de Vaillant, qui devient le Parti socialiste révolutionnaire en 1898. Il écrit dans de nombreux journaux, qui ne sont parfois pas de gauche. Avec *Le Colonialisme* en 1905, il publie un des très rares ouvrages socialistes en France sur ce problème. La même année, il intègre la SFIO. Durant la Première Guerre mondiale, réformé, il entre au CAP puis au bureau politique du parti au mois de mars 1917. Il appartient à la minorité modérée, qui dénonce les excès de l'Union sacrée et la participation socialiste au gouvernement. Paul-Louis accueille avec enthousiasme la Révolution russe en 1917.

C'est lui qui rédige la motion des « reconSTRUCTEURS » qui l'emporte au congrès de Strasbourg en février 1920. Mais il lâche cette tendance pour soutenir la motion favorable à l'adhésion à l'IC, celle-ci obtenant la majorité au congrès de Tours en décembre suivant qui aboutit à la scission de la SFIO. Il est donc maintenant membre de la SFIC et est élu au Comité directeur (CD). Rédacteur à *l'Humanité* depuis 1918, il donne sa démission à la fin de l'année 1922. Puis à la fin du mois de janvier 1923, il est exclu, ou plus probablement démissionne du parti.

*Armand Salacrou*<sup>554</sup> (1899 – 1989)

Dramaturge, il suit des études de médecine puis de philosophie. Il fréquente les milieux socialistes et communistes, collaborant notamment à *l'Humanité*. Mais il quitte le PCF assez rapidement pour se lier au groupe surréaliste.

---

<sup>553</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article125148>, notice PAUL-LOUIS [LÉVY Paul, dit]. Pseudonymes : PHÉDON, DIPLOMATICUS, FERRAL Jean, LUDO Paul, SZABO-TOKÉTÉ, PAUL LOUIS par Justinien Raymond, Julien Chuzeville, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 17 avril 2020.

<sup>554</sup> Antoine COMPAGNON, « SALACROU ARMAND - (1899-1989) », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 3 décembre 2020. URL : <http://www.universalis-edu.com.distant.bu.univ-rennes2.fr/encyclopedie/armand-salacrou/>

*André Morizet*<sup>555</sup> (1876 – 1942)

Issu d'un milieu aisé républicain, il se mêle aux milieux socialistes dès l'université, où il obtient un doctorat en droit à Paris. Il entre ensuite comme rédacteur au ministère de la Justice. Il adhère à la SFIO dès sa création en 1905. Son activité militante lui vaut d'être révoqué du ministère de la Justice en 1907. Dès lors, il se consacre entièrement à l'action militante et au journalisme. Mobilisé durant la Première Guerre mondiale, il combat au front jusqu'à être sérieusement blessé. Aux élections municipales de 1919, il est élu maire de Boulogne-Billancourt.

Délégué au congrès de Tours au mois de décembre 1920, il vote pour la motion des « reconstituteurs » mais suit ensuite la majorité à la SFIC. Au sein du nouveau Parti communiste, il prend position au centre. En 1921, il séjourne deux mois en Russie soviétique alors que la famine y fait rage, en tant que délégué français au congrès de l'IC. Au début de l'année 1923, face à l'obligation de quitter les organisations bourgeoises comme la Ligue des droits de l'homme ou la franc-maçonnerie, Morizet décide de quitter le PCF. Il regagne la SFIO. A la mairie de Boulogne, il accomplit une véritable œuvre édilitaire, transformant la physionomie de la ville. Il est aussi l'initiateur des premières mesures d'aménagement de la région parisienne.

*André Julien, Charles*<sup>556</sup> [*Charles-André, dit*] (1891 – 1991)

Fils d'un professeur d'histoire au Lycée, favorable à Dreyfus et ami de Jaurès, Julien milite dès sa jeunesse, fortement influencé par ce dernier. En 1906, son père demande et obtient un poste en Algérie, au lycée d'Oran, ce qui détermine ensuite sa vocation coloniale. Il adhère finalement à la SFIO en 1911. Au même moment, il devient auxiliaire au Trésor puis rédacteur à la préfecture d'Oran entre 1913 et 1915. Parallèlement, il prépare seul la licence d'histoire qu'il passe à Bordeaux en 1912. Réformé, il enseigne l'histoire, la latin et le grec au lycée d'Oran entre 1915 et 1917 puis seulement l'histoire au lycée d'Alger entre 1917 et 1919. A Alger, il devient président de la Ligue des droits de l'homme d'Afrique du nord où il lutte avec efficacité contre les abus faits aux autochtones. Agrégé d'histoire en 1920, il se spécialise dans

---

<sup>555</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article89693>, notice MORIZET André par Justinien Raymond, version mise en ligne le 11 octobre 2010, dernière modification le 23 octobre 2020.

<sup>556</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article114597>, notice JULIEN André, Charles [dit Charles-André] par Jean Maitron, version mise en ligne le 25 novembre 2013, dernière modification le 16 avril 2020.

l'histoire contemporaine du Maghreb. En 1919, il devient le premier élu socialiste d'Algérie, en tant que conseiller général d'Oran.

Délégué aux congrès socialiste de Strasbourg au mois de février 1920 puis de Tours au mois de décembre suivant, il vote pour la motion favorable à l'adhésion à l'IC et suit la majorité à la SFIC. Au mois de janvier 1921, il est nommé délégué permanent à la propagande pour l'Afrique du nord par le parti. En 1921, il fait partie, sur demande de Frossard, de la délégation française au congrès de l'IC à Moscou. Julien y rencontre les principaux dirigeants bolcheviques, sauf Staline, ainsi que les grandes figures des milieux littéraire et artistique soviétiques. A la demande de Tchitcherine, il précipite son retour pour faire campagne en France en faveur de la population russe frappée par la famine. Il ne quitte véritablement le PCF qu'en 1926. La crise du 6 février 1934 ramène Julien vers la politique militante qui redevient alors membre de la SFIO. A la demande de Blum en 1936, il met sur pied et dirige le Haut-comité méditerranéen et de l'Afrique du nord à la présidence du Conseil, et ce jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Il est ensuite chargé de la préparation à l'Ecole coloniale, poste dont il est destitué en décembre 1940. Il est l'un des fondateurs du Parti socialiste autonome (PSA) en 1958 et défend la lutte pour l'indépendance des pays maghrébins au début des années 1960.

*Charles Reber*<sup>557</sup> (1897 – 1962)

Suisse, Reber suit des études à Genève. Pacifiste et internationaliste durant la Première Guerre mondiale, il s'engage très tôt dans la Fédération suisse des étudiants socialistes. Au mois de janvier 1919, il s'installe à Paris et collabore à divers journaux suisse et français, spécialisé dans l'actualité du monde germaniques et les questions sociales : entre autres *Le Courrier de Genève*, *Paris-Soir*, *La Lumière*, *Excelsior*, *l'Humanité*...etc. Dans les années 1920 et 1930, il fait plusieurs séjours en Autriche et en Allemagne. Il contribue à populariser la littérature allemande en France, traduisant plusieurs ouvrages de l'allemand au français.

---

<sup>557</sup> « Liste de traductrices et traducteurs de littérature germanique » sur Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_de\\_traductrices\\_et\\_traducteurs\\_de\\_litt%C3%A9rature\\_germanique#cite\\_ref-51](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_traductrices_et_traducteurs_de_litt%C3%A9rature_germanique#cite_ref-51)

*Robert Pelletier*<sup>558</sup> (?)

Membre de la SFIC, il écrit dans *l'Humanité*, le *Bulletin communiste* et dans la revue *Clarté* à partir de 1921, se consacrant à l'actualité internationale. Il fait alors partie de l'aile gauche de la SFIC. Mais il quitte *l'Humanité* dès le mois de septembre 1922.

*Pierre Pascal*<sup>559</sup> (1890 – 1983)

Fils de professeur, il s'initie au lycée à la Russie sur divers plans (langue, littérature, histoire, religion). Sorti de l'École normale supérieure en 1910, il se rend à Kiev et Saint-Pétersbourg en 1911 pour y préparer son mémoire d'études supérieures. Puis en 1912, il fait un premier long séjour en Russie avant de passer l'agrégation en 1913. Mobilisé, il est grièvement blessé au mois de septembre 1914. Sur la demande du colonel Lavergne, chef de la mission militaire française en Russie, il part travailler à la propagande française à Saint-Pétersbourg au printemps 1916. Il ne remet alors aucunement en cause le régime tsariste. En 1917, il assiste à la Révolution de Février, il participe à la campagne de propagande en faveur de l'offensive décrétée par le gouvernement provisoire au printemps 1917. Pascal assiste finalement, nullement étonné, à la décomposition de l'armée russe. Ayant été influencé en France par le Sillon, il est alors en faveur d'un ordre social-chrétien. Pour lui, révolution et christianisme devaient être étroitement liés. Favorable dans un premier temps au gouvernement Kerenski, il le rejette peu à peu face à l'effacement de toute révolution sociale. Les actions de sabotage des services français finissent de le rallier au bolchevisme.

Au mois d'août 1918, il participe à la création du Groupe communiste français, des Français présents en Russie soviétique et ralliés au régime bolchevique. Puis au mois d'octobre suivant, il se place en dehors de l'autorité militaire française. Il travaille alors pour le commissariat des Affaires étrangères de Tchitcherine. Au mois de janvier 1919, il devient secrétaire du Groupe communiste français et en aît un des représentants au premier congrès de l'Internationale communiste. Le Groupe communiste français est dissous peu après par les bolcheviks. Au début de l'année 1920, il subit un nouvel interrogatoire politique, il se montre alors très déçu des dirigeants bolcheviks. Toutefois, avec la fin de la guerre civile, l'apparition de divergences au sein du PC russe, la répression de l'insurrection de Cronstadt (février-mars

---

<sup>558</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article228869>, notice PELLETIER Robert par Julien Chuzeville, version mise en ligne le 6 juin 2020, dernière modification le 3 juillet 2020.

<sup>559</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article125018>, notice PASCAL Pierre par Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 17 août 2019.



1921), Pascal commence à s'interroger, même si l'idée de quitter la Russie ne lui vint néanmoins jamais.

Aux mois de juin et juillet 1921, il rencontre les délégués français au III<sup>e</sup> congrès de l'IC, dont Souvarine qui devient son ami. Durant la conférence de Gênes en 1922, il est traducteur auprès de la délégation soviétique. Il participe ensuite à la conférence de La Haye au sein de la délégation soviétique. En 1924, il devient « travailleur scientifique » à l'institut Marx-Engels. Dans son propre journal, tenu de 1921 à 1927, Pascal se fait le chroniqueur des faits et gestes du pouvoir soviétique mais aussi des difficultés matérielles des paysans et des ouvriers. Malgré qu'il ne soit pas inquiet par le pouvoir, Pascal songe à retourner en France début 1930. Au début du mois de mars 1933, il revient finalement à Paris. La condamnation prononcée par la justice militaire à son encontre ayant été abandonnée en 1925, il demande sa réintégration dans la fonction publique. Il doit attendre pour cela 1936. Il intègre l'École des langues orientales en tant que professeur en 1937. En 1950, il est nommé à la Sorbonne. Il est aujourd'hui considéré comme un maître des études russes en France et un savant de réputation internationale.

#### *Louise Bodin*<sup>560</sup> (1877 – 1929)

Née à Paris, elle s'installe à Rennes au début de l'année 1898. La Première Guerre mondiale la conduit au pacifisme puis au socialisme. Rédactrice en chef de l'hebdomadaire féministe *La Voix des Femmes*, elle collabore aussi activement à *l'Humanité* et au *Populaire*. Elle se réclame du groupe des « reconstructeurs », mené par Longuet, au sein de la SFIO, à laquelle elle a adhéré.

Cependant, peu avant le congrès du parti à Strasbourg en février 1920, elle rejoint l'aile gauche de la SFIO. Dès 1921, elle joue un rôle essentiel dans l'implantation du nouveau Parti communiste SFIC en Ille-et-Vilaine. Au mois de décembre 1921, elle intègre le Comité directeur du parti. En 1922, elle mène une grande campagne en faveur des affamés russes, organisant de nombreuses réunions de propagande dans le département et publiant de nombreux articles dans la *Voix communiste*, organe de la Fédération communiste d'Ille-et-Vilaine. A l'automne 1922, elle est toujours du côté de l'aile gauche du parti, critiquant le centre, et notamment Cachin, même si elle continue à collaborer à *l'Humanité*. Face à la bolchevisation

---

<sup>560</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article100623>, notice BODIN Louise [née BERTHAUT Louise, Charlotte] par Claude Geslin, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 24 août 2019.

du PCF, elle se détache progressivement du parti, ralliant l'Opposition en novembre 1927. Elle rompt définitivement avec le PCF en 1928 lorsque Trotsky est déporté. Malade depuis plusieurs années, elle meurt en février 1929 à Rennes.

*Marguerite Rosmer (1879 – 1962)*<sup>561</sup>

D'abord employée aux chemins de fer, elle s'occupe ensuite d'une colonie de vacances. Elle fait la rencontre d'Amédée Dunois et Pierre Monatte avant la Première Guerre mondiale. Dès le déclenchement du conflit, elle se range du côté des pacifistes. Elle rencontre Alfred Rosmer, son futur époux, à la fin d'une réunion pacifiste. Elle adhère à la SFIC dès sa création. Elle apporte un soutien matériel (logement, travail...) et moral très important aux femmes et enfants de militants. En 1922, elle part en Russie soviétique avec un train du Secours ouvrier international pour distribuer des vivres alors que la famine y fait rage, travaillant aussi avec l'ARA. Elle avait un sens particulièrement aigu de l'organisation et des contacts.

*Rosa Michel [Wacziarg Marie, dite] (1901 – 1990)*<sup>562</sup>

Née à Lodz en Pologne, ses parents émigrèrent en France en 1900-1901. Militant actif en Pologne, son père devint ensuite membre du Parti communiste. Dès 1918, elle travaille comme sténodactylo dans des usines métallurgiques. La Révolution de Février en Russie la pousse à adhérer aux Jeunesses socialistes et à la SFIO. Dès sa formation, elle intègre la SFIO où elle est très active. Permanente de la Jeunesse communiste, elle participe à l'organisation de la campagne pour l'aide aux victimes de la famine soviétique. Elle monte progressivement dans la hiérarchie de l'Internationale des jeunes communistes où elle gère les problèmes liés à l'enfance, devenant aussi membre du Parti communiste d'Allemagne (KPD).

Elle effectue son premier voyage en URSS vers 1924-1925 comme traductrice, adhérant au Parti communiste d'Union soviétique. A la fin de l'année 1925, elle épouse à Moscou Walter Ulbricht, membre de la direction du KPD et futur dirigeant communiste de l'Allemagne de

---

<sup>561</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article75206>, notice ROSMER Marguerite [née THÉVENET Marguerite, épouse GRIOT Marguerite, dite] par Colette Chambelland, Christian Gras, version mise en ligne le 28 novembre 2009, dernière modification le 15 décembre 2019.

<sup>562</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article75251>, notice MICHEL Rosa [WACZIARG Marie, dite] par René Lemarquis, Claude Pennetier, version mise en ligne le 3 décembre 2009, dernière modification le 1er octobre 2020.

l'Est. A la fin des années 1920, elle travaille activement dans les diverses institutions soviétiques (IC, Profintern...) entre Berlin et Moscou. Puis au début des années 1930, elle occupe de nombreuses fonctions dans le PC allemand ainsi que des responsabilités à l'échelle de l'usine. Elle quitte l'Allemagne début 1933 lorsqu'Hitler arrive au pouvoir. En 1935, Rosa Michel et Walter Ulbricht se séparent. Dans la seconde partie des années 1930 et au début des années 1940, elle travaille au secrétariat d'André Marty à l'IC à Moscou où elle serait restée toute la Seconde Guerre mondiale. Après le conflit, elle devient correspondante officielle de *L'Humanité* à Berlin-Est et le reste jusqu'en 1973.

*Pierre-Jean Jouve (1887 – 1976)*<sup>563</sup>

Réformé, il s'engage comme infirmier civil volontaire au début de la Première Guerre mondiale. Tombé malade, il part se soigner en Suisse au mois d'octobre 1915. Il devient alors rapidement un proche de Romain Rolland, faisant partie d'un petit groupe d'écrivains et d'artistes, de libertaires et de socialistes, dont Stefan Zweig notamment. Jouve se veut alors le disciple spirituel de Rolland, dont il partage le pacifisme internationaliste d'inspiration tolstoïenne. Cependant, il connaît une grave crise spirituelle et sentimentale en 1921 qui le poussera plus tard à renier son œuvre d'avant 1925. Il rompt alors avec Romain Rolland pour s'engager dans une voie de recherche poétique et religieuse. Durant la Seconde Guerre mondiale, il joint sa voix aux poètes de la Résistance. Passé en zone libre, il s'exile en Suisse en 1941.

*Magdeleine Marx (1889 – 1973)*<sup>564</sup>

Ecrivaine et journaliste, elle publie sous le pseudonyme de Marx, du nom de son premier époux, essentiellement jusqu'en 1924, date de son remariage sous le nom de Paz. Pacifiste durant la Première Guerre mondiale, elle admire l'écrivain Henri Barbusse dont elle participe à la création et à la direction du mouvement Clarté lancé par celui-ci en 1919. Dans le même temps, elle publie deux romans, *Femmes* en 1919 et *Toi* en 1921. Membre de la SFIC dès sa formation, elle intègre alors le journal *L'Humanité*. Admiratrice de la Russie soviétique, elle

<sup>563</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article114580>, notice JOUVE Pierre-Jean [JOUVE Pierre, Charles Jean, dit Pierre-Jean]. par Nicole Racine, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 8 janvier 2016.

<sup>564</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article125240>, notice PAZ Magdeleine [MARX Magdeleine, née LEGENDRE Magdeleine] par Anne Mathieu, Jean Prugnot, Nicole Racine, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 18 janvier 2021.

publie des reportages au printemps 1922 sur la famine qui y règne tout en participant à la création du Comité de secours aux enfants.

Opposée à la bolchevisation du parti, elle rejoint l'Opposition communiste de gauche. Elle est finalement exclue du parti avec d'autres en 1927. Rompant avec l'Opposition de gauche en 1931, Magdeleine, non plus Marx mais Paz désormais, adhère à la SFIO avec son mari. En 1933, elle publie son troisième et dernier roman, *Une seule chair*. Son travail de traductrice devient sa principale activité professionnelle après la guerre, même si elle fait aussi de la radio.

*Alix Guillain (1876 – 1951)*<sup>565</sup>

Elle naît à Bruxelles d'un père français et d'une mère anglaise dans un milieu social bourgeois et aisé. Elle devient interprète, ayant une connaissance approfondie de l'allemand. Pacifiste durant la Première Guerre mondiale, membre de l'aile gauche de la SFIO, elle approuve la formation de la SFIC. Au début des années 1920, elle collabore à la revue *Clarté* et à la rubrique internationale de *L'Humanité* qu'elle quitte en 1924. Elle reste toute sa vie membre du PCF et admiratrice de l'URSS.

*Rosa Blanchet ( ? - ?)*<sup>566</sup>

Membre active de la SFIC à Paris, elle signe un article dans *L'Humanité* au mois de mai 1922 pour « l'assistance à la Russie affamée ». Elle apporte son soutien à l'aile gauche du parti au mois d'octobre 1922. En 1928, elle est téléphoniste à *L'Humanité*.

*Jacques Mesnil (1872 – 1940)*<sup>567</sup>

Né à Bruxelles dans une famille d'universitaires et de fonctionnaires, il entreprend des études de médecine en Belgique et en Italie. Malgré l'obtention de son diplôme, il n'exerça jamais. Dans le même temps, il milite au Parti ouvrier belge, rencontre le penseur anarchiste

---

<sup>565</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article114485>, notice GUILLAIN Alix par Bernard Dandois, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 6 décembre 2019.

<sup>566</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article100434>, notice BLANCHET Rosa, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 17 novembre 2020.

<sup>567</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article111945>, notice DWELSHAUVERS Jean-Jacques, dit Jacques Mesnil par M.-N. Bonet, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 30 juin 2020.

Elisée Reclus et plusieurs théoriciens anarchistes italiens (Malatesta, Borghi) qui le font évoluer vers l'anarchisme. Fervent anarchiste, il prône le syndicalisme révolutionnaire comme mode d'action le plus pur. Il collabore à de nombreux périodiques italiens ou belges entre 1894 et 1914. Mesnil se fixe en France en 1906 où il poursuit ses études d'histoire de l'art, fréquentant les milieux libertaires et internationalistes parisiens. Pacifiste convaincu, il est très touché par le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Dès 1914, il collabore ponctuellement à *L'Humanité* et devient proche de Romain Rolland. En 1918, il rompt avec le mouvement anarchiste pour le socialisme et intègre la rédaction de *L'Humanité*.

À la fin de l'année 1920, il suit la majorité à la SFIC. Il assiste ainsi au III<sup>e</sup> congrès de l'IC au mois de juin 1921 avec d'autres militants. Néanmoins, ses désaccords avec la ligne politique de *L'Humanité* vont crescendo. Il est finalement exclu de sa rédaction au mois d'août 1924. Il continue ensuite d'écrire dans la revue *Europe* et surtout dans la *Révolution prolétarienne* de Monatte jusqu'en 1938.

*Marcel Ollivier [Goldengerb Aron, dit] (1896 – 1993)<sup>568</sup>*

Né dans une famille juive de Roumanie, il vit avec sa mère à Paris à partir de 1900. Il participe à la Première Guerre mondiale sur le front. Démobilisé, il adhère à la SFIO, soutenant l'aile gauche du parti. Arrêté pour avoir voulu franchir illégalement la frontière entre l'Italie et la France au printemps 1920 afin de rejoindre un congrès international des jeunesses socialistes, il est emprisonné puis expulsé vers l'Allemagne. Il décide alors de gagner la Russie soviétique où il participe au second congrès de l'IC, rencontre Lénine et sillonne le pays. A la fin de l'année 1920, il quitte la Russie pour l'Allemagne où il est de nouveau arrêté. Revenu finalement à Moscou en 1922, il travaille comme traducteur-interprète.

En 1923, il revient clandestinement en France et rejoint l'opposition à la bolchevisation du parti. Il critique ainsi violemment la centralisation excessive. Dans la seconde partie des années 1920, il vit essentiellement en URSS où il poursuit une intense activité de traduction. Il revient en France en 1928 et quitte le PCF.

---

<sup>568</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article75908>, notice OLLIVIER Marcel [GOLDENBERG Aron, dit]. Autres pseudonymes : THAL Robert, TALBOT Jean par Julien Chuzeville, Michel Dreyfus, version mise en ligne le 12 janvier 2010, dernière modification le 7 septembre 2020.

*Willy Münzenberg (1889 – 1940)*<sup>569</sup>

Après avoir alterné études et travail, notamment en Prusse ou en Suisse, lié à l'émigration bolchevique, il assiste au congrès extraordinaire de la II<sup>e</sup> Internationale à Bâle en 1912. Pacifiste durant la Première Guerre mondiale, il accueille avec ferveur la Révolution d'Octobre en Russie. Allemand, il adhère à la Ligue spartakiste puis au Parti communiste (KPD) en 1918-1919. Münzenberg devient ensuite l'un des principaux responsables de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ). En 1921, Lénine lui confie la direction d'une campagne de propagande en faveur de la Russie affamée puis, peu après, la direction du Secours ouvrier international. Dès lors, il est à la tête d'une vaste entreprise de propagande à Berlin aux moyens considérables (presse, édition, radio, cinéma) qui acquiert une vaste influence, jusque dans les milieux non communistes. Il est l'un des leaders du KPD à partir de 1924, se réclamant plutôt de son aile gauche tout en restant indépendant.

Membre important de l'appareil du Komintern, il voyage de nombreuses fois en Union soviétique et assiste à tous les congrès de l'IC. Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Münzenberg gagne clandestinement la France au mois de mars 1933 où il devient le principal promoteur de la propagande contre le nazisme. Même en exil, il reste un membre important de l'IC et un des responsables du KPD, chargé notamment de créer un Front populaire allemand. Mais de plus en plus en désaccord avec Ulbricht au sein du KPD à partir de 1936, il est aussi inquiet au même moment lors des grandes purges en Union soviétique. Appelé à Moscou pour se justifier de son positionnement à l'automne 1936, craignant d'être arrêté, il réussit à quitter le pays de justesse. Plusieurs fois rappelé ensuite à Moscou pour des accusations de « trotskysme », il ne revint jamais en URSS.

Malgré tout, au printemps 1937, il continue de prôner un Front populaire anti-nazi alors que pressions et manœuvres se multiplient contre lui. Se méfiant de lui, Staline ordonne de l'attirer à Moscou pour le faire arrêter, en vain. A l'été 1938, il est démis de ses responsabilités à la tête du KPD avant qu'il ne quitte de lui-même le parti au mois de janvier 1939. Jusque-là peu critique malgré les attaques, il dénonce violemment le pacte germano-soviétique et la politique de Staline. Au mois de mai 1940, il est interné avec d'autres émigrés allemands alors que l'Allemagne nazi attaque à l'Ouest. Libéré à la fin du mois de juin, il tente de fuir en Suisse

---

<sup>569</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article74000>, notice MUNZENBERG Willy. Pseudonymes : HERFURT, A. SONNENBURG, STUDZINSKY (DBK) par Michel Dreyfus, version mise en ligne le 9 janvier 2010, dernière modification le 17 juin 2020.  
<https://maitron.fr/spip.php?article216488>, notice MÜNZENBERG Willi par Jacques Droz, version mise en ligne le 23 juin 2020, dernière modification le 17 juin 2020.

pour échapper à l'occupation nazie avant que l'on ne retrouve son corps à la fin du mois d'octobre 1940, sans que l'on sache s'il s'est suicidé, thèse longtemps la plus avancée, ou s'il a été exécuté, peut-être par des agents staliniens.

## SOURCES

### 1. Presse généraliste française

#### 1.1 *Le Temps*

Ce journal est disponible en version numérisée sur le site Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France.

Les articles dépouillés sont les suivants par titre et date de parution<sup>570</sup> :

- **Pour le mois de juillet 1921** : « Les événements de Russie. La situation alimentaire. La récolte » (17.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (20.07.1921) ; « Les événements de Russie. Famine et choléra » (21.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (22.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et le choléra » (23.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et le choléra » (26.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et le choléra » (27.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et le choléra » (29.07.1921) ; « Bulletin du jour. Les événements de Russie. Un appel des industriels et commerçants russes » (30.07.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et le choléra » (31.07.1921).

**Pour le mois d'août 1921** : « Nouvelles de l'étranger. Belgique. Retour de Jaspar » (01.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (02.08.1921) ; « Le règlement de la paix. Le conseil suprême » (03.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine et les épidémies » (03.08.1921) ; « Le règlement de la paix. Le conseil suprême » (04.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (04.08.1921) ; « Les événements de Russie. La lutte contre la famine et le choléra » (05.08.1921) ; « Les événements de Russie » (06.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (07.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine - l'organisation des secours » (08.08.1921) ; « Dernières nouvelles. La famine en Russie » (08.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (09.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (10.08.1921) ; « L'agonie d'une expérience » (11.08.1921) ; « Les événements de Russie » (11.08.1921) ; « Le règlement de la paix. Le conseil suprême. L'aide à la Russie affamée » (12.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (12.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (13.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine

---

<sup>570</sup> *Le Temps* pratique l'anonymat de sa rédaction à partir de 1870.



» (14.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (15.08.1921) ; « Opinions de province » (16.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (16.08.1921) ; « En Russie. Situation générale intérieure » (16.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (17.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (18.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (19.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (20.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (21.08.1921) ; « Le bolchevisme et les paysans » (21.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (22.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (23.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (24.08.1921) ; « Les aveux de Lénine » (25.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (25.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (26.08.1921) ; « La faillite communiste » (27.08.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (27.08.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (28.08.1921) ; « Un échec communiste » (29.08.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (29.08.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (30.08.1921).

**Pour le mois de septembre 1921** : « Les événements de Russie. La commission internationale de secours à la Russie » (01.09.1921) ; « Bulletin du jour. L'enquête sur la Russie » (02.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine. L'organisation des secours » (02.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine. L'organisation des secours » (03.09.1921) ; « Dernières nouvelles. Les secours à la Russie » (03.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine. L'organisation des secours » (04.09.1921) ; « Dernières nouvelles. Les secours à la Russie » (04.09.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (05.09.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (06.09.1921) ; « Le bolchévisme et les paysans » (06.09.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (07.09.1921) ; « Les événements de Russie. L'organisation des secours » (08.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (09.09.1921) ; « La réponse des Soviets à la faillite allemande » (10.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (10.09.1921) ; « Le règlement de la paix. Assemblée de la Société des nations. L'œuvre du conseil de la société » (10.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (11.09.1921) ; « Les Soviets et l'aide à la Russie » (12.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (12.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (13.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (14.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (15.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (16.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (17.09.1921) ; « Bulletin du jour. L'aide à la Russie » (18.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine »

(18.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (19.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (21.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (22.09.1921) ; « Dernières nouvelles. Le pape et le secours à la Russie » (22.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (23.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (25.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (27.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (28.09.1921) ; « Le règlement de la paix. Assemblée de la Société des nations. L'aide à la Russie » (29.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (29.09.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (30.09.1921).

**Pour le mois d'octobre 1921** : « Les événements de Russie. La famine » (01.10.1921) ; « Dernières nouvelles. Les secours à la Russie » (01.10.1921) ; « Bulletin du jour. L'aide à la Russie » (02.10.1921) ; « Le règlement de la paix. Assemblée de la Société des nations. Les secours à la Russie » (02.10.1921) ; « Le règlement de la paix. Assemblée de la Société des nations. L'aide à la Russie » (04.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (05.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (07.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine. La conférence internationale de Bruxelles » (08.10.1921) ; « Les événements de Russie. La conférence internationale de Bruxelles. La famine » (09.10.1921) ; « Bulletin du jour. La conférence de Bruxelles » (10.10.1921) ; « Les événements de Russie. La conférence internationale d'assistance à la Russie » (10.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (13.10.1921) ; « Les événements de Russie. La situation en Ukraine » (17.10.1921) ; « Les événements de Russie. Les trade-unions et la famine » (23.10.1921) ; « Un échec communiste » (25.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (27.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (28.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (29.10.1921) ; « La Chambre. Les secours à la Russie » (29.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (30.10.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (31.10.1921).

**Pour le mois de novembre 1921** : « Les événements de Russie. Le gouvernement des Soviets et la reconnaissance des dettes russes » (01.11.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (05.11.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (06.11.1921) ; « Les événements de Russie. Le régime bolchéviste » (07.11.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (10.11.1921) ; « Le Sénat » (17.11.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (18.11.1921) ; « Le Sénat. La famine en Russie (20.11.1921) ; « La situation économique » (27.11.1921) ; « Les événements de Russie. Une conférence sur la famine » (29.11.1921) ; « Les événements de Russie. La famine » (30.11.1921).

**Pour le mois de décembre 1921** : « Les événements de Russie. La famine » (02.12.1921) ; « Les événements de Russie. Un discours de Krassine » (06.12.1921) ; « Les événements de Russie. L'œuvre de secours aux affamés » (10.12.1921) ; « La Chambre. Discours de Briand » (14.12.1921) ; « Dépêches télégraphiques » (22.12.1921) ; « Les événements de Russie. Les secours aux affamés » (24.12.1921) ; « Dépêches télégraphiques » (25.12.1921).

**Pour le mois de janvier 1922** : « Les événements de Russie. Les secours » (01.01.22) ; « Les événements de Russie. Une déclaration ukrainienne » (02.01.22) ; « Dépêches télégraphiques » (07.01.22) ; « Académies, universités, écoles. Cours et conférence » (08.01.22) ; « Le mémorandum britannique » (13.01.22) ; « En Allemagne. Désarroi financier » (15.01.22) ; « Le secret des révolutions heureuses » (17.01.22) ; « Le règlement de la paix. Avant la conférence de Gênes. L'attitude du gouvernement des Soviets russes » (20.01.22) ; « Les événements de Russie. Les secours à la Russie » (27.01.22) ; « Les événements de Russie. Les secours à la Russie » (28.01.22).

**Pour le mois de février 1922** : « Les événements de Russie. La situation intérieure », « La mort du pape et le conclave. Les condoléances des Soviets » (02.02.22) ; « Les événements de Russie. La famine » (05.02.22) ; « Les événements de Russie. Déclaration du comité national ukrainien » (07.02.22) ; « Les événements de Russie. La spéculation bolchéviste sur la famine », « Académies, universités, écoles. Cours et conférences » (12.02.22) ; « Bulletin du jour. Comment préparer Gênes ? » (13.02.22) ; « Les révolutionnaires et la misère russe », « En Allemagne. Les manœuvres bolchévistes en vue de la conférence de Gênes » (15.02.22) ; « Les radicaux-socialistes » (17.02.22) ; « Le règlement de la paix. Avant la conférence de Gênes. L'attitude du gouvernement des Soviets », « Les événements de Russie. Les secours aux affamés », « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du jeudi 16 février. La famine en Russie » (18.02.22) ; « Une conférence du docteur Nansen » (19.02.22) ; « Bulletin du jour. La France, la conférence et la Russie » (20.02.22) ; « Opinions de province » (28.02.22).

**Pour le mois de mars 1922** : « L'Allemagne et la Russie » (05.03.22) ; « Dernières nouvelles. A propos des secours à la Russie » (06.03.22) ; « Les événements de Russie. Les Soviets et les puissances » (11.03.22) ; « Les événements de Russie. La situation intérieure » (17.03.22) ; « Les événements de Russie. Le gouvernement bolchéviste et la Croix-Rouge française » (26.03.22) ; « Conseil de la Société des Nations » (30.03.22) ; « Les événements de Russie. La Croix-Rouge française et les Soviets » (31.03.22).

Pour le mois d'avril 1922 : « Bulletin du jour. Les Soviets devant la conférence », « Les événements de Russie. La situation en Russie soviétique » (10.04.22) ; « Les événements de Russie. Une mission italienne de secours » (13.04.22) ; « Le règlement de la paix. La conférence de Gênes. Le problème russe. Une entrevue avec M. Rakowski », « Les événements de Russie. La famine » (14.04.22) ; « Le règlement de la paix. La conférence de Gênes. Le comité national ukrainien », « Les événements de Russie. Le secours aux affamés » (16.04.22) ; « Ce que l'on entend à Berlin » (24.04.22) ; « Bulletin du jour. La guerre ou la paix ? » (25.04.22) ; « Les excitations francophobes » (26.04.22) ; « Les événements de Russie. Mission catholique en Russie soviétiste » (27.04.22).

**Pour le mois de mai 1922** : « Dernières nouvelles. Epidémies en Europe orientale » (06.05.22) ; « Le camouflage bolchéviste » (07.05.22) ; « Dernières nouvelles. La famine en Russie » (12.05.22) ; « Dépêches télégraphiques », « La mort par l'ignorance », « En Allemagne. Le Hansa-Burd et le problème russe », « Les événements de Russie. La situation intérieure de la Russie soviétique » (16.05.22) ; « Dernières nouvelles. Au conseil de la Société des Nations » (17.05.22) ; « Les événements de Russie. Les Soviets et les puissances » (18.05.22) ; « Les événements de Russie. La famine en Crimée » (22.05.22).

**Pour le mois de juin 1922** : « Dépêches télégraphiques », « Dernières nouvelles. La situation en Russie » (01.06.22) ; « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du vendredi 2 juin. Fin du débat sur la politique extérieure. Notre attitude envers la Russie » (04.06.22) ; « Les événements de Russie. La famine » (05.06.22) ; « Les événements de Russie. En faveur des intellectuels russes » (07.06.22) ; « Bulletin du jour. La conversation de Londres. L'enquête en Russie » (21.06.22) ; « Les événements de Russie. Ce qu'on voit à Odessa » (22.06.22) ; « Bulletin du jour. L'assassinat de M. Walter Rathenau. Quelques questions pour la Haye » (25.06.22) ; « Le règlement de la paix. La conférence de la Haye. Déclarations de M. Litvinof » (28.06.22).

**Pour le mois de juillet 1922** : « La Russie mourante » (05.07.22) ; « Les événements de Russie. La famine » (09.07.22) ; « Le conseil de la Société des Nations » (22.07.22).

**Pour le mois d'août 1922** : « Les événements de Russie. Une enquête sur la situation en Russie » (10.08.22) ; « Informations diverses. Les secours aux enfants russes » (15.08.22) ; « Les événements de Russie. L'aide aux affamés russes » (19.08.22) ; « Dépêches télégraphiques des correspondants particuliers du Temps » (23.08.22) ; « Les événements de Russie. La récolte des céréales » (26.08.22).

**Pour le mois de septembre 1922** : « Les événements de Russie. La nouvelle orientation économique des Sovièts » (02.09.22) ; « Les événements de Russie. La reprise économique » (07.09.22) ; « Assemblée de la Société des Nations », « Les événements de Russie. La famine en Ukraine », « Dernières nouvelles. L'assemblée de la Société des Nations » (09.09.22) ; « Les événements de Russie. Pour les enfants russes » (11.09.22) ; « En Russie. La récolte en Ukraine. Les secours de la Suède » (13.09.22) ; « Les événements de Russie. La récolte et les organisations contre la famine » (17.09.22) ; « Les événements de Russie. La nouvelle orientation économique » (21.09.22).

**Pour le mois d'octobre 1922** : « Dernières nouvelles. La récolte en Russie » (16.10.22).

**Pour le mois de novembre 1922** : « Lettres de Russie. Une interview de M. Rakosvky » (09.11.22).

### 1.2 L'Humanité

Ce journal est disponible en version numérisée sur le site Gallica, bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France.

Les articles signés dépouillés sont les suivants par titre et date de parution<sup>571</sup> :

**Pour le mois de juillet 1921** : « La Russie appelle à son secours les honnêtes gens de tous les pays », *Amédée Dunois* (18.07.1921) ; « L'appel de Maxime Gorki », *Marcel Cachin* (22.07.1921) ; « Les vraies causes de la famine en Russie », *Bernard Lecache* (23.07.1921) ; « Contre la famine de la Volga », *Marcel Cachin* (26.07.1921) ; « Au secours ! Contre la famine en Russie », *Charles Rappoport* (27.07.1921) ; « Au pays des Sovièts. La lutte contre la famine », *Boris Souvarine* (30.07.1921).

**Pour le mois d'août 1921** : « La famine en Russie. A l'aide des Russes en détresse. Une interpellation. Faisons une journée mondiale », *Marcel Cachin* (01.08.1921) ; « La France n'envoie pas de vivres à Moscou mais des munitions à ses agresseurs », *Bernard Lecache* (01.08.1921) ; « Affameurs et diffamateurs », *Charles Rappoport* (02.08.1921) ; « Solidarité », *Marcel Cachin* (03.08.1921) ; « Au secours du peuple russe ! », *L-O Frossard* (04.08.1921) ; « Tchitcherine dément les fantaisies intéressées de la presse capitaliste. Le peuple russe

---

<sup>571</sup> Seuls les articles signés sont ici mentionnés dans l'ordre chronologique de publication suivi du nom du signataire. Les articles non signés sont relativement nombreux, certains se retrouvent dans notre développement, la plupart étant des dépêches sans commentaires.

supporte avec courage de la famine et du courage », *Marcel Cachin* (05.08.1921) ; « Soyons vigilants. La famine russe devant le Conseil Suprême », *Paul Louis* (05.08.1921) ; « Pour les affamés », *Marcel Cachin* (06.08.1921) ; « Pour la Russie affamée ! La solidarité ouvrière. Chez les Cordonniers. De nouvelles précisions », *Armand Salacrou* (07.08.1921) ; « Au Conseil Suprême. La Silésie et la Russie », *Paul Louis* (07.08.1921) ; « Lénine appelle le monde du travail au secours de la Russie affamée. Comité d'assistance au peuple russe », *L-O Frossard* (10.08.1921) ; « Contre la famine en Russie. La protection des enfants », *Charles Rappoport* (11.08.1921) ; « Des précisions sur la famine. Une interview avec André Julien », *Armand Salacrou* (12.08.1921) ; « Comité d'assistance au peuple russe », *L-O Frossard* (13.08.1921) ; « Gorki appelle la France au secours de la Russie affamée », *André Morizet* (14.08./921) ; « La lutte contre la famine », *André Julien* (14.08.1921) ; « Le monde capitaliste et la famine russe », *Paul Louis* (16.08.1921) ; « Contre la famine en Russie. La Conférence de la Croix-Rouge », *Charles Reber* (17.08.1921) ; « Contre la famine en Russie. La Conférence de la Croix-Rouge à Genève », *Charles Reber* (18.08.1921) ; « Pour la Russie-pour l'Europe. Au secours contre la menace du choléra ! », *André Morizet* (19.08.1921) ;

**Pour le mois de septembre 1921** : « Ce soir, à Wagram ! », *Marcel Cachin* (02.09.1921) ; « Les puissances capitalistes et la famine », *Robert Pelletier* (04.09.1921) ; « La réplique des Soviets », *Marcel Cachin* (10.09.1921) ; « Barbarie. La famine russe et la presse bourgeoise » *P. L.* (13.09.1921) ; « Surveillons les Comité de secours. Le rôle sinistre de M. Hoover en Hongrie », *C. David* (15.09.1921) ; « La Commission Noulens. Un défi à la Russie », *Pierre Pascal* (17.09.1921) ; « La famine russe et le prolétariat international », *Charles Rappoport* (18.09.1921) ; « Particulièrement aux enfants », *Louise Bodin* (25.09.1921) ;

**Pour le mois d'octobre 1921** : « Ignominie suprême. La Société des Nations contre la Russie affamée », *Paul Louis* (01.10.21) ; « La famine russe et les Pharisiens de Paris », *André Morizet* (06.10.21) ; « Le scandale Noulens », *Ernest Lafont* (07.10.21) ; « La conférence internationale de Bruxelles », *Robert Pelletier* (07.10.21) ; « La lutte contre la famine », *Robert Pelletier* (08.10.21) ; « À Bruxelles. La famine russe et la reconnaissance des dettes », *Robert Pelletier* (09.10.21) ; « La famine russe et le secours prolétarien », *Charles Rappoport* (10.10.21) ; « Plus de munitions de guerre ! ... Si l'on veut sauver la Russie affamée », *Bernard Lecache* (14.10.21) ; « Comité d'assistance au peuple russe. Les dons en nature », *Ludovic-Oscar Frossard* (18.10.21) ; « En Russie. La famine et le banditisme capitaliste », *Charles Rappoport* (19.10.21) ; « Les Etats capitalistes au pied du mur. En échange de certaines concessions les Soviets demandent leur reconnaissance. La question des dettes », *P. L.* (31.10.21).

**Pour le mois de novembre 1921** : « La lutte contre la famine », *Marcel Cachin* (08.11.21) ; « La Fête pour la Russie », *Georges Chennevière* (08.11.21) ; « Pour les Fêtes du peuple », *Marcel Cachin* (09.11.21) ; « La Fête pour la Russie », *Georges Chennevière* (09.11.21) ; « Le travail révolutionnaire parmi les femmes », *Marthe Bigot* (11.11.21) ; « Ne cessez pas de souscrire pour la Russie affamée », *E. Dondicol* (20.11.21) ; « Nouvel effort pour la Russie affamée », *E. Dondicol* (23.11.21) ; « Les ennemis de la Russie. Roumanie et Finlande. Un complot pour affamer la Russie », *Robert Pelletier* (23.11.21) ; « La situation en Russie », *Robert Pelletier* (25.11.21) ; « La détresse russe. Famine, typhus et choléra. Les ravages effroyables de la famine et de la maladie », *Robert Pelletier* (25.11.21) ; « Comité d'assistance au peuple russe », *E. Dondicol* (30.11.21).

**Pour le mois de décembre 1921** : « Pour la Russie affamée. Notre train de secours », *Marguerite Rosmer* (04.12.21) ; « Le budget des Affaires étrangères à la Chambre. Quelques lueurs sur notre politique extérieure et sur le régime imposé à l'Alsace-Lorraine », *Marcel Cachin* (13.12.21) ; « Le naufrage du Hornsee », *E. Dondicol* (13.12.21) ; « La Conférence internationale du Comité d'assistance aux Russes », *Marguerite Rosmer* (15.12.21) ; « Le calvaire de la Russie affamée », *Marcel Cachin* (16.12.21) ; « On meurt en Russie ! ... », *Marcel Cachin* (17.12.21) ; « Au Secours ! », *Marcel Cachin* (23.12.21).

**Pour le mois de janvier 1922** : « Tribune des Travailleuses. Pour les Russes affamée. Ce que les ouvrières allemandes font pour les affamés russes. Le Foyer Rosa Luxembourg – Karl Liebknecht », *M. R.* (02.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. Ne laissons pas mourir les gosses de la Volga ! », *Bernard Lecache* (03.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. 2000 personnes meurent chaque jour. La situation exige un large et immédiat secours », *Bernard Lecache* (06.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. Les gosses de France pensent à ceux de la Volga », *Rosa Michel* (08.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. Les survivants de la Volga errent comme des bêtes abandonnées. C'est par milliers qu'ils mourront si nous n'agissons pas », *Bernard Lecache* (09.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. Une grande partie de la Russie transformée en désert. Il est impossible d'exagérer l'horreur de la situation », *Bernard Lecache* (10.01.22) ; « Pour les affamés de Russie », *Bernard Lecache* (12.01.22) ; « Pour les affamés de Russie. Un nouveau train de secours est parti, hier. Un autre train partira le 5 février », *Bernard Lecache* (24.01.22) ; « En Russie. Dix millions d'hommes attendent tout de l'Europe », *Robert Pelletier* (25.01.22) ; « La famine en Russie. Où sont les 6 millions ? », *Robert Pelletier* (26.01.22) ; « La famine russe. Où sont les 6 millions ? », *Robert Pelletier* (31.01.22).

**Pour le mois de février 1922** : « Le prix d'une vie humaine. "Chaque fois que vous versez 24 francs vous sauvez la vie d'un affamé russe" (Nansen) », *Bernard Lecache* (01.02.22) ; « Au secours de la Russie affamée. Si les gouvernements n'entendent pas l'appel désespéré de Nansen des millions d'hommes mourront de faim », *P.-J. Jouve* (02.02.22) ; « Pour les affamés de Russie. "Nous envoyons ce qu'il y a dans notre tirelire car nous voulons avoir notre Russe" (lettre d'un gosse) », *Bernard Lecache* (05.02.22) ; « Un homme et sa vie. Le professeur Fridtjof Nansen. Celui qui veut sauver les Russes affamés », *Bernard Lecache* (10.02.22) ; « Nansen à Paris », *André Morizet* (11.02.22) ; « Une interview de Nansen. "Il faut agir tout de suite, sinon il y aura une nouvelle famine l'an prochain" », *Camille David* (12.02.22) ; « Le premier train de secours est arrivé à Reval », *Marguerite Rosmer* (13.02.22) ; « Nansen au Tocadéro », *L.-O. Frossard* (17.02.22) ; « Au secours du peuple russe », *L.-O. Frossard* (26.02.22).

**Pour le mois de mars 1922** : « Aux affamés de Russie. L'œuvre admirable des gosses de France », *Fernand Menneret* (05.03.22) ; « L'horrible famine du Volga. Lisez cette lettre de Russie et faites-là lire ! », *Marguerite Rosmer* (08.03.22) ; « Le gouvernement anglais et la famine russe », *Alix Guillain* (14.03.22) ; « La famine en Russie. Au secours de nos frères », *Magdeleine Marx* (16.03.22) ; « La famine en Russie. Pendant qu'ils nous attendent... », *Magdeleine Marx* (19.03.22) ; « Au secours des affamés. La faucille et le marteau », *Magdeleine Marx* (26.03.22).

**Pour le mois d'avril 1922** : « La famine en Russie. Des nouvelles terrifiantes », *Magdeleine Marx* (02.04.22) ; « Le bilan de la lutte contre la famine » par *Charles Rappoport* (05.04.22) ; « La famine en Russie. Le supplice des enfants », *Magdeleine Marx* (10.04.22) ; « Le train de secours français pour les affamés russes », *Boris Souvarine* (14.04.22) ; « La famine en Russie. Au milieu de la mort. Quelques signes de résurrection », *Magdeleine Marx* (16.04.22) ; « La famine en Russie. Un hôpital dans les régions affamées », *Magdeleine Marx* (23.04.22).

**Pour le mois de mai 1922** : « L'œuvre de secours en Russie. Marguerite Rosmer à Tcheliabinsk », lettre de *Marguerite Rosmer* (15.05.22) ; « La famine en Russie. La situation actuelle des affamés » par *M. M* (21.05.22) ; « L'assistance à la Russie affamée », *Rosa Blanchet* (25.05.22) ; « La famine en Russie. Fausses nouvelles », *M. M* (28.05.22).

**Pour le mois de juin 1922** : « La famine en Russie. Comment fonctionne le secours ouvrier international », *Marguerite Rosmer* (06.06.22) ; « A travers la Russie affamée. Des scènes de misère atroce et de tragique désespoir », lettre de *Marguerite Rosmer* (10.06.22) ; « Les affameurs dans la presse bourgeoise », *Robert Pelletier* (10.06.22) ; « A travers la Russie affamée. Des scènes de misère atroce et de tragique désespoir », lettre de *Marguerite Rosmer*



(13.06.22) ; « Enfin ! La Croix-Rouge française se décide à ‘porter secours’ à la Russie », *B. L.* (14.06.22) ; « Après le Volga, l’Ukraine. S.O.S. ! », *Bernard Lecache* (16.06.22) ; « Nouvel appel de Nansen. Une grande voix s’élève en faveur des affamés russes », *R. B.* (19.06.22) ; « A La Haye » *Marcel Cachin* (28.06.22).

**Pour le mois de juillet 1922** : « Votre secours, camarades français a sauvé des milliers d’affamés russes ! », *Bernard Lecache* (16.07.22) ; « Pour les affamés de Russie. Chaque paysan peut-il donner un peu de son blé ? Il faut qu’ils mangent », *Bernard Lecache* (17.07.22) ; « La Russie & l’Europe. En causant avec Pierre Pascal à La Haye », *Jacques Mesnil* (21.07.22) ; « Pour la Russie. La transformation de l’œuvre de secours aux affamés. Deux conférences importantes » *Marcel Ollivier* (23.07.22).

**Pour le mois d’août 1922** : « Vers la Russie affamée. Le ‘Taroudant’ est parti pour Odessa », *Bernard Lecache* (13.08.22).

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1. Généralités

#### 1.1 Outils de travail

Encyclopédie en ligne : Wikipédia, Encyclopaedia Universalis, Maitron

#### 1.2 Les relations internationales d'un point de vue global :

Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales. Tome 1 : De 1919 à 1945*, Armand Colin, rééd. 2001.

Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1953 (rééd. 1993).

Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, PUF, 1964 (rééd. 2002).

### 2. La Russie

#### 2.1 La Russie d'un point de vue général

Michel Tissier, *L'Empire russe en révolutions : du tsarisme à l'URSS*, Armand Colin, 2019.

Nicolas Werth, *Les révolutions russes*, PUF, 2017.

Nicolas Werth, *Histoire de l'union soviétique, de Lénine à Staline (1917-1953)*, PUF, 2017.

#### 2.2 Les relations internationales et la Russie entre tsarisme et soviétisme

Marc Ferro, *1917, l'Occident devant la Révolution soviétique : l'histoire et ses mythes*, Complexe, 1991.

Anne Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques : 1917-1924*, Publications de la Sorbonne, 1981.

Laura Pettinaroli, *La politique russe du Saint-Siège (1905-1939)*, Publications de l'Ecole française de Rome, 2015.

### 2.3 La relation des Français à la Russie soviétique

Sophie Coeuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Ed. du Seuil, rééd. CNRS Editions, 2017.

Sophie Coeuré, *Pierre Pascal. La Russie entre christianisme et communisme*, Les Editions Noir sur Blanc, 2014.

Sophie Coeuré, Rachel Mazuy, *Cousu de fil rouge (Voyages des intellectuels français en Union soviétique)*, CNRS Editions, 2012.

Rachel Mazuy, *Croire plutôt que voir ? : Voyage en Union soviétique (1919-1939)*, Odile Jacob, 2002.

## 3. La France de l'après-guerre

### 3.1 Le contexte d'un point de vue général

Jean-Claude Allain (ouvrage collectif), *Histoire de la diplomatie française. II. De 1815 à nos jours*, Perrin, 2007.

Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *La France de 1914 à nos jours*, PUF, rééd. 2004 (1<sup>ère</sup> éd. 1993).

### 3.2 Le Parti communiste français (SFIC-PCF)

Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Libertalia, 2017.

Colette Cosnier, *La bolchevique aux bijoux : Louise Bodin*, P. Horay, 1988.

Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 2000.

Edouard Descottes, sous la direction de Jacqueline Sainclivier, *Louise Bodin et le jeune parti communiste en Ille-et-Vilaine (1917-1929)*, mémoire de maîtrise, université Rennes 2, 1987.

Michel Dreyfus, *PCF, crises et dissidences : de 1920 à nos jours*, Editions Complexe, 1989.

Romain Ducoulombier, *Histoire du communisme au XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, 2014.

Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010.

Romain Ducoulombier, Jean Vigreux (dir. *Le PCF, un parti global (1919-1989) : approches transnationales et comparées*), Editions universitaires de Dijon, 2019.

Romain Ducoulombier, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) », *Revue d'histoire intellectuelle*, 30 juillet 2012, vol. n°30(1), p. 55-71.

Annie Kriegel, « Le Parti Communiste français sous la Troisième République (1920-1939) : évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, 1<sup>er</sup> Février 1966, vol.16(1), p. 5-35.

Dimitri Manassis, Guillaume Roubaud-Quashie (dir.), *Empreintes rouges. Nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*, PUR, 2018.

### 3.3 Les forces d'opposition au communisme en France

Guillemette de Sérigné, *Pechkoff, le Manchot magnifique*, Allary Editions, 2019.

Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France, 1917-1940*, Orban, 1987.

René Rémond, *Les droites en France*, Aubier, 1982.

Gilles Richard, *Histoire des droites en France*, Perrin, 2017.

## 4. La famine soviétique 1921-1922

### 4.1 Ouvrages et articles généraux

Sergueï Adamets, *Guerre civile et famine en Russie : le pouvoir bolchévique et la population face à la catastrophe démographique, 1917-1923*, Institut d'études slaves, 2003.

Charles M Edmondson., « The Politics of Hunger : The Soviet Response to Famine, 1921 », *Soviet Studies*, vol.29, n° 4, octobre 1977, p. 506-518.

Nicolas Werth, *Les grandes famines soviétiques*, PUF, 2020.

#### 4.2 La famine du point de vue des organisations humanitaires

Laurent Jalabert, *La France et la Russie : Regards diplomatiques (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, « La diplomatie française et la famine de 1921-1922 en Russie », PUR, 2012, p. 65-91.

Marin Coudreau, « Le Comité international de secours à la Russie, l'Action Nansen et les bolcheviks (1921-1924) », *Relations internationales*, 2012/3 (n° 151), p. 49-61.

Luke Kelly, *British humanitarian activity in Russia, 1890-1923*, Palgrave MacMillan, 2018.

Yulia Khmelesvskaya, « La philanthropie entre business et pratiques militaires : l'aide américaine à la Russie soviétique lors de la famine des années 1920 », *Connexe. Les espaces postcommunistes en question(s)*. vol.1 2015, p. 33-54.

Bertrand Patenaude, *The Big Show in Bololand : The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*, Stanford University Press, 2002.

Bertrand Patenaude, Terrence Emmons, *War, Revolution, and Peace in Russia : The Passages of Frank Golder, 1914-1927*, Hoover Press, 1992.

Carl-Emil Vogt, « Fridtjof Nansen et l'aide alimentaire européenne à la Russie et à l'Ukraine bolchéviques en 1921-1923 », *La contemporaine*. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2009/3 n° 95, p. 5-12.

## 5. La presse et le journalisme

### 5.1 Ouvrages généraux

Pierre Albert, *Histoire de la presse*, PUF, 2010.

Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (sous la direction de), *Histoire générale de la presse française*, t. III : De 1871 à 1940, PUF, 1972.

Ivan Chupin, *Histoire politique et économique des médias en France*, La Découverte, 2012.

Fabrice D'Almeida, Christian Delporte, *Histoire des médias : de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, rééd. 2010.

Christian Delporte, Claire Blandin, François Robinet, *Histoire de la presse en France. XX-XXI<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 2016.

Christian Delporte, *Histoire du journalisme et des journalistes en France : du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, PUF, 1995.

Christian Delporte, *Les journalistes en France : 1880-1950 naissance et construction d'une profession*, Ed. du Seuil, 1999.

Laurent Martin, *La presse écrite en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Librairie Générale Française, 2005.

### 5.2 Travaux spécialisés

Gilles Belin, sous la direction d'Yves-Henri Nouailhat, *La Russie soviétique vue par Le Phare de la Loire de 1921 à 1939*, mémoire de maîtrise, université Rennes 2, 1976.

Bernard Chambaz, *L'Humanité, 1904-2004*, Seuil, 2004.

Alexandre Courban, *L'Humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904-1939)*, éditions de l'Atelier, 2014.

Christian Delporte, Claude Pannetier, Jean-François Sirinelli, Serge Wolikow (dir.), *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Editions du Nouveau Monde, 2004.

Roselyne Le Calvez, sous la direction de Jacqueline Sainclivier, *1920-1922 : L'Ouest-Éclair et la Russie bolchévique*, mémoire de maîtrise, université Rennes 2, 1991.

Roland Leroy (dir.), *Un siècle d'Humanité, 1904-2004*, Editions Le Cherche-Midi, 2004.

Gabor T. Rittersporn, « Qui lit la Pravda, comment et pourquoi ? », Gallimard, *Le Débat*, 1980/2 n° 2, p. 82-91.

## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements _____	2
Table des abréviations _____	3
Introduction générale _____	5
Chapitre 1 – La famine dans <i>L'Humanité</i> et <i>Le Temps</i> : pour quelle représentation journalistique ? _____	13
1. Quelles sources pour <i>L'Humanité</i> et <i>Le Temps</i> ? _____	14
1.1. La famine : aux origines et à la disparition (supposée) d'une catastrophe alimentaire _____	14
1.2. Informer sans correspondants sur le terrain : des sources indirectes variées _____	20
1.3. Des sources soviétiques incontournables _____	26
1.4. L'importance des témoins extérieurs _____	29
2. La famine au cœur du <i>Temps</i> et de <i>L'Humanité</i> : pour quelle place ? _____	36
2.1. Un pic médiatique à l'automne 1921 _____	36
2.2. La présence (ou non) en une : un marqueur important _____	39
3. La famine : un événement qui s'inscrit dans deux quotidiens aux opinions divergentes, reflet d'un contexte politique particulier _____	42
3.1. Une opposition profondément liée à un contexte politique tendu _____	42
3.2. La famine : un cadre idéal pour une rivalité exacerbée _____	45
Chapitre 2 – La famine, un enjeu international _____	51
1. Des organisations humanitaires incontournables dans la représentation médiatique de la famine _____	52
1.1. Les premières manifestations de secours étrangers, incarnées par Nansen et Hoover _____	52
1.2. Des États européens qui créent leur propre organisme de secours face à une campagne d'aide qui s'accélère _____	55
1.3. L'opposition entre deux approches de l'aide à la Russie soviétique _____	59
1.4. La conférence de Bruxelles et le contexte politique français _____	65
1.5. <i>L'Humanité</i> , fervent soutien du CISR dirigé par Nansen _____	68

2. La famine, un enjeu diplomatique pour renouer des relations entre la Russie soviétique et les puissances occidentales _____	72
2.1. La Russie soviétique et les puissances occidentales depuis 1917 _____	72
2.2. Les relations russo-états-uniennes durant la famine à travers le prisme de l'ARA _____	74
2.3. La question de la famine dans le cadre de la politique d'ouverture soviétique et la conférence de Gênes _____	75
2.4. La famine ou le dégel progressif des relations franco-soviétiques _____	78
3. L'œuvre de secours du gouvernement français pour lutter contre la famine : quelle représentation ? _____	80
3.1. Le déblocage d'une aide gouvernementale par la France _____	80
3.2. Une mise en place laborieuse, une impatience qui pointe _____	83
3.3. Une arrivée à destination très tardive _____	86
Chapitre 3 – La famine dans <i>L'Humanité</i> : une ambition politique et humanitaire _____	89
1. L'œuvre de secours ouvrière française et son apport au Secours ouvrier international (SOI) _____	90
1.1. La mise en place d'un secours ouvrier français dans un contexte politique tumultueux _____	90
1.2. Une aide qui s'accélère à l'automne 1921 _____	93
1.3. L'aide française de secours ouvrier : l'action de Marguerite Rosmer et la campagne menée par <i>L'Humanité</i> _____	98
2. Journalistes et militants politiques à <i>L'Humanité</i> : une confusion qui pose question _____	106
2.1. Des figures du parti et de <i>L'Humanité</i> , loin d'être centrales dans le traitement de la famine _____	106
2.2. Des rédacteurs au service de la campagne ouvrière de secours _____	111
2.3. De nombreux autres rédacteurs aux rôles secondaires _____	114
3. Caricatures et photographies : au service de l'information et/ou de la propagande _____	118
3.1. L'Église et le clergé français visés _____	120
3.2. La « bourgeoisie capitaliste » ou la cible idéale _____	122
3.3. La dénonciation d'un supposé chantage politique _____	126



3.4. La photographie : un impact direct pour montrer l'horreur _____	128
3.5. Une représentation concrète des secours _____	139
Conclusion générale _____	135
Table des cartes _____	140
Table des illustrations _____	143
Notices biographiques _____	146
Sources _____	165
Références bibliographiques _____	175
Table des matières _____	180
Résumé et mots-clés _____	183

## RÉSUMÉ ET MOTS-CLÉS

La famine de 1921-1922 constitue l'aboutissement de la période de troubles qui touchent la Russie à partir de 1914 avec la Première Guerre mondiale, deux révolutions en 1917 dont s'ensuit une guerre civile longue et meurtrière. Mais la famine prend aussi une dimension internationale, à la suite de l'appel lancé par le pouvoir soviétique pour obtenir des secours aux populations affamées. Les puissances occidentales, adversaires du jeune régime soviétique en Russie, répondent néanmoins à cet appel, également relayé auprès des opinions publiques en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. L'internationalisation de la lutte contre la famine passe par une médiatisation inédite, dont l'étude est l'objet de ce mémoire, à travers le cas de la presse française. Notre travail suit la couverture de la famine et de l'action internationale de secours par deux quotidiens, opposés politiquement : *L'Humanité* et *Le Temps*. Notre analyse met en évidence les façons de travailler des rédactions des deux journaux. Si elles sont confrontées à la rareté des sources directes, elles divergent non seulement par leurs visions politiques, mais aussi, en partie, par leurs pratiques éditoriales. L'étude articule les enjeux de la vie politique nationale, dont la SFIC est le nouvel acteur à gauche, et ceux des rapports diplomatiques de cette période. Ceux-ci sont alors en pleine recomposition pour les relations avec la Russie soviétique, au sortir de la guerre civile, mais ils sont aussi marqués par l'action nouvelle de nombreuses organisations internationales, particulièrement dans le champ humanitaire. Enfin l'étude accorde une place particulière au traitement de la famine par *L'Humanité*, marqué par son engagement propre dans l'action « ouvrière » de secours aux victimes de la famine, et par son utilisation importante de l'image – photographies et caricatures.

*Mots-clés* : famine ; Russie soviétique ; 1921-1922 ; aide humanitaire ; diplomatie ; presse et politique (France); *L'Humanité* ; *Le Temps* ; Parti communiste français ; anticommunisme.

